
**West African Food System Resilience Program – Phase 2 (FSRP2)
(P178132)**

Stakeholder Engagement Plans for: Chad

Mai 2026

REPUBLIQUE DU TCHAD



Unité – Travail-Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTERE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE

SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU

SAHEL

(PRSA-TCHAD)

(P178132)

Fond additionnel

PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP)

Mai 2026

TABLE DE MATIERES LISTE DES ANNEXES

.....	2
LISTE DES	
TABLEAUX	2
SIGLES ET	
ABREVIATIONS	3
1. INTRODUCTION	9
1.1. PRINCIPES DU PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP)	25
1.2. COMMUNAUTÉS TOUCHÉES ET CONCERNÉES PAR LE PROJET	25
1.3. ACTIVITÉS SUSCEPTIBLES D’AFFECTER LES PARTIES PRENANTES	26
1.4. MÉTHODOLOGIE.....	27
2. DESCRIPTION DU PROJET	30
2.1. ZONE D’INTERVENTION	30
2.2. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET (ODP)	30
2.3. COMPOSANTES DU PROJET	30
2.4. ANALYSE DES RISQUES ASSOCIÉS AU PROJET	37
3. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	39
3.1. CATÉGORIES DES PARTIES PRENANTES IDENTIFIÉES	39
3.2. PARTIES TOUCHÉES	41
3.3. PARTIES PRENANTES INSTITUTIONNELLES	42
3.4. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	42
3.5. RÉSUMÉ DES BESOINS DES PARTIES PRENANTES DU PROJET	43
4. RESUME DES ACTIVITES ANTERIEURES DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES... ..	46
4.1. PARTICIPATION INCLUSIVE :	47
4.2. IDENTIFICATION DES PARTENAIRES DANS L’EXÉCUTION DU PROJET	48
5. MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES	58
5.1. OBJECTIFS ET CALENDRIER DU PROGRAMME DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES	58
5.2. MÉTHODES DE MOBILISATION DIRECTE AVEC LES PARTIES PRENANTES	59
5.3. STRATÉGIE PROPOSÉE POUR LA DIVULGATION D’INFORMATIONS	60
5.4. MESSAGES CLÉS	61
5.5. PROPOSITION DE STRATÉGIE DE CONSULTATION	63
5.6. STRATÉGIE PROPOSÉE POUR INCORPORER LES VOIX ET POINTS DE VUE DES GROUPES VULNÉRABLES	39
5.7. EXAMENS DES COMMENTAIRES	39
5.8. PHASES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	40
6. RESSOURCES ET RESPONSABILITES POUR METTRE EN ŒUVRE LES ACTIVITES DE	
MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES	42
6.1 RESSOURCES	42
6.2 PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP) DU FSRP2	43
6.3 FONCTIONS DE GESTION ET RESPONSABILITÉS.....	47
7. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES (MGP)	49
7.1. DESCRIPTION DU MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES	49
7.2. BUDGETS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES	51

8. SUIVI ET REPORTING	54
8.1. IMPLICATIONS DES PARTIES PRENANTES DANS LES ACTIVITÉS DU PROJET	54
8.2. RRAPPORTS AUX PARTIES PRENANTES	55
CONCLUSION	57
ANNEXES	59
Annexe 1 :Parties prenantes institutionnelles identifiées du FSRP2	59
ANNEXE 2 :PARTIES PRENANTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA COMMUNAUTÉ DU FSRP2 IDENTIFIÉES	60
ANNEXE 3 :PARTIES PRENANTES INSTITUTIONNELLES	62
ANNEXE 4 : ACTEURS RENCONTRÉS, DATES , LIEUX ET NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS PUBLIQUES	
ÉQUIPE 1	65
ANNEXE 5 :ACTEURS RENCONTRÉS, DATES , LIEUX ET NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS PUBLIQUES	
ÉQUIPE 2	67
ANNEXE 6 :ACTEURS RENCONTRÉS, DATES , LIEUX ET NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS PUBLIQUES	
ÉQUIPE 3	71
ANNEXE 7 :CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE LA MISSION DANS LES PROVINCES DU OUADDAÏ ET DU WADI-FIRA	74
ANNEXE 8 :CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE LA MISSION DANS LA PROVINCE DU LAC	78
ANNEXE 9 :CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE LA MISSION DANS LA PROVINCE DU MAYO KEBBI OUEST	81
ANNEXE 10 :SYNTHÈSE GLOBALE DES CONSULTATIONS AVEC LES SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	84
ANNEXE 11 : SYNTHÈSE GLOBALE DES PRÉOCCUPATIONS ET MESURES PRISES LORS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES RÉALISÉES DANS LES PROVINCES DU OUADDAÏ (ABÉCHÉ) ET WADI FIRA (BILTINE)	99
ANNEXE 12 : SYNTHÈSE GLOBALE DES PRÉOCCUPATIONS ET MESURES PRISES LORS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES RÉALISÉES DANS LA PROVINCE DU LAC (BOL)	110
ANNEXE 13 :SYNTHÈSE GLOBALE DES PRÉOCCUPATIONS ET MESURES PRISES LORS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES RÉALISÉES DANS LA PROVINCE DU MAYO KEBBI OUEST (PALA)	127
ANNEXE 14 : LISTE DES MÉDIAS DE LA PRESSES ÉCRITES DISPONIBLES AU TCHAD EN 2019	134
ANNEXE 15 : LISTES ET DES DONNÉES RELATIVES AUX DIFFÉRENTS MÉDIAS AUDIOVISUELS AU TCHAD EN 2019.	135
ANNEXE 16 : LE REGISTRE DES RÉCLAMATIONS EXCLUANT LES PLAINTES LIÉES AUX EAS / HS.....	151

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DU PROJET PAR COMPOSANTES ET SOUS COMPOSANTES	30
TABLEAU 2 : PARTIES PRENANTES IDENTIFIÉES	39
TABLEAU 3 : PARTIE PRENANTES TOUCHÉES	41
TABLEAU 4: BESOINS DES PARTIES PRENANTES	43
TABLEAU 5 : ACTIVITÉS ANTÉRIEURES DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES	46
TABLEAU 6 : SYNTHÈSE SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION	62
TABLEAU 7 : STRATÉGIE DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES	37
TABLEAU 8 : SYNTHÈSE DU PMPP	43
TABLEAU 9 : EQUIPE DE GESTION DU PMPP	47
TABLEAU 10 : MISE EN ŒUVRE DU MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES	51
TABLEAU 11 : PROGRAMME DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	54
TABLEAU 12 : BUDGET ANNUEL ESTIMATIF DE PMPP	55

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACT	Assemblées Chrétiennes du Tchad
ACTT	Association de la Chefferie Traditionnelle du Tchad

ADCFL	Association pour le Développement Communautaire de Faya-Largeau
ADECOMB	Association pour le Développement de la Communication à la Base
ADECOR	Association pour le Développement de la Communication Rurale
ADESOL	Développement Economique et Social du Lac
ADETS	Association pour le Développement de l'Élevage au Tchad Sahélien
ADMC	Association pour le Développement Communautaire
AFAP	Association des Femmes pour l'Auto Promotion
AFD	Agence Française de Développement
ALCDM	Association de Lutte Contre la Désertification de Masssakory
ANADER	Agence nationale pour le développement rural
ANALA	Agence Nationale de Lutte Anti- acridienne
ANIE	Agence nationale d'investissement
ANLA	Agence Nationale de Lutte anti Acridienne
AOPK	Association des Organisations Paysannes de la Kabbia
APEN	Association pour la Protection de l'Environnement
APIDEI	Association pour la Promotion des Initiatives Locales, Nationales et Internationales
ASSOVIM	Association pour une Vie Meilleure
ASUDEK	Association pour le Suivi du Développement du Kanem
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BELACD	Bureau d'Etude et de Liaison d'Actions Caritatives et de développement
BID	Banque Islamique de développement
CADLC	Collectif des Associations de Développement du Loug Chari
CCA	Comité Communal d'Action
CDA	Comité Départemental d'Action
CELIAF	Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines
CES	Cadre Environnemental et Social
CGES	Cadre de gestion environnementale et sociale
CONFENET	Confédération Nationale des Eleveurs du Tchad
CONORET	Confédération Nationale des Organisations des Eleveurs du Tchad
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
CPA	Comité Provincial d'Action
CPP	Comité de pilotage du projet
CPR	Cadre politique de réinstallation
CSAPR	Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation
DEELCPN	Direction des Evaluations Environnementales et de la Lutte contre les Pollutions et les Nuisances
DNPGC	Dispositif national de prévention et de gestion des crises
DPA	Délégation Provinciale Agriculture
DPEP	Délégation Provinciale de l'Environnement, et de la Pêche
DPEPA	Délégation Provinciale de l'élevage et des productions animales
DPVC	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement
EAS/HS	Exploitation et Abus Sexuel /Harcèlement Sexuel
EEFLT	Eglise Fraternelle Luthérienne au Tchad
EEMET	Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad
EET	Eglises Evangéliques au Tchad

FEAGEMKO	Fédération des Groupements des Eleveurs du Mayo Kebbi Ouest
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FUGAAP	Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs
GPNELF	Groupe des Pêcheurs du Nord-Est du Lac Fitri
GT	Groupe de Travail
IEC	Information Education et Communication
IREC	Institut de Recherche pour l'Elevage et le Développement
ITRAD	Institut Tchadien de Recherche Agricole et de Développement
MA	Ministère de l'Agriculture
MAT	Ministère de l'administration territoriale
MEP	Ministère de l'Environnement, et de la Pêche
MEPA	Ministère de l'élevage et des Productions Animales
MGP	Mécanisme de Gestions des Plaintes
MSPSN	Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale
NES	Normes Environnementales et Sociales
OANET	Organisation des Acteurs Non Etatiques du Tchad
ODP	Objectif de Développement du Projet
ONASA	Office National de Sécurité Alimentaire
ONG	Organisations non gouvernementales
OP	Organisations de Producteurs
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSC	Organisation de la Société Civile
PEES	Plan d'Engagement Environnemental et Social
PFNL	Produits Forestiers non ligneux
PGMO	Procédures de Gestion de la Main d'œuvre
PMPP	Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
PNUA	Plan national d'urgence acridienne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPRA	Plan de Prévention du Risque Acridien
PV	Procès-Verbal
REDG	Radio Evangile et Développement Globale
RETEX	Retour d'Expérience
RNT	Radio Diffusion nationale Tchadienne
RTN	Radio Terre Nouvelle
SAVE	Service Audiovisuel pour l'Education
SISAAP	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Rapide
SNA	Service de Nutrition et de l'assainissement
SPM	Spécialiste de Passation des Marchés
SPR	Syndicat des professionnels ruraux
TA	Assistance technique
TdR	Termes de Référence
TF	Thèmes fondamentaux
UADSK	Union des Associations pour le Développement de la Sous-Préfecture de Karal
UCTFP	Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du Projet

UE	Union Européenne
USARPAL	Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac
VBG	Violence Basée sur le Genre
VFE	Violence Faite aux Enfants

Draft

DÉFINITIONS DES CONCEPTS CLÉS

Parties prenantes : Selon la NES 10, le terme « **partie prenante** » désigne les individus ou les groupes qui : a) sont ou pourraient être touchés par le projet (les **parties** touchées par le projet) ; et b) peuvent avoir un intérêt **dans** le projet (les autres **parties** concernées).

Parties touchées par le projet :

L'expression « parties touchées par le projet » désigne les personnes susceptibles d'être affectées par le projet en raison de ses effets réels ou des risques qu'il peut présenter pour le milieu physique, la santé, la sécurité, les pratiques culturelles, le bien-être ou les moyens de subsistance de ces personnes. Il peut s'agir de particuliers ou de groupes, y compris les populations locales (CES, Banque mondiale).

Autres parties concernées :

L'expression « autres parties concernées » désigne tout individu, groupe ou organisme ayant un intérêt dans le projet, soit en raison de son emplacement, de ses caractéristiques ou de ses effets, soit pour des questions d'intérêt public. Il peut s'agir notamment d'organismes de réglementation, d'autorités publiques, de représentants du secteur privé, de la communauté scientifique, des universités, des syndicats, des organisations féminines, d'autres organisations de la société civile et de groupes culturels. (CES, Banque mondiale).

Mécanisme de gestion des plaintes

Un mécanisme de gestion des plaintes est un système ou un processus accessible et ouvert à tous qui sert à prendre acte en temps utile de plaintes et de suggestions d'améliorations à apporter au projet, et à faciliter le règlement des problèmes et des réclamations liées au projet. Un mécanisme efficace de gestion des plaintes propose aux parties touchées par le projet des solutions qui permettront de corriger les problèmes à un stade précoce. (CES, Banque mondiale).

Personnes défavorisées ou vulnérables

L'expression « défavorisé ou vulnérable » désigne des individus ou des groupes d'individus qui risquent davantage de souffrir des effets du projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un projet. Ces individus ou ces groupes sont aussi susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent de ce fait avoir besoin de mesures et/ou d'une assistance particulière. (CES, Banque mondiale).

Violences Basées sur le Genre

La violence basée sur le genre est une violence concernant les hommes et les femmes, où la femme est généralement la victime. Elle découle de relations inégales de pouvoir entre hommes et femmes. La violence est dirigée contre une femme du fait qu'elle est une femme ou elle touche les femmes de manière disproportionnée. Elle comprend, sans s'y restreindre, des agressions physiques, sexuelles et psychologiques (UNFPA).

INTRODUCTION

Le Gouvernement de la République du Tchad prépare, en collaboration avec la Banque Mondiale, la Phase 2 du Programme d'Appui à la Résilience des Systèmes Alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2). C'est un projet régional qui couvre la Sierra Leone, le Ghana et le Tchad. Le gouvernement Tchadien prévoit la mise en œuvre du FSRP2 sous la conduite du Ministère de l'Agriculture (MA). La Banque a convenu d'accorder un financement au Projet.

La mise en œuvre du FSRP2 va générer certes des impacts socio- économiques et environnementaux positifs mais également des impacts négatifs, d'où la nécessité de prévoir des mesures d'atténuation. Toutefois, la préparation et la mise en œuvre du FSRP2 se font dans le respect de la réglementation nationale du Tchad en matière de protection de l'environnement et de protection sociale, et la conformité avec le cadre environnemental et social de la Banque mondiale.

Ainsi, afin de se conformer aux réglementations nationales et aux normes environnementales et sociales de la Banque mondiale (NES), le gouvernement est tenu d'élaborer un certain nombre d'instruments de sauvegarde environnementale et sociale, dont le présent plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP).

Le document comprend également une ébauche d'un Mécanisme de Gestions des Plaintes (MGP) pour permettre aux parties prenantes de susciter des préoccupations vis-à-vis du projet.

1.1. Méthodologie

L'approche méthodologique adoptée est basée sur le concept d'une approche participative, en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2) dans sa zone d'intervention. L'étude a privilégié cette démarche participative qui a permis d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs. Pour atteindre les résultats de l'étude, il a été adopté l'approche suivante :

- **une rencontre de cadrage avec l'équipe de préparation du projet ;**
- **une analyse des textes légaux nationaux régissant la gestion de l'Environnement;**
- **une revue des normes environnementales et sociales établies par la Banque mondiale et notamment celles jugées pertinentes par le projet ;**
- **une appropriation des composantes du Projet et de ses activités potentielles ;**

Dans le cadre de la préparation du PMPP, des consultations des parties prenantes ont été organisées du 07 au 14 janvier 2021 dans les localités de Abéché (Ouaddaï), de Biltine (Wadi-Fira), Bol (Lac) et Pala (Mayo Kebbi ouest). Le dispositif mis en place pour réaliser cette collecte de données était composé de trois équipes pluridisciplinaires (Equipe1 : Ouaddaï et Wadi-fira ; Equipe2 : Lac ; Equipe3 : Mayo Kebbi ouest). Ces rencontres ont concerné pour l'essentiel les services techniques et administratifs, mais aussi les organisations de la société civile locale (ONG locales, groupements et associations de développement agropastoraux, la presse locale, groupements et associations de femmes et de jeunes) et les communautés locales. Dans le cadre des consultations des parties prenantes ,353 personnes ont été consultées dont 157 femmes (44,47 %) et 196 hommes (55,52 %). Cette approche a facilité le recensement des points de vue et préoccupations des différents acteurs concernés par le projet et aussi le recueil des suggestions et recommandations qu'ils ont formulées.

De façon spécifique, la démarche utilisée pour l'élaboration du PMPP comprend quatre (04) principales étapes :

- Réunion de cadrage : elle a été tenue avec les principaux responsables de la coordination du projet (amendement du rapport de démarrage). Cette rencontre a permis de s'accorder sur

les objectifs de la mission, de s'entendre sur l'urgence et les principaux enjeux liés à la préparation du présent PMPP, mais aussi sur certains points spécifiques de l'étude, notamment (i) les rencontres avec les autorités locales et (ii) les consultations publiques à mener au niveau des localités retenues avec la prise en compte des personnes vulnérables ;

- Recherche et analyse documentaire : elle a permis de collecter les informations disponibles au niveau de la documentation et portant sur la description du projet ainsi que la consultation d'autres documents utiles à la réalisation de l'étude.
- Consultations publiques : ces rencontres avec les populations potentiellement bénéficiaires ou affectées par le projet, les acteurs institutionnels du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2), les autorités locales et autres personnes ressources dans le but de prendre en compte les préoccupations, les avis et les recommandations de ces différents acteurs en vue d'aligner le projet sur les attentes des bénéficiaires. Ces consultations organisées avec les communautés se sont révélées essentielles en ce sens qu'elles ont permis de compléter les informations issues de l'analyse documentaire, de recueillir des données complémentaires et surtout de discuter de la nécessité d'impliquer les parties prenantes dans tout le processus du projet.
- Rapportage : les différentes données collectées ont permis d'élaborer le PMPP provisoire dont les points saillants seront présentés en atelier.

1.2. Description du projet

a) Objectif de Développement du Projet (ODP)

L'objectif de développement du programme est de renforcer la gestion des risques du système alimentaire régional, d'améliorer la durabilité de la base productive dans les zones ciblées et de développer les marchés agricoles régionaux et améliorer le dispositif de lutte antiacridien

b) Composantes du Projet

Les types d'activités dans le cadre du projet sont décrites dans le tableau 1 :

Tableau 1 : Description des activités du projet par composantes et sous composantes

Objectifs sous composantes	Activités
Composante 1 : Services de conseil numériques pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires et crise acridienne. <u>Objectifs</u> : Les principaux objectifs de la composante 1 sont (i) établir des systèmes d'aide à la décision pour prévenir et gérer plus efficacement les crises agricoles et alimentaires, et y répondre en intégrant des données tirant partie des innovations et technologies de pointe, et (ii) renforcer la capacité et la durabilité institutionnelle au niveau régional et national pour fournir des services de conseil numérique pertinents (y compris des services de conseil agricole et de prévision et d'alerte Hydromet/climatique), en s'assurant de l'engagement du secteur privé. La composante consacrera une partie de ses activités pour renforcer la capacité nationale de lutte anti- acridienne.	
Sous-composante régionale 1.1 : Amélioration des systèmes régionaux de prévention et de suivi des crises alimentaires et prévention de crise acridienne (équivalent à 4,1 millions de dollars US)	

Cette sous- composante a pour objectif de renforcer le système national de gestion des risques alimentaires et agricoles (collecte, analyse, prévision et gestion des données pertinentes pour la sécurité alimentaire), et de fournir des informations et des services de conseil pour soutenir les prises de décisions du niveau national jusqu'au niveau décentralisé. Il est important que le Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Rapide (SISAAP) et le Groupe de Travail (GT) soient impliqués afin de renforcer leurs	- Renforcement des capacités, coordination et l'organisation du Centre Régional de Formation en Agro météorologie et hydrologie Fonctionnelle (AGRHYMET) et d'autres institutions mandatées et le secteur privé. - Renforcement de la capacité institutionnelle régionale de suivi et de fourniture de services d'information sur la sécurité alimentaire, par le biais du « Cadre harmonisé ». - Renforcement du système régional d'information agricole existant, en intégrant les systèmes régionaux multidimensionnels d'information sur la vulnérabilité, afin de soutenir la prise de décision grâce à l'amélioration des services de conseil, d'hydrométéorologie et d'alerte précoce ; - Réorganisation des mécanismes existants de surveillance et de gestion des nuisibles et des maladies et au développement de nouveaux mécanismes, en adoptant une approche « Une seule santé ».

Objectifs sous composantes	Activités
capacités pour la gestion des crises alimentaires (lien avec le Cadre Harmonisé, AGRHYMET et les plans d'actions pluriannuel), et dynamiser le dispositif au niveau déconcentré sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire (modernisation du système de collecte et d'analyse, création de Systèmes Communautaires d'Alertes Précoces et de Réponses aux Urgences (SCAP-RU), etc.	- Promotion de la collaboration régionale, en facilitant les approches harmonisées au niveau régional et en mettant en place une plateforme d'apprentissage pour les fournisseurs nationaux d'informations climatiques (publics et privés).
Sous-composante nationale 1.2 : Renforcement de la création et de la fourniture de services de conseils numériques aux agriculteurs	

- L'objectif de cette sous- composante est de moderniser les services participatifs de vulgarisation et de conseil agricole au niveau national par le renforcement des capacités du personnel de l'Agence nationale pour le développement rural (ANADER) à travers la mise en place et la gestion de TIC innovantes des outils opérationnels fondés sur les services de vulgarisation (e-extension - conseils agricoles pour les petits agriculteurs basés sur les téléphones mobiles et les tablettes) dans le but de faciliter l'accès par les différents acteurs, aux services de conseils, informations sur les marchés et aux services climatologiques).	- Renforcement des capacités et appui institutionnel aux activités des fournisseurs de services hydrométéorologiques et agro météo (publics et privés) au niveau national; - amélioration de la capacité nationale d'observation des phénomènes hydro météo pour compléter les données météorologiques et les infrastructures régionales et mondiales ; - mise au point des services de prévision, de conseil et d'alertes axées sur l'impact pour répondre aux exigences de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; - Appui à la fourniture à bonne date, d'informations agro- météorologiques aux agriculteurs utilisant des canaux multimodaux, y compris les TIC, en partenariat avec le secteur privé, l'ANADER et l'ITRAD (compagnies de téléphonie mobile, agro-entrepreneurs, prestataires de services) et la société civile ; - Fourniture d'un soutien au développement d'informations climatiques qui peuvent mieux éclairer le développement d'instruments de financement de l'agriculture et des risques (fonds d'urgence, assurances, produits dérivés, prêts d'urgence) et de mesures transfrontalières de soutien aux agriculteurs); - conception et implémentation d'une stratégie nationale de partenariat public privé dans la domaine de l'hydrométéorologie et l' agrométéorologie, en y intégrant la révision des politiques relative à l'accès aux données, dans le but d'améliorer la coopération entre ces secteurs; - Renforcement et extension du programme E-extension (augmentation de la couverture, assistance technique, etc.) développés sous le projet PROPAD (P162956) ; et renforcement des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et les alertes précoces intégrés (conflits, feux de brousses, météo, etc.) ; - accès aux informations agro-climatiques par les producteurs notamment les femmes, à travers une stratégie de communication adaptée à leurs besoins en utilisant des moyens de communication qui cibleront mieux les femmes telles que les radios rurales des smart phone pour association d'agricultrices, etc.) En ce qui concerne le One Health les femmes seront formées sur des thématiques spécifiques pour renforcer leurs connaissances en identification des maladies et utilisation des produits phytosanitaire
Sous-composante 1.3 : Renforcement des systèmes d'alerte précoce pour la lutte anti- acridienne (équivalent à 6.0 millions de dollars US)	
Cette composante renforcerait la capacité régionale et nationale des opérations de surveillance et de contrôle. Au niveau régional, cela	• Renforcement des systèmes d'alerte précoce pour soutenir la prévention et la réponse rapide aux infestations acridiennes nouvelles dans un contexte climatique changeant.

Objectifs sous composantes	Activités

impliquerait le développement de partenariats techniques avec des structures compétentes, telles que la CLCPRO.	• <i>renforcement des capacités pour relever l'expertise nationale et permettre de déployer des réponses rapides et ciblées à court terme et une planification de l'adaptation à long terme.</i> • <i>une mise à jour du Cadre National de Gestion du Risque Acridien qui est composé de deux niveaux d'action, à savoir le Plan de Prévention du Risque Acridien (PPRA) et le Plan national d'urgence acridienne (PNUA). Le retour d'expérience (RETEX) de ces deux plans permettra d'analyser et de publier désormais, sur une base annuelle la mise œuvre globale du PPRA et de PNUA et relever les points forts et faibles en vue d'améliorer leur performance.</i> • <i>Renforcement des compétences en matière de prévision, de surveillance, de lutte, et l'exploitation de nouvelles technologies de l'information et de communication, ainsi que les drones. Ces efforts tiendraient compte des orientations standards des organisations internationales et régionales. Le programme appuiera également la participation du Tchad aux efforts de collaboration internationale pour prévenir la réapparition et atténuer les effets de cette catastrophe naturelle, via le renforcement des systèmes de préparation et d'alerte précoce aux niveaux infranational.</i>
Composante 2 : Durabilité et capacité d'adaptation de la base de production des systèmes alimentaires (équivalent à 52,1 millions de dollars US) Objectifs : Cette composante vise la résilience des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux permettant aux producteurs de petites et de moyennes tailles, en particulier les femmes et les jeunes, de satisfaire durablement leurs besoins nutritionnels et d'accroître les revenus tirés de la vente des excédents sur les marchés locaux et régionaux	
Sous-composante régionale 2.1 : Consolider le système régional d'innovation agricole (équivalent à 9.2 millions de dollars US)	
Cette sous-composante a pour objectif principal la consolidation du système régional d'innovation agricole pour des systèmes alimentaires résilients qui vise à renforcer les systèmes régionaux de recherche et de vulgarisation, afin de fournir durablement des innovations technologiques améliorées, y compris des technologies intelligentes face au climat, tenant compte de la nutrition et conviviales pour les femmes et les jeunes.	- renforcement des capacités du système national de recherche (ITRAD, IRED, université et grandes écoles agricoles, etc.) en termes de rénovation/construction d'infrastructures, acquisition d'équipements, formation de jeunes chercheurs pour travailler sur les chaînes de valeur prioritaires retenues dans le cadre du FSRP2 - Appui à la génération et diffusion des technologies et savoir-faire sur les chaînes de valeur prioritaires retenues dans le cadre du FSRP2 à travers la conduite de recherche agricole conjointe avec les acteurs de la sous-région par le financement de sous-projets commissionnés ou compétitifs au plan national, une participation des chercheurs tchadiens aux activités régionales (recherche, rencontres scientifiques, formations, etc.) - Appui à la modernisation du conseil agricole à travers l'actualisation du plan stratégique sur la recherche agricole pour prendre en compte les nouvelles approches telles que l'approche de la recherche agricole intégrée pour le développement (IAR4D) qui permet la mise en place de plateformes d'innovation sur les chaînes de valeur prioritaires retenues dans le cadre du FSRP2 ; les approches de conseil agricole éprouvées par le secteur privé et les organisations des producteurs.
Sous-composante nationale 2.2 : Renforcer la sécurité alimentaire régionale par des pratiques durables dans les zones ciblées (équivalent à 34.9 millions de dollars US)	
Cette sous-composante vise à maintenir et améliorer la base de capital naturel dans les zones d'intervention pour assurer la durabilité de la productivité, améliorer durablement la sécurité	- Réalisation des fermes communautaires (de 500 à 1000 hectares), - Investissements communautaires (points d'eau, unités de transformation, magasins, équipements communautaires, et mise à l'échelle des technologies intelligentes face au climat au niveau de la ferme et/ou du paysage, etc.). - Diagnostic détaillé de la zone sélectionnée (analyse détaillée des caractéristiques environnementales, sociales et économiques des paysages

alimentaire des ménages ruraux et leur résilience à la variabilité climatique dans	

Objectifs sous composantes	Activités
des zones ciblées. L'objectif est de permettre aux communautés locales d'améliorer leurs moyens d'existence dans le temps.	sélectionnés et de la législation sur les ressources naturelles et le cadre institutionnel dans le pays, ainsi que des plans existants dans la zone, comme les plans communaux de développement (PCD), qui sont les plans de référence) ; - préparation d'un plan de développement intégré pour l'unité de paysage (ou, les unités de paysage), pour répondre aux défis identifiés dans (i), qui comprend à la fois les investissements nécessaires à maintenir et améliorer la base de capital naturel dans les zones d'intervention pour assurer la durabilité de la productivité (qui pourraient sortir des plans existants, mais pas uniquement) et les mécanismes de mise en œuvre. Ce processus de planification permettra d'asseoir les fondements d'une vision claire pour la mise en œuvre des activités et investissements à l'échelle de la zone d'intervention en question. - Mise en œuvre de certaines activités prioritaires du plan de développement intégré. (études de faisabilité, exécution et supervision des investissements sectoriels prioritaires du plan de développement intégré à l'échelle du paysage en question, y compris, mais sans s'y limiter: conservation des sols et de l'eau, reforestation, seuils d'épandage et protection des berges des rivières dans certains bassins versants, infrastructures d'irrigation et amélioration des pratiques agricoles, organisation et renforcement des capacités des bénéficiaires pour l'exploitation et maintenance des investissements financés. Les détails concernant les critères d'éligibilité des activités à financer et les mécanismes et les responsabilités pour l'identification des sous-projets, la hiérarchisation, l'exécution, la supervision et le S&E seront détaillés dans le manuel opérationnel. - L'intégration dans le système de suivi du FSRP2 d'un système de suivi pour évaluer les décisions de gestion des terres par rapport aux multiples objectifs du paysage et aux besoins des parties prenantes. Geo-enabling initiative for monitoring and supervision (EMS) en tant qu'outil particulièrement pertinent dans les pays du contexte fragile et conflit (FCV) permettra de faire un géoréférencement des interventions du projet pour la cartographie numérique et la superposition avec les projets d'autres partenaires de développement. Ceci permettra aussi l'établissement d'une base potentielle pour la comptabilisation du carbone et la compréhension des changements dans la séquestration du carbone dans les sols et sur la terre; peut à son tour être utilisé pour comprendre le potentiel de mobilisation du financement climatique pour la durabilité du financement au-delà de la durée de vie du projet. Le projet appuiera dans ce sens le renforcement du système de suivi du FRSP et l'appui à l'exécution du projet lié à la sous-composante 2.2
Sous-composante 2.3: Renforcement des mesures de lutte pour réduire les populations acridiennes et empêcher leur propagation dans de nouvelles zones.	

Dans cette composante, l'accent sera mis sur les mesures de lutte qui pourraient réduire les populations acridiennes et empêcher leur propagation dans de nouvelles zones grâce à une série d'opérations de lutte terrestre et aérienne ciblées. Les méthodes utilisées incluraient la pulvérisation terrestre et aérienne. L'utilisation de ces produits respectera le plan de gestion des ravageurs (IPMP).	- Acquisition du matériel de pulvérisation, des équipements de protection, les systèmes de collecte de données, - Formation sur les mesures de sécurité liées aux traitements en matière de lutte et de contrôle, - Sensibilisation et information auprès des populations locales et autorités administratives et traditionnelles de la zone en vue de susciter leur implication dans la remontée de l'information acridienne et de les sensibiliser aux risques liés à l'application de pesticides ; iv) mise en place d'un système de communication pour faciliter une meilleure synergie de l'intervention. -
Composante 3 : Intégration des marchés et commerce (équivalent à 28,2 millions de dollars US)	
Objectifs sous composantes	Activités
Objectif : Cette composante vise à étendre le commerce de produits alimentaires en Afrique de l'Ouest afin de permettre une distribution efficace des produits excédentaires aux régions déficitaires et faciliter la production ainsi que la commercialisation des intrants et des technologies agricoles au sein et au-delà des frontières nationales	
Sous-composante régionale 3.1 : <i>Faciliter le commerce le long des principaux corridors et consolider le système de réserves alimentaires</i> (équivalent à 6,1 millions de dollars US)	

L'objectif principal de cette sous-composante est de soutenir le développement des chaînes de valeur Maïs, Sésame et Blé, en mettant l'accent sur les segments en amont et en aval afin de contribuer à la sécurité alimentaire régionale.	- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement axe sur la conquête du marché régional et le renforcement durable de l'avantage concurrentiel du TCHAD pour les chaînes de valeur Maïs, Sésame et Blé ; - Renforcement des institutions nationales compétentes pour le commerce régional (la Direction du Ministère en charge du Commerce, l'Agence nationale d'investissement (ANIE), la Chambre du Commerce (CCIAMA), etc.; - Aménagement de pistes rurales pour l'interconnexion entre les marchés agricoles secondaires et principaux ; - La création de nouveaux débouchés et la valorisation des emplois agricoles dans les chaînes de valeur prioritaires (Sésame, Maïs, Blé) ¹ - Le renforcement du cadre de concertation avec le secteur privé pour assurer un co-leadership pour les interventions dans les chaînes de valeur prioritaires, - L'amélioration de la qualité des produits ou sous-produits des chaînes de valeur agricoles (grades, normes et standards des produits des chaînes de valeurs à définir et vulgariser, certification et identification d'origine, équipements pour laboratoires de qualité produits, contrôle et inspection qualité, incitation pour l'amélioration de la qualité, - La facilitation et accompagnement pour le commerce intra régional des produits agricoles (facilité aux frontières, procédure de contrôle simplifiée, groupage des exportations, promotion commerciale et prospection des marchés, etc.), - Le renforcement des interprofessions des chaînes de valeur retenues au niveau national et leur transférer des compétences et responsabilités (contrôle qualité, traçabilité, promotion commerciale, statistiques etc.), - Le renforcement des capacités des structures publiques intervenant dans le commerce des produits agricoles pour accompagner les échanges intra régionale (ministères en charge des douanes, commerces, industrie, agriculture, transport, structure de promotion des investissements et des exportations, etc.), - Le soutien de la Production et l'amélioration des statistiques sur le commerce des produits agricoles et l'information économique et financière sur les chaînes de valeur retenues, - Appui aux investissements critiques et catalytiques en partenariat avec le secteur privé pour la fluidification du commerce des produits agricoles le long des principaux corridors transfrontaliers. - Appui à l'opérationnalisation de la stratégie nationale du secteur privé agricole et du plan d'industrialisation dans son volet agro-industriel notamment par le recrutement d'une Assistance technique (TA) et soutien aux subventions pour, entre autres, la formalisation des entreprises, le lien avec les petits exploitants agricoles/producteurs, l'exploitation des technologies numériques pour la prospection des marchés/prix, la facilitation/sécurisation des paiements et des transactions pour les entreprises et les PME (agro-entreprises, agro-commerçants, agronégociants, associations de producteurs) opérant dans le commerce des produits agricoles et des intrants aux niveaux national et régional (ecommerce);

¹ Y compris sous-produits et co-produits et commercialisation, couts, positionnement/cible, innovation et structuration/organisation.

Objectifs sous composantes	Activités
	- Encouragement des Producteurs de chaînes de valeur (maïs, sésame et blé) et les champions locaux recevront des prix et d'appui nécessaires pour permettre la mise à l'échelle de ces chaînes de valeur.
Composante 4 : Intervention d'urgence imprévue (équivalent à 0 millions de dollars US)	

Le programme opérera dans un environnement très complexe et instable. Cette composante à financement nul permettra aux gouvernements de mobiliser rapidement des fonds en cas de situation d'urgence nécessitant une intervention immédiate de relèvement et de reconstruction. En cas de crise ou de catastrophe provoquée par un aléa naturel, cette composante permet aux gouvernements de réaffecter rapidement les fonds alloués au projet par l'IDA à des interventions d'urgence et de relèvement en cas de catastrophe naturelle, dans le cadre de procédures rationalisées	- Elle appuiera par conséquent la capacité de préparation et de réponse du Tchad à l'impact des risques naturels, notamment par le financement de biens ou de services de relèvement essentiels et autres services associés à la suite d'une catastrophe, et par un appui ciblé à la suite d'une catastrophe aux ménages et aux individus touchés. La composante contingente pourrait être déclenchée à la suite d'une catastrophe naturelle, sous réserve de la politique d'activation de la Banque, en cas de déclaration par le gouvernement d'un état de catastrophe naturelle conformément à la législation nationale. -
Composante 5 :Gestion du projet	
Garantir la gestion efficace du projet et le suivi minutieux des performances ainsi que l'impact.	- Cette composante financera les charges d'exploitation de l'unité de gestion du projet. Elle permettra de réaliser tous les aspects fiduciaires de l'exécution du projet, notamment la gestion financière, la passation de marchés, la gestion des risques environnementaux et sociaux y compris les risques d'exploitation et abus sexuel (EAS) et harcèlement sexuel (HS) par une spécialiste VBG pour compléter l'équipe, le S&E, la coordination sectorielle du ciblage des investissements et l'harmonisation des politiques, et les structures de coordination entre les bailleurs de fonds. - Par ailleurs, cette composante financera également la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme de gestion des plaintes (MGP). Pour garantir une inclusion sociale ciblée des activités du projet, notamment l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, un plan d'action sur l'inclusion sociale sera élaboré avant l'exécution des activités du projet (et actualisé chaque année pour inclure les enseignements tirés et apporter des ajustements).

Source : Document de conception du projet et la mission d'élaboration du PMPP FSRP2 2021

b) Zone d'intervention du projet

La zone d'intervention du FSRP2 est composée de sept (7) provinces qui sont :

Sila (chef lieu Goz Beida), Ouaddai (Chef lieu Abéché), Chari Baguirmi (chef lieu Massenya), Hadjer Lamis (chef lieu Massakory), Lac (chef lieu Bol), Mayo Kebbi Ouest (chef lieu Pala), Logone Oriental (chef lieu Doba).

Concernant le volet lutte antiacridienne le FSRP2 intervient dans les provinces suivantes : Wadi Fira (chef lieu Biltine), Ennedi Est (chef lieu Amdjarass), Ennedi Ouest (chef lieu Fada), Borkou (chef lieu Faya), Tibesti (chef lieu Bardai), Kanem (chef lieu Mao), Bahr Ghazel (chef lieu Moussoro), Batha (chef lieu Ati).

La carte ci-après indique la localisation de la zone d'intervention du projet.

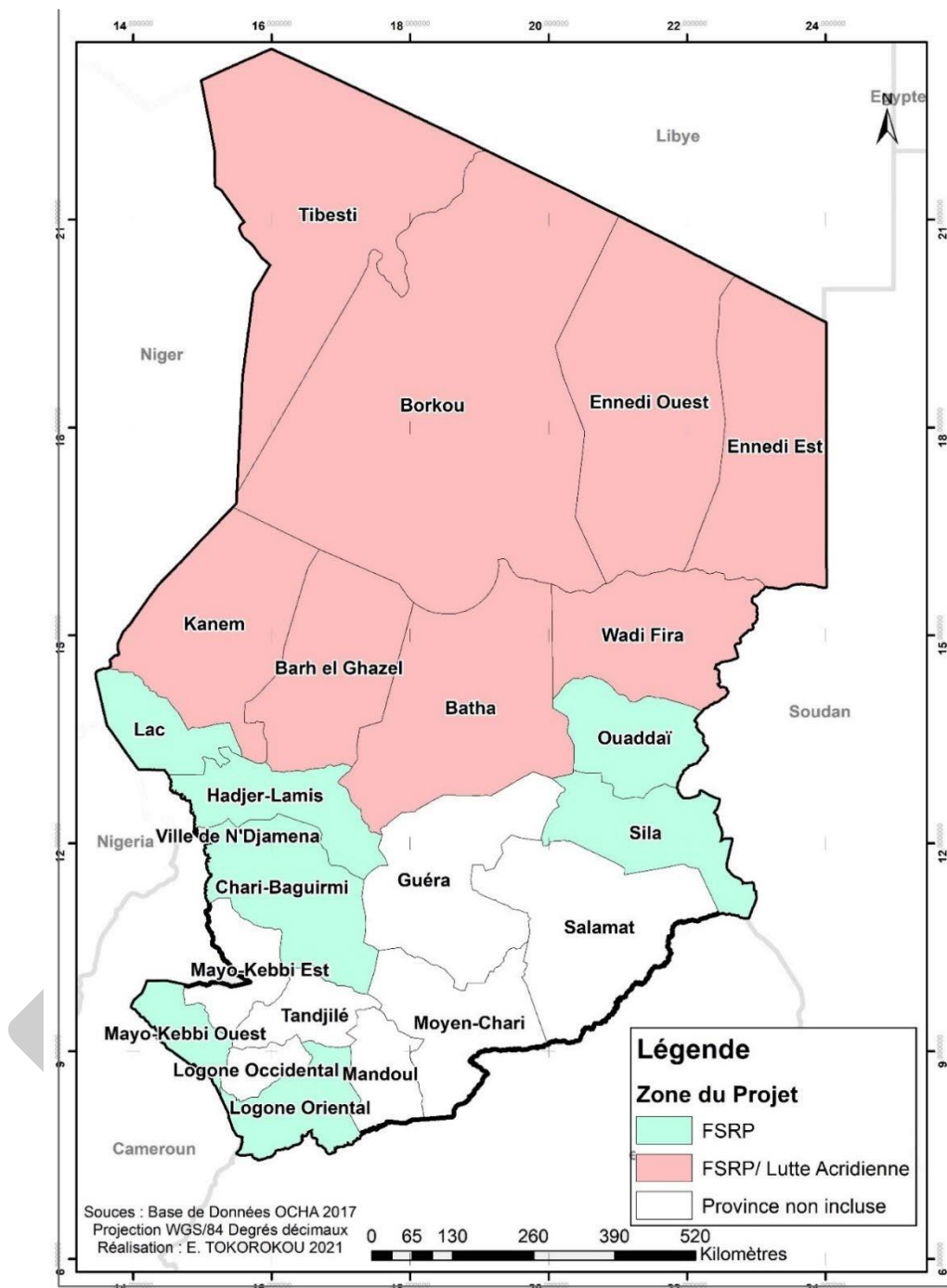


Figure 1 : Carte de présentation de la zone d'étude

c) Bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires directs sont les populations agricoles et pastorales (associations de producteurs ou de productrices), principalement les ménages dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture et l'élevage et des activités connexes (transformation et commercialisation des produits). Les bénéficiaires secondaires seront les prestataires de services (vendeurs, commerçants), à la fois publics et privés, ainsi que des institutions nationales intervenant dans le sous-secteur de l'élevage pastoral.

d) Communautés touchées et concernées par le projet

Les parties prenantes des organisations de la société civile qui s'inscrivent dans le soutien aux droits de l'homme, l'environnement, la responsabilité sociale des entreprises, la redevabilité budgétaire.

Les institutions coutumières agissent à travers l'Association de la Chefferie Traditionnelle du Tchad (ACTT), les chefs de cantons, de lignages ou de clans, leurs représentants administratifs ou commerciaux à travers le territoire national, ainsi que les chefs de transhumance et certains chefs de puits.

Les parties prenantes, acteurs du développement rural que sont :

- Association pour le Développement de l'Élevage au Tchad Sahélien (ADETS) ;
- Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs (FUGAAP);
- Association la Main altruiste (agriculture, élevage);
- Groupements des agro pasteurs du ouadi Taous;
- Groupement Addamane de Biltine ;
- Organisation paysanne des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants de bois de la province du Lac ;
- Organisations paysannes des femmes de Bol ;
- Organisation des femmes productrices de Bol;
- Organisation paysannes des hommes de Bol;
- Associations des jeunes de Bol;
- Union des pêcheurs de Bol de Bol;
- Groupement des commerçants de céréales de Bol;
- Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac (USARPAL);
- Syndicat des professionnels ruraux (SPR);
- Association des Femmes pour l'Auto Promotion (AFAP);
- Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines (CELIAF);
- Groupement des femmes agro pasteurs (PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA);
- Fédération des Groupement des Eleveurs du Mayo Kebbi Ouest (FEGEMKO);
- Coopération Agricole Vie Epanoui (Coop AGRIVIE);
- Association des Jeunes Nomades pour le Développement Rural et la Protection de l'Élevage au Tchad (AJNDRPET) ;
- Association pour la Promotion des Initiatives Locale, nationales et internationales (APIDEL) ;
- Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad (CONFENET) ;
- Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad (CONORET).

Les parties prenantes institutionnelles touchées et concernées par le Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2) sont les suivantes : le Ministère de l'Agriculture, le Comité national de préparation en tant que acteur clé pour la conception et la mise en œuvre, notamment le comité de pilotage du projet, l'Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du Projet (UCTFP), la cellule environnementale et sociale du projet qui sera mise en place, le Ministère de l'Environnement et de la Pêche, le Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale, le Ministère de l'Élevage et des Productions Animales, le Ministère de la Femme et de la Petite enfance, le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités autonomes, le Ministère de la Communication et Porte-Parole du Gouvernement, le Ministère de la Sécurité Publique et de l'immigration, le Ministère des Infrastructures et du Transport, le Ministère des Finances et du budget, le Ministère de la Formation Professionnelle et aux métiers, le Ministère de la Justice garde des sceaux chargé des droits de l'homme, le Ministère du Développement Industriel, Commercial, et le la Promotion du secteur privé

l'Institut de Recherche pour l'Élevage et le Développement (IRED) et l'Institut Tchadien de Recherche Agricole et de Développement (ITRAD).

Les acteurs privés : bureaux d'études ; entreprises de travaux d'infrastructures rurales.

Les Universités et Instituts : Instituts de formation de N'Djamena (ENSTP), IUSTA d'Abéché, USTA d'Ati, les organisations locales et les organisations de la société civile.

Les partenaires au développement appuient également le secteur du développement rural : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) , Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Banque Africaine de Développement (BAD), Union Européenne (UE), Agence Française de Développement (AFD), Coopération Suisse, Fonds saoudien, Fonds koweïtien, Banque Islamique de développement (BID), Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) , etc.).

e) Analyse des risques environnementaux et sociaux associés au projet

Les risques associés au projet pouvant subvenir se résument par les spécificités tels que :

- Risques de survenue de violences basées sur le genre (exploitation et abus sexuel (EAS)/harcèlement sexuel (HS)) et/ou de violence contre les enfants
- Des incidents d'exploitation et abus sexuels, et d'harcèlement sexuel peuvent survenir au cours de la mise en œuvre du Programme. En effet, ces types de violences peuvent survenir dans les interactions des travailleurs du Programme, notamment les entreprises en charge des travaux de construction, avec les populations bénéficiaires. La présence de ces travailleurs présente des risques d'exploitation, d'abus, de harcèlement sexuel, des risques de traite des femmes et des enfants aux fins de prostitution, avec comme corollaire la propagation des IST, du VIH/SIDA, des grossesses non désirées, des avortements clandestins et même des décès notamment pour les femmes et les jeunes filles vulnérables.
- De même, certains travailleurs pourraient contracter des dettes auprès des femmes ou d'autres membres des communautés riveraines, notamment pour la restauration, le loyer, la fourniture de biens et services divers et ne pas honorer leurs engagements par la suite, ce qui constitue un manque à gagner pour ces personnes. D'autres risques généraux
- Travaux de génie civil qui peuvent occasionner un afflux des travailleurs étrangers ou l'EAS/HS par les travailleurs du projet vers la population.
- Accès aux terres et aux points d'eau ou sites d'aménagements hydrauliques : les problèmes d'égalité d'accès doivent être pris en compte ainsi que les risques encourus par les habitants locaux de ces terres, le cas échéant.
- Grands rassemblements sur les sites d'aménagement : les problèmes d'accès sûr et égal doivent être pris en compte
- Normes sociales néfastes : en raison de normes culturelles, les femmes et les filles agropasteurs peuvent se voir refuser un accès direct aux infrastructures et doivent passer par un « courtier », ce qui les expose davantage au risque d'EAS/HS. De plus, les activités ciblant les femmes peuvent entraîner les rétributions par les hommes s'ils ne sont pas sensibilisés à l'importance de ces activités et aux avantages de cibler les femmes pour le développement agro-pastoral de leurs communautés.

2. RESUME DES ACTIVITES ANTERIEURES DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

La consultation et la participation des parties prenantes reposent sur une démarche inclusive et participative conduite durant tout le cycle du projet, dans le but de construire autour du programme et de ses objectifs, une adhésion et un engagement effectifs et efficaces pour l'évaluation et la gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux du projet. Dans le cadre de la préparation dudit projet, des consultations publiques ont été organisées avec les parties prenantes, pour les informer, d'une part, des activités du projet, sa stratégie, les résultats attendus et, d'autre part, recueillir leurs préoccupations, craintes et suggestions pour une meilleure formulation du projet (voir rapport de consultation des parties prenantes et listes des participants en annexes 4-6 et les compte-rendus dans annexes 10-13). Le processus de planification de la mobilisation des parties prenantes dans le cadre du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2) comprend les activités suivantes :

- Identification et analyse des parties prenantes ;
- Planification de la stratégie de consultation et de participation des parties prenantes ;
- Stratégie de diffusion de l'information ;
- Exécution de la consultation et la participation des parties prenantes
- Gestion des plaintes ;
- Stratégie de feedback et de retour de l'information aux parties prenantes.

Le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) et le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) précisent les modalités de planification et d'exécution du processus de consultation et participation des parties prenantes concernées par le Projet.

Les échanges avec la coordination du projet ont permis de préciser les objectifs, les activités, les risques et impacts potentiels du projet ainsi que les mesures de mitigation applicables pour atténuer ces risques et impacts potentiels. Ceux-ci seront expliqués en détail aux parties prenantes et leurs avis, préoccupations et attentes seront recueillis et pris en compte dans la mesure du possible dans la suite du processus de consultation et de participation à la réalisation des activités du projet. Il s'agit de :

- Élaboration, examen, validation, publication du PEES, du présent PMPP et du PGM (Procédures de Gestion de la Main d'Œuvre) ainsi les termes de référence (TdR) de l'évaluation des risques sociaux du projet au Tchad durant la phase de préparation du projet
- Préparation, mise en œuvre et suivi d'exécution du plan d'action de la gestion des risques de violences basées sur le genre (VBG/EAS/HS), le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ainsi que les éventuels plans de gestion des risques sociaux durant la phase de mise en œuvre du projet.

Durant la phase 1, du projet la mobilisation des parties prenantes a été menée selon une approche participative et interactive qui a impliqué le projet : les services de conseil agricole et pastoral ; les organisations pastorales ; les structures de recherche agricole et pastorale, les collectivités locales des zones ciblées par le projet ; les services du Ministère en charge de l'Elevage; les services du Ministère de l'Environnement, les services du Ministère de l'Hydraulique, les Agences d'exécution du projet et les projets/programmes impliqués dans les questions pastorales.

Le choix du Tchad s'est porté sur la mobilisation d'agents dans les régions (auprès des Antennes du Projet) pour assurer l'animation de la démarche de concertation avec les communautés, initialement prévue par le recours à un opérateur. Les activités menées dans le cadre de la préparation du FSRP2 du 11 au 22 Décembre 2020 sont consignées dans le tableau 2.

Tableau 2 : Activités antérieures de mobilisation des parties prenantes

Acteurs/Parties prenantes	Date	Sujets / questions abordées
Autorités ministérielles (MEPA, MEP, MA), Banque mondiale, FAO, ECOWAS, CILSS, Point Focal FSRP2 Tchad, Membre du comité FSRP2	Aide-mémoire 17 au 20 août 2020	La mission a eu pour objectifs de : (i) procéder à la présentation et mener des discussions nationales sur le FSRP2; (ii) s'accorder avec le Gouvernement sur les composantes et proposer une liste préliminaire d'activités clefs à développer dans le pays, sur la base des besoins et des orientations sectorielles du pays; (iii) discuter des aspects institutionnels relatifs à la préparation du Projet et à sa mise en œuvre (mise en place d'un comité de suivi de la préparation, désignation d'un point focal et financement de la préparation); (iv) convenir avec la partie nationale sur une feuille de route de préparation du projets incluant la préparation du document de projet pays et des instruments de sauvegarde environnementale et sociale .
Autorités ministérielles (MEPA, MEP, MA), Banque mondiale, FAO, ECOWAS, CILSS, Point Focal FSRP2 Tchad, Membre du comité FSRP2	6 au 8 juin 2020	Réunion d'échanges avec les autorités centrales et partenaires techniques et financiers

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2020

Des consultations permanentes avec les parties prenantes auront lieu pendant la mise en œuvre du projet. Les commentaires reçus des communautés et des autres partenaires éclaireront l'approche adoptée et les futurs mandats. L'équipe de coordination du projet effectuera régulièrement des visites sur le terrain et des consultations avec les communautés, y compris les points focaux pour les garanties environnementales et sociales.

Le Ministère de l'Agriculture va maintenant s'engager avec ses partenaires techniques dans la mise en œuvre des activités du projet. Le projet impliquera et soutiendra les structures gouvernementales impliquées dans sa mise en œuvre. L'équipe du projet travaillera avec le personnel régional des ministères concernés au niveau décentralisé pour assurer le suivi des activités sur le terrain. Le projet s'engage avec les communautés à différents niveaux pour soutenir l'amélioration de leurs moyens de subsistance et en même temps collaborer avec les objectifs de développement durable.

2.1. Participation inclusive :

Dans chacune des localités concernées par le projet, des organisations non gouvernementales (ONG) existent et sont très actives dans la défense des intérêts des groupes vulnérables. Ces ONG seront appelées à identifier ce groupe cible (agro-pasteurs), les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, les filles-mères, les mineurs, les enfants et les malades chroniques, etc. et à organiser des sessions d'information, de sensibilisation et de collecte de leurs demandes. Les solutions aux problèmes identifiés et recueillis seront analysées et leur seront communiquées par le même canal. Les stratégies suivantes seront mises en œuvre pour éliminer les obstacles à leur participation :

- des réunions par catégories dans les groupes vulnérables, en tenant compte du sexe (sexe, âge, statut et nature des handicaps, etc.) et en s'assurant que pour les groupes des femmes la facilitatrice soit aussi une femme
- la fourniture de services de traduction en langue comprise et parlée
- choix de lieux de rassemblement accessibles
- Services de transport vers le lieu de réunion le plus proche pour les personnes vivant dans des régions éloignées
- Des réunions ciblées et plus restreintes où les parties prenantes vulnérables se sentiraient plus à l'aise pour poser des questions ou exprimer leurs préoccupations

S'il n'y a pas d'organisations actives dans la zone du projet qui travaillent avec les groupes vulnérables, l'Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du Projet (UCTFP) contactera les communautés qui seront mieux à même de fournir des informations sur les groupes vulnérables et sur la meilleure façon de communiquer avec eux. Dans tous les cas, l'UCTFP déterminera comment ces groupes vulnérables seront consultés sur les projets.

L'essentiel est d'inclure ces groupes vulnérables tout au long de la conception et de la mise en œuvre du projet afin que leur handicap (physique et mental) soit cartographié et que des mesures appropriées soient identifiées pour garantir qu'ils aient une chance égale d'exprimer leurs préoccupations et leurs opinions sur le projet.

Des dispositions seront prises par l'unité de coordination du projet pour s'assurer que les enfants, les personnes âgées et les malades sont bien représentés par leurs parents/membres de la famille.

Dans la mesure du possible, des rencontres individuelles seront organisées avec les personnes vulnérables afin de s'assurer qu'elles bénéficient également du projet. Le projet encouragera les personnes vulnérables à porter plainte et s'engagera à fournir des réponses rapides aux demandeurs. Les personnes vulnérables seront informées à l'avance de l'existence du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) afin qu'elles puissent y accéder à tout moment.

2.2. Identification des partenaires dans l'exécution du projet

Le projet a déjà fait des efforts considérables pour identifier et coordonner avec les institutions concernées et les autres acteurs des secteurs public et privé (tableau 3). Les activités ciblées dans le cadre du projet sont étroitement liées à celles soutenues par d'autres partenaires au développement qui interviennent dans la zone d'intervention du projet.

Le projet s'engagera avec les parties prenantes pour créer des synergies et des partenariats pour la mise en œuvre des activités du projet lorsqu'elles ont un avantage comparatif.

Toutes ces activités comportent un volet ou un aspect consultation, sensibilisation et implication des acteurs et bénéficiaires du projet. Les outils utilisés sont ceux de la communication : les questionnaires et guides d'entretiens, en plus des correspondances administratives et des messages téléphoniques, les Power Point etc.

3. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

La mise en œuvre du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest 2 (FSRP2) va affecter un grand nombre de personnes. Le tableau 3 identifie les parties prenantes clés et leur niveau de participation et d'influence sur le projet. Ce tableau sera mis à jour tout au long de la mise en œuvre du projet afin de veiller à ce qu'aucun intervenant ne soit exclu.

Tableau 3 : Parties prenantes identifiées

Parties prenantes susceptibles d'être affectées ou touchées , directement ou indirectement, par le FSRP2	Parties prenantes qui participent à la mise en œuvre du FSRP2	Autres parties prenantes ayant une influence sur la mise en œuvre du FSRP2
- Organisation de la société civile nationale intervenant dans le domaine du développement durable (agriculture, pêche, environnement) - Travailleurs/professionnels dans les domaines du développement rural, et les usagers de la route ; - Habitants des villes/villages situés à proximité des infrastructures à construire/réhabiliter ; - Groupes sociaux vulnérables (personnes âgées pauvres ou vivant avec un handicap, personnes vivant avec un handicap, les orphelins, les enfants chameliers, bouviers, les filles mères) - Organisations non gouvernementales (ONG) opérant au niveau local, régional, national et international (y compris les organisations de santé, d'éducation et d'environnement) - Médias locaux notamment les radios nationales ; - Comité Provincial d'Action (CPA) ; - Comité Départemental d'Action (CDA) ; - Comité Communal d'Action (CCA) ; - Association pour le Développement de l'Élevage au Tchad Sahélien (ADETS) ; - Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs (FUGAAP); - Association la Main altruiste (agriculture, élevage); - Groupements des agro pasteurs du ouadi Taous; - Groupement Addamane de Biltine ; - Organisation paysanne des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants de bois de la province du Lac ; - Organisations paysannes des femmes de Bol ; - Organisation des femmes productrices dans le domaine agricole de Bol; - Organisation paysannes des hommes de Bol; - Associations des jeunes de Bol; - Union des pêcheurs de Bol; - Groupement des commerçants de céréales de Bol;	- Comité de pilotage du projet - Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du Projet (UCTFP) Cellule environnementale et sociale du projet ; - Direction des Evaluations Environnementales et de la Lutte contre les Pollutions et les Nuisances (DEELCPN) - Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) notamment l'Agence Nationale de Lutte Anti-acridienne (ANALA) - ANADER - Délégation Provinciale de l'Environnement, et de la Pêche (DPEP) ; - Délégation Provinciale Agriculture (DPA) ; - Prestataires de services (ONG et secteurs privés) - Délégation Provinciale de l'élevage et des productions animales (DPEPA) ; - Délégation Provinciale de la femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale ; - Délégation Provinciale de la Défense nationale, de la Sécurité des anciens combattants et des victimes de guerre ; - Délégation Provinciale des Affaires Foncières ;	- Gouvernement du Tchad ; - Préfet et sous-préfets - Ministère de l'Agriculture (MA) - Ministère de l'élevage et des Productions Animales (MEPA) ; - Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale - Ministère de l'Environnement et de la Pêche (MEP) ; - Ministre de l'Aménagement du territoire, du développement de l'Habitat et de l'Urbanisme - Ministère des Finances et du Budget ; - Ministère de l'Administration du Territoire et des collectivités autonomes - Ministre de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance ; - Ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration ; - Ministère de la Formation Professionnel et des métiers - Dispositif national de prévention et de gestion des crises (DNPGC)

	• Entrepreneurs	• Entreprises privées nationales, régionales et internationales ;
Parties prenantes susceptibles d'être affectées ou touchées , directement ou indirectement, par le FSRP2	Parties prenantes qui participent à la mise en œuvre du FSRP2	Autres parties prenantes ayant une influence sur la mise en œuvre du FSRP2

• Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac (USARPAL); • Syndicat des professionnels ruraux (SPR); • Association des Femmes pour l'Auto Promotion (AFAP); • Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines (CELIAF); • Groupement des femmes agro pasteurs (PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA); • Fédération des Groupement des Eleveurs du Mayo Kebbi Ouest (FEGEMKO); • Coopération Agricole Vie Epanoui (Coop AGRIVIE); • Association des Jeunes Nomades pour le Développement Rural et la Protection de l'Élevage au Tchad (AJNDRPET) ; • Association pour la Promotion des Initiatives Locale, nationales et internationales (APIDEL) ; • Confédération Nationale des Eleveurs du Tchad (CONFENET) ; • Confédération Nationale des Organisations des Eleveurs du Tchad (CONORET).	• Fournisseurs de services et d'installations • Institut de Recherche pour l'Élevage et le Développement (IRED) • Institut Tchadien de Recherche Agricole et du développement (ITRAD) • Délégation Provinciale de la femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale ; • Délégation Provinciale de la Défense nationale, de la Sécurité des anciens combattants et des victimes de guerre ; • Délégation Provinciale des Affaires Foncières ; • Entrepreneurs • Fournisseurs de services et d'installations • Relais communautaire	• ONG locales (Bureau d'Appui à la Protection de l'environnement), • Association Nationale des Communes et les autorités locales décentralisées (communes, mairies, etc.) ; • Confessions religieuses ; • Chefferies traditionnelles ; • Union et autres organisations des femmes ; • PTF (BM CILSS PNUD FAO, FIDA, BAD Coopération Suisse, l'Union Européenne, la Coopération Allemande (GIZ). • Fonds saoudien, Fonds koweïtien, BID, BADEA, fonds OPEP

Source : Mission d'élaboration du PMPP Janvier 2021

3.1. Parties touchées

Les parties prenantes pour le Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2) sont décrites dans le tableau 4. Une liste plus détaillée des parties prenantes figure aux annexes 1, 2 et 3.

Tableau 4 : Parties prenantes touchées

Parties prenantes touchées	Caractéristiques et impacts potentiels ou intérêts dans la mise en œuvre du projet
Autorités traditionnelles et Autorités religieuses, Associations (Association pour le Développement de l'Élevage au Tchad Sahélien (ADETS) ; Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs (FUGAAP); Association la Main altruiste (agriculture, élevage); Groupements des agro pasteurs du ouadi Taous; Groupement Addamane de Biltine; Organisation paysanne des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants de bois de la province du Lac; Organisations paysannes des femmes de Bol; Organisation des femmes productrices de Bol; Organisation paysanne des hommes de Bol; Associations des jeunes de Bol; Union des pêcheurs de Bol; Groupement des commerçants de céréales de Bol; Union des Sociétés	Elles auront à intervenir dans la mise en œuvre du MGP. Elles interviendront également dans la prévention/sensibilisation sur les VBG.

Parties prenantes touchées	Caractéristiques et impacts potentiels ou intérêts dans la mise en œuvre du projet
d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac (USARPAL); Syndicat des professionnels ruraux (SPR); Association des Femmes pour l'Auto Promotion (AFAP); Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines (CELIAF); Groupement des femmes agro pasteurs (PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA); Fédération des Groupements des Eleveurs du Mayo Kebbi Ouest (FEGEMKO); Coopération Agricole Vie Epanoui (Coop AGRIVIE); Association des Jeunes Nomades pour le Développement Rural et la Protection de l'Élevage au Tchad (AJNDRPET); Association pour la Promotion des Initiatives Locales, nationales et internationales (APIDEI); Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad (CONFENET); Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad (CONORET).	
Organisations de la société civile nationale, référence au tableau 3, intervenant dans le domaine du monde rural	Ces organisations interviendront dans la gestion des risques, la Formation des techniciens, le suivi de la formation continue, et dans le suivi et évaluation
Travailleurs /professionnels dans le domaine du développement rural et usagers de la route.	Le projet fera appel à des travailleurs et des agents pour la réalisation des infrastructures ou leur gestion.
Habitants, producteurs, agropasteurs, pasteurs, des villes/villages	Ces habitants, les producteurs seront impliqués dans la mise en œuvre du programme car ils seront les premiers à être impactés par le projet (poussière, pollutions diverses, expropriation, etc.). Ces acteurs seront aussi impactés positivement car participeront aux activités génératrices de revenus (AGR) et vont bénéficier des formations
Les groupes sociaux vulnérables (personnes âgées pauvres ou vivant avec un handicap, personnes vivant avec un handicap, victimes de VBG, les orphelins, les enfants bouviers, les filles mères)	Dans la mise en œuvre du projet, ces personnes vulnérables pourraient être exclues de toute activité. Il est donc important que le projet fasse de leur implication toutes ses phases une exigence et prévoit des AGR pour l'amélioration de leurs conditions de vie. En ce qui concerne les survivantes de VBG, leur implication sera assurée par le biais des organisations plaidant pour les droits de femmes et filles et des survivantes de VBG.
Organisations non gouvernementales (ONG) opérant au niveau local, provincial, national et international (y compris les organisations de santé, d'éducation et d'environnement) et y compris celles qui seront chargées de mettre en œuvre le projet. Les organisations potentielles ont été citées dans le tableau 3	Elles interviendront dans la surveillance des risques au plan sanitaire, la Formation des techniciens, le suivi de la formation continue, l'acquisition de moyens et dans le suivi et évaluation. Ces ONG comprendront également les ONG qui vont mettre en œuvre le projet.
Médias locaux (radio et télévision) tels que La Radio Diffusion Nationale Tchadienne (RNT), la Station de radio ONAMA (publique), la Radio Communautaire du Lac (privée), radio communautaire de Bol (KADAYE), la radio communautaire la Voix du Ouaddaï et Station de radio Al Nourah qui sont les plus écoutées selon les échanges avec la population;	Ils seront les vecteurs de la vulgarisation des résultats atteints par le programme. Ils interviendront aussi dans l'Information Education et la Communication (IEC) pour le changement de comportement des populations dans le domaine du pastoralisme et dans la sensibilisation des conflits transfrontaliers.

Association ou organisations pour le Développement citées plus haut	

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

3.2. Autres parties prenantes concernées

a) Parties prenantes institutionnelles

Les parties prenantes institutionnelles du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2) sont les suivantes – le Comité national de préparation en tant qu'acteur clé pour la conception et la mise en œuvre, notamment le comité de pilotage du projet, Technique et Fiduciaire du Projet (UCTFP), la cellule environnementale et social du projet, le Ministère de l'Agriculture (MA), Le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA), le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère de la Fonction publique de l'Emploi et du Dialogue, le Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale (MSPSN), le Ministère du Développement Touristique, de la Culture et de l'Artisanat, le Ministère de l'Administration du territoire et des collectivités autonomes, le Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance, le Ministère de la sécurité publique et de l'immigration et le Ministère délégué à la présidence, chargé des armées, des anciens combattants et des victimes de guerre, l'Institut de Recherche pour l'Élevage et le Développement (IRED), l'Institut Tchadien de Recherche Agricole et de Développement (ITRAD).

Les caractéristiques et intérêts/rôles déterminants dans la préparation et la mise en œuvre du projet de ces parties prenantes institutionnelles sont décrits en annexe 3.

b) Organisations non gouvernementales

La participation des organisations non gouvernementales (ONG) locales dont la Plateforme Pastorale ou Plateforme des Acteurs du Développement rural, nationales et internationales sera importante pour la mise en œuvre du PMPP tout au long du cycle de vie du projet. Il peut s'agir d'organisations travaillant directement dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et des productions animales, de l'environnement et de la pêche, ainsi que dans d'autres services connexes.

Plusieurs ONG nationales se disant spécialisées dans tous les domaines et surtout dans la promotion des groupes vulnérables ou défavorisés ne sont pas opérationnelles à défaut de moyens ou d'assistance par le Gouvernement ou les Partenaires. Cependant, certaines ONG dites des droits de l'Homme soutiennent des groupes défavorisés ou marginalisés. Il existe au plan national une plateforme des acteurs non étatiques qui regroupe plusieurs réseaux de la société civile; Association des Jeunes Nomades pour le Développement Rural et la Protection de l'Élevage au Tchad (AJNDREPET; Association pour la Promotion des Initiatives Locales, nationales et internationales (APIDEI); Confédération Nationale des Eleveurs du Tchad (CONFENET); Confédération Nationale des Organisations des Eleveurs du Tchad (CONORET) etc). Leur implication en tant que parties prenantes du projet sera cruciale pour aider à identifier les méthodes de consultation appropriées et pour discuter des questions de gestion des infrastructures pertinentes qui touchent ces communautés.

3.3. Individus ou groupes défavorisés ou vulnérables

Les impacts du projet pourraient affecter les groupes vulnérables (des individus ou des groupes défavorisés ou vulnérables) qui n'ont pas les moyens de faire entendre leurs préoccupations ou de saisir la portée des répercussions du projet. Le tableau 5 indique les éléments qui peuvent aider le projet à définir une approche visant à comprendre les points de vue de ces groupes.

Tableau 5 : Parties prenantes défavorisées et contraintes pour la mise en œuvre du projet

Communautés défavorisées ou Groupe de parties prenantes	Principales contraintes	Comment les informations de la communauté leurs parviennent	Besoin de soutien	Engagement récent du projet avec les parties prenantes vulnérables et leurs représentants
Les membres de la Communauté – les personnes vivant avec un handicap, les personnes vulnérables et à risque des VBG/EAS/HS, les filles-mères, les enfants chameliers (enfants souvent d'autrui utilisés comme gardiens de dromadaires), enfants bouviers (enfants gardiens de troupeaux) NB. Le Consultant n'a pas eu d'échanges avec ces parties prenantes vulnérables. Les informations seront complétées ultérieurement par l'équipe du projet ou par un consultant qui sera recruté. Ils seront pleinement consultés pendant la mise en œuvre avant le démarrage des activités du projet.	Insuffisance de moyens financiers pour se rendre souvent dans les lieux de réunions; Problème d'accessibilité pour les personnes vivant avec un handicap physique, Nombre d'analphabètes élevés entraînant des difficultés de compréhension du processus de consultation	Cela se fait par les crieurs publics et quelques fois par les rencontres	Prendre en charge leur déplacement au cas où les lieux sont difficilement accessibles ; Prendre les traducteurs en cas de besoin ; Former les sourds muets en langage des signes ou en Braille ; Favoriser l'émergence des organisations des personnes vivant avec un handicap	À part la présente consultation, le projet n'a pas eu d'échanges ni d'engagement avec les parties prenantes vulnérables

3.4. Synthèse des besoins des parties prenantes du projet

Les besoins des parties prenantes seront discutés lors des consultations des parties intéressées, et la liste au tableau 6 sera actualisée à la suite de ces discussions. Les informations concernant les besoins des parties prenantes seront insérées dans le tableau 6.

Tableau 6: Besoins des Parties Prenantes

Communauté	Groupe de parties prenantes	Caractéristiques clés	Besoins linguistiques		Besoins spécifiques
Village	Les membres de la Communauté villageoise (CCA, CDA, Autorités traditionnelles et religieuses)	Environ un quart de la population ne sait pas lire et écrire en français	Utilisation des langues locales	.	Établir un consensus pour la tenue des réunions avec la Communauté en tenant compte de leur occupation
Communauté	Groupe de parties prenantes	Caractéristiques clés	Besoins linguistiques	Moyens de notification privilégiés	Besoins spécifiques
Communautés défavorisées	Les membres de la Communauté – les personnes vivant avec un handicap, les personnes vulnérables et à risque des VBG/EAS/HS, les filles-mères, les enfants chameliers (enfants souvent d'autrui utilisés comme gardiens de dromadaires), enfants bouviers (enfants gardiens de troupeaux)	Culture et langue distinctes, souvent marginalisées de la société	Langues locales, variant d'un groupe à l'autre	Les moyens de notification culturellement appropriés – probablement par l'intermédiaire d'un interprète communautaire et d'un leadership traditionnel	Des pratiques culturelles distinctes impliqueront des besoins spécifiques – à identifier. Il est recommandé l'institution des rencontres trimestrielles impliquant toutes les parties prenantes
Autres parties prenantes que sont les services techniques (ministères techniques clés) et administratifs, (Gouverneurs, préfets, sous-préfets) et les Elus locaux (députés, conseillers régionaux et maire)	Les services techniques et administratifs, ainsi que les Elus locaux	Ils maîtrisent généralement le français et les langues locales	Utilisation de l'arabe, des langues locales et du français	Note de service, Communiqué officiel ; PV de rencontres Rapport d'activités	Au niveau central, il est recommandé l'institution des rencontres trimestrielles impliquant toutes les parties prenantes notamment du Réseau des Spécialistes en Communication et les organisations féminines

Organisations de la société civile	Divers groupes : Organisation des Femmes et des jeunes de la zone du projet,	Prestataires des services de santé, d'éducation ou de protection sociale Organismes du plaidoyer	Français Langues locales	Informations transmises par écrit, la radio, réunions	Activités du projet, informations sur l'agriculture intelligente, le pastoralisme, la transhumance, la gestion des conflits ; les pestes végétales et animales et sur les systèmes de prévention, détection, et réponse à ces pestes, les situations d'urgence ;
Media	La Radio et la télé nationales	Source des informations et opinions pour les autres parties prenantes	Français Arabe Langues locales	Informations transmises par écrit, radio, télévision	Activités du projet, informations sur l'agriculture intelligente, le pastoralisme, la transhumance, la gestion des conflits ; l'éducation environnementale, les pestes végétales et animales et sur les systèmes de prévention,
Communauté	Groupe de parties prenantes	Caractéristiques clés	Besoins linguistiques	Moyens de notification privilégiés	Besoins spécifiques
					détection, et réponse à ces pestes, les situations d'urgence ;
Secteur privé	Société Privées de BTP	Décideurs Ouvriers	Français Arabe Langues locales (ouvriers)	Informations transmises par écrit et affichage	Informations sur les activités du projet et gestion des infrastructures
Partenaires Techniques financiers	Bailleurs de fonds (BAD, UE, BM, PNUD Coopération Suisse, Allemande)	Actionnaires Administrateurs Fonctionnaires	Français	Informations transmises par écrit, réunions	Performance vis-à-vis des indicateurs du projet (finances, agricole, élevage et productions animales, environnemental et social, etc.)

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

NB : Il est recommandé d'associer les différentes parties prenantes à la finalisation des outils de communication.

4. PROGRAMME DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

La NES n°10 de la BM exige que les « Emprunteurs » consultent les parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet, en commençant leur mobilisation le plus tôt possible pendant le processus de préparation du projet et dans des délais qui permettent des consultations significatives avec les parties prenantes sur la conception du projet. La nature, la portée et la fréquence de la consultation des parties prenantes seront proportionnelles à la nature et à l'ampleur du projet et à ses risques et impacts potentiels.

Ainsi, sous la responsabilité générale du Coordonnateur de l'UCTFP, le plan de mobilisation des parties prenantes sera traduit en un programme d'activités budgétisées qui définit clairement les étapes de réalisation du projet (début et fin des activités), les coûts des différentes interventions ainsi que les responsabilités des parties prenantes. Pendant la mise en œuvre, le Spécialiste en développement social de l'UCTFP sera spécifiquement chargé d'assurer le suivi continu et les ajustements flexibles requis dans le cadre de la gestion des risques sociaux et environnementaux en vue d'adapter le PMPP à la mise en œuvre du Projet.

Afin de garantir la sécurité et la santé des populations, des employés et des fournisseurs, le programme de mobilisation des Parties prenantes doit se conformer à un certain nombre de mesures qui sont : ▪ Organiser des sessions de sensibilisation en amont (entretiens pédagogiques par groupe de dix personnes maximum) pour la population et le personnel sur la prévention des COVID-19, VIH/SIDA, IST, grossesses non désirées, VBG/EAS-HS et ECV, risques d'incidents et/ou d'accidents. Ces réunions doivent être organisées dans le respect des gestes barrières ;

- fournir aux travailleurs du projet des masques et du gel hydroalcoolique ;
- respecter des distances d'au moins 1m ;
- installer des dispositifs de lavage des mains dans les zones de réunion et de travail ;
- commencer chaque réunion par une sensibilisation à la prévention du COVID-19.

4.1. Objectifs et calendrier du programme de mobilisation des parties prenantes

Les objectifs du programme de mobilisation des parties prenantes sont les suivants :

- acquérir les informations / données pertinentes auprès des principales parties prenantes pour aider à la préparation et à la mise en œuvre du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2);
- veiller à ce que les parties prenantes comprennent de quelle manière elles pourraient être touchées et quel rôle elles pourraient jouer dans la mise en œuvre du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2);
- donner aux parties prenantes la possibilité d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations concernant la préparation et la mise en œuvre du Projet ;
- assurer la transparence, la confiance et l'engagement parmi les multiples parties prenantes.

4.2. Stratégie proposée pour la divulgation d'informations

La stratégie de diffusion des informations se fera à travers la mise en œuvre d'un plan de communication pour apporter des informations claires et précises sur le projet. Elle doit aussi favoriser les échanges entre l'ensemble des acteurs et les parties prenantes qu'elles soient externes ou internes.

- Méthode et outils pour la divulgation de l'information

Les méthodes et outils seront basés sur :

- **Résumé** – un résumé non technique permettra de donner les informations du projet de façon concise sans l'utilisation des termes trop techniques.

- **Panneaux d'affichage** - les panneaux d'affichage sont plus expressifs dans les collectivités rurales avec la diffusion d'informations par le biais des affichages dans les centres communautaires, les écoles locales et les entrées des lieux de travail. Cette méthode sera utilisée pour diffuser les informations relatives au calendrier et à la durée des travaux et d'autres informations jugées nécessaires.
- **Lettre** : Elle sera utilisée pour transmettre des messages très spécifiques. C'est une méthode formelle qui sera utilisée pour demander de l'information et inviter les parties prenantes à participer à des événements de consultation.
- **Courriels** : largement utilisés pour la communication avec les agences gouvernementales, les ONG et d'autres acteurs institutionnels. Le partage d'informations, la sollicitation d'experts environnementaux et sociaux et la diffusion de documents environnementaux et sociaux directement aux principales parties prenantes peuvent se faire efficacement par courriel. En outre, la communication par courriel offre un accès direct aux parties prenantes lors de l'organisation de réunions.

Médias

Les principaux canaux de communication sont la radio et la télévision. Ces médias sont de bons moyens pour stimuler la sensibilisation et préparer les parties prenantes pour des événements plus importants. Ils sont très utiles pour alerter le public sur les réunions communautaires planifiées. Dans le cadre du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2), il sera utilisé les médias suivants :

- La Radio Diffusion Nationale Tchadienne (RNT), la Station de radio ONAMA (publique), la Radio Communautaire du Lac (privée), radio communautaire de Bol (KADAYE), la radio communautaire la Voix du Ouaddaï et Station de radio Al Nourahl sont les plus écoutées selon les échanges avec la population.
- La télévision nationale n'atteint pas les zones d'intervention du projet et les crieurs publics et les leaders d'opinion seront associés pour informer et sensibiliser les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, les populations affectées et vulnérables, sur les opportunités, les risques et les impacts sociaux et environnementaux du projet.
- **Établissements de santé publique** : les établissements de santé sont directement associés aux problèmes de santé. La plupart des parties prenantes les considèrent comme l'entité à approcher et le premier point de contact lorsqu'elles sont malades, y compris lorsqu'il y a une épidémie. Les établissements de santé ont une connaissance des problèmes de santé et des sites potentiels pour les informations sur la maladie et les risques pour la santé qui devraient aider et soutenir la coordination du projet lors des consultations pour la conception détaillée du projet.
- **Établissements de santé** : Ils sont directement associés aux problèmes de santé (parc de vaccination, marché à bétail, pharmacie vétérinaire, etc.). La plupart des parties prenantes les considèrent comme l'entité à approcher et le premier point de contact lorsque le bétail est malade, y compris lorsqu'il y a une épidémie. Les établissements de santé ont une connaissance des problèmes de santé et des sites potentiels pour les informations sur la maladie et les risques pour la santé qui devraient aider et soutenir la coordination du projet lors des consultations pour la conception détaillée du projet.
- **Les marchés** : Ils sont aussi les moyens de communication efficace utilisés par les communes et ONG intervenant dans la zone d'étude.

- **Le téléphone** : l'utilisation de la téléphonie mobile (téléphone portable) est toujours considérée comme la méthode préférée de communication en raison de l'accessibilité et de la rapidité. Avoir une discussion sur un téléphone afin d'assurer la compréhension mutuelle entre deux parties est plus rapide et plus facile par rapport à l'envoi d'un email et en attente de réponses. Cette approche exige l'établissement des lignes vertes gratuites pour le projet et recommande la maîtrise des sujets par des opérateurs ;
- **Les crieurs publics** : Ces crieurs sont très efficaces pour la large diffusion des informations en langue locale.

Messages clés :

- Qu'est-ce que le FSRP2? Informez-vous sur le projet (l'objet, la nature et l'envergure du projet ; les composantes et la durée des activités du projet)
- Expliquer les composantes du projet
- Faire partie de la planification du projet
- Participer aux consultations du projet
- Recevoir des commentaires sur la conception du projet, des questions sur les avantages du projet et des préoccupations concernant le projet, en particulier de la part d'individus et de groupes vulnérables
- Présenter et discuter des risques et impacts environnementaux et sociaux au cours des phases de construction et d'exploitation et des mesures d'atténuation respectives.
- L'appui de la Communauté pendant la mise en œuvre du projet est important ;
- L'engagement citoyen ;
- Les offres d'emploi du projet seront annoncées par l'entrepreneur ou de l'Unité de Coordination du projet :
 - Les enjeux environnementaux et sociaux des activités du FSRP2 2 : hygiène, sécurité, VBG/EAS/HS ; travail des enfants lors des travaux ; gestion des déchets, y compris les risques liés aux déchets dangereux ;
 - Les comportements interdits par les travailleurs du projet telle que décrit dans les Codes de Conduite et comment se plaindre au cas de non-respect ;
 - Les objectifs de la réinstallation, la question foncière et les contraintes majeures ;
 - Les critères d'éligibilité des personnes affectées et des personnes vulnérables ;
 - La participation et l'implication des acteurs et des populations locales ;
 - Le processus envisagé pour mobiliser les parties prenantes ;
 - Les dates et lieux des réunions de consultation publiques envisagées, ainsi que le processus qui sera adopté pour les notifications et les comptes rendus de ces réunions
 - Le mécanisme de gestion des plaintes y compris les informations sur les procédures séparées, confidentielle, et éthique qui seront offert aux survivant(es) de VBG/EAS/HS (mais aucune sensibilisation avant que le mécanisme soit fonctionnel).

Tableau 6 : Synthèse sur la diffusion de l'information

Etape du projet	Liste des informations à communiquer	Méthodes proposées	Calendrier : lieux/dates	Parties prenantes visées	Pourcentage atteint	Responsabilités
Préparation	- Description du projet - CGES - PGP - PMPP - MGP - PGMO - CPR	- Email correspondance et réunion par vidéoconférence - Interviews avec le public - Réunion de Consultation virtuelle	Un atelier provincial de 2 jours au cours du premier semestre de la première année du projet	- Gouvernement ; Ministères et Autorités de l'agriculture, l'Elevage et des productions animales - Organisations Internationales - ONG - Autres parties prenantes Institutionnelles	- 100% des acteurs ciblés	Cellule de Communication du Projet, - spécialistes E&S de l'UGP
Préparation et mise en œuvre	- Activités du projet - Enjeux environnementaux et sociaux des activités du Projet y compris les aspects hygiène, santé, sécurité, violences sexuelles ; VBGVBG/EAS/HS, travail des enfants lors des travaux ; gestion des déchets - PGP - Processus envisagé pour mobiliser les parties prenantes (Participation et l'implication des	- Médias - Information par prospectus - Radios, télévisions, journaux et Réseaux sociaux - Ateliers Virtuels et focus groups avec les personnes affectées et les groupes vulnérables - Consultations des - Communautés (si possible) - Numéro vert pour information et	À la radio, deux fois par jour durant les deux premiers mois de la première année du projet -	- Grand public - Associations professionnelles agricoles et d'élevage - Responsables de services agricoles et d'élevage - Personnes et groupes vulnérables - Travailleurs du Secteur de l'agriculture, de la protection des végétaux et de la Santé animale - Personnel du Projet	- 70% des acteurs ciblés	- Cellule de Communication du Projet

Etape du projet	Liste des informations à communiquer	Méthodes proposées	Calendrier : lieux/dates	Parties prenantes visées	Pourcentage atteint	Responsabilités
	acteurs et des populations locales) - Mécanisme de gestion des plaintes - Gestion des déchets biomédicaux - Risques et effets potentiels du projet et mesures d'atténuation - Critères d'éligibilité des personnes au soutien social et financier des ménages notamment pour les groupes vulnérables et défavorisés - Appui à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication destiné au grand public - Appui à l'évaluation périodique du dispositif de communication	divulgation et prise en compte des plaintes - Appui à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication destiné au grand public - Appui à l'évaluation périodique du dispositif de communication		- Médias, organisations communautaires, autorités locales et leaders d'opinion		
Clôture	Rapport périodique et rapport d'évaluation	Journaux Information par prospectus	À la fin du projet	Public Général Personnel du Projet	100% des acteurs ciblés	Cellule de Communication du Projet

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

Le FSRP2 combinera différentes méthodes de diffusion de l'information. Il utilisera des méthodes de communication écrites et visuelles, ainsi que des communications par la télévision, la radio et d'autres canaux de communications.

Draft

4.3. Proposition de stratégie de consultation

Un large processus de consultation nécessite l'utilisation et la combinaison de différentes méthodes en tenant compte des caractéristiques du public cible.

Les méthodes de consultation des parties prenantes seront adaptées aux cibles visées :

- a) Les entretiens seront organisés avec les différents acteurs étatiques (ministères et structures concernées, etc.) ;
- b) Les enquêtes, sondages et questionnaires seront utilisés pour prendre les avis des personnes susceptibles d'être affectées par le projet ;
- c) Les réunions publiques ou communautaires ou des focus groupes seront régulièrement organisées à l'intention des acteurs les plus éloignés. Les parties prenantes seront bien identifiées et impliquées suivant les thématiques à débattre.

Draft

Tableau 7 : Stratégie proposée pour la consultation des parties prenantes

Étape du projet	Thème de la consultation	Méthode utilisée	Calendrier : lieux/dates	Parties prenantes ciblées	Responsabilités
Préparation	Avis et perception, préoccupations et craintes relatives au projet	Entretiens avec les différents acteurs et organisations concernées ; Réunions publiques de consultation Rencontre collective sous forme de focus group	1er trimestre de l'année de mise en œuvre. Provinces concernées par le projet	Autorités administratives Collectivités Communautés locales Société civile	UCTFP
Préparation	Critères d'éligibilité des personnes affectées	Entretiens avec les différents acteurs et organisations concernées ; Rencontres collectives sous forme de focus group	1er trimestre de l'année de mise en œuvre. Provinces concernées par le projet	Autorités administratives Collectivités Communautés locales Groupes affectés par le projet Société civile Agence d'exécution	UCTFP
Préparation	Mécanisme de gestion des plaintes	Entretiens avec les différents acteurs et organisations concernées ; Rencontres collectives sous forme de focus group y compris séparément avec les femmes et les filles pour confirmer l'accessibilité et la sécurité du MGP	1er trimestre de l'année de mise en œuvre. Provinces concernées par le projet	Autorités administratives Collectivités Communautés locales Société civile Agence d'exécution	UCTFP
Phase de réalisation des instruments spécifiques (EIES et PAR)	Préparation des instruments spécifiques (EIES, PAR)	Consultations publiques Guides d'entretien, fiche de collecte de données	Avant la mise en œuvre du sous projet	Populations, ONG, société civile et secteurs privés	UCTFP

Phase de préconstruction	Enjeux environnementaux et sociaux des activités du projet : hygiène, sécurité, VBG/EAS/HS ; travail des enfants lors des travaux ; gestion des déchets,	Entretiens avec les différents acteurs et organisations concernées ; Rencontres collectives sous forme de focus group y compris séparément avec les femmes et les filles	Avant le démarrage des travaux et durant toute la phase d'exécution Communes et quartiers	Entreprises Bureaux de contrôle Agence d'exécution Collectivités territoriales Communautés locales Société civile	UCTFP Direction des Evaluations Environnementales et de la Lutte contre les Pollutions et les Nuisances (DEELCPN) ;
Étape du projet	Thème de la consultation	Méthode utilisée	Calendrier : lieux/dates	Parties prenantes ciblées	Responsabilités
					Direction de l'Équité et du Genre.
Phase de préconstruction	Préparation et suivi des documents environnementaux et sociaux	Entretiens semi-structurés avec les différents acteurs et organisations concernés ; Réunions publiques, ateliers ou groupes de discussion sur des sujets précis	A définir par consensus avec la coordination du projet et les différentes parties prenantes	Agences gouvernementales, ONG, société civile (Association des Jeunes Nomades pour le Développement Rural et la Protection de l'Élevage au Tchad (AJNDRPET; Association pour la Promotion des Initiatives Locales, nationales et internationales (APIDEL) ; Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad (CONFENET) ; Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad (CONORET)) et secteurs privés	Ministère de l'Environnement, et de la Pêche (MEP) Unité de Coordination du Projet et l'Expert en Environnement et l'Expert Social

Phase de construction/réhabilitation/Aménagement des infrastructures	Sécurité routière et restriction d'accès aux services de socio de base, autres services publics et privés en raison des travaux de construction/réhabilitation/aménagement des infrastructures	Discussion avec citoyens/usagers des services sociaux de base et autres services publics ou privés Réunion radio/ télévision.	A définir par l'Unité de Coordination du Projet.	Citoyens/usagers des services de sociaux de base vivant dans les environs des infrastructures à construire ou à réhabiliter	Office de la Sécurité Routière ; Police Municipale
Phase de fonctionnement	Diffusion de l'information	Panneaux d'affichages ; site Web	A définir par l'Unité de Coordination du Projet.	Grand public, tous les organismes	Ministère de l'Environnement,

Étape du projet	Thème de la consultation	Méthode utilisée	Calendrier : lieux/dates	Parties prenantes ciblées	Responsabilités
		Communiqué de presse et de radio à l'ouverture. Brochures d'information		gouvernementaux, les milieux d'affaires et les organisations de la société civile	et de la Pêche (MEP), Ministère de la femme et de la protection de la petite enfance ;
Phase de fonctionnement	Mesure d'entretien et de gestions des ouvrages	Rencontres collectives sous forme de focus group	Durant toute la phase de fonctionnement des ouvrages	Institutions bénéficiaires Communautés locales Collectivités Société civile	Unité de Coordination du Projet, l'Expert en Environnement et l'Expert Social

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

4.4. Stratégie proposée pour la prise en compte des points de vue des groupes vulnérables

Les consultations avec les communautés seront organisées sur le principe d'inclusion, à savoir la participation de tous les segments des communautés, y compris les personnes à mobilité réduite et les autres personnes vulnérables. Si nécessaire, une assistance logistique serait fournie aux représentants des régions éloignées, aux personnes à mobilité réduite et aux moyens financiers insuffisants pour leur permettre d'assister aux réunions publiques organisées par le Projet.

Dans les cas où le statut vulnérable peut entraîner la réticence ou l'incapacité physique des personnes à participer à des réunions communautaires à grande échelle, le projet organisera des discussions séparées en petits groupes dans un lieu facilement accessible, ce qui permet au projet de contacter les groupes qui le souhaitent dans des circonstances normales.

Pour faciliter les contacts, certaines des options permettant d'atteindre les groupes vulnérables sont suggérés ci-dessous :

- a) Identifier les leaders des groupes vulnérables et marginalisés pour tendre la main à ces groupes
- b) Impliquer les leaders de la communauté, les sociétés civiles et les ONGs
- c) Organiser des entretiens individuels et des focus groupes avec les personnes vulnérables dans les localités riveraines tout en s'assurant que les méthodologies permettent aux participants de s'exprimer (par exemple, une consultation avec un groupe des femmes facilitée par une femme)
- d) Faciliter l'accès de ces personnes au mécanisme de gestion des plaintes mis en place par le Projet

Les stratégies suivantes seront mises en œuvre pour éliminer les obstacles à leur participation :

- rencontres par catégories dans les groupes vulnérables, en tenant compte du genre (sexe, âge, état et nature des handicaps ; etc.)
- fourniture de services de traduction dans une langue comprise et parlée ;
- choix de lieux accessibles pour les rassemblements ;
- Services de transport vers les lieux de la réunion les plus proches pour les personnes habitant des endroits isolés ;
- tenue de réunions ciblées et de taille plus modeste durant lesquelles les parties prenantes vulnérables se sentiraient plus à l'aise pour poser leurs questions ou formuler leurs préoccupations.
- Le respect des mesures barrières à la propagation de la COVID-19.

S'il n'existe aucune organisation active dans la zone du projet qui œuvre avec les groupes vulnérables, l'UCTFP se mettra en rapport avec les communautés qui seront plus à même de renseigner sur les groupes vulnérables et sur la meilleure façon de communiquer avec eux. En tout état de cause, l'UCTFP déterminera comment ces groupes vulnérables seront consultés sur les projets.

Cette démarche sera utilisée tout au long de la mise en œuvre du projet.

Draft

4.5. Calendriers

Les informations relatives aux calendriers répertoriant les phases du projet et les décisions majeures ainsi que les dates butoirs pour la soumission de commentaires sont données dans le tableau 9.

Tableau 8 : Calendrier des décisions majeures à exécuter selon les phases du projet

	Décisions majeures	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Dates butoirs	Organismes/ groupes responsables
PRÉPARATION DU PROJET						
1	Présenter le projet de et le plan de mobilisation des parties Prenantes (PMPP) pour impliquer les parties prenantes dans leur finalisation	Organismes gouvernementaux, unité de Coordination du Projet, ONG locales pour l'environnement et la santé ; représentants de la société civile, représentants des groupes communautaires, groupes ou association de femmes ; Représentants des administrations municipales	a) présenter le résumé du FSRP2 des mesures et actions matérielles visant à atténuer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels du projet ; Responsabilité/autorité et ressources/financement engagés et date d'achèvement. b) présenter le PMPP du FSRP2 (identification des parties prenantes et méthodes de communication)	Organisation de réunions/consultations publiques.	Avant le début du projet Une réunion publique et des réunions individuelles organisées pour discuter de PEES et du PMPP	Ministère de l'Agriculture (MA)

2	Diffuser le Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES); -Cadre politique de réinstallation (CPR) ; Cadre Fonctionnel -PEES -Procédures de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO) -Évaluation des risques liés à la VBG/EAS/HS (plan d'action d'atténuation et réponses aux risques de VBG/EAS/HS)	Les entités gouvernementales, les ONG locales en matière d'environnement et d'élevage, la société civile, le secteur privé et les administrations municipales, Banque mondiale.	Message électronique pour informer les parties intéressées de la divulgation et où accéder aux documents divulgués. Publicité dans les journaux, Radio et télévision locaux	Télécharger sur les sites Web des organismes gouvernementaux, y compris le ministère de l'économie et de l'industrie ; BM et autres. Copies papier dans des endroits accessibles localement. Envoyer des copies par courriel à des	Rediffuser chaque fois qu'il y a une révision importante.	Ministère de l'Agriculture (MA) UCTFP Ministère de l'Environnement ; Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance.

	Décisions majeures	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Dates bétroires	Organismes/ groupes responsables
	finalisé et des mesures adaptées de code de bonne conduite et MGP			personnes et organisations clés.		
PHASE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET						
3	Organiser l'atelier de démarrage du projet	Services techniques et administratifs régionaux, organisations des jeunes et des femmes, organisations syndicales, CPA, CDA, CCA	Objectifs du projet, les activités et les zones d'étude, les attentes du projet	Ateliers régionaux	1 ^{er} trimestre 2021	UCTFP Gouverneur Préfet
4	Organiser l'atelier spécifique de présentation des MGP y compris les VBG/EAS/HS	Organisations des jeunes et des femmes, organisations syndicales, CPA, CDA, CCA Les membres de la communauté et en particulier les femmes / groupes vulnérables	Contenus du MGP et de VBG/EAS/HS Discussion sur les risques, l'adéquation des mesures d'atténuation, l'accessibilité du MGP etc.	Atelier	2 ^{ème} semestre de l'année 2021	UCTFP et Gouverneur

5	Organiser l'atelier de partage des documents environnementaux et sociaux (PEES, PMPP, CGES, CPR, MGP, VBG/EAS/HS)	Services techniques et administratifs régionaux, les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales, CPA, CDA, CCA	Engagement des PP Les impacts génériques ; Modalités d'indemnisation MGP et VBG/EAS/HS	Atelier	2 ^{ème} semestre de l'année 2021	UCTFP et Gouverneur
6	Préparer et négocier les acquisitions foncières éventuelles	Représentant (s) du Ministère de l'Environnement, et de la Pêche (MEP)/, propriétaire (s) de terrains privés	Négociation pour acquisition définitive avec des propriétaires confirmés de terrains identifiés pour le FSRP2	Focus groupe	Avant la construction du sous projet aussi souvent que nécessaire	UCTFP, Propriétaire foncier ou son représentant
7	Préparer les PAR éventuels	Ministère de l'Agriculture (MA) propriétaire foncière, autres institutions gouvernementales, ONG locales et société civile, CPA, CDA, CCA	Préparer les PAR Enquête socioéconomique/mesure détaillée ; l'inventaire des personnes touchées et de leurs biens ;	Focus groupe Réunion de consultation publique Rencontre individuelle	Avant la phase de construction du sous projet	Ministère de l'Agriculture (MA)

	Décisions majeures	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Dates bétoires	Organismes/ groupes responsables

8	Préparer les PAR éventuels	MA, des propriétaires fonciers, d'autres institutions gouvernementales, des ONG locales et de la société civile,	Discuter des conclusions et recommandations du PAR Discuter des pertes et des mesures de réinstallation, y compris toute compensation financière ; l'évaluation des actifs perdus.	Réunion de consultation publique Réunion du groupe de discussion	Avant la mise en œuvre du projet	l'Expert en Environnement et l'Expert Social de l' UCTFP ; EIES consultants Ministère de l'Aménagement du territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme (en charge des Affaires Foncières)
9	Diffuser les PAR,	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales, toutes les personnes touchées par le projet (PAP)	Message électronique pour informer les parties intéressées de la diffusion et des lieux de consultation des documents.	Sur les sites Web des agences gouvernementales et de la BM.	Une semaine après la validation par la DEELCPN et la BM	Ministère de l'Agriculture (MA)
10	Exiger la préparation et la mise en œuvre des PGES Chantiers	Entrepreneur UCTFP, Ministère de l'Environnement, et de la Pêche (MEP)/	Examiner et évaluer le contenu du PGES Chantier	Echange par email	En cours jusqu'à ce que le PGES Chantier soit jugé acceptable.	Ministère de l'Agriculture (MA)
11	Construire/réhabiliter les infrastructures	Grand public	Informar le public de toute interruption de prestation de services de santé, d'éducation	Notification publique (par radio)	Au moins une semaine avant le	Ministère de l'Agriculture (MA)

	Décisions majeures	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Dates bétoires	Organismes/ groupes responsables
			ou d'utilisation des voiries planifiées		début des travaux	
12	Suivre les progrès de la mise en œuvre du projet	.Comité de pilotage du projet	Examen du rapport d'avancement de l'UCTFP et du consultant en supervision de projet	Réunions en face à face Réunion de consultation publique	Trimestriel sur la durée du projet	UCTFP
13		UCTFP, consultant en supervision de projet et entrepreneur	Examiner la progression de la mise en œuvre ; discuter et traiter des questions soulevées ;	Réunion de consultation publique	Mensuel, et ou selon les besoins	UCTFP
14	Résoudre les plaintes reçus par le projet	.Comité de Gestion des Plaintes	Pour traiter les plaintes soumis au Comité/ UCTFP	Réunions	Si nécessaire (selon SSS)	UCTFP
15	Se Réunir trimestriellement au niveau central impliquant toutes les parties prenantes notamment du Réseau des Spécialistes en Communication et les organisations féminines	Services techniques et administratifs centraux et régionaux, Réseau des Spécialistes en Communication et les organisations féminines	Etat d'avancement Performance	Réunion	Chaque dernier jeudi de chaque trimestre pendant 5 ans	UCTFP
16	Informier et sensibiliser sur les entretiens des infrastructures, hygiène et santé, la gestion des pesticides et des déchets en milieu public notamment dans marchés et autres lieux	Travailleurs sur les chantiers, populations rivéraines, associations de jeunes et de femmes	Mode et prévention des maladies liées à l'utilisation des pesticides, Mode de gestion et d'entretien des infrastructures.	Émissions suivies de commentaires Focus groupe	Une fois par trimestre pendant 4 ans	UCTFP
17	Organiser les rencontres avec les pasteurs et agro pasteurs	Les pasteurs et les ménages	État d'avancement du projet État de prise en compte de ces personnes dans le projet	Focus groupe Atelier	Une fois par trimestre	SSES
PHASE DE CLOTURE DU PROJET						

18	Diffuser les indicateurs de performance du FSRP2	.Grand public Tous les organismes gouvernementaux Communauté d'affaires	Informations générales sur l'amélioration de l'accès aux populations aux infrastructures,	Affichage sur les babillards du Ministère de l'Elevage et des	Dès que possible après le	Ministère de l'Agriculture (MA)
	Décisions majeures	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Dates bétoires	Organismes/ groupes responsables
		Organisations de la société civile, CPA, CDA, CCA		Productions animales (MEPA)/ ; Site Web du MEPA Communiqué de presse et de radio à l'ouverture. Brochures d'information	début du projet	
19	Organiser l'atelier de clôture du projet	Services techniques et administratifs régionaux, les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales, CPA, CDA, CCA	Objectifs du projet, les activités et les zones d'étude, les attentes du projet	Ateliers régionaux	2 ^{ème} semestre 2025	UCTFP Gouverneur

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

4.6. Examens des commentaires

Pour un meilleur traitement et une bonne prise en compte des commentaires, l'UCTFP se basera sur le spécialiste en environnement et le spécialiste en développement social du Projet d'Appui à la Productivité et à la résilience climatique (ProPAD). Ils se chargeront de l'examen régulier des commentaires provenant des parties prenantes au projet.

4.7. Phases ultérieures du projet

Au fur et à mesure que le Projet sera mis en œuvre, les activités effectuées et celles programmées seront portées à l'attention des parties prenantes. Ainsi, elles seront tenues au courant de l'évolution de l'exécution du Projet. Ces points seront faits à travers des documents de synthèse des rapports trimestriels, semestriels et annuels d'activités.

Draft

5. RESSOURCES ET RESPONSABILITES POUR METTRE EN ŒUVRE LES ACTIVITES DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

5.1 RESSOURCES

Les ressources qui seront consacrées à la gestion et à la mise en œuvre du Plan de mobilisation des parties prenantes portent essentiellement sur :

- Ressources humaines

Dans le cas du Programme d'appui à la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP2), le Responsable institutionnel de la mise en œuvre du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) est le Coordonnateur de l'UCTFP. La responsabilité technique incombe aux Spécialistes en développement social, en VGB/EAS/HS et environnement de l'UCTFP. Il sera bien entendu appuyé par le Responsable de l'Unité de suivi et évaluation et le Directeur technique et des opérations de l'UCTFP.

- Ressources humaines des Parties Prenantes

La mise en œuvre des activités s'effectuera en association avec les experts principaux désignés par chaque Prestataire qui sera recruté pour exécuter des actions spécifiques et les points focaux désignés par chacune des structures parties prenantes et bénéficiaires des actions du projet. Conformément à ses attributions et en respect de la réglementation nationale en vigueur, l'Expert désigné du Ministère de l'Environnement et de la Pêche sera aussi associé. À cet expert sera associé un expert du ministère en charge de la femme et de la protection de la petite enfance.

- Ressources financières et matérielles

Un budget conséquent sera établi en vue de prendre en compte les activités qui seront précisées dans une version plus détaillée de la « Stratégie de diffusion des informations » et un autre document plus détaillé de la « Stratégie de consultation des parties prenantes ». Les budgets seront intégrés dans les composantes du Projet. Pour le budget prévisionnel, voir Tableau 10 : Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes.

5.2 FONCTIONS DE GESTION ET RESPONSABILITÉS

Les activités de mobilisation des parties prenantes font partie intégrante des mesures de sauvegardes environnementale et sociale. À ce titre, sous l'autorité du Coordinateur/de la Coordinatrice, toutes ces activités seront exécutées par le spécialiste en développement social en collaboration avec le spécialiste en environnement et le spécialiste en communication et celui du suivi-évaluation du projet.

Cependant, au sein de l'UCTFP, il sera appuyé par le Coordonnateur, le Responsable suivi et évaluation du Projet, Directeur technique et des opérations et le Spécialiste en gestion financière dans la mise en œuvre de ces activités. En tant qu'appui extérieur, le Spécialiste en développement social pourra compter sur l'Expert désigné du Ministère de l'Élevage et des Productions Animales et les organismes d'intermédiation mis en place à cet effet.

Les informations seront transmises au spécialiste en développement social à travers un processus fonctionnel établi avec les autres acteurs à la base. Cette transmission se fera sous forme écrite sur la base de registres, ou autres fiches établies et acceptées de tous. La fréquence de transmission sera retenue de commun accord. Elle peut être mensuelle, bimensuelle ou trimestrielle.

Tableau 9 : Équipe de gestion du PMPP

#	Personne de contact	Rôles et responsabilités	Contacts:
1	Equipe de préparation du projet	Coordonner les activités du PMPP pendant la phase préparatoire du Projet en attendant le recrutement de l'Unité de Coordination du projet	
2	Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du Projet (UCTFP)	Coordonner et superviser dans la mise en œuvre du PMPP ; Transmettre les coordonnées des personnes chargées de répondre aux commentaires ou aux questions sur le projet ou le processus de consultation, à savoir leur numéro de téléphone, adresse, courriel et fonction (ces personnes ne seront pas forcément les mêmes sur toute la durée du projet).	Tél: fax: cell: email:
3	L'Expert en Environnement l'Expert Social de l'UCTFP, et Sociologue /expert en VGB / FSRP2	Charger de la mise en œuvre du PMPP, sous la supervision du Coordonnateur	cel: email:
4	Le Responsable Administratif et Financier de l'UCTFP	Confirmer l'établissement d'un budget et mettre au moment opportun des ressources suffisantes à disposition pour la mobilisation des parties prenantes	cell: email:
5	Spécialiste de Passation des Marchés (SPM)	Elaborer les contrats avec les différents prestataires (contrat avec les radios et télévisions, site Web, les consultants)	cell: email:
6	Spécialiste en communication	Charger d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de communication en référence au PMPP	cell: email:
7	Spécialiste en suivi évaluation	Mettre en place une base de données des parties prenantes au niveau national et de registres des engagements au niveau régional ; Faire le suivi du PMPP	cel: email:

6. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES (MGP)

Le principal objectif d'un Mécanisme de Gestion de Plaintes (MGP) est d'aider à résoudre les plaintes et les griefs d'une manière opportune, efficace et efficiente qui satisfasse toutes les parties concernées. Plus précisément, il fournit un processus transparent et crédible pour des résultats justes, efficaces et durables. Il renforce également la confiance et la coopération en tant que composante intégrante d'une consultation communautaire plus large qui facilite les actions correctives. Plus précisément, le MGP :

- Fournit aux personnes concernées des moyens de déposer une plainte ou de résoudre tout différend qui pourrait survenir au cours de la mise en œuvre du projet ;
- Veille à ce que des mesures de réparation appropriées et mutuellement acceptables soient identifiées et mises en œuvre à la satisfaction des plaignants ; et
- Évite la nécessité de recourir à des procédures judiciaires.

Les types de plaintes rencontrés sont : problèmes fonciers, les conflits entre communautés, agropasteurs et pasteurs, éleveurs, la mauvaise évaluation des biens impactés, la non-utilisation de la main d'œuvre locale, les violences basées sur le genre (Violence sexuelle dont le harcèlement sexuel (HS) et les différents formes d'exploitation et abus sexuel (EAS)), mauvaise gestion des déchets, pollution et nuisances, violence psychologique (intimidation, humiliation, chantage, proposition déplacée), agression physique (un acte de violence physique qui n'est pas de nature sexuelle), la corruption, la concussion, abus de toutes sortes et l'exclusion des personnes vulnérables (veuves ou veufs pauvres, personne vivant avec un handicap).

6.1. Description du mécanisme de gestion des plaintes

La procédure de gestion des plaintes dans le cadre des actions du Projet fait appel à neuf (9) étapes partant de l'enregistrement de la plainte à son règlement final et l'archivage du dossier de résolution (Voir l'annexe 16 pour un exemple de registre des plaintes). A la phase de mise en œuvre du Projet, le MGP sera formellement élaboré sur la base des neuf (9) étapes décrites ci-dessous. Le rapport préliminaire fera l'objet d'une validation nationale par les représentants des parties prenantes du projet. Le rapport final intégrant les amendements de l'ensemble des parties prenantes sera établi et publié avant le démarrage des activités prévues dans le cadre du Projet.

Des procédures séparées seront élaborées et annexes au MGP pour les plaintes sensibles telles que les VBG/EAS/HS. Ceci comprendra un système de référencement fait à base d'une cartographie des services en utilisant l'outil sur GEMS/ODK Collecte qui a été développé par la Banque Mondiale. Le mécanisme de gestion des plaintes efficace pour répondre aux plaintes de VBG/EAS/HS doit être doté de canaux multiples pour porter plainte. Ce mécanisme doit prévoir des procédures particulières pour les questions de VBG/EAS/HS, notamment le signalement confidentiel des cas et leur enregistrement en toute sécurité (en utilisant un code unique et en gardant les informations sur le survivant dans les fichiers gardes à clés/mot de passe en précisant les personnes qui auront accès à ces fichiers) et dans des conditions éthiques. Le MGP devra également décrire qui et comment traitera les plaintes d'EAS/HS, et dans quelles échéances, à travers les étapes de i) tri et traitement, ii) reconnaissance et suivi, iii) vérification et action, iv) suivi et évaluation, v) retour d'information, adressant comment la sécurité, la confidentialité et le consentement éclairé des survivants seront prioritaires à toutes les étapes, en ligne avec un approche centrée sur les survivant(e)s. Un protocole pour remonter les plaintes d'EAS/HS dans les 48 heures de leur réception vers la banque mondiale devra également être intégré et utilisé au cours du projet.

L'élaboration et la mise en œuvre correcte du mécanisme de règlement des plaintes relèveront de la responsabilité du ministère de la Santé, par l'intermédiaire de l'UCTFP. Les plaintes seront catégorisées en deux groupes : **les plaintes sensibles** et **les plaintes non sensibles** :

- Les plaintes non sensibles concernent le processus de mise en œuvre des activités du projet ; Il peut concerner les choix, méthodes, résultats obtenus, etc.
- Les plaintes sensibles portent habituellement sur des fautes personnelles (notamment mais non exhaustivement, injustice, abus de pouvoir, discrimination, VBG/EAS/HS, etc.).

Il est garanti aux parties prenantes que les plaintes sensibles seront traitées de façon confidentielle, de manière à éviter d'éventuelles représailles ou toute atteinte à la sécurité des plaignants.

Étape 1 : Réception et enregistrement des plaintes (pour les plaintes non-sensibles)

Les canaux de réception des plaintes sont diversifiés et adaptés au contexte socioculturel de mise en œuvre du Projet. Les plaintes seront formulées verbalement ou par écrit. Toute plainte, qu'elle soit verbale ou écrite est enregistrée immédiatement dans un registre disponible au niveau du comité national de gestion des plaintes ou de ses structures intermédiaires. Le plaignant reçoit un accusé de réception dans un délai de 48 h après le dépôt de sa plainte. Les canaux de transmission des plaintes sont les boîtes à plaintes, le téléphone, la saisine par un intermédiaire (parent, proche, autorités locales, association de défense des droits humains, etc.) et les canaux en ligne pourrait également être envisagés.

La réception de la plainte va se faire :

- Au niveau village ou quartier par le Chef de village ou du quartier ;
- Au niveau préfectoral ou communal par le représentant du Comité Communal d'Actions (CCA) ou le Comité Départemental d'Actions (CDA) ;
- Au niveau de la province par le représentant du Comité Provincial d'Action (CPA) ;
- Au niveau du FSRP2 à l'UCTFP du projet

Les étapes à suivre dans le processus de soumission et de résolution des griefs sont proposées dans le **tableau 11**.

Tableau 10 : Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)

Niveau	Membres du Comité	Mécanisme proposé
Niveau quartiers, villages	Dans chaque quartier ou village, il sera mis en place un comité de gestion des plaintes comprenant : • Le chef du village ou de quartier (Président) • Le représentant du Comité Villageois (CV) ; • La représentante des associations des femmes ; • Le représentant des associations des Jeunes ; • Le représentant d'une ONG locale. • Le représentant des PAP. •	Toute personne se sentant lésée dans le cas de la mise en œuvre du projet (processus d'évaluation/indemnisation ou subissant des nuisances du fait des activités du projet ou ayant des doléances) devra déposer, dans sa localité, une requête auprès du comité de village ou de quartier, qui l'examinera en premier ressort. Cette voie de recours est à encourager et à soutenir très fortement. Le comité de quartier, du village se réunit deux (2) jours après la réception de la plainte. Il lui sera informé et notifiée (par téléphone et par écrit) de la décision prise par le Chef de village ou de quartier juste après la tenue de la session. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors il pourra saisir le comité préfectoral/communal

Niveau (préfectoral /communal)	• Le Préfet (président) • Le Maire ; • Le représentant du Comité Départemental d'Action (CDA) ;	La Commission Départementale ou communale de litiges se réunit dans les 3 jours au plus qui suivent l'enregistrement de la plainte. La commission départementale ou communale après avoir entendu le plaignant délibère. Le préfet va informer et notifier (par téléphone et
Niveau	Membres du Comité	Mécanisme proposé
	• Le représentant du Comité Communal d'Action (CCA) ; • Responsable de suivi des mesures environnementales et sociales du projet • La représentante des associations des femmes ; • Le représentant des associations des Jeunes ; Le • représentant d'une ONG locale. • Le représentant des PAP.	par écrit) juste après la session au plaignant de la décision prise par les membres de la commission. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors la plainte sera transmise au niveau provincial.
Niveau Provincial	• Le Gouverneur ou (SGP) Secrétaire général de la province (Président) • Délégué de l'agriculture • Délégué de l'élevage • Le représentant du projet (Coordonnateur du projet ou le chargé des questions environnementales et sociales du projet) ; • La coordination provinciale des syndicats du Ministère de l'Agriculture • La coordination provinciale des syndicats du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA). • Le représentant des associations des Jeunes ; La • représentante des associations des femmes ; Le • représentant d'une ONG locale. • Le représentant des PAP.	La Commission Provinciale de litiges se réunit dans les 3 jours au plus qui suivent l'enregistrement de la plainte. La commission provinciale après avoir entendu le plaignant délibère. Il lui sera informé et notifié de la décision prise par les membres de la commission juste après la tenue de la session. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors il pourra saisir la justice

Justice	• Juge (président) • Avocats • Huissier	Le recours à la justice est possible en cas de l'échec de la voie à l'amiable. Il constitue l'échelon supérieur dans la chaîne des instances de gestion des plaintes. Il n'est saisi qu'en dernier recours lorsque toutes les tentatives de règlement à l'amiable sont épuisées. Le juge est chargé d'examiner les plaintes et prendre une décision par ordonnance. Cette décision s'impose à tous les plaignants. Mais, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard des activités. NB : Si toutefois, la décision de justice est en faveur de la PAP, les frais engagés par celui-ci dans la résolution de la plainte seront pris en charge par le projet.

Source : Mission d'élaboration du PMPP FSRP2 Janvier 2021

Étape 2 : Etude des plaintes (pour les plaintes non-sensibles)

Un tri est opéré pour distinguer les plaintes sensibles, non sensibles ou farfelues et une procédure d'étude adaptée à chaque type est adoptée. Les plaintes non sensibles seront traitées aussi bien par les instances intermédiaires que par l'instance nationale. Quant aux plaintes sensibles, elles seront gérées au niveau national. Les plaintes sensibles, après enregistrement au niveau local, sont immédiatement transmises au niveau national qui assure les investigations nécessaires au traitement des plaintes. L'issue du traitement de la plainte est adressée directement au plaignant. Le temps nécessaire à l'analyse d'une plainte ne peut excéder cinq (05) jours ouvrables après accusé de réception pour les plaintes non sensibles et dix (10) jours ouvrables pour celles sensibles. Il est à noter que les instances indiquées ne sont pas encore mises en place et quelles se feront dans le cadre de la mise en place du mécanisme de gestion du Projet.

Étape 3 : Investigation sur la vérification du bien-fondé de la plainte (pour les plaintes non-sensibles)

À cette étape seront collectées les informations et données de preuves concourant à établir la justesse et l'objectivité de la plainte et à retenir les solutions en réponse aux interrogations ou réclamations du plaignant. Le traitement des plaintes sensibles peut nécessiter le recours à des compétences spécifiques qui peuvent ne pas être directement disponibles au sein des organes du MGP. Dans ce cas, les compétences des instances plus spécialisées sont sollicitées. Un délai maximal de cinq (05) jours ouvrables après la classification et l'analyse préliminaire est retenu pour cette étape pour toutes plaintes nécessitant des investigations supplémentaires pour sa résolution.

Étape 4 : Propositions de réponse (pour les plaintes non-sensibles)

Sur la base des résultats des investigations, une réponse est adressée au plaignant. Cette réponse met en évidence la véracité des faits décrits ou au contraire, le rejet de la plainte. Il est notifié à l'intéressé par écrit, qu'une suite favorable ne peut être donnée à sa requête que si les faits relatés dans la requête sont fondés et justifiés après les résultats des investigations. Lorsque la plainte est justifiée, l'organe de gestion des plaintes (selon le niveau), notifie au plaignant par écrit, les résultats clés de leurs investigations, les solutions retenues à la suite des investigations, les moyens de mise en œuvre

des mesures correctrices, le planning de mise en œuvre et le budget. La proposition de réponse intervient dans un délai de deux (2) jours ouvrables après les investigations.

Étape 5 : Révision des réponses en cas de non-résolution en première instance (pour les plaintes non-sensibles)

Les mesures retenues par les organes du MGP peuvent ne pas obtenir l'adhésion du plaignant. Dans ce cas, il lui est donné la possibilité de solliciter une révision de la résolution du comité de gestion des plaintes saisi. La durée de la période admise pour solliciter une révision des décisions est de dix (10) jours ouvrables au maximum à compter de la date de réception de la notification de résolution de la plainte par le plaignant. Dans ce cas, l'organe de gestion dispose de cinq (5) jours ouvrables pour reconsidérer sa décision et proposer des mesures supplémentaires si besoin ou faire un retour à la requête du plaignant. Au cas où la révision n'offre pas de satisfaction au plaignant, ce dernier est libre d'entamer une procédure judiciaire auprès des instances habilitées. **Étape 6 : Mise en œuvre des mesures correctrices**

La mise en œuvre des mesures préconisées par la résolution du comité de gestion des plaintes ne peut intervenir sans un accord préalable des deux parties. La procédure de mise en œuvre de (des) l'action/actions correctrice(s) sera entamée cinq (05) jours ouvrables après l'accusé de réception par le plaignant, de la lettre lui notifiant les solutions retenues et en retour à la suite à l'accord du plaignant consigné dans un Procès-Verbal (PV) de consentement. L'organe de gestion des plaintes mettra en place tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre des résolutions consenties et jouera sa partition en vue du respect du planning retenu. Un PV signé par le Président du comité de gestion des plaintes saisi et le plaignant, sanctionnera la fin de la mise en œuvre des solutions.

Étape 7 : Clôture ou extinction de la plainte

La procédure sera clôturée par les instances de l'organe de gestion des plaintes si la médiation est satisfaisante pour les différentes parties, en l'occurrence le plaignant, et l'entente prouvée par un PV signé des deux parties. La clôture du dossier intervient au bout de trois (03) jours ouvrables à compter de la date de mise en œuvre de la réponse attestée pour les instances locales ou intermédiaires et de cinq (5) jours ouvrables par l'instance nationale. L'extinction sera alors documentée par ces différentes instances selon le/les niveaux de traitement impliqués.

La durée estimative entre le dépôt de la plainte jusqu'à sa clôture est de 45 jours calendaire

Étape 8 : Rapportage

Toutes les plaintes reçues dans le cadre du MGP du Projet seront enregistrées dans un registre de traitement cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de mise en œuvre de la résolution, pour les instances locales ou intermédiaires et sept (07) jours ouvrables pour l'instance nationale. Cette opération permettra de documenter tout le processus de gestion des plaintes et de tirer les leçons nécessaires à travers une base de données simple et adaptée conçue à cet effet. La base de données signalera également les problèmes soumis le plus fréquemment et les zones géographiques dont émanent le plus de plaintes, les résolutions appliquées, les suggestions ou meilleures pratiques, etc.

Étape 9 : Archivage

Le Projet mettra en place un système d'archivage physique et électronique pour le classement des plaintes. L'Accès au système sera donné seulement aux personne(s) responsable(s) de l'entretien et l'utilisation du système pour sauvegarder les données et leur caractère confidentielle. L'archivage s'effectuera dans un délai de six (06) jours ouvrables à compter de la fin du rapportage. Toutes les pièces justificatives des réunions qui auront été nécessaires pour aboutir à la résolution seront consignées dans le dossier de la plainte. Le système d'archivage donnera accès aux informations sur :

- i) les plaintes reçues
- ii) les solutions trouvées
- et iii) les plaintes non résolues nécessitant d'autres interventions.

6.2. Budgets pour la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes

L'Unité de préparation du projet mettra en place un budget de gestion des plaintes. Ce budget devra être inscrit au budget de gestion du projet. Toutefois, un budget indicatif est proposé au tableau 10 et sera actualisé à la mise en œuvre du projet. Compte tenu du fait que le consultant a prévu un budget du MGP dans le PMPP, il ne sera plus question de donner un budget du MGP dans les autres documents environnementaux et sociaux (CGES, CPR, PGP).

Tableau 11 : Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes

N°	Item	Unité	Qté	Coût Unitaire x 1000	Total x 1000	Total x 1000	Période
				FCFA	FCFA	USD	
1	Recrutement d'un expert pour la réalisation d'un MGP (y compris une cartographie des services VBG/EAS/HS en utilisant l'outil développé par la Banque mondiale sur GEMS/ODK Collecte et une annexe avec les	Étude	1	15 000	15 000		Deux (2) mois après le recrutement de l'Expert en Environnement et de l'Expert Social
	procédures et fiches a part pour ces cas)						
2	Mise en place des comités de gestion des plaintes	Réunions (pause-café et déjeuner)	5	500	2 500		Trois (3) mois après la validation du MGP
3	Formation des comités de gestion des plaintes	Département	5	2 000	10 000		Deux (2) mois après la mise en place des comités de gestion des plaintes
4	IEC sur les dispositions du MGP envers les travailleurs et les communautés	Nb d'IEC	5	2 000	10 000		Tous les trimestres pendant la durée du projet
5	Évaluation de la performance du MGP	Étude	1	15 000	15 000		Après la 2ème année de mise en œuvre du MGP
Total FCFA					52 500		
Total USD (estimation 1 USD = 574 FCF)						91,463	

Source : Mission d'élaboration du PMPP Décembre 2020

7. SUIVI ET ETABLISSEMENT DES RAPPORTS

7.1. Participations des différents acteurs concernés aux activités de suivi du projet

Les activités relatives au PMPP seront déclinées dans les Plans (annuels, trimestriels et mensuels) de mise en œuvre. Ces plans préciseront entre autres pour chaque action ou activités prévues, le responsable, les acteurs impliqués, les ressources nécessaires (budget) et les délais de mise en œuvre. Des outils de suivi correspondant (rapports annuels, trimestriels et mensuels) seront élaborés pour être capitalisés dans le document global de suivi des activités courantes du Projet. Les rapports de suivi mettront en exergue les écarts entre les prévisions et les réalisations en termes d'activités, les acquis de la mise en œuvre des activités, les difficultés et les solutions envisagées. Le responsable du suivi de la mise en œuvre des activités inscrites au PMPP est le Spécialiste en développement social, qui sera assisté du Spécialiste en suivi-évaluation du Projet.

Des rencontres provinciales et départementales seront organisées par trimestre pour évaluer le niveau d'implication des parties prenantes et une rencontre annuelle des Parties Prenantes sera organisée au niveau central pour faire un bilan de la mise en œuvre du PMPP.

Les outils ou méthodes utilisées ainsi que les indicateurs de performances sont consignés dans le tableau 11.

Tableau 12 : Programme de suivi environnemental et social

Indicateurs de performance à suivre	Personne ou agence responsable du suivi	Périodicité	Méthodes/Outils /moyens
• 100 % des activités annuelles prévues dans le cadre du PMPP sont exécutées	l'Expert en Environnement Sociologue /expert en VGB	Une fois par trimestre	Rapport d'activités du projet
100 % des plaintes formulées par les parties prenantes sont traitées 100 % des plaignants ont utilisé le MGP	l'Expert en Environnement et Sociologue /expert en VGB Suivi évaluation	Une fois par semestre	Enquêtes auprès des parties prenantes (Questionnaires et guide d'entretien) ; Fiche d'enregistrement des plaintes
Au moins 80 % des parties prenantes sont satisfaites des consultations publiques	l'Expert en Environnement et Sociologue /expert en VGB Suivi évaluation	Une fois par semestre	Enquêtes auprès des parties prenantes (Questionnaires et guide d'entretien)
100 % des supports de communication prévus sont réalisés ; Au moins 15 réunions 5 et /ou rencontres annuelles organisées avec les parties prenantes ; Nombre de décisions prises lors des consultations avec les parties prenantes et le nombre de celles qui ont été exécutées (cible à préciser) ; Nombre totale de femmes participantes comparées au nombre total des participants dans des activités du PMPP (40% de femmes au moins). Nombre d'activités de mobilisation auprès des personnes vulnérables et des groupes/représentants (cible à préciser)	l'Expert en Environnement et Sociologue /expert en VGB Responsable en communication du projet	Une fois par an	Plan de communication Echanges avec la coordination du projet

• 100 % des rapports trimestriels de mise en œuvre du PMPP prévus sont disponibles	Coordonnateur du projet	Une fois par an	Rapport d'activités
Indicateurs de performance à suivre	Personne ou agence responsable du suivi	Périodicité	Méthodes/Outils /moyens
• 100 % des rencontres annuelles et régionales sont organisées	Coordonnateur du projet	Une fois par an	Rapport du Gouvernorat PV d'organisation des rencontres

Source : Mission d'élaboration du FSRP2 janvier 2021

L'évaluation du projet (examen externe et interne) comprendra des aspects du plan de mobilisation des parties prenantes (notamment les indicateurs et activités du PMPP) et recommandera les améliorations.

7.2. Rapports aux groupes de parties prenantes

L'objectif d'un plan de mobilisation des parties prenantes est de donner l'occasion aux parties prenantes du projet intéressées et affectées d'exprimer leurs opinions, leurs intérêts et préoccupations au sujet du projet, en veillant à ce que les avantages du projet reviennent aux membres de la communauté. Il est obligatoire que la coordination du Projet, par le biais des canaux de communication existants, fasse des rapports trimestriels (en formats papiers avec un résumé non technique et traduit en langue locale) aux parties prenantes, montrant comment les contributions et les préoccupations des parties prenantes ont été abordées ainsi que celles qui n'ont pas été incluses et pourquoi. Si les parties prenantes ne sont pas satisfaites, elles peuvent utiliser le MGP pour présenter des plaintes relatives aux impacts du projet ou, en fait, au processus de consultation et d'engagement mis en œuvre par le projet.

Tableau 13 : Budget global estimatif de PMPP

c	Item	Unité	Qté	Coût Unitaire	Total en FCFA	Total en USD
				FCFA	FCFA	USD
1	Publicité dans le journal/radio/TV	FF	5	10 000 000	50 000 000	87 108
2	Réunions de consultation (lieux, impression, cahiers, casse-croûtes, rafraîchissements, etc.)	Trimestre	20	1 000 000	20 000 000	34 843
3	Cartographie des groupes vulnérables et constitution de base de données	Étude	1	10 000 000	10 000 000	17 421
4	Renforcement de capacités des membres des comités (pendant 2 jours) pour chacune des localités	Atelier	15	3 000 000	45 000 000	78 397
5	Mise en œuvre du MGP	FF	FF	52 500 000	52 500 000	91 463

6	Évaluation de la performance du PMPP	Étude	1	20 000 000	20 000 000	34 843
7	Éventualités	FF	10%		35 500 000	61 846
TOTAL					233 000 000	405 921

Source : Mission d'élaboration du FSRP2 janvier 2021

NB : Ce budget ne comprend pas de salaire

CONCLUSION

Le PMPP constitue l'un des outils indispensables du volet social de la mise en œuvre du Projet. Dans le cadre des dispositifs du nouveau cadre environnemental et social de la Banque mondiale, le PMPP fait partie intégrante des documents contractuels à élaborer avant l'approbation de tout Projet. Le présent document est élaboré dans le cadre de la soumission du Projet au financement de la Banque mondiale.

Le FSRP étant préparé dans un contexte mondial marqué par la pandémie de COVID19, les activités de communication doivent donc être développées en tenant rigoureusement compte des mesures barrières contre la COVID-19 ainsi que de celles liées à la gestion des risques environnementaux et sociaux du projet.

Le document a été élaboré suivant une approche participative globale. Il s'agit d'un document souple et pratique qui va évoluer au fur et à mesure de la préparation et la mise en œuvre de Projet, afin de prendre en compte les besoins de mobilisation et de participation des parties prenantes dont les actions vont apporter une plus-value à l'atteinte des objectifs du Projet. La mise en œuvre du PMPP nécessite la mobilisation de **233 000 000 FCFA (405 921 USD)** entièrement financé par le FSRP2.

ANNEXES

Annexe 1 : Parties prenantes institutionnelles identifiées du FSRP2

Partie Prenantes institutionnelles	Degré d'influence dans les résultats du projet Maximum taille moyenne à faible	Degré d'impact que le projet aura sur eux Maximum taille moyenne à faible	Position contre le projet Favorable ; neutre opposé	Comment le projet pourra-t-il mobiliser les parties prenantes Thèmes fondamentaux (TF); méthodes(M)
Ministère de l'Agriculture (MA)	Maximum	Maximum	Favorable	TF: surveillance; mobilisation des fonds; Monitoring/Évaluation M: ateliers; Les groupes focaux; réunions de coordination
Ministère de l'Environnement, et de la Pêche (MEP)	Maximum	Maximum	Favorable	TF: surveillance; /Évaluation M: ateliers; Les groupes focaux; réunions de coordination
Ministère de l'Hydraulique urbaine et rurale ,	Moyen	Moyen	Favorable	TF: surveillance et suivi de hydraulique; Enquête; Urgences M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination
Ministère de la Femme et de la Petite l'enfance	Moyen	Moyen	Favorable	TF: surveillance de l'environnement; Enquête; Urgences M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination
Ministère de l'Administration du Territoire	Moyen	Moyen	Favorable	TF: surveillance sanitaire; Enquête; Sécurisation M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination
Ministère des infrastructures et des transports	Moyen	Moyen	Favorable	TF: surveillance sanitaire; Enquête; Sécurisation M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination
Organisations professionnelles	Moyen	Moyen	Favorable	TF: recherche; Sensibilisation; suivi de proximité ; Formation M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination
LES MÉDIAS	Moyen	Moyen	Favorable	TF: Information et éducation pour le changement comportemental; Informations de Évènements; Diffusion des Activités du Projet; plans de Communication M: réunions de plaidoyer; réunions de coordination;

Annexe 2 : Parties prenantes de la société civile et de la communauté du FSRP2 identifiées

Sociétés civiles et communautés	Degré d'influence dans les résultats du projet (Maximum moyenne et faible)	Degré d'impact que le projet aura sur eux (Maximum moyenne et faible)	Position vis à vis du projet (Favorable, neutre et opposé)	Comment le projet pourra-t-il mobiliser les parties prenantes (Thèmes fondamentaux (TF) et les méthodes (M))
Autorités traditionnelles	Maximum	Maximum	Favorable	TF: surveillance des travaux, VBG et sensibilisation sur EAS/HS, épidémiologique; Urgences Information et éducation aux communautés M: ateliers; Les groupes focaux; réunions de coordination.
ONG nationales et internationales	Moyen	Maximum	Favorable	TF: surveillance des travaux, risque épidémiologique; Urgences recherche Formation des techniciens; suivi de la formation continue; Acquisition de moyens; Suivi et évaluation M: ateliers; Les groupes focaux; réunions de coordination; Éducation par les pairs
Autorités religieuses	Moyen	Moyen	Favorable	TF: information et éducation; Soutien aux soins de santé, appuis aux enfants scolarisés vulnérables; Distribution des médias M: ateliers; Les groupes focaux; réunions de coordination; Éducation par les pairs
Société Civile en Général	Moyen	Faible	Favorable	TF: urgences; Fourniture et distribution de moyens; Mobilisation sociale M: réunions de plaidoyer; Réunions de coordination

Annexe 3 : Parties prenantes institutionnelles

Partie prenante	Rôles et responsabilités
Gouvernement central	
Ministère de l'Agriculture (MA)	Le programme impliquera les responsables du ministère en charge de l'agriculture et les fédérations ou associations agricoles dont le rôle sera important dans la mobilisation des différents acteurs et le suivi du projet

Ministère de l'Élevage et de la Production Animale (MEPA)	Le projet impliquera les responsables du ministère en charge de l'élevage et les fédérations d'éleveurs dont le rôle sera important dans la mobilisation des différents acteurs et le suivi de la situation de l'élevage et de la transhumance.
Ministère de l'Environnement, et de la Pêche (MEP)	Ce ministère est particulièrement impliqué dans le projet pour considérer et gérer les risques et les impacts qui seront identifiés lors de la mise en œuvre du projet. Ce ministère, par l'intermédiaire de la Direction de l'Évaluation Environnementale et de la Lutte Contre la Pollution et les Nuisances (DEELCPN) au niveau national et régional (Délégation provinciale à l'environnement, et de la pêche), est un acteur important qui a des responsabilités statutaires en matière de protection de l'environnement et de responsabilisation des promoteurs et des titulaires de permis pour la gestion rationnelle des projets dans le respect des conditions et des normes environnementales approuvées. Elle sera impliquée dans le suivi environnemental et social du projet.
Ministère de l'administration territoriale (MAT)	Le programme impliquera les gouverneurs et les préfets ainsi que les maires dont le rôle sera important dans la mobilisation des différents acteurs et le suivi de la mise en place des infrastructures.
Ministère de la Femme de la Protection de la Petite Enfance	Ce ministère doit être appelé à prendre en compte les questions de la VBG/EAS/HS et du travail des enfants. Ce ministère est également concerné par le projet avec l'implication des associations de femmes et des groupes vulnérables dans sa mise en œuvre.
Ministère des infrastructures et des transports	Ce ministère doit être appelé à prendre en compte les constructions des postes vétérinaires et des pharmacies pastorales, parcs de vaccination, couloirs de vaccination
Ministère de la Formation Professionnels et des Métiers	Ce ministère contribuera la formation des jeunes éleveurs dans les métiers de transformation des produits dérivés de l'élevage
Ministère de l'Hydraulique urbaine et rurale	Ce ministère sera associé dans les infrastructures et équipements de l'hydraulique pastorale
Ministère du Développement Industriel , Commercial, et la Promotion du secteur privé	Ce ministère sera appelé pour le développement de la filière élevage
Comité de pilotage du projet (CPP)	Le CPP fournira une orientation stratégique et une supervision pour le projet et apportera son soutien sur les questions politiques et juridiques concernant le projet et s'engagera dans la résolution des problèmes si nécessaire.
Gouvernement provincial	
Délégations provinciales des ministères de tutelle susmentionnés :	Ces délégations aideront à la supervision et au suivi des projets dans leurs secteurs respectifs.
Comités provinciaux, départementaux et locaux (Comité Départementaux d'Action ou CDA, Comités Provinciaux d'Action ou CPA et Comités Communaux d'Action ou CCA)	Ces comités contribueront à la mise en œuvre, à la supervision et au suivi des projets dans leurs secteurs respectifs.
Organisations professionnelles dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement	Les organisations et associations professionnelles doivent être impliquées et consultées dès les premières étapes de la conception du projet et tout au long de sa mise en œuvre.
Organisations professionnelles dans le domaine de la violence liée au sexe	Ces acteurs seront consultés, et le projet utilisera leurs expériences dans la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Ces acteurs sont : Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR), l'Organisation des Acteurs Non Etatiques du
Partie prenante	Rôles et responsabilités

	Tchad (OANET), les organisations de femmes (UAFAT = Union des Femmes Arabes du Tchad, AFDCPT = Association des Femmes pour le Développement et la Culture de la Paix au Tchad, AFJT = Association des Femmes Juristes du Tchad, AFCEET= Association des Femmes Commerçantes et Chefs d'Entreprise, CONAF= Conseil National des Femmes Leaders- Tchad), et des organisations de confessions religieuses (Commission Justice et Paix de l'Eglise Catholique, Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad (EEMET), Union des Cadres Chrétiens du Tchad (UCCT), Union des Cadres Musulmans du Tchad = UCMT). Toutes ces structures travaillent à l'élimination de la violence sexuelle et sexiste au Tchad.
Communautés	
Chef traditionnel et religieux	Ils devront intervenir dans le choix des sites et dans la mise en œuvre du PGM. Ils seront également impliqués dans le suivi des travaux, l'information et l'éducation des communautés et dans la prévention et atténuation des risques de la VBG/EAS/HS.
Les habitants des villes/villages situés à proximité de l'infrastructure à construire/réhabiliter	Ces habitants seront impliqués dans la mise en œuvre du projet car ils seront les premiers touchés par le projet (poussière, pollutions diverses, expropriation, etc.).
Groupes sociaux vulnérables ²	Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, ces personnes vulnérables pourraient être exclues de toute activité. Il est donc important d'exiger leur participation à toutes les phases du projet.
Les organes de communication	
Médias locaux (radio et télévision)	Ils seront les vecteurs de la vulgarisation des résultats obtenus par le projet. Ils interviendront également en Information Education et Communication (IEC) pour le changement de comportement des populations dans le domaine de l'hygiène et de la santé.
Partenaires de coopération	
Fonds de conservation du Sahara	SCF recevra un financement de la composante FEM du projet d'appui au gouvernement du Tchad pour la gestion de la réserve OROA. Ce partenaire de développement travaille déjà dans la réserve OROA que le projet soutiendra.
PTF	L'équipe du projet collaborera avec les PTF dans les domaines suivants des réformes institutionnelles, et des différents appuis au secteur de l'élevage
ONG et Organisation de la Société Civile (OSC)	Les ONG et les OSC soutiendront la mise en œuvre des projets et contribueront au respect des normes de protection sociale et environnementale.
Banque mondiale	Administre les financements de l'IDA et du FEM et fournira un soutien de supervision technique au gouvernement du Tchad pendant la mise en œuvre du projet, ainsi qu'une assistance technique.
Secteur privé	
Secteur privé	Le secteur privé aidera le gouvernement tchadien à développer la mise en place, la gestion et la maintenance des infrastructures d'approvisionnement en eau.

Source : Mission d'élaboration du PMPP janvier 2021

² Personnes âgées pauvres ou vivant avec un handicap, personnes vivant avec un handicap, victimes de la violence liée au sexe, orphelins, enfants gardiens de troupeaux, jeunes mères

Annexe 4 : Acteurs rencontrés, dates, lieux et nombre de participants aux consultations publiques équipe 1

EQUIPE 1									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
30/12/2020	Chari Baguirmi	N'Djamena	Programme FSRP2	Rencontre de cadrage avec le Coordonnateur et le responsable de suivi et évaluation du Programme FSRP2	00	00	00	02	02
08/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Gouvernorat	Entretien avec le Secrétaire Général du Gouverneur de la Province du Ouaddaï	00	00	00	01	01
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'agriculture	Entretien	00	01	00	01	02
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'action sociale	Entretien	00	01	00	02	03
	Ouaddaï	Abéché	Agence Nationale de Lutte anti Acridienne (ANLA)	Entretien	00	00	00	01	01
09/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Organisation de la société civile de Abéché	Focus groupe avec les Organisations de la société civile de Abéché	07	08	07	06	28
	Ouaddaï	Abéché	Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs	Focus groupes avec les fédérations, les unions, les groupements et les associations des agro pasteurs	01	07	07	18	33

10/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Association la Main altruiste (agriculture, élevage)	Entretien	00	00	00	02	02

EQUIPE 1									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
11/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC)	Entretien	00	00	00	01	01
	Ouaddaï	Abéché	Inspection du travail	Entretien	00	00	00	01	01
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'élevage	Entretien	00	00	00	01	01
	Ouaddaï	Abéché	Radio communautaire la voix du Ouaddaï	Entretien	00	00	00	01	01
TOTAL DES PERSONNES RENCONTREES DANS LA PROVINCE DU OUADDAI					18	17	14	37	76
12/01/2021	Wadi Fira	Biltine	Service de l'agriculture	Entretien	00	00	00	01	01
	Wadi Fira	Biltine	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Entretien	00	00	00	01	01

	Wadi Fira	Biltine	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC)	Entretien	00	00	00	01	01
	Wadi Fira	Biltine	Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA)	Entretien	00	00	00	01	01
	Wadi Fira	Biltine	Service de l'environnement et de la pêche	Entretien	00	00	00	01	01
EQUIPE 1									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
	Wadi Fira	Biltine	Service de l'élevage	Entretien	00	00	00	01	01
	Wadi Fira	Biltine	Groupements des agro pasteurs du ouadi Taous	Focus groupe avec les agro pasteurs du ouadi Taous	08	12	02	08	30
	Wadi Fira	Biltine	Groupeement Addamane	Focus groupe avec les femmes du groupeement Addamane	06	07	02	01	16
TOTAL DES PERSONNES RENCONTREES DANS LA PROVINCE DU WADI FIRA					14	19	04	15	52

Annexe 5 : Acteurs rencontrés, dates, lieux et nombre de participants aux consultations publiques équipe 2

EQUIPE 2									

Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
08/01/2021	Lac	Bol	Gouvernorat	Entretien avec le Directeur du cabinet du Gouverneur de la Province du Lac	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Service de l'Agriculture	Entretien	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Service de l'Action sociale	Entretien	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Service de l'environnement et de la pêche	Entretien	00	00	00	03	03
	Lac	Bol	Marie de Bol	Entretien	00	00	01	01	02
	Lac	Bol	coordination du collège des femmes du Lac	Entretien	00	06	00	00	06
09/01/2021	Lac	Bol	Chef de Canton	Entretien	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	USARPAL	Entretien	00	00	00	03	03
	Lac	Bol	Service de l'environnement et de la pêche	Entretien avec le Délégué et l'Inspecteur de l'environnement de Lac	00	00	00	02	02

EQUIPE 2									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
	Lac	Bol	Les Fédérations des groupements et associations des femmes de Bol	Focus groupe avec les Fédérations des groupements et associations des femmes de Bol	03	36	00	00	39
10/01/2021	Lac	Bol	Groupements des femmes productrices de Bol	Focus groupe avec les Groupements des femmes productrices de Bol	00	13	00	00	13
	Lac	Bol	Union des groupements d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs et d'exploitants des bois de Bol	Focus groupe avec l'Union des groupements d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs et d'exploitants des bois de Bol	00	00	04	12	16
11/01/2021	Lac	Bol	Mairie de Bol	Entretien avec le Secrétaire Général de la Mairie de Bol	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Service de l'Elevage	Entretien	00	00	00	02	02
	Lac	Bol	Radio Communautaire	Entretien	00	00	01	00	01

	Lac	Bol	Service de Cadastre	Entretien	00	00	00	01	01

EQUIPE 2									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
	Lac	Bol	Hôpital provincial de Bol	Entretien	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Tribunal de grande instance	Entretien avec le Substitut du Procureur de la République Provincial de Bol	00	00	01	00	01
	Lac	Bol	ONG CRS/STAR	Entretien	00	00	01	00	01
	Lac	Bol	ONG ACTED	Entretien	00	00	01	00	01
12/01/2021	Lac	Bol	Délégation provinciale de la santé	Entretien avec le Délégué provincial de la santé	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Groupe des Jeunes	Focus groupe avec les différents groupements des jeunes de Bol	03	02	05	30	40
	Lac	Bol	Collège des Femmes	Visite de l'atelier de transformation des produits locaux en spiruline en compagnie de la coordinatrice de collège des femmes de Bol	00	01	00	00	01

	Lac	Bol	Union des pêcheurs de Bol	Visite de site de pêche	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	Association des commerçants de céréales de Bol	Entretien	00	00	00	01	01
EQUIPE 2									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
	Lac	Bol	Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac(USARPAL)	Visite du Polder de Guini	00	00	00	03	03
	Lac	Bol	Atelier SODELAC Matafo	Visite de la station métrologique de SODELA à Matafo	00	00	00	01	01
	Lac	Bol	FEPOPS Lac, de producteurs semenciers	Visite du Magasin de stock et laboratoire de certification de semences adaptées de maïs, en réhabilitation	00	00	00	02	02
TOTAL DES PERSONNES RENCONTREES DANS LA PROVINCE DU LAC					06	58	14	69	147

Annexe 6 : Acteurs rencontrés, dates, lieux et nombre de participants aux consultations publiques équipe 3

EQUIPE 3									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
09/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Syndicat des professionnels ruraux (SPR)	Entretien	00	00	00	01	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Projet AFAP (Association des femmes pour l'autopromotion)	Entretien	00	01	00	00	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de Nutrition e de l'assainissement et la sante et la délégation Provinciale (SNA)	Entretien	00	00	00	01	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	CELIAF (Cellule de Liaison et d'informations des associations féminines)	Entretien	00	01	00	00	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Groupe des femmes de PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA.	Focus groupe avec les groupements des femmes	09	06	01	01	17

10/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	ANADER (Agence d'Appui au Développement rural)	Entretien	00	00	00	01	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	FEGEMKO (Fédération des Groupement des éleveurs du Mayo Kebbi Ouest)	Focus groupe avec les	02	00	07	18	27

EQUIPE 3									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
				hommes de la Fédération des Groupements des éleveurs du Mayo Kebbi Ouest					
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Chef Canton	Entretien	00	00	00	01	01

11/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'environnement	Entretien	00	01	00	00	01
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'agriculture	Entretien	00	01	00	01	02
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'élevage	Entretien	00	00	00	02	02
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'action sociale	Entretien	00	00	00	01	01
EQUIPE 3									
Date	Province	Commune / Localité	Structure	Activité	Nombre de personne				
					Femmes		Hommes		Total
					Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	Moins de 35 ans	Plus de 35 ans	
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Coop AGRIVIE (Coopération Agricole Vie Epanoui)	Focus groupe avec les membres de Coop AGRIVIE	01	03	02	06	12
TOTAL DES PERSONNES RENCONTREES DANS LA PROVINCE DU MAYO KEBBI OUEST					12	13	10	33	68

TOTAL GENERAL	50	107	42	154	353

Annexe 7 : Calendrier des activités de la mission dans les provinces du Ouaddaï et du Wadi-Fira

EQUIPE 1 : Calendrier des activités de la mission dans les provinces du Ouaddaï et du Wadi-Fira				
Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité
30/12/2020	Chari Baguirmi	N'Djamena	Programme FSRP2	Rencontre de cadrage avec le Coordonnateur et le responsable de suivi et évaluation du Programme FSRP2
31/12/2020	Chari Baguirmi	N'Djamena	Programme FSRP2	Entretien de cadrage avec le coordonnateur du Programme FSRP2
01-06/01/2021	Chari Baguirmi	N'Djamena	Equipe consultants	Préparation des outils
07/01/2021	Chari Baguirmi	N'Djamena	Equipe consultants	Voyage N'djamena- Abéché

08/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Gouvernorat	Entretien avec Secrétaire Général du Gouverneur de la Province de Ouaddaï
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'agriculture	Entretien avec la déléguée et le responsable du génie rural du service l'agriculture
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'action sociale	Entretien avec la délégation de l'action sociale
	Ouaddaï	Abéché	Agence Nationale de Lutte anti Acridienne (ANLA)	Entretien avec le chef de base de l'Agence Nationale de Lutte anti Acridienne (ANLA)
09/01/2021	Ouaddaï	Abéché	Organisation de la société civile d'Abéché	Focus groupe avec les Organisations de la société civile d'Abéché
	Ouaddaï	Abéché	Fédérations, unions, groupements et associations des agro pasteurs	Focus groupes avec les fédérations, les unions, les groupements et les associations des agro pasteurs
10-01-2021	Ouaddaï	Abéché	Ouadi de Bitéa	Visite de site de culture maraichère (oignon)

EQUIPE 1 : Calendrier des activités de la mission dans les provinces du Ouaddaï et du Wadi-Fira

Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité
	Ouaddaï	Abéché	Association la Main altruiste (agriculture, élevage)	Entretien avec le Président et le trésorier général de l'association la main altruiste
11-01-2021	Ouaddaï	Abéché	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC)	Entretien avec le chef de base phytosanitaire

	Ouaddaï	Abéché	Inspection du travail	Entretien avec l'inspecteur du travail
	Ouaddaï	Abéché	Service de l'élevage	Entretien avec le responsable suivi et évaluation du service de l'élevage
	Ouaddaï	Abéché	Radio communautaire la voix du Ouaddaï	Entretien avec le Directeur de la Radio communautaire la voix du Ouaddaï
	Ouaddaï	Abéché	Visite de site	Visite de lieu de dépôt d'ordure à l'air libre
	Ouaddaï	Abéché	Visite de site	Visite de lieu d'érosion
	Ouaddaï	Abéché	Visite de site	Visite de carrière
	Ouaddaï	Abéché	Visite de site	Visite de magasin de vente de pesticides et herbicides non homologués au marché central d'Abéché
	Ouaddaï	Abéché	Equipe consultants	Voyage Abéché Biltine
12-01-2021	Wadi Fira	Biltine	Service de l'agriculture	Entretien avec le délégué de l'agriculture

EQUIPE 1 : Calendrier des activités de la mission dans les provinces du Ouaddaï et du Wadi-Fira

Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité

	Wadi Fira	Biltine	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Entretien avec le chef de sous-secteur de l'ANADER
	Wadi Fira	Biltine	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC)	Entretien avec le chef de base phytosanitaire
	Wadi Fira	Biltine	Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA)	Entretien avec le chef de dépôt de l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA)
	Wadi Fira	Biltine	Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA)	Visite de magasin de stockage de vivres (riz)
	Wadi Fira	Biltine	Service de l'environnement et de la pêche	Entretien avec le délégué du service de l'environnement et de la pêche
	Wadi Fira	Biltine	Service de l'élevage	Entretien avec le chef de poste de l'élevage
	Wadi Fira	Biltine	Groupements des agro pasteurs du ouadi Taous	Focus groupe avec les agro pasteurs du ouadi Taous
	Wadi Fira	Biltine	Groupe Addamane	Focus groupe avec les femmes du groupement Addamane
	Wadi Fira	Biltine	Equipes consultants	Voyage Biltine Abéché
13-01-2021	Ouaddaï	Abéché	Equipes consultants	Traitements de données

EQUIPE 1 : Calendrier des activités de la mission dans les provinces du Ouaddaï et du Wadi-Fira

Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité
	Ouaddaï	Abéché	Equipes consultants	Voyage Abéché Mongo
14-01-2021	Guera	Mongo	Equipes consultants	Voyage Mongo Ndjamen

Annexe 8 : Calendrier des activités de la mission dans la province du Lac

Date	Province	Commune/Localité	Structure/Personnalité	Activités
07/01/2021	Chari Baguirmi	N'Djamena	Equipe consultants	Voyage N'Djamena - Bol
	Lac	Bol	Service de l'agriculture	Prise de contact et échanges sur la programmation des consultations publiques avec le Délégué provincial de l'agriculture
08/01/2021	Lac	Bol	Service de l'agriculture	Entretien avec le Délégué provincial de l'agriculture
	Lac	Bol	Gouvernorat	Présentation des civilités au Gouvernorat de la province du lac
	Lac	Bol	Service de l'environnement	Entretien avec le Délégué provincial de l'Environnement et son staff
	Lac	Bol	Mairie	Entretien avec le Maire de Bol et son Secrétaire Général
	Lac	Bol	Service de l'action sociale	Entretien avec le Délégué provincial par intérim de l'Action sociale
	Lac	Bol	la coordination du collège des femmes de la province du Lac	Entretien avec la coordination du collège des femmes de la province du Lac
09/01/2021	Lac	Bol	Canton	Entretien avec le Chef de Canton de Bol
	Lac	Bol	Organisation paysanne des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants de bois de la province du Lac	Entretien avec le Président de l'Organisation paysanne des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants de bois de la province du Lac
	Lac	Bol	Service de l'environnement	Entretien avec le Délégué de l'environnement

	Lac	Bol	Organisation paysannes des femmes	Focus groupe avec les différentes fédérations des groupements et associations des femmes de Bol

Date	Province	Commune/Localité	Structure/Personnalité	Activités
10/01/2021	Lac	Bol	Organisation des femmes productrices	Focus groupe avec les membres des groupements des femmes productrices de Bol
	Lac	Bol	Organisation paysannes des hommes	Focus groupe avec les différents groupements des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et exploitants des bois de Bol
11/01/2021	Lac	Bol	Mairie	Entretien avec le Secrétaire Général de la Mairie de Bol
	Lac	Bol	Service de l'élevage	Entretien avec le Délégué Provincial et le Chef de Secteur de l'Élevage
	Lac	Bol	Radio Communautaire KADAYE FM de Bol	Entretien avec le Directeur Général de la Radio Communautaire KADAYE FM de Bol
	Lac	Bol	Service de cadastre	Entretien avec le Délégué provincial par intérim du Cadastre
	Lac	Bol	Hôpital provincial de Bol	Entretien avec le Délégué Sanitaire de l' Hôpital provincial de Bol
	Lac	Bol	Tribunal de Grande Instance de Bol	Entretien avec le Substitut du Procureur
	Lac	Bol	ONG CRS/STAR	Entretien avec l'Assistant Administratif et Logistique de l'ONG CRS/STAR
	Lac	Bol	ONG ACTED	Entretien avec le responsable Watsh de l'ONG ACTED

12/01/2021	Lac	Bol	Hôpital provincial	Entretien avec le Délégué Provincial de la santé de Lac
	Lac	Bol	Hôpital provincial	visite de l'hôpital provincial de Bol sur le dispositif de gestion des déchets biomédicaux
	Lac	Bol	Associations des jeunes	Focus groupe avec les différents groupements des jeunes de Bol
Date	Province	Commune/Localité	Structure/Personnalité	Activités
	Lac	Bol	la coordination de collège des femmes de Bol	Visite de l'atelier de transformation des produits locaux en spiruline en compagnie de la coordinatrice de collège des femmes de Bol
	Lac	Bol	Union des pêcheurs de Bol	Visite de site de pêche
	Lac	Bol	Groupe des commerçants de céréales	Entretien avec le président des commerçants grossiste des céréales de la province du lac
	Lac	Bol	Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac (USARPAL)	Visite du Polder de Guini en compagnie du Président de l'Union des Sociétés d'Actions Rurales des Plaines Aménagées du Lac(USARPAL)
	Lac	Bol	station métrologique de SODELAC (Société de Développement du Lac)	Visite de la station métrologique de SODELA (Société de Développement du Lac) à Matafo
13/01/2021	Lac	Bol	Visite de site	Visite du Magasin de stock et laboratoire de certification de semences adaptées de maïs, en réhabilitation

	Lac	Bol- N'Djamena	Equipe consultants SERF	Voyage Bol N'Djamena

Annexe 9 :Calendrier des activités de la mission dans la province du Mayo Kebbi Ouest

EQUIPE 3 : Calendrier des activités de la mission dans la province du Mayo Kebbi Ouest				
Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité
07/01/2021	Chari Baguirmi	N'Djamena	Equipe consultants	Voyage N'Djamena- Kélo
08/01/2021	Tandjilé	Kélo	Equipe consultants	Voyage Kélo-Pala
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Entretien de cadrage avec le Délégué et le chef secteur de l'ANADER
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Gouvernorat	Entretien avec le Directeur de cabinet du Gouverneur
09/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Syndicat des professionnels ruraux (SPR)	Entretien avec le Président du Syndicat des professionnels ruraux (SPR)

	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Association des Femmes pour l'Auto Promotion (AFAP)	Entretien avec la Présidente de l'Association des Femmes pour l'Auto Promotion (AFAP)
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service Nutrition et Assainissement (SNA)	Entretien avec le chef de Service Nutrition et Assainissement (SNA)
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines (CELIAF)	Entretien avec la Présidente de la Cellule de Liaison et d'Informations des Associations Féminines (CELIAF)
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Groupe des femmes agro pasteurs (PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA)	Focus groupe avec les groupements des femmes agro pasteurs (PIBIANG, ARMI, DJANKETOU, GUETARI, MBAHABEPPA, EMMANUELLA)
EQUIPE 3 : Calendrier des activités de la mission dans la province du Mayo Kebbi Ouest				
Date	Province	Commune / Localité	Structure / Personnalité	Activité
10/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Agence d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Entretien avec le chef secteur de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Fédération des Groupement des Eleveurs du Mayo Kebbi Ouest (FEGEMKO)	Focus groupe avec les hommes de la Fédération des Groupements des éleveurs du Mayo Kebbi Ouest(FEGEMKO)
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Canton	Entretien avec le Chef de Canton
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'environnement	Entretien avec l'inspectrice des eaux et foret

11/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'agriculture	Entretien avec le délégué et le chargé de suivi et évaluation du service de l'agriculture
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'élevage	Entretien avec le délégué et le responsable de suivi et évaluation service de l'élevage
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Service de l'action sociale	Entretien avec le délégué intérimaire de l'action social
	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Coopération Agricole Vie Epanoui (Coop AGRIVIE)	Focus groupe avec les membres de la Coopération Agricole Vie Epanoui (Coop AGRIVIE)
12/01/2021	Mayo Kebbi Ouest	Pala	Equipe consultants	Voyage Pala- N'Djamena

Annexe 10 :Synthèse globale des consultations avec les services techniques et administratifs

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

Les canaux de communication	Les échanges ont révélé que les principaux canaux de communication sont : la lettre administrative sur support papier, le téléphone (Tigo, Airtel). La presse notamment la radio ONAMA (Office Nationale des Médias Audio visuels) et les radios communautaires. Les langues les plus utilisées sont l'arabe local, le Ouaddaï, le Kananbou, le mimi... Il est recommandé de: - utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services techniques; - entreprendre des séances d'information et de sensibilisation sur le projet à travers les radios locales existantes - prioriser l'utilisation des langues locales ; - faire passer plusieurs fois les communiqués en utilisant tous les canaux d'informations au niveau local pour atténuer les risques d'obtention des personnes inconnues mais impactés ;	- utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services techniques; - entreprendre des séances d'information et de sensibilisation sur le projet à travers les radios locales existantes - prioriser l'utilisation des langues locales ; - faire passer plusieurs fois les communiqués en utilisant tous les canaux d'informations au niveau local pour atténuer les risques d'obtention des personnes inconnues mais impactés .
Usage fait des données (photo et données techniques) dans le cadre de l'étude	Les échanges ont permis de ressortir les risques liés à l'utilisation des images et des données collectées à d'autres fins. Cependant, l'ensemble des personnalités rencontrées ont donné leur accord verbal pour l'utilisation des photos et données collectées dans le cadre des activités du projet. Il est recommandé de: - Utiliser les images dans le strict respect du droit à l'image. - Utiliser les données collectées dans la rédaction des documents du projet.	- Utiliser les images dans le strict respect du droit à l'image. - Utiliser les données collectées dans la rédaction des documents du projet.
La bonne gouvernance du projet	Il est ressorti des échanges qu'il y a eu de nombreuses failles dans la gouvernance de projets similaires antérieurs. On peut citer la non implication des services techniques dès le début des projets, des malversations dans le choix des bénéficiaires des projets, le manque de transparence dans les activités des projets, les fermetures brutales des antennes locales des projets, la marginalisation de la main d'œuvre locale,	- Impliquer impérativement l'ensemble des acteurs dès le début du projet ; - Mettre en place un comité locale de suivi des activités du projet ; - Mettre de la transparence dans le choix des bénéficiaires du projet ;

	risque d'avoir plusieurs mercuriales dans la zone du projet (plusieurs projets ayant intervenu dans la zone), risque de contestation de la mercuriale. Aussi, il peut y avoir des risques de rencontrer des personnes n'ayant pas de pièces d'identité ou de document d'état civil ; Il est recommandé : - Impliquer impérativement l'ensemble des acteurs dès le début du projet ; - Mettre en place un comité locale de suivi des activités du projet ; - Mettre de la transparence dans le choix des bénéficiaires du projet ; - Impliquer les bénéficiaires dans la réception des infrastructures ; - Recruter la main d'œuvre locale non qualifiée - mettre en place une antenne provinciale du projet. - Faire une fermeture concertée des antennes du projet à la fin du projet. - Prévoir un budget pour l'établissement gratuit des états civil surtout pour les personnes vulnérables avec l'appui du service social - Privilégier le dialogue avec les différents acteurs afin de trouver un consensus sur la mercuriale à appliquer	- Impliquer les bénéficiaires dans la réception des infrastructures ; - Recruter la main d'œuvre locale non qualifiée mettre en place une antenne provinciale du projet. - Faire une fermeture concertée des antennes du projet à la fin du projet. - Prévoir un budget pour l'établissement gratuit des états civil surtout pour les personnes vulnérables avec l'appui du service social - Privilégier le dialogue avec les différents acteurs afin de trouver un consensus sur la mercuriale à appliquer
Les pertes de terres, de biens (bâtisses et arbres) et de revenus	Les échanges ont permis de ressortir des risques de perte de terres, de biens et de revenus dus aux aménagements et réalisation d'infrastructures ; Il est recommandé de : - trouver toujours un consensus pour le dédommagement des personnes impactées ; - favoriser le dialogue, la concertation et le dédommagement ; - éviter les lieux de cultes et les lieux sacrés qui pourraient être impactés dans le choix des sites pour les réalisations du projet.	- trouver toujours un consensus pour le dédommagement des personnes impactées ; - favoriser le dialogue, la concertation et le dédommagement ; - éviter les lieux de cultes et les lieux sacrés qui pourraient être impactés dans le choix des sites pour les réalisations du projet.

La couverture des besoins dans le secteur de l'élevage	Les échanges ont permis de ressortir que les principaux besoins vitaux du cheptel que sont la santé, l'alimentation et l'eau, sont loin d'être satisfaits. Il est recommandé de : - Faciliter l'accès aux produits vétérinaires de qualité ; - Former des vaccinateurs locaux ;	- Faciliter l'accès aux produits vétérinaires de qualité ; - Former des vaccinateurs locaux ; - Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de catastrophe ;
	- Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de catastrophe ; - Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau ;	- Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau ;

La question foncière	Il ressort des échanges que la question foncière est très sensible dans les provinces concernées par l'étude. Il est observé des risques d'acquisition de terres pour le projet non conforme, irrégulière sources de problème et de risque de blocage du projet ; Il est recommandé de : - Eviter l'acquisition foncière irrégulière, non conforme pour le projet en impliquant systématiquement les autorités territoriales ; - Impliquer fortement les autorités administratives et techniques dans le processus d'acquisition des terres ; - impliquer les groupements et associations d'agro pasteurs dans la recherche de terres aménageables ; - faire un partage équitable des terres aménagés ; - réaliser des aménagements hydroagricoles en faveur de la population (périmètre maraicher, puits et seuil d'épandage); - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres	- éviter l'acquisition foncière irrégulière, non conforme pour le projet en impliquant systématiquement les autorités territoriales - impliquer fortement les autorités administratives et techniques dans le processus d'acquisition des terres ; - impliquer les groupements et associations d'agro pasteurs dans la recherche de terres aménageables ; - faire un partage équitable des terres aménagés ; - réaliser des aménagements hydroagricoles en faveur de la population (périmètre maraicher, puits et seuil d'épandage); - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres
Sécurité des biens	Les échanges ont révélé des pertes de cheptel du fait des vols et des dégâts de cultures par les animaux en divagation. Il est recommandé : - appuyer les acteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel et des espaces cultivables ;	- appuyer les acteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel et des espaces cultivables ; - accompagner les acteurs dans la procédure judiciaire ;

	- accompagner les acteurs dans la procédure judiciaire ; - Impliquer les forces de défense et sécurité dans la lutte contre les vols. - Clôturer les zones de cultures maraichères	- Impliquer les forces de défense et sécurité dans la lutte contre les vols. - Clôturer les zones de cultures maraichères
La gestion des litiges	Les échanges ont révélé l'existence de conflits entre éleveurs et agriculteurs liés à la dévastation des champs par les animaux en divagation. Ces litiges quand ils ne sont pas gérés à l'amiable avec la facilitation de certaines autorités traditionnelles, sont tranchés par la voie judiciaire. Aussi, il y a des risques de conflits entre propriétaire de terrain et exploitant pendant les rencontres de conciliations pour l'indemnisation des pertes Il est recommandé de : - Mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. - privilégier le règlement à l'amiable ; - mettre en place un observatoire des conflits ; - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres - prévoir des quotas d'indemnisation pour les exploitants et les propriétaires fonciers ; - veiller à une identification correcte, nette et claire d'un propriétaire de champs impacté de son exploitant ;	- mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. - privilégier le règlement à l'amiable ; - mettre en place un observatoire des conflits ; - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres - prévoir des quotas d'indemnisation pour les exploitants et les propriétaires fonciers ; veiller à une identification correcte, nette et claire d'un propriétaire de champs impacté de son exploitant ;

La commercialisation des produits de l'agriculture	Les échanges ont permis d'identifier les produits agricoles commercialisés dans les zones couvertes par l'étude. Ces principaux produits sont le oignon, la tomate, le blè, le nigelle, la féve, le mil, le sésame, le maïs, sorgho ; l'ail... Il est recommandé de : - réaliser des magasins de stockage et de vente de produits agricoles - doter les producteurs en moyens roulants (tricycles, charrettes...) - faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; - doter les commerçants en chaine de froid pour améliorer la conservation des produits agricoles - former les producteurs dans les techniques de transformation et de conservation des produits agropastoraux ; - former les producteurs dans les techniques de commercialisation des produits agropastoraux ; - promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole.	- réaliser des magasins de stockage et de vente de produits agricoles - doter les producteurs en moyens roulants (tricycles, charrettes...) - faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; - doter les commerçants en chaine de froid pour améliorer la conservation des produits agricoles - former les producteurs dans les techniques de transformation et de conservation des produits agropastoraux ; - former les producteurs dans les techniques de commercialisation des produits agropastoraux ; - promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole;

Problématique de l'emploi	Les échanges ont révélé qu'il existe dans la zone du projet, une forte immigration des jeunes vers les pays voisins. Le chômage et les difficiles conditions de vie en sont les principales causes. Il est recommandé de : - prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des infrastructures ; - former les jeunes dans les métiers courants de la zone ; - diversifier les sources d'emploi par les AGR	- prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des infrastructures ; - former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; diversifier les sources d'emploi par les AGR -
L'accès aux services sociaux de base	Les échanges ont permis de ressortir les difficultés liées à l'accès aux services sociaux de base des producteurs, notamment l'accès à la santé, à l'éducation et à l'insuffisance d'infrastructures hydrauliques (eau potable). Il est recommandé de : - mener des séances de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - réaliser des visites médicales périodiques, - assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile	- mener des séances de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - réaliser des visites médicales périodiques, - assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile

Les ennemis des cultures	Les échanges ont révélé qu'il existe plusieurs ennemies de cultures dans les zones du projet. On peut citer les criquets, les chenilles légionnaires, les coléoptères, les oiseaux granivores, les animaux en divagation... Il est recommandé de : - former les producteurs dans la lutte contre les ennemies de cultures - vulgariser l'utilisation de pesticide bio - appuyer les producteurs dans la clôture des périmètres maraîcher ; - appuyer les institutions (ANADER, ANLA et DPVC) en charge de la lutte contre les ennemies des cultures ; - réaliser des magasins de stockage et de vente de pesticide homologués ;	- former les producteurs dans la lutte contre les ennemies de cultures vulgariser - l'utilisation de pesticide bio - appuyer les producteurs dans la clôture des périmètres maraîcher ; - appuyer les institutions (ANADER, ANLA et DPVC) en charge de la lutte contre les ennemies des cultures ; - réaliser des magasins de stockage et de vente de pesticide homologués ; - subventionner les pesticides homologués pour réduire l'utilisation de pesticides non homologués ;
	- subventionner les pesticides homologués pour réduire l'utilisation de pesticides non homologués ;	

Les déchets liés aux activités agricoles (déchets phytosanitaires)	Les échanges ont révélé que l'essentiel des déchets liés aux activités agricoles sont constitués des emballages des pesticides, herbicides et fongicides. Ces emballages sont stockés dans des magasins au niveau des Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) ou jetés dans la nature par les producteurs. Il est recommandé de: - doter les Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en système d'élimination des emballages (incinérateurs) afin d'éviter le transfert des emballages vers Ndjamena pour leur élimination ; - encourager l'incinération des emballages des produits phytosanitaires. - former les producteurs sur la gestion des déchets dangereux ; - former les producteurs sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires homologués.	- doter les Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en système d'élimination des emballages (incinérateurs) afin d'éviter le transfert des emballages vers Ndjamena pour leur élimination ; - encourager l'incinération des emballages des produits phytosanitaires. - former les producteurs sur la gestion des déchets dangereux ; - former les producteurs sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires homologués.
Gestion des ordures ménagère	Il ressort des échanges que les mairies des zones du projet ne sont pas suffisamment outillé pour la gestion des ordures ménagère. Les mairies sont dépourvues de grandes bacs à ordures, de moyens d'enlèvement et de centres de traitement de ces ordures. Il est recommandé de: - sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures ; - renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures ;	- sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures ; - renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures ; - appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des ordures.

	- appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des ordures.	
Les feux de brousse	Il ressort des échanges que les principaux cas de feux de brousse sont accidentels. Les accidents sont liés aux feux non éteints des bouviers. Il est recommandé de : - sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - appuyer les acteurs à s'organiser en brigades pour lutter contre les feux de brousse.	- sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - appuyer les acteurs à s'organiser en brigades pour lutter contre les feux de brousse.
Pollution de l'eau et sol	Il ressort des échanges qu'il existe un risque de pollution de l'eau et des sols par les intrants (pesticides, herbicides, fongicides) utilisés dans les activités agricoles. Il est recommandé de : - mettre en place un plan de gestion des déchets ; - former les acteurs dans l'utilisation optimale des intrants dans les activités agricoles ; - appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets. - sensibiliser les producteurs à l'utilisation d'intrants homologués	- mettre en place un plan de gestion des déchets ; - former les acteurs dans l'utilisation optimale des intrants dans les activités agricoles ; - appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets. - sensibiliser les producteurs à l'utilisation d'intrants homologués

Les VBG	Les échanges avec les services techniques ont révélé l'existence de cas de VBG. Il s'agit du lévirat, du sororat, du manque d'équité dans le partage de l'héritage entre femme et homme, de l'excision, de la restriction d'accès aux ressources et à l'école des femmes/filles, du mariage forcé, du mariage précoce. Les services techniques rencontrent des difficultés dans la gestion des cas de VBG, du fait notamment de : - manque de volonté des survivantes à dénoncer leurs bourreaux	- faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code des personnes et de la famille au Tchad ; - combler le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ;
	- les pesanteurs culturelles dans certaines localités - le règlement à l'amiable des cas de VBG - insuffisance de suivi des survivantes de VBG - insuffisance des cadres qualifiés dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant - absence des moyens logistiques Il est donc recommandé de : - faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code des personnes et de la famille au Tchad ; - combler le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; - doter les services sociaux en moyens logistiques ; - vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant.	- doter les services sociaux en moyens logistiques ; - vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant. - assurer les canaux d'entrée appropriée est accessible aux femmes et aux filles au MGP

Les VFE	Les échanges ont révélé l'existence de cas de VFE, notamment le travail des enfants dans les mines ou comme bouviers, la maltraitance des enfants talibés « alaro », les mariages précoces, le viol sur mineur, le nonenregistrement des naissances, la restriction d'accès à la scolarisation, les détournements de mineurs. Il est recommandé de : - impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - sensibiliser les populations sur les VFE ; - renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VFE ;	- impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - sensibiliser les populations sur les VFE ; - renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VFE ; vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales (arabe locale, Ouaddaï, mimi...)
	- vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales (arabe locale, Ouaddaï, mimi...)	

Les pathologies humaines	Il ressort des changes que les pathologies humaines les plus récurrentes sont : le paludisme, les parasitoses, la tuberculose, les maladies hydriques et respiratoires. Il est recommandé de : - faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) - encourager la fréquentation des centres de santé en vue de prévenir ces pathologies ; - sensibiliser les populations sur l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue et des médicaments traditionnels ; - mettre en place un cadre organisationnel et d'échanges réunissant les tradi-praticiens et la médecine moderne ; - mettre en place un cadre de concertation et d'échange entre services techniques de la santé humaine, santé animale, santé végétale ; - Equiper les laboratoires des formations sanitaires et renforcer les capacités du personnel en vue de la fourniture d'un service de qualité ; - doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - réaliser des visites médicales périodiques au niveau des producteurs ; - assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile	- faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) - encourager la fréquentation des centres de santé en vue de prévenir ces pathologies ; - sensibiliser les populations sur l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue et des médicaments traditionnels ; - mettre en place un cadre organisationnel et d'échanges réunissant les tradipraticiens et la médecine moderne ; - mettre en place un cadre de concertation et d'échange entre services techniques de la santé humaine, santé animale, santé végétale ; - équiper les laboratoires des formations sanitaires et renforcer les capacités du personnel en vue de la fourniture d'un service de qualité ; - doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence,

		- réaliser des visites médicales périodiques au niveau des producteurs ; - assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile
La restriction d'accès aux ressources naturelles pour l'élevage	Il ressort des échanges que la coupe ou l'élagage de certaines espèces ligneuses (l'acacia nilotica, le faiderbia albida, etc) sont interdite par la loi de la république du Tchad. Cependant, les éleveurs en quête d'aliments pour bétail sont obligé d'élaguer ces espèces pour assurer la survie de leurs troupeaux pendant la période de soudure. L'interdiction par les services des eaux et forêts de l'élagage des ligneux en période de soudure est sanctionné par de lourde amendes. Il est recommandé de : - promouvoir le reboisement des espèces ligneuse utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ; - créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; - faire une mise en défens des zones écologique sensible ; - réaliser des petites unités de production d'aliments pour bétail ; - former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;	- promouvoir le reboisement des espèces ligneuse utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ; - créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; - faire une mise en défens des zones écologique sensible ; - réaliser des petites unités de production d'aliment pour bétail ; - former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;
Besoins en capacité	Les échanges ont révélé que les acteurs au développement à la base (services techniques provinciaux, OP) présentent des besoins en renforcement de capacités. Il est recommandé de :	- doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacements) ;

	- doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacements) ; - réaliser des laboratoires de certification des semences ; - contrôler les produits phytosanitaires pour freiner la propagation des produits non homologués ; - doter les Directions de Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en incinérateurs en vue de l'élimination des emballages de pesticides, herbicides et fongicides dans chaque province;	- réaliser des laboratoires de certification des semences ; - contrôler les produits phytosanitaires pour freiner la propagation des produits non homologués ; - doter les Directions de Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en incinérateurs en vue de l'élimination des emballages de pesticides, herbicides et fongicides dans chaque province;
Problématique des personnes vivant avec un handicap	Les échanges ont permis de faire des recommandations allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des personnes vivants avec un handicap : - faire une discrimination positive en faveur des personnes en situation d'handicap lors de la sélection des bénéficiaires du projet ; - mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivants avec un handicap au niveau de chaque province ; - créer un centre de formation pour personnes handicapées dans chaque province ; - créer des rampes d'accès pour personnes vivants avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs ; - mettre en place une aide spéciale pour les personnes vulnérables impactées lors de la mise œuvre du projet ; - faciliter l'accès au crédit des personnes en situation d'handicap.	- faire une discrimination positive en faveur des personnes en situation d'handicap lors de la sélection des bénéficiaires du projet ; - mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivants avec un handicap au niveau de chaque province ; - créer un centre de formation pour personnes handicapées dans chaque province ; - créer des rampes d'accès pour personnes vivants avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs ; - mettre en place une aide spéciale pour les personnes vulnérables impactées lors de la mise œuvre du projet ;

		- faciliter l'accès au crédit des personnes en situation d'handicap. -

Draft

Problématiques du genre (les femmes)	Les échanges ont permis de ressortir les recommandations spécifiques aux femmes : - faciliter l'accès des femmes au foncier ; - faciliter l'accès des femmes à l'emploi; - faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits agropastoraux ; - réaliser des points d'eau potable afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; - former les femmes dans les techniques de production, de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit ; - faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, culture maraîchère etc.) - former les femmes dans la création et la gestion d'entreprises ; - doter les groupements de femmes en chaine de froid en vue de faciliter la conservation des produits agro pastoraux ;	- faciliter l'accès des femmes au foncier ; - faciliter l'accès des femmes à l'emploi; - faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits agropastoraux ; - réaliser des points d'eau potable afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; - former les femmes dans les techniques de production, de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit ; - faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, culture maraîchère etc.) - former les femmes dans la création et la gestion d'entreprises ;

	- réaliser des magasins de stockage et de vente des produits agro pastoraux en faveur des groupements féminin ; - doter les groupements des femmes en moyens de transport (tricycles, charrettes...) - promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agropastoraux;	- doter les groupements de femmes en chaîne de froid en vue de faciliter la conservation des produits agro pastoraux ; - réaliser des magasins de stockage et de vente des produits agro pastoraux en faveur des groupements féminin ; - doter les groupements des femmes en moyens de transport (tricycles, charrettes...) - promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agropastoraux;
Problématique des jeunes	Les échanges ont permis de ressortir des recommandations spécifiques aux jeunes : - faciliter l'accès des jeunes à la terre ; - faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ; - faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet ; - encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes ; - lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce, culture maraîchère, ...) pour les jeunes ; - former les jeunes dans les techniques de conception de projets ; - former les jeunes dans la création et la gestion de micro entreprises.	- faciliter l'accès des jeunes à la terre ; - faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ; faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet ; encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet ; faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes ; - lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce, culture maraîchère...) pour les jeunes ; - former les jeunes dans les techniques de conception de projets ;

		- former les jeunes dans la création et la gestion de micro entreprises.
Problèmes environnementaux majeurs	Les visites de sites (décharges publiques, marchés central, carrière de fabrication de briques cuites, site d'érosion, ouadi...) ont permis de ressortir les problèmes environnements suivants: inondation dû aux pluies diluviennes ; les feux de brousse ; la modification de la structure du sol en raison de la présence des carrières de fabrication de briques en terre cuites ; l'ensablement ; l'utilisation des produits phytosanitaires non homologués ; le rejet des ordures domestiques à l'air libre. Il est recommandé de: - sensibiliser les producteurs sur les risques de l'utilisation des produits phytosanitaires non homologués ; - faciliter l'accès aux produits phytosanitaires homologués par des subventions ; - Sensibiliser les populations sur la gestion des ordures ménagères; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ordures ; - Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des déchets. - Mettre en place un réseau d'assainissement eaux usées; - Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - crée une brigade pour lutter contre les feux de brousse. - former les acteurs en technique de lutte contre l'ensablement ; - réhabilité les sites de briqueteries à la fin de son exploitation ; - mettre en œuvre un plan de lutte contre la grande douve de foie, le roseau appelé CAILLE, la plante appelée PALIDA en langue locale dans la province de Lac	- sensibiliser les producteurs sur les risques de l'utilisation des produits phytosanitaires non homologués ; faciliter l'accès aux produits phytosanitaires homologués par des subventions ; - Sensibiliser les populations sur la gestion des ordures ménagères; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ordures ; - Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des déchets. - Mettre en place un réseau d'assainissement eaux usées; - Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; crée une brigade pour lutter contre les feux de brousse. former les acteurs en technique de lutte contre l'ensablement ; réhabilité les sites de briqueteries à la fin de son exploitation ; - mettre en œuvre un plan de lutte contre la grande douve de foie, le roseau appelé CAILLE, la plante appelée PALIDA en langue locale dans la province de Lac

Annexe 11 : Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
Les canaux de communication	Les échanges ont révélé que les principaux canaux de communication sont : la lettre administrative sur support papier, le téléphone (Tigo, Airtel). La presse notamment la radio ONAMA (Office Nationale des Médias Audio visuels) et la voix du Ouaddaï. Les langues les plus utilisées sont l'arabe local, le Ouaddaï, le mimi... Il est recommandé de : - Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services techniques; - Recourir aux radios communautaires pour divulguer les informations aux populations ; - Prioriser l'utilisation des langues locales (l'arabe local, le Ouaddaï, le mimi...) dans la diffusion des informations ; - Mettre à profit ces canaux ci-dessus pour une bonne marche du projet.	- Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services techniques; - Recourir aux radios communautaires pour divulguer les informations aux populations ; - Prioriser l'utilisation des langues locales (l'arabe local, le Ouaddaï, le mimi...) dans la diffusion des informations ; - Mettre à profit ces canaux ci-dessus pour une bonne marche du projet ;
Usage fait des données (photo et données techniques) dans le cadre de l'étude	Les échanges ont permis de ressortir les risques liés à l'utilisation des images et des données collectées à d'autres fins. Cependant, l'ensemble des personnalités rencontrées ont donné leur accord verbal pour l'utilisation des photos et données collectées dans le cadre des activités du projet. Il est recommandé de : - Utiliser les images dans le strict respect du droit à l'image. - Utiliser les données collectées dans la rédaction des documents du projet.	- Utiliser les images dans le strict respect du droit à l'image. - Utiliser les données collectées dans la rédaction des documents du projet.

La bonne gouvernance du projet	Il est ressorti des échanges qu'il y a eu de nombreuses failles dans la gouvernance de projets similaires antérieurs. On peut citer la non implication des services techniques dès le début des projets, des malversations dans le choix des bénéficiaires des projets, le manque de	- Impliquer les services techniques dès le début du projet ; - Mettre en place un comité locale de suivi des activités du projet ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
	transparence dans les activités des projets, les fermetures brutales des antennes locales des projets, la marginalisation de la main d'œuvre locale... Il est recommandé : - Impliquer les services techniques dès le début du projet ; - Mettre en place un comité locale de suivi des activités du projet ; - Mettre de la transparence dans le choix des bénéficiaires du projet ; - Impliquer les bénéficiaires dans la réception des infrastructures ; - Recruter la main d'œuvre locale non qualifiée - Faire une fermeture concertée des antennes du projet.	- Mettre de la transparence dans le choix des bénéficiaires du projet ; - Impliquer les bénéficiaires dans la réception des infrastructures ; - Recruter la main d'œuvre locale non qualifiée - Faire une fermeture concertée des antennes du projet.
La couverture des besoins dans le secteur de l'élevage	Les échanges ont permis de ressortir que les principaux besoins vitaux du cheptel que sont la santé, l'alimentation et l'eau, sont loin d'être satisfaits. Il est recommandé de : - Faciliter l'accès aux produits vétérinaires de qualité ; - Former des vaccinateurs locaux ; - Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de catastrophe ; - Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau ;	- Faciliter l'accès aux produits vétérinaires de qualité ; - Former des vaccinateurs locaux ; - Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de catastrophe ; - Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau ;

La question foncière	Il ressort des échanges que la question foncière est très sensible dans les provinces concernées par l'étude. Il est observé un conflit de compétence entre le droit coutumier et le droit foncier national. Il est recommandé de: - suivre la voie légale tout en tenant compte du droit coutumier pour toute acquisition de terrain ; - impliquer les groupements et associations d'agro pasteurs dans la recherche de terres aménageables ; - faire un partage équitable des terres aménagés ; - Réaliser des aménagements hydroagricoles en faveur de la population (périmètre maraicher, puits et seuil d'épandage); - Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres	- suivre la voie légale tout en tenant compte du droit coutumier pour toute acquisition de terrain ; - impliquer les groupements et associations d'agro pasteurs dans la recherche de terres aménageables ; - faire un partage équitable des terres aménagés ; - Réaliser des aménagements hydroagricoles en faveur de la population (périmètre maraicher, puits et seuil d'épandage); - Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
Sécurité des biens	Les échanges ont révélé des pertes de cheptel du fait des vols et des dégâts de cultures par les animaux en divagation. Il est recommandé : - appuyer les acteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel et des espaces cultivables ; - accompagner les acteurs dans la procédure judiciaire ; - Impliquer les forces de défense et sécurité dans la lutte contre les vols. - Clôturer les zones de cultures maraichères	- appuyer les acteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel et des espaces cultivables ; - accompagner les acteurs dans la procédure judiciaire ; - Impliquer les forces de défense et sécurité dans la lutte contre les vols. - Clôturer les zones de cultures maraichères

La gestion des litiges	Les échanges ont révélé l'existence de conflits entre éleveurs et agriculteurs liés à la dévastation des champs par les animaux en divagation. Ces litiges quand ils ne sont pas gérés à l'amiable avec la facilitation de certaines autorités traditionnelles, sont tranchés par la voie judiciaire. Il est recommandé de : - Mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. - Privilégier le règlement à l'amiable ; - Mettre en place un observatoire des conflits ; - Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres	- Mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. - Mettre en place un observatoire des conflits ; - Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres
La commercialisation des produits de l'agriculture	Les échanges ont permis d'identifier les produits agricoles dans les zones couvertes par l'étude. Ces principaux produits sont le oignon, la tomate, la salade, le mil, le sésame, le maïs, sorgho ; l'ail... Il est recommandé de : - Réaliser des magasins de stockage et de vente de produits agricoles - Doter les producteurs en moyens roulants (tricycles, charrettes...) - Faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; - Doter les commerçants en chaîne de froid pour améliorer la conservation des produits agricoles - Former les producteurs dans les techniques de transformation et de conservation des produits agropastoraux ;	- Réaliser des magasins de stockage et de vente de produits agricoles - Doter les producteurs en moyens roulants (tricycles, charrettes...) - Faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; - Doter les commerçants en chaîne de froid pour améliorer la conservation des produits agricoles - Former les producteurs dans les techniques de transformation et de

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)

	- Former les producteurs dans les techniques de commercialisation des produits agropastoraux ; - Promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole;	conservation des produits agropastoraux ; - Former les producteurs dans les techniques de commercialisation des produits agropastoraux ; - Promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole;
Problématique de l'emploi	Les échanges ont révélé qu'il existe dans la zone du projet, une forte immigration des jeunes vers les pays voisins. Le chômage et les difficiles conditions de vie en sont les principales causes. Il est recommandé de : - Prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des infrastructures ; - Former les jeunes dans les métiers courants de la zone ; - Diversifier les sources d'emploi par les AGR	- Prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des infrastructures ; - Former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; - Diversifier les sources d'emploi par les AGR
L'accès aux services sociaux de base	Les échanges ont permis de ressortir les difficultés liées à l'accès aux services sociaux de base des producteurs, notamment l'accès à la santé, à l'éducation et à l'insuffisance d'infrastructures hydrauliques (eau potable). Il est recommandé de : - Mener des séances de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - Doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - Réaliser des visites médicales périodiques, - Assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile	- Mener des séances de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - Doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - Réaliser des visites médicales périodiques, - Assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile

Les ennemies des cultures	Les échanges ont révélé qu'il existe plusieurs ennemies de cultures dans les zones du projet. On peut citer les criquets, les chenilles légionnaires, les coléoptères, les oiseaux granivore, les animaux en divagation... Il est recommandé de : - Former les producteurs dans la lutte contre les ennemies de cultures - Vulgariser l'utilisation de pesticide bio - Appuyer les producteurs dans la clôture des périmètres maraicher ;	- Former les producteurs dans la lutte contre les ennemies de cultures - Vulgariser l'utilisation de pesticide bio - Appuyer les producteurs dans la clôture des périmètres maraicher ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
	- Appuyer les institutions (ANADER, ANLA et DPVC) en charge de la lutte contre les ennemies des cultures ; - Réaliser des magasins de stockage et de vente de pesticide homologués ; - Subventionner les pesticides homologuées pour réduire l'utilisation de pesticides non homologuées ;	- Appuyer les institutions (ANADER, ANLA et DPVC) en charge de la lutte contre les ennemies des cultures ; - Réaliser des magasins de stockage et de vente de pesticide homologués ; - Subventionner les pesticides homologuées pour réduire l'utilisation de pesticides non homologuées ;

Les déchets liés aux activités agricoles (déchets phytosanitaires)	Les échanges ont révélé que l'essentiel des déchets liés aux activités agricoles sont constitués des emballages des pesticides, herbicides et fongicides. Ces emballages sont stockés dans des magasins au niveau des Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) ou jetés dans la nature par les producteurs. Il est recommandé de: - Doter les Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en système d'élimination des emballages (incinérateurs) afin d'éviter le transfert des emballages vers Ndjamena pour leur élimination ; - Encourager l'incinération des emballages des produits phytosanitaires. - former les producteurs sur la gestion des déchets dangereux ; - former les producteurs sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires homologués.	- Doter les Directions de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en système d'élimination des emballages (incinérateurs) afin d'éviter le transfert des emballages vers Ndjamena pour leur élimination ; - Encourager l'incinération des emballages des produits phytosanitaires. - former les producteurs sur la gestion des déchets dangereux ; - former les producteurs sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires homologués.
Gestion des ordures ménagère	Il ressort des échanges que les communes d'Abéché et Biltine ne sont pas suffisamment outillé pour la gestion des ordures ménagère. Les mairies sont dépourvues de grandes bacs à ordure, de moyens d'enlèvement et de centres de traitement de ces ordures. Il est recommandé de: - Sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures ; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures ; - Appuyer les mairie dans l'élaboration de plan de gestion des ordures.	- Sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures ; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures ; - Appuyer les mairie dans l'élaboration de plan de gestion des ordures.

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)

Les feux de brousse	Il ressort des échanges que les principaux cas de feux de brousse sont accidentels. Les accidents sont liés aux feux non éteints des bouviers. Il est recommandé de : - Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - Appuyer les acteurs à s'organiser en brigades pour lutter contre les feux de brousse.	- Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - Appuyer les acteurs à s'organiser en brigades pour lutter contre les feux de brousse.
Pollution de l'eau et sol	Il ressort des échanges qu'il existe un risque de pollution de l'eau et des sols par les intrants (pesticides, herbicides, fongicides) utilisé dans les activités agricoles. Il est recommandé de : - Mettre en place un plan de gestion des déchets ; - Former les acteurs dans l'utilisation optimal des intrants dans les activités agricoles ; - Appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets. - Sensibiliser les producteurs à l'utilisation d'intrants homologués	- Mettre en place un plan de gestion des déchets ; - Former les acteurs dans l'utilisation optimal des intrants dans les activités agricoles ; - Appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets. - Sensibiliser les producteurs à l'utilisation d'intrants homologués
Les VBG	Les échanges avec les services techniques ont révélé l'existence de cas de VBG. Il s'agit du lévirat, du sororat, du manque d'équité dans le partage de l'héritage entre femme et homme, de l'excision, de la restriction d'accès aux ressources et à l'école des femmes, du mariage forcé, du mariage précoce... Les services techniques rencontrent des difficultés dans la gestion des cas de VBG, du fait notamment de : - Manque de volonté des survivantes à dénoncer leurs bourreaux ; - Les pesanteurs culturelles dans certaines localités ; - Le règlement à l'amiable des cas de VBG ; - Insuffisance de suivi des survivantes de VBG ; - Insuffisance des cadres qualifiés dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; - Absence des moyens logistiques ; Il est donc recommandé de : - Faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code des personnes et de la famille au Tchad ;	- Faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code des personnes et de la famille au Tchad ; - Combler le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; - Doter les services sociaux en moyens logistiques ; - Vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant. - assurer les canaux d'entrée appropriée est accessible aux femmes et aux filles au MGP

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
	- Combler le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; - Doter les services sociaux en moyens logistiques ; - Vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant.	
Les VFE	Les échanges ont révélé l'existence de cas de VFE, notamment le travail des enfants dans les mines ou comme bouviers, la maltraitance des enfants talibés « alaro », les mariages précoces, le viol sur mineur, le nonenregistrement des naissances, la restriction d'accès à la scolarisation, les détournements de mineurs. Il est recommandé de : - Impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - Sensibiliser les populations sur les VFE ; - Renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VFE ; - Vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales (arabe locale, Ouaddaï, mimi...)	- Impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - Sensibiliser les populations sur les VFE ; - Renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VFE ; - Vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales (arabe locale, Ouaddaï, mimi...)

Les pathologies humaines	Il ressort des changes que les pathologies humaines les plus récurrentes sont : le paludisme, les parasitoses, la tuberculose, les maladies hydriques et respiratoires. Il est recommandé de : - Faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) - Encourager la fréquentation des centres de santé en vue de prévenir ces pathologies ; - Sensibiliser les populations sur l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue et des médicaments traditionnels ; - Mettre en place un cadre organisationnel et d'échanges réunissant les tradi-praticiens et la médecine moderne ; - Mettre en place un cadre de concertation et d'échange entre services techniques de la santé humaine, santé animale, santé végétale ; - Equiper les laboratoires des formations sanitaires et renforcer les capacités du personnel en vue de la fourniture d'un service de qualité ;	- Faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) - Encourager la fréquentation des centres de santé en vue de prévenir ces pathologies ; - Sensibiliser les populations sur l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue et des médicaments traditionnels ; - Mettre en place un cadre organisationnel et d'échanges réunissant les tradi-praticiens et la médecine moderne ; - Mettre en place un cadre de concertation et d'échange entre services techniques de la santé humaine, santé animale, santé végétale ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
	- Doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - Réaliser des visites médicales périodiques au niveau des producteurs ; - Assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile	- Équiper les laboratoires des formations sanitaires et renforcer les capacités du personnel en vue de la fourniture d'un service de qualité ; - Doter les producteurs des kits de premier secours d'urgence, - Réaliser des visites médicales périodiques au niveau des producteurs ; - Assurer la vaccination des producteurs contre le tétanos et tout autre vaccin utile

La restriction d'accès aux ressources naturelles pour l'élevage	Il ressort des échanges que la coupe ou l'élagage de certaines espèces ligneuses (l'acacia nilotica, le faiderbia albida, etc) sont interdite par la loi de la république du Tchad. Cependant, les éleveurs en quête d'aliments pour bétail sont obligé d'élagués ces espèces pour assurer la survie de leurs troupeaux pendant la période de soudure. L'interdiction par les services des eaux et forêts de l'élagage des ligneux en période de soudure est sanctionné par de lourde amendes. Il est recommandé de : - Promouvoir le reboisement des espèces ligneuse utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ; - Créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; - Faire une mise en défens des zones écologique sensible ; - Réaliser des petites unités de production d'aliments pour bétail ; - Former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;	- Promouvoir le reboisement des espèces ligneuse utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ; - Créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; - Faire une mise en défens des zones écologique sensible ; - Réaliser des petites unités de production d'aliment pour bétail ; - Former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;
Besoins en capacité	Les échanges ont révélé que les services techniques provinciaux de l'agriculture présentent de grands besoins en renforcement de capacités. Il est recommandé de : - Doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacements) ;	- Doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacements) ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)

	- Réaliser et équiper des laboratoires d'authentification des intrants pour freiner la propagation des produits non homologué ; - Doter les Directions de Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en incinérateurs en vue de l'élimination des emballages des pesticides, herbicides et fongicides dans chaque province;	- Réaliser et équiper des laboratoires d'authentification des intrants pour freiner la propagation des produits non homologué ; - Doter les Directions de Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) en incinérateurs en vue de l'élimination des emballages des pesticides, herbicides et fongicides dans chaque province;
Problématique des personnes vivant avec un handicap	Les échanges avec les services techniques et administratifs ont permis de faire des recommandations allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des personnes vivants avec un handicap : - mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivants avec un handicap au niveau de chaque province ; - créer un centre de formation pour les personnes handicapées dans chaque province ; - créer des rampes d'accès pour les personnes vivants avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs ; - tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées en cas de perte de biens ; - Tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées dans l'accès au crédit ;	- mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivants avec un handicap au niveau de chaque province ; - créer un centre de formation pour les personnes handicapées dans chaque province ; - créer des rampes d'accès pour les personnes vivants avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs ; - tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées en cas de perte de biens ; - Tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées dans l'accès au crédit ;
Problématiques des femmes	Les échanges ont permis de ressortir les recommandations spécifiques aux femmes : - faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits agropastoraux ;	- faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits agropastoraux ;

Draft

	- réaliser des points d'eau pour la consommation humaine afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; - former les femmes en technique de production, de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit et à un taux raisonnable ; - faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, culture maraîchère etc.) - Former les femmes en création et gestion de micro entreprises ; - Doter les groupements de femmes en chaine de froid en vue de faciliter la conservation des produits agro pastoraux ; - Réaliser des magasins de stockage et de vente des produits agro pastoraux en faveur des groupements des femmes ; - Doter les groupements des femmes en moyens de transport (tricycles, charrettes...) - Promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole;	- réaliser des points d'eau pour la consommation humaine afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; - former les femmes en technique de production, de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit et à un taux raisonnable ; - faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, culture maraîchère etc.) - Former les femmes en création et gestion de micro entreprises ; - Doter les groupements de femmes en chaine de froid en vue de faciliter la conservation des produits agro pastoraux ; - Réaliser des magasins de stockage et de vente des produits agro pastoraux en faveur des groupements des femmes ; - Doter les groupements des femmes en moyens de transport (tricycles, charrettes...) - Promouvoir la mécanisation de la transformation des produits agricole;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)

Problématique des jeunes	Les échanges ont permis de ressortir des recommandations spécifiques aux jeunes : - faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet ; - encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes et à un taux raisonnable; - lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce, culture maraîchère...) pour les jeunes ; - former les jeunes en technique de conception de projets ; - former les jeunes dans la création et la gestion de micro entreprises ;	- faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet ; - encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet ; - faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes et à un taux raisonnable; - lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce, culture maraîchère...) pour les jeunes ; - former les jeunes en technique de conception de projets ; - former les jeunes dans la création et la gestion de micro entreprises ;

Problèmes environnementaux majeurs	Les visites de sites (décharges publiques, marchés central d'Abéché, carrière de fabrication de briques cuites à Abéché, site d'érosion, ouadi...) dans les localités d'Abéché et Biltine ont permis de ressortir les problèmes environnements suivants: inondation dû aux pluies diluviennes ; les feux de brousse ; la modification de la structure du sol en raison de la présence des carrières de fabrication de briques en terre cuites ; l'ensablement ; l'utilisation des produits phytosanitaires non homologués ; le rejet des ordures domestiques à l'air libre, etc. Il est recommandé de: - sensibiliser les producteurs sur la dangerosité des produits phytosanitaires non homologués ; - faciliter l'accès aux produits phytosanitaires homologués par des subventions ; - Sensibiliser les populations sur la gestion des ordures ménagères; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ordures ;	- sensibiliser les producteurs sur la dangerosité des produits phytosanitaires non homologués ; - faciliter l'accès aux produits phytosanitaires homologués par des subventions ; - Sensibiliser les populations sur la gestion des ordures ménagères; - Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ordures ; - Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des déchets. - Mettre en place un réseau d'assainissement eaux usées;
Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans les provinces du Ouaddaï (Abéché) et Wadi Fira (Biltine)		
	- Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des déchets. - Mettre en place un réseau d'assainissement eaux usées; - Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - Créé une brigades pour lutter contre les feux de brousse. - Former les acteurs en technique de lutte contre l'ensablement ; - Réhabilité les sites de briqueteries à la fin de son exploitation ;	- Sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs sur les feux de brousse ; - Créé une brigade pour lutter contre les feux de brousse. - Former les acteurs en technique de lutte contre l'ensablement ; - Réhabilité les sites de briqueteries à la fin de son exploitation ;

Annexe 12 : Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
Les canaux de communication	Les échanges ont révélé que les principaux canaux de communication dans la province sont : la lettre administrative sur support papier, les crieurs publics, le téléphone (Tigo, Airtel), la radio communautaire (KADAYE) et souvent l'internet. Les principales langues parlées sont l'Arabe locale, le Kanambou, le Boundouma et le français. Il est relevé que la non utilisation de ces langues locales, exclut très souvent certains acteurs importants dans la mise en œuvre du projet. Il est recommandé de : - Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services ; - Utiliser les canaux tels que la lettre administrative sur support papier, le téléphone (Tigo, Airtel) pour communiquer ; - Doter la province d'un plan de communication spécifique et pertinent en matière de lutte antiacridienne ; - Faire passer plusieurs fois les communiqués en impliquants tous les canaux d'informations au niveau local ; - recruter un responsable de communication au compte du projet.	- Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services ; - Utiliser les canaux tels que la lettre administrative sur support papier, le téléphone (Tigo, Airtel) pour communiquer ; - Doter la province d'un plan de communication spécifique et pertinent en matière de lutte antiacridienne; - Faire passer plusieurs fois les communiqués en impliquants tous les canaux d'informations au niveau local ; - recruter un responsable de communication au compte du projet.
L'usage fait des données (photo et données techniques) dans le cadre de l'étude	Les échanges ont permis de ressortir les risques liés à l'utilisation des images et des données collectées à d'autres fins. Cependant l'ensemble des personnalités rencontrées ont donné leur accord verbal pour l'utilisation des données collectées dans le cadre des activités du projet.	- utiliser les données dans le respect du droit à l'image

La visibilité du projet	Les échanges ont révélé que les populations et les différents acteurs locaux sont attentifs aux interventions des projets dans la province et, s'attendent à une transparence dans le choix des sites des ouvrages et la prise en compte des droits des propriétaires des terres et des investissements affectés par l'exécution du projet. Il est recommandé de: - impliquer les acteurs locaux dans le ciblage des bénéficiaires du projet ; - mettre en place et rendre fonctionnel un comité provinciale de suivi technique de la mise en œuvre du projet dans la province;	- impliquer les acteurs locaux dans le ciblage des bénéficiaires du projet ; - mettre en place et rendre fonctionnel un comité provinciale de suivi technique de la mise en œuvre du projet dans la province; - favoriser le dialogue, la concertation et le dédommagement en cas d'impacts sur les biens d'autrui, de pertes de bâtisses et ou d'arbre etc.

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- favoriser le dialogue, la concertation et le dédommagement en cas d'impacts sur les biens d'autrui, de pertes de bâtisses et ou d'arbre etc. - mettre en place un système de gestion des plaintes et renforcer la redevabilité du projet.	- mettre en place un système de gestion des plaintes et renforcer la redevabilité du projet.

Cadre organisationnel des producteurs	Les échanges ont révélé que les producteurs des différents secteurs d'activités se sont constitués en groupements, associations avec des faitières (unions, fédération). Cela facilite le travail des services techniques et autres partenaires. Cependant le dynamisme de ces organisations de producteurs(OP) est affecté par l'analphabétisme des membres, les insuffisances de gouvernance, le mauvais fonctionnement des organes, l'insuffisance de solvabilité et l'absence de patrimoine matériel des OP. Il est recommandé de : - dynamiser les OP à travers leur conformation aux dispositions de l'acte uniforme OHADA ; - renforcer les capacités des OP sur la vie coopérative, la gouvernance administrative et financière, la planification, le conseil en gestion des exploitation ; - renforcer les capacités des producteurs sur; la gestion de crédit, la commercialisation locale groupée, sur l'entrepreneuriat et les chaînes de valeur. - poursuivre le plaidoyer auprès des ONG humanitaires pour une implication des OP, Associations locales, collectivités territoriales à leur activités à la base.	- renforcer les capacités des OP sur la vie coopérative, la gouvernance administrative et financière, la planification, le conseil en gestion des exploitation ; - appuyer les services techniques au renforcement du système de vulgarisation renforcer les capacités des producteurs sur; la gestion de crédit, la commercialisation locale groupée, sur l'entrepreneuriat et les chaînes de valeur ; - poursuivre le plaidoyer auprès des ONG humanitaire pour une implication des OP, Associations locales, collectivités territoriales à leur activités à la base.
L'accès aux ressources naturelles	Les échanges ont révélé que la province de Lac a de grandes potentialités en ressources naturelles qui sont : les ressources halieutiques du lac, les riches terres cultivables des polders, ouadis, les terres fermes, les zones insulaires, les tapis herbacée, les ligneux pour l'alimentation fourragère des cheptels, les produits forestiers non ligneux, la petite faune. Cependant l'ensablement, l'insécurité, les feux de brousse, la forte démographie galopante, ont créé une rareté de ces ressources et engendré une réduction de leur accès par les différents utilisateurs. Il est recommandé à ce titre de :	- sensibiliser les populations sur la gestion concertée des ressources naturelles, les changements climatiques, et sur la lutte contre les feux de brousse ; - renforcer le couvert végétal par la pratique de l'agro forestier dans les exploitations ; - réaliser la plantation de protection des berges ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

	- sensibiliser les populations sur la gestion concertée des ressources naturelles, les changements climatiques, et les feux de brousse ; - renforcer le couvert végétal par la pratique de l'agro forestier dans les exploitations ; - réaliser la plantation de protection des berges ; - réaliser des bandes végétales de barrière du sable ; - réaliser la mise en défens de l'exploitation de lac ; - réaliser des plantations des haies vives et de brises vent ; - appuyer la culture fourragère ; - appuyer l'organisation des acteurs des produits forestiers non ligneux(PFNL) ; - renforcer la présence effective de l'Etat dans les différents départements de la province ;	- réaliser des bandes végétales de barrière du sable ; - réaliser la mise en défens de l'exploitation de lac ; - réaliser des plantations des haies vives et de brises vent ; - appuyer la culture fourragère ; - appuyer l'organisation des acteurs des produits forestiers non ligneux(PFNL) ; - renforcer la présence effective de l'Etat dans les différents départements de la province;
La question foncière	Il ressort des échanges que la question foncière reste sensible dans la province du Lac. Elle est marquée par l'appartenance d'une grande partie des terres à seulement quelques familles, par la perte et la dégradation des terres du fait de l'avancée rapide de l'ensablement des terres et du lac, de la salinisation des terres de polders aménagés, par les feux de brousse, et l'insécurité. Cela engendre une rareté des terres et des conflits fonciers récurrents entre agriculteurs d'une part et entre agriculteurs – éleveurs et entre producteurs et espèces fauniques d'autre part. Il est relevé que la non implication de certains acteurs, notamment les autorités traditionnelles, l'administration, la mairie et les services techniques compétentes, rend souvent souvent difficile l'acquisition des terres pour la réalisation des ouvrages d'intérêt public. Il est recommandé de : - suivre la voie légale tout en tenant compte du droit coutumier pour toute acquisition de terrain pour les investissements; - développer le dialogue et la concertation inclusive sur le foncier ;	suivre la voie légale tout en tenant compte du droit coutumier pour toute acquisition de terrain pour les investissements; développer le dialogue et la concertation inclusive sur le foncier ; Impliquer fortement les autorités administratives et techniques dans le processus d'acquisition des terres ; renforcer les nouveaux aménagements, la réhabilitation des anciens et, la protection des terres cultivables contre l'ensablement ; suivre les dispositions du cadre de la politique de réinstallation et le dédommagement pour l'appropriation de terres pour utilité publique ; - développer les espèces et variétés productives résistantes à la salinisation et à l'ensablement ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- Impliquer fortement les autorités administratives et techniques dans le processus d'acquisition des terres ; - renforcer les nouveaux aménagements, la réhabilitation des anciens et, la protection des terres cultivables contre l'ensablement ; - suivre les dispositions du cadre de la politique de réinstallation et le dédommagement pour l'appropriation de terres pour utilité publique ; - développer les espèces et variétés productives résistantes à la salinisation et à l'ensablement ; - identifier, baliser et géo référencer les espaces de pâturages et couloirs d'accès et de transhumance - sécuriser l'acquisition des terres et des parcelles par un titre foncier.	- identifier, baliser et géo référencer les espaces de pâturages et couloirs d'accès et de transhumance - sécuriser l'acquisition des terres et des parcelles par un titre foncier .

L'accès aux facteurs de production	Il est révélé lors des échanges un accès insuffisant par les producteurs aux facteurs de production. Cela est lié en partie à la faiblesse de l'offre des subventions de l'Etat et des limites à l'accès au crédit, à la faiblesse des investissements des ONG dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique. Les semences adaptées certifiées ainsi que les produits homologués d'entretien des cultures, les produits vétérinaires, les produits de complément alimentation du bétail, les équipements adéquats de pêche, le matériel végétal de reboisement sont peu disponibles pour les producteurs. Il est révélé que dans les grands espaces de production comme les polders, les jeunes et les femmes ne sont assez représentés parmi les bénéficiaires de parcelle d'exploitation. Ils constituent l'essentiel de la main d'œuvre locale qui assure les travaux non mécanisés de labour, d'entretien des cultures et de la récolte. Il est recommandé de : - équiper, rendre fonctionnelle le laboratoire de certification des semences adaptées de Matafo ; - former et appuyer la fédération et organisations des producteurs semenciers ; - encourager la mise en place des pharmacies vétérinaires privées agréées, les boutiques agréées pour la vente des intrants homologués ; - Favoriser l'accès des femmes et des jeunes au foncier ;	- équiper, rendre fonctionnelle le laboratoire de certification des semences adaptées de Matafo ; - former et appuyer la fédération et organisations des producteurs semenciers ; - encourager la mise en place des pharmacies vétérinaires privées agréées, les boutiques agréées pour la vente des intrants homologués ; - Favoriser l'accès des femmes et des jeunes au foncier ; - faciliter l'équipement des organisation faîtières agricoles, pastorales et des pêcheurs en matériels et équipement de travail (tracteur de labour, comptoir/débarcadère de commercialisation de poison, filets de pêche, broyeurs de résidus de récolte) ; - faciliter l'accès aux produits de complément alimentaire en période de soudure pour le cheptel.

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- faciliter l'équipement des organisation faîtières agricoles, pastorales et des pêcheurs en matériels et équipement de travail (tracteur de labour, comptoir/débarcadère de commercialisation de poison, filets de pêche, broyeurs de résidus de récolte) ; - faciliter l'accès aux produits de complément alimentaire en période de soudure pour le cheptel.	

Les problèmes environnementaux majeurs	Il est révélé lors des échanges que les problèmes environnementaux majeurs affectant à terme la productivité des systèmes agro-sylvopastoraux et halieutiques de la province de Lac sont : (i)l'ensablement et l'envahissement par les berges du fleuve Lac par un roseau nommé localement « CAILLE » phragmites mauritianus kunth le nom scientifique; (ii) la salinisation progressive des polders qui entraîne la baisse de la productivité des sols; (iii) l'incidence du « PALIDA », nom local d'une plante épineuse dont, la consommation par le bétail bovin, entraîne une baisse de la fertilité et des fauche couches ; (iv) les feux de brousse qui affectent négativement le pâturage, la flore et la faune. Il est recommandé de : - réaliser des diagnostics pour cerner les meilleures stratégies de lutte contre ces nuisances de la productivité des ressources naturelles ; - réaliser des points d'eau pastoraux (forage, puits) ; - assurer la surveillance de l'évolution de l'incidence de ces problèmes.	- réaliser des diagnostics pour cerner les meilleures stratégies de lutte contre ces nuisances de la productivité des ressources naturelles - réaliser des points d'eau pastoraux (forage, puits) pour lutter contre l'infection du cheptel par la grande douve ; - mettre en place un dispositif de surveillance de l'évolution des problèmes environnementaux.
Les ennemis des cultures	Il ressort des échanges que les principaux ennemis des cultures sont: (i)les oiseaux granivores à nuisance assez dominante sur les céréales (blé, mil, le maïs), leur incidence est régulée à travers la lutte physique (ii)la pression parasitaire des coléoptères, de criquets pèlerins, et chenilles, relativement faible, elle est concentrée sur les cultures maraîchères, les oléagineux et aussi sur le maïs . Certains insecticides achetés sur la place du marché comme DD FORCE, PACHA, CYPERCOP sont utilisés pour traiter les cultures contre ces insectes. Les pesticides biologiques longtemps promus dans la province, sont largement utilisées pour le traitement des cultures maraîchères ; (iii) On évoque certaines maladies des cultures comme le mildou, l'aflatoxine d'origine fongique au niveau des épis du mil ou de maïs,	- prévenir et répondre aux pathologies végétales le plus tôt possible ; - sensibiliser les agriculteurs sur l'utilisation des semences certifiées - renforcer la pratique de l'assolement par les producteurs. - renforcer les capacités des producteurs à la production et à l'utilisation des pesticides biologiques ; - renforcer la lutte biologique et physique contre les ennemis des cultures ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

	la sclérose des plantes, la nécrose des tomates et oignon;(iv) les dégâts des cultures par les animaux domestiques et aussi par les pachydermes et des phacochères sont évités par le gardiennage., (v)les mauvaises herbes comme le striga qui affecte les céréales est détruit par les techniques d'assolement ou rotation des cultures. Il est évoqué l'utilisation incontrôlée de plus en plus des herbicides en provenance du Cameroun ou du Nigéria dans la lutte contre les mauvaises herbes Il est recommandé de : - prévenir et répondre aux pathologies végétales le plus tôt possible ; - sensibiliser les agriculteurs sur l'utilisation des semences certifiées - renforcer la pratique de l'assolement par les producteurs. - renforcer les capacités des producteurs à la production et à l'utilisation des pesticides biologiques ; - renforcer la lutte biologique et physique contre les ennemis des cultures ; - faciliter l'accès aux produits de traitement homologués , - sensibiliser les producteurs sur le danger de l'utilisation des herbicides et insecticides non homologués.	- faciliter l'accès aux produits de traitement homologués , - sensibiliser les producteurs sur le danger de l'utilisation des herbicides et insecticides non homologués.
Les pathologies animales et la destruction du potentiel fourrager	Les échanges ont révélé qu'au niveau de la province de Lac, les feux de brousse persistent et détruisent la biomasse, la flore, la faune et le potentiel fourrager. A cela s'ajoute l'ensablement qui envahit progressivement les terres arables et les tapis herbacés. Les principales maladies animales rencontrées sont la Trypanosomiase, les PPR (peste de petits ruminants), la Fasciolose (grande douve du foie (fasciola hepatica)), Piroplasmose, la Péripnéumonie contagieuse bovine, la Pasteurellose, la maladie de New Castle chez la volaille. Il est recommandé de : - renforcer la sensibilisation des populations sur la lutte contre les feux de brousse ; - lutter contre l'ensablement des terres ; - renforcer l'alimentation à bétail complémentaire surtout dans les périodes de soudure ; - équiper les laboratoires et les pharmacies vétérinaires ;	- renforcer la sensibilisation des populations sur la lutte contre les feux de brousse ; - lutter contre l'ensablement des terres ; - renforcer l'alimentation à bétail complémentaire surtout dans les périodes de soudure ; - équiper les laboratoires et les pharmacies vétérinaires ; - faciliter l'accès aux produits vétérinaires ; - sensibiliser les éleveurs sur le respect du calendrier de vaccination ; - lutter contre la propagation des produits vétérinaires non homologués ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- faciliter l'accès aux produits vétérinaires ; - sensibiliser les éleveurs sur le respect du calendrier de vaccination ; - lutter contre la propagation des produits vétérinaires non homologués ; - former et équiper des auxiliaires communautaires en santé animale dans les zones insulaires..	- former et équiper des auxiliaires communautaires en santé animale dans les zones insulaires..
Les déchets phytosanitaire (pesticide, herbicides,...)	Les échanges ont relevé que l'essentiel des déchets agricoles est constitué des emballages des herbicides et insecticides faiblement utilisés par certains producteurs dans la province. Ces emballages sont retrouvés à la surface du sol ou enterrés dans le sol. Il est recommandé de : - sensibiliser les populations, les commerçants et les producteurs sur le danger des pesticides, herbicides pour la santé humaine, animale, sur le poisson) ; - sensibiliser les producteurs sur les dangers de l'utilisation des pesticides non homologués et sur la bonne gestion des emballages et reliquats de pesticides ; - former les producteurs sur l'utilisation optimal des produits phytosanitaires homologués.	- sensibiliser les populations, les commerçants et les producteurs sur le danger des pesticides, herbicides pour la santé humaine, animale, sur le poisson) ; - sensibiliser les producteurs sur les dangers de l'utilisation des pesticides non homologués et sur la bonne gestion des emballages et reliquats de pesticides ; - former les producteurs sur l'utilisation optimal des produits phytosanitaires homologués.

Accès aux informations	Les échanges ont révélé que l'importance des informations hydrométéorologiques et l'alerte précoce est bien perçue au niveau de acteurs. Les cadres du système d'information sur la Sécurité Alimentaire et d'alerte précoce et les stations de collecte d'informations hydrométéorologique sont prévus dans l'organigramme des services de la délégation de l'Agriculture de la province du Lac. Une station météorologique implantée par SODELAC est dans le village de Matafo. Cependant le cadre et la station existant ne sont pas fonctionnel à ce jour. Il est recommandé de : - renforcer la sensibilisation des populations sur l'intérêt des informations hydrométéorologiques et de l'alerte précoce ; - faciliter l'accès régulier et adéquat par les producteurs aux informations hydrométéorologiques et de l'alerte précoce et l'évolution des prix des céréales	- renforcer la sensibilisation des populations sur l'intérêt des informations hydrométéorologiques et de l'alerte précoce ; - faciliter l'accès régulier et adéquat par les producteurs aux informations hydrométéorologiques et de l'alerte précoce et l'évolution des prix des céréales.

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
Sécurité des biens et des personnes	Les échanges ont révélé l'existence une forte incidence de l'insécurité sur les personnes et des biens dans la province de Lac. Les vols de bétail, les conflits de Boko Haram, et souvent ceux entre producteurs, sont rencontrés dans la province. Les actions des forces de sécurité, des responsables traditionnels et religieux, administratifs œuvrent à atténuer leur impact. Il est recommandé : - sensibiliser les populations sur la question de l'insécurité ; - renforcer la présence, les investissements et l'autorité de l'Etat dans les départements de la province ; - appuyer les éleveurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel ; - accompagner les victimes de vols dans la procédure judiciaire.	- sensibiliser les populations sur la question de l'insécurité ; - renforcer la présence, les investissements et l'autorité de l'Etat dans les départements de la province ; - appuyer les éleveurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance du cheptel ; - accompagner les victimes de vols dans la procédure judiciaire.

Satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels	Les échanges ont révélé que la province jadis excédentaire en production céréalière, enregistre dans ces dernières années des bilans céréaliers déficitaires, et également une baisse de la productivité halieutique, et de la capacité de charge des pâturages du cheptel. Les raisons principales évoquées sont l'insécurité, la détérioration des actifs agricoles (amortissement des systèmes d'exhaure, salinisation des terres des périmètres aménagés et la dégénérescence du matériel végétal (semences)), l'insuffisance de fonctionnement des services d'appui agricole, l'ensablement des terres et du lac. Cela s'est traduit à une tendance à la paupérisation des populations. Il est recommandé de : - sensibiliser et encourager les populations sur le vivre ensemble ; - renforcer la présence et les investissements de l'Etat dans toute la province ; - réhabiliter et soutenir le capital productif et les moyens d'existence des producteurs. - Appuyer les services de l'Action sociale à apporter des vivres aux groupes plus les vulnérables à travers les mécanisme de secours d'urgence .	- sensibiliser et encourager les populations sur le vivre ensemble ; - renforcer la présence et les investissements de l'Etat dans toute la province ; - réhabiliter et soutenir le capital productif et les moyens d'existence des producteurs ; - Appuyer les services de l'Action sociale à apporter des vivres aux groupes plus les vulnérables à travers les mécanisme de secours d'urgence .

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

La commercialisation des produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques	Les échanges ont révélé que les produits couramment commercialisés sont ceux de l'agriculture (céréales, produits maraîchers, niébé, arachide, fève, nigelle), de la pêche(poissons) et moyennement les produits de l'élevage (bétail, lait, viande, peau) et PFNL. Il est évoqué une faible transformation intermédiaire des produits de base. Les petites quantités vendues par les producteurs sont achetées et consommées localement ou collectées au fur et à mesure par les commerçants pour constituer des stocks qui sont distribués localement et hors de la province selon les avantages des prix. Il est recommandé de : - sensibiliser et former les producteurs et les commerçants sur les normes et qualité de produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques commercialisable ; - faciliter le système coopératif de vente locale groupée des productions ; - faciliter l'accès aux informations sur les marchés ; - construire de magasins de stockage de céréales et des infrastructures de conservation de l'oignon bulbe ; - construire des marchés à bétail et dynamiser leur gestion, - soutenir la mise en place et le fonctionnement de laiteries semi modernes ; - faciliter l'accès aux subventions et crédit par les acteurs des filières porteuses pour la collecte et commercialisation des produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques surtout au profit des femmes et des jeunes ; - appuyer la construction et l'équipement au bord du fleuve de débarcadères/comptoirs de collecte et vente du poisson frais.	- sensibiliser et former les producteurs et les commerçants sur les normes et qualité de produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques commercialisable - faciliter le système coopératif de vente locale groupée des productions ; - faciliter l'accès aux informations sur les marchés ; - construire de magasins de stockage de céréales et des infrastructures de conservation de l'oignon bulbe ; - construire des marchés à bétail et dynamiser leur gestion, - soutenir la mise en place et le fonctionnement de laiteries semi modernes ; - faciliter l'accès aux subventions et crédit des acteurs des filières pour la collecte et commercialisation des produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques surtout au profit des femmes et des jeunes ; - appuyer la construction et équipement au bord du fleuve de débarcadères/comptoirs de collecte et vente du poisson frais.
Problématique de l'emploi	Les échanges ont révélé qu'il existe dans la province, des déplacés internes, de nombreux diplômés sans emploi, une forte immigration des jeunes vers les pays voisins. Il est évoqué une faible présence des femmes employées dans les services techniques et administratif . Il est recommandé de : - prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des travaux des infrastructures ;	- prioriser l'emploi de la main d'œuvre locale lors de la réalisation des travaux des infrastructures ; - former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; - favoriser l'emploi des jeunes et des femmes dans la mise en œuvre du projet ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; - favoriser l'emploi des jeunes et des femmes dans la mise en œuvre du projet ; - diversifier les sources de l'auto emploi par l'appui aux AGR au profit des jeunes et des femmes ; - favoriser l'approche HIMO dans l'exécution de certains ouvrages du projet	- diversifier les sources de l'auto emploi par l'appui aux AGR au profit des jeunes et des femmes ; - favoriser l'approche HIMO dans l'exécution de certains ouvrages du projet

La gestion des litiges	Les échanges ont révélé différentes natures de plaintes et souvent de conflits qui sont liées soit : au vol de bétail, aux VBG, à l'héritage, au foncier ou à la concurrence autour de l'accès aux ressources naturelles (l'eau, le fourrage et PFNL). Il est ressorti concernant les aménagements des périmètres ou polders en cours d'exploitation, qu'à l'indemnisation des personnes affectées, l'absence d'une mercuriale non officielle ou consensuelle, une mauvaise identification des exploitants et les propriétaires terriens, une mauvaise indemnisation et, le manque de document d'état civil des personnes affectées font aussi objets de litiges. Les acteurs intervenant dans la gestion des litiges sont les ONG, des para juristes, l'association des femmes juristes, les autorités traditionnelles, administratives, judiciaires. Il est évoqué l'existence d'un conflit de compétence entre le droit coutumier et le droit moderne sur la gestion de certains conflits. Les litiges quand ils ne sont pas gérés à l'amiable avec la facilitation de ces autorités traditionnelles, sont tranchés par la voie judiciaire en passant par la police judiciaire. Il est recommandé de : - développer le dialogue et la concertation inclusive sur le foncier ; - Privilégier le dialogue avec les différents acteurs afin de trouver un consensus sur la mercuriale à appliquer ; - mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc ;	- développer le dialogue et la concertation inclusive sur le foncier ; - Privilégier le dialogue avec les différents acteurs afin de trouver un consensus sur la mercuriale à appliquer ; - mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc ; - Veiller à une identification correcte, nette et claire d'un propriétaire de champs impacté de son exploitant ; - appuyer et équiper la police judiciaire ; - appuyer le gouvernement à mettre en place un observatoire des conflits ; - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres ; - sensibiliser et appuyer les producteurs et propriétaires terrien à se doter de pièce d'état civil ou de carte d'identité - lutter contre la divagation des animaux ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

	- Veiller à une identification correcte, nette et claire d'un propriétaire de champs impacté de son exploitant ; - appuyer et équiper la police judiciaire ; - appuyer le gouvernorat à mettre en place un observatoire des conflits ; - appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres ; - sensibiliser et appuyer les producteurs et propriétaires terrien à se doter de pièce d'état civil ou de carte d'identité - lutter contre la divagation des animaux ; - appuyer les productrices et producteurs à la clôture de leur exploitationlutter contre la divagation des animaux ;	- appuyer les productrices et producteurs à la clôture de leur exploitationlutter contre la divagation des animaux.
Les pathologies humaines	Il ressort des changes que la province compte 05 hôpitaux, 104 centres de santé et que les principales maladies sont : le paludisme, le vih Sida, les parasitoses, la malnutrition, les maladies hydriques et diarrhéique, les maladies respiratoires. Il est recommandé de : - faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) en vue de prévenir ces pathologies ; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - sensibiliser les populations sur les dangers de l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue ; - former et outiller les relais communautaires de santé.	- renforcer le personnel dans les formation sanitaires ; - faire une sensibilisation des populations sur les maladies courantes (COVID-19, paludisme, etc.) en vue de prévenir ces pathologies ; - encourager la fréquentation des centres de santé ; - sensibiliser les populations sur les dangers de l'automédication et l'utilisation des médicaments de la rue ; - renforcer les capacités de réaction des formations sanitaires face à l'épidémie COVID-19 ; - former et outiller les relais communautaires de santé.
L'accès aux services sociaux de base	Les échanges ont permis de ressortir les difficultés liées à l'accès aux services sociaux de base par les populations, notamment l'accès à la santé, à l'éducation et à eau potable. Il est recommandé de : - encourager la fréquentation des centres de santé ; - former des auxiliaires de santé au profit des populations nomades ;	- encourager la fréquentation des centres de santé ; - former des auxiliaires de santé au profit des populations nomades ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- réaliser des points d'eau potable sur le parcours des nomades pour réduire les maladies hydriques.	- réaliser des points d'eau potable sur le parcours des nomades pour réduire les maladies hydriques
Gestion des déchets	Les échanges ont révélé que les principaux déchets proviennent des résidus de balayage du sol, des emballages, des consommables bureautiques, des ménages, des services, des marchés et autres lieux publics. Des sites identifiés par la mairie à travers son service d'hygiène et d'assainissement, sont les lieux de dépôt de ces déchets. Aucun des dépôts ne fait objet de traitement par la mairie qui loue les véhicules des particuliers pour le ramassage et l'évacuation des déchets des décharges publiques. Il est recommandé de : - sensibiliser les populations sur la salubrité et l'hygiène ; - équiper la ville en bac d'ordure de plus grand volume de collecte ; - appuyer les mairies dans la mise en place de plan de gestion des déchets ; - renforcer les capacités de la mairie pour les tris et traitement des décharges.	- sensibiliser les populations sur la salubrité et l'hygiène ; - équiper la ville en bac d'ordure de plus grand volume de collecte ; - appuyer les mairies dans la mise en place de plan de gestion des déchets ; - renforcer les capacités de la mairie pour les tris et traitement des décharges
Gestion des déchets biomédicaux	Les échanges et la visite à l'hôpital ont permis de relever l'existence à l'hôpital de Bol d'un personnel formé et d'un dispositif fonctionnel pour la gestion des déchets biomédicaux non radio actifs. Cependant à l'échelle de la province, il y a une insuffisance de personnel spécialisé et de l'équipement adéquats dans la gestion des déchets biomédicaux au sein des centres et formations sanitaires. Il est recommandé de : - augmenter le nombre des agents techniciens spécialisés dans la gestion des déchets biomédicaux ; - renforcer le système des caniveaux d'évacuation des eaux de pluie de l'hôpital de Bol ;	- augmenter le nombre des agents techniciens spécialisés dans la gestion des déchets biomédicaux ; - renforcer le système des caniveaux d'évacuation des eaux de pluie de l'hôpital de Bol ; - appuyer les services de la santé à mettre en place un plan fonctionnel de gestion des déchets biomédicaux pour les 05 hôpitaux et 104 centres de santé existants dans la province ; - sensibiliser le personnel soignant sur les risques liés aux déchets médicaux.

	- sensibiliser le personnel soignant sur les risques liés aux déchets médicaux .	

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

Les Violence Basées sur le Genres (VBG)	Les échanges avec les services techniques ont révélé l'existence de cas de VBG. Il s'agit notamment des cas de mariage précoce, de violence physique, du lévirat, le manque d'équité dans le partage de l'héritage entre femme et homme, la restriction d'accès aux ressources et à l'école aux femmes. Les services techniques rencontrent des difficultés dans la gestion des cas de VBG, du fait notamment de : - manque de volonté des survivantes à dénoncer leurs bourreaux ; - les pesanteurs socio- culturelles dans la localité ; - insuffisance de logistique, de personnel et de suivi des survivantes de VBG ; Il est donc recommandé de : - renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement ; - vulgariser les textes sur la protection de la femme ; - renforcer l'appui aux femmes dans les activités AGR ; - renforcer les capacités des leaders d'opinion dans la sensibilisation des population sur les VBG ; - renforcer les capacités des différents services techniques sur les VBG	- renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement ; - appuyer les services de l'action sociale à conduire un plaidoyer auprès des autorités politique pour l'adoption du code de la famille au Tchad ; - vulgariser les textes sur la protection de la femme ; - assurer les canaux d'entree approprie est accessible aux femmes et aux filles au MGP - renforcer l'appui aux femmes dans les activités AGR ; - renforcer les capacités des leaders d'opinion dans la sensibilisation des population sur les VBG ; - renforcer les capacités des différents services techniques sur les VBG.
Les Violence Faites aux Enfants (VFE)	Les échanges ont révélé l'existence de cas de Violence faites aux enfants dans la province de Lac. Il s'agit notamment les cas de travail des enfants, les enfants bouviers, la maltraitance des enfants talibés, les mariages précoces, le viol sur mineur, les Enfants Associés aux Forces ou aux Groupes Armés. Plusieurs ONG humanitaires interviennent dans la lutte contre les VBG et VFE au sein de la province. Il est recommandé de : - impliquer les autorités coutumières et religieuses dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - sensibiliser les populations sur les VFE ; - vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales ;	- impliquer les autorités coutumières et religieuses dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; - sensibiliser les populations sur les VFE ; - vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales ; renforcer la construction, l'équipement et le fonctionnement des écoles et des centre d'accueil et formation des enfants victime de violence.

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (BoI)

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
	- renforcer la construction, l'équipement et le fonctionnement des écoles et des centre d'accueil et formation des enfants victime de violence.	
Besoins en capacité	Les échanges ont révélé que les acteurs rencontrent des faiblesses en formation, infrastructures et équipements. Il est recommandé de: Pour les ressources humaines: - recruter un responsable de communication au compte du projet. - recruter ou former des agents de personnel dans le domaine du suivi environnemental doter et améliorer les équipements existants (logistique, moyens de déplacement, matériels bureautiques) ; - renforcer le personnel spécialisé dans les formations sanitaires ; - appuyer le gouvernorat à mettre en place un observatoire des conflits ; - appuyer les services technique de l'Agriculture à l'équipement et au fonctionnement des stations hydrométéorologique et des services de gestion des systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire et de l'alerte précoce ; - appuyer les services techniques pour diffuser au niveau local les informations hydrométéorologiques, la mercuriale de produits agricoles et pastoraux, l'évolution des pâturages et le remplissage des cours d'eau au profit des producteurs agricoles et pastoraux ; - Appuyer les services de l'Action sociale à apporter des vivres aux groupes les plus vulnérables à travers les mécanismes de secours d'urgence pour qu'ils puissent mieux participer au projet ; - appuyer les services de l'élevage à mettre en place un dispositif d'alerte ; fonctionnel impliquant les éleveurs contre les épidémies; - renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement, - renforcer les effectifs du personnel des services techniques	Pour les ressources humaines: - recruter un responsable de communication au compte du projet. - recruter ou former des agents de personnel dans le domaine du suivi environnemental doter et améliorer les équipements existants (logistique, moyens de déplacement, matériels bureautiques) - renforcer le personnel spécialisé dans les formations sanitaires - appuyer le gouvernorat à mettre en place un observatoire des conflits - appuyer les services technique de l'Agriculture à l'équipement et au fonctionnement des stations hydrométéorologique et des services de gestion des systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire et de l'alerte précoce - appuyer les services techniques pour diffuser au niveau local les informations hydrométéorologiques, la mercuriale de produits agricoles et pastoraux, l'évolution des pâturages et le remplissage des cours d'eau au profit des producteurs agricoles et pastoraux ; - Appuyer les services de l'Action sociale à apporter des vivres aux groupes les plus vulnérables à travers les mécanismes de secours

		d'urgence pour qu'ils puissent mieux participer au projet

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (BoI)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

	<i>Pour les équipements, la logistique et didactique</i> - appuyer les OP à élaborer de plans d'action opérationnelles ; - appuyer les services techniques au renforcement du système de vulgarisation - Doter les services provinciaux des outils internet pour faciliter la communication ; - renforcer les capacités de réaction des formations sanitaires face à l'épidémie COVID-19 ; - appuyer les mairies dans la mise en place de plan de gestion des déchets ; - renforcer les capacités des mairies pour les tris et traitement des décharges ; - renforcer les équipements du laboratoire et clinique vétérinaire, y compris chaîne de froid ; - appuyer les services de la santé à mettre en place un plan fonctionnel de gestion des déchets biomédicaux pour les 05 hôpitaux et 104 centres de santé existants dans le province ; - appuyer les services de l'action sociale à conduire un plaidoyer auprès des autorités politique pour l'adoption du code de la famille au Tchad ; - renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement ; - renforcer les pharmacies vétérinaires ; - renforcer les équipements du laboratoire et clinique vétérinaire, y compris chaîne de froid ; - appuyer les services de la santé à mettre en place un plan fonctionnel de gestion des déchets biomédicaux pour les 05 hôpitaux et 104 centres de santé existants dans le province ; - appuyer les services de l'action sociale à conduire un plaidoyer auprès des autorités politique pour l'adoption du code de la famille au Tchad ; <i>Pour les formations :</i>	- appuyer les services de l'élevage à mettre en place un dispositif d'alerte ; fonctionnel impliquant les éleveurs contre les épidémies - renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement, - renforcer les effectifs du personnel des services techniques <i>Pour les équipements, la logistique et didactique</i> - appuyer les OP à élaborer de plans d'action opérationnelles ; - appuyer les services techniques au renforcement du système de vulgarisation - Doter les services provinciaux des outils internet pour faciliter la communication ; - renforcer les capacités de réaction des formations sanitaires face à l'épidémie COVID-19 ; - appuyer les mairies dans la mise en place de plan de gestion des déchets ; - renforcer les capacités des mairies pour les tris et traitement des décharges ; - renforcer les équipements du laboratoire et clinique vétérinaire, y compris chaîne de froid ; - appuyer les services de la santé à mettre en place un plan fonctionnel de gestion des déchets biomédicaux pour les 05 hôpitaux et 104 centres de santé existants dans le province ;

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

Draft

	- renforcer les capacités techniques, institutionnelles, opérationnelles, organisationnelle ciblée des organisations des producteurs (OP) ; - renforcer la formation technique et le recyclage du personnel des services techniques sur la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques ; - former les services techniques dans le suivi environnemental et social de projets ; - organiser des séances de sensibilisations sur les causes, conséquences, risques, et mesures de prévention et atténuation de VBG/EAS/HS en faveur du personnel des services techniques et administratifs ;	- appuyer les services de l'action sociale à conduire un plaidoyer auprès des autorités politique pour l'adoption du code de la famille au Tchad ; - renforcer les capacités de la délégation de l'Action sociale en personnel qualifié, en logistiques et moyens de déplacement ; - renforcer les pharmacies vétérinaires ; - renforcer les équipements du laboratoire et clinique vétérinaire, y compris chaîne de froid ; - appuyer les services de la santé à mettre en place un plan fonctionnel de gestion des déchets biomédicaux pour les 05 hôpitaux et 104 centres de santé existants dans le province ; - appuyer les services de l'action sociale à conduire un plaidoyer auprès des autorités politique pour l'adoption du code de la famille au Tchad ; Pour les formations : - renforcer les capacités techniques, institutionnelles, opérationnelles, organisationnelle ciblée des organisations des producteurs (OP) ; - renforcer la formation technique et le recyclage du personnel des services techniques sur la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques ; - former les services techniques dans le suivi environnemental et social de projets ;
Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Lac (Bol)		

Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet
		- organiser des séances de sensibilisations sur causes, conséquences, risques, et mesures de prévention et atténuation de VBG/EAS/HS en faveur du personnel des services techniques et administratifs ;

Annexe 13 :Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Mayo Kebbi Ouest (Pala)

Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées dans la province du Mayo Kebbi Ouest (Pala)		
Thématique	Réponses données lors des consultations	Mesures préconisées à prendre par le projet

Les canaux de communication	Les échanges ont révélé que les principaux canaux de communication sont : la lettre administrative sur courrier papier et le téléphone (Tigo, Airtel). Il est recommandé de : • Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services ; • Utiliser les canaux ci-dessus pour communiquer • Utiliser WhatsApp pour envoyer les messages	• Mettre en place un plan de communication • Recruter un chargé de communication dans le projet • Utiliser la voie hiérarchique pour communiquer avec les services • Améliorer l'accès au NTIC. • Utiliser WhatsApp pour envoyer les messages
Usage fait des données (photo et données techniques) dans le cadre de l'étude	Les échanges ont permis de ressortir les risques liés à l'utilisation des images et des données collectées à d'autres fins. Cependant l'ensemble des personnalités rencontrées ont donné leur accord verbal pour l'utilisation des données collectées dans le cadre des activités du projet.	Utiliser les images ou autres données dans la rédaction des documents du présent projet.
La couverture des besoins vitaux du cheptel	Les échanges ont permis de ressortir que les principaux besoins vitaux du cheptel que sont la santé, l'alimentation et l'eau, sont loin d'être satisfaits. Il est recommandé de : • Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de soudure • Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau	• Faciliter l'accès aux compléments alimentaires en période de soudure • Faire un plaidoyer pour une gestion durable des ressources en eau
Sécurité des biens et des personnes	Les échanges ont permis de ressortir que les agriculteurs sont confrontés aux problèmes de ravage des récoltes par les animaux	• Appuyer les agriculteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance des champs

	en divagation. Aussi par un manque d'équipements, d'intrants et de formation agricole. Il est recommandé: • Appuyer les agriculteurs dans la mise en place d'un dispositif de surveillance des champs • Accompagner les agriculteurs dans la procédure judiciaire • Accompagner les agriculteurs dans la formation agricole continue • Faciliter l'accès aux intrants agricoles homologués • Doter les agriculteurs d'équipement de protection et de matériel aratoire	• Accompagner les agriculteurs dans la procédure judiciaire • Accompagner les agriculteurs dans la formation agricole continue • Faciliter l'accès aux intrants agricoles homologués • Doter les agriculteurs d'équipement de protection et de matériel aratoire
La gestion des litiges	Les échanges ont révélé que les conflits dans la zone de Pala sont liés à la concurrence autour des ressources naturelles (l'eau, le fourrage et la terre). Ces litiges quand ils ne sont pas gérés à l'amiable avec la facilitation de certaines autorités traditionnelles, sont tranchés par la voie judiciaire. Il est recommandé de : • Mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. • Mettre en place un observatoire des conflits ; • Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres.	• Mettre en place un comité de gestion des conflits regroupant les services techniques et administratifs, les faïtières des éleveurs et des agriculteurs, les autorités locales, les autorités religieuses, les personnes-ressources, etc. • Mettre en place un observatoire des conflits ; • Appuyer les producteurs dans la sécurisation des terres ; • Renforcer les mécanismes juridiques ;

	• Renforcer les mécanismes juridiques	

La commercialisation des produits agricoles	Les échanges ont permis d'identifier les produits agricoles commercialisés dans les zones couvertes par l'étude. Ces principaux produits sont les semences de maïs, béré-béré, sorgho et de sésame. Aussi il y'a la transformation des denrées. Il est recommandé de : • Réaliser des magasins de stockages dans les zones à forts potentiels agricoles ; • Développer la filière agricole par la mise en place d'une chaîne de froid pour les denrées périssables ; • Développer la filière viande, par la construction d'abattoirs répondants aux conditions d'hygiènes ; • Faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; • Régulariser la mercuriale des prix des denrées	• Réaliser des magasins de stockages dans les zones à forts potentiels agricoles ; • Développer la filière agricole par la mise en place d'une chaîne de froid pour les denrées périssables ; • Développer la filière viande, par la construction d'abattoirs répondants aux conditions d'hygiènes ; • Faciliter l'accès au crédit des acteurs de la filière ; • Régulariser la mercuriale des prix des denrées ;
Problématique de l'emploi	Les échanges ont révélé qu'il existe dans la zone de Pala, une forte immigration des jeunes vers les pays voisins. Le chômage et les difficiles conditions de vie en sont les principales causes. Il est recommandé de : • Favoriser l'emploi des jeunes dans la localité lors de la réalisation des infrastructures ; • Former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; • Diversifier les sources d'emploi par les AGR	• Favoriser l'emploi des jeunes dans la localité lors de la réalisation des infrastructures ; • Former les jeunes dans les métiers courants de chaque zone ; • Diversifier les sources d'emploi par les AGR ;

L'accès aux services sociaux de base	Les échanges ont permis de ressortir les difficultés liées à l'accès aux services sociaux de base des agriculteurs, notamment l'accès à	• Mener des séances de sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement ;
	la santé, à l'éducation et à l'insuffisance d'infrastructures hydrauliques (eau potable). Il est recommandé de : • Mener des séances de sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement • Encourager la fréquentation des centres de santé • Former des auxiliaires de santé au profit des agriculteurs • Réaliser des points d'eau potable sur le parcours des agriculteurs pour réduire la maladie hydrique	• Encourager la fréquentation des centres de santé • Former des auxiliaires de santé au profit des agriculteurs • Réaliser des points d'eau potable sur le parcours des agriculteurs pour réduire la maladie hydrique
Les déchets liés à l'activité agricole	Les échanges ont révélé que l'essentiel des déchets liés à l'activité agricole est constitué des emballages d'intrants agricoles (phytosanitaires homologués et non homologués). Il est recommandé de : • Mettre en place un plan de gestion des déchets • Encourager l'incinération des emballages	• Mettre en place un plan de gestion des déchets • Encourager l'incinération des emballages • Former les producteurs sur la gestion des déchets dangereux • Former les producteurs sur l'utilisation optimale des produits phytosanitaires homologués

Gestion des ordures ménagères	Il ressort des changes que les communes ne sont pas suffisamment outillées pour la gestion des ordures ménagères. Les mairies sont dépourvues de grands bacs à ordures, de moyens d'enlèvement et de centres de traitement de ces ordures. Il est recommandé de : • Sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures • Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures	• Sensibiliser les habitants sur la gestion des ordures • Renforcer la capacité des mairies dans la gestion de ces ordures • Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des ordures.
	• Appuyer les mairies dans l'élaboration de plan de gestion des ordures	
Pollution de l'eau et sol	Il ressort des changes qu'il existe un risque de pollution de l'eau et des sols par les intrants utilisé dans la santé humaine, animale et végétale. Il est recommandé de : • Mettre en place un plan de gestion des déchets • Former les acteurs dans l'utilisation optimale des intrants dans la santé humaine, animale et végétale • Appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets	• Mettre en place un plan de gestion des déchets • Former les acteurs dans l'utilisation optimale des intrants dans la santé humaine, animale et végétale • Appuyer les services techniques et les mairies dans le traitement des déchets

Les VBG	Les échanges avec les services techniques ont révélé l'existence de cas de VBG. Il s'agit du lévirat, le sororat, le manque d'équité dans le partage de l'héritage entre femme et homme, la restriction d'accès aux ressources et à l'école des femmes. Les services techniques rencontrent des difficultés dans la gestion des cas de VBG, du fait notamment de : • Manque de volonté des survivantes à dénoncer leurs bourreaux ; • Les pesanteurs culturelles dans certaines localités ; • Insuffisance de suivi des survivantes de VBG ; • Insuffisance des cadres qualifiés dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; • Absence des moyens logistiques ; Il est donc recommandé de : • Faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code de la famille au Tchad ;	• Faire un plaidoyer auprès des autorités politiques pour l'adoption du code de la famille au Tchad • Comblent le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant • Doter les services sociaux en moyens logistiques • Vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant. • Investir dans le mouvement de femmes de la société civile. • Sensibilisation dans l'éducation des jeunes, des femmes et des hommes par le biais d'initiative de changement comportemental et de programmes communautaires. • Améliorer l'accès équitable aux biens économiques (enfants et femmes)
	• Comblent le déficit en personnel qualifié dans le domaine de la protection de la femme et de l'enfant ; • Doter les services sociaux en moyens logistiques ; • Vulgariser les textes sur la protection de la femme et de l'enfant.	• assurer les canaux d'entrée appropriée est accessible aux femmes et aux filles au MGP

Les VCE	Les échanges ont révélé l'existence de cas de VCE, notamment le travail des enfants dans les mines ou comme bouvier, la maltraitance des enfants talibés, les mariages précoces, le viol sur mineur. Il est recommandé de : • Impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; • Sensibiliser les populations sur les VCE ; • Renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VCE ; • Vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales.	• Impliquer les autorités coutumières dans la lutte contre les violences faites aux enfants ; • Sensibiliser les populations sur les VCE ; • Renforcer la capacité des services sociaux pour la lutter contre les VCE ; • Vulgariser les textes sur la protection des enfants en les traduisant dans les langues locales. • Renforcer le système judiciaire pénal et social.
Les enjeux environnementaux	Les échanges ont révélé la présence de la destruction de l'environnement par la coupe du bois, inondations, ensablement et utilisation des pesticides non homologués. Il est recommandé de : • Lutter contre l'utilisation des produits phytosanitaires non homologuée ; • Sensibiliser la population sur l'impact de la modification de l'écosystème ; • Équiper les agents des eaux et forêts pour bien exercer leurs fonctions • Réaliser des campagnes de reboisement dans les zones ensablements.	• Lutter contre l'utilisation des produits phytosanitaires non homologuée ; • Sensibiliser la population sur l'impact de la modification de l'écosystème ; • Équiper les agents des eaux et forêts pour bien exercer leurs fonctions ; • Réaliser des campagnes de reboisement dans les zones ensablements
La restriction d'accès aux ressources naturelles	Il ressort des échanges que la coupe ou l'élagage de certaines espèces ligneuses (l'acacia nilotica, le faiderbia albida, etc) sont interdits par la loi de la République du Tchad. Cependant, les éleveurs en quête d'aliment pour bétail sont obligés d'élaguer ces	• Promouvoir le reboisement des espèces ligneuses utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ;

	espèces pour assurer la survie de leurs troupeaux pendant la période de soudure. L'interdiction par les services des eaux et forêts de l'élague des ligneux en période de soudure est sanctionnée par de lourdes amendes. Il est recommandé de : • Promouvoir le reboisement des espèces ligneuses utile à l'élevage, en collaboration avec les services des eaux et forêts ; • Créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; • Faire une mise en défens des zones écologiques sensibles ; • Réaliser des petites unités de production d'aliment pour bétail ; • Former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;	• Créer une zone pastorale pour améliorer les conditions de la pratique de l'élevage ; • Faire une mise en défens des zones écologiques sensibles ; • Réaliser des petites unités de production d'aliment pour bétail ; • Former les services techniques dans la gestion durable de l'environnement ;
Besoins en capacité	Les échanges ont révélé que les services techniques provinciaux présentent de grands besoins en renforcement de capacités. Il est recommandé de : • Doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacement) ; • Doter les services techniques de l'agriculture et de l'élevage en incinérateurs pour faciliter le traitement des déchets dangereux ; • Renforcer les services techniques de l'agriculture en personnels qualifiés.	• Doter les services techniques en moyens logistiques (équipements et mobiliers, matériel de bureautique et informatique, énergie solaire ou électrique, de moyen de déplacement) ; • Doter les services techniques de l'agriculture et de l'élevage en incinérateurs pour faciliter le traitement des déchets dangereux ; • Renforcer les services techniques de l'agriculture en personnels qualifiés.
Problématique des personnes vivant avec un handicap	Les échanges avec les services techniques et administratifs ont permis de faire des recommandations allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec un handicap :	• Mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivant avec un handicap au niveau de chaque province • Créer un centre de formation pour les personnes handicapées dans chaque province

	• Mettre en place un cadre organisationnel pour les personnes vivantes avec un handicap au niveau de chaque province • Créer un centre de formation pour les personnes handicapées dans chaque province • Créer des rampes d'accès pour les personnes vivantes avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs • Tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées en cas de perte de biens	• Créer des rampes d'accès pour les personnes vivantes avec un handicap dans les écoles, les centres de santé, dans les services techniques et administratifs • Tenir compte de la vulnérabilité des personnes handicapées en cas de perte de biens;
des Problématique femmes	Les échanges ont permis de ressortir les recommandations spécifiques aux femmes : • Réaliser des reboisements et vulgariser la pratique de l'agroforesterie ; • Créer des dépôts de gaz butane et le vendre à un prix social afin d'alléger la souffrance des femmes et éviter la coupe abusive du bois de chauffe ; • Faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits pastoraux ; • Réaliser des points d'eau pour la consommation humaine afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; • Former les femmes en fauche et conservation du fourrage ; • Faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit. • Faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, etc.)	• Réaliser des reboisements et vulgariser la pratique de l'agroforesterie ; • Créer des dépôts de gaz butane et le vendre à un prix social afin d'alléger la souffrance des femmes et éviter la coupe abusive du bois de chauffe ; • Faciliter l'accès aux marchés nationaux et régionaux pour la vente des produits pastoraux ; • Réaliser des points d'eau pour la consommation humaine afin de réduire la corvée des femmes et des enfants ; • Former les femmes en fauche et conservation du fourrage ; • Faire un plaidoyer auprès des institutions de microcrédit pour faciliter l'accès des femmes au crédit. • Faciliter l'accès des femmes aux activités génératrices de revenus (embouche d'animaux domestiques, petit commerce, etc.)

Problématique des jeunes	Les échanges ont permis de ressortir des recommandations spécifiques aux jeunes : • Faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet ; • Encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet. • Faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes ; • Lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce ...) pour les jeunes ; • Impliquer les jeunes dans la lutte contre la coupe abusive du bois.	• Faire un plaidoyer auprès des entreprises pour le recrutement des jeunes dans la mise en œuvre du projet • Encourager l'installation des institutions de crédit dans la zone du projet • Faire un plaidoyer auprès des institutions de crédit pour faciliter l'accès aux crédits des jeunes • Lutter contre l'immigration par le financement des AGR (élevage, petit commerce ...) pour les jeunes • Impliquer les jeunes dans la lutte contre la coupe abusive du bois

Annexe 14 : Liste des Médias de la presse écrite disponibles au Tchad en 2019

N°	Médias	Périodicité	Responsable	Téléphone
1	Le Progrès	Quotidien	Abderamane Barka	66 23 00 94
2	ATPE Info	Bihebdomadaire		66 25 29 66
3	N'Djamena Bi-hebdo	Hebdomadaire	Jean-Claude Nekim	66 29 03 04
4	Le Visionnaire	Hebdomadaire	Allahondoum Judas	66 47 26 47
5	La Voix	Hebdomadaire	André Byakzabo	66 86 76 92
6	Le Pays	Hebdomadaire	Madjasra Nako	66 29 79 54
7	L'Observateur	Hebdomadaire	Samory Ngaradoubé	66 76 77 78
8	Le Temps	Hebdomadaire	Michael N Didama	66 29 03 54
9	Le Citoyen	Hebdomadaire	Goual Nanassoum	66 28 70 62
10	Le Sahel	Hebdomadaire	Frank Mbaidje M	63 70 49 70
11	L'Opinion	Bimensuel	MOUNYAGUE MORBAYE Aristide	66 35 98 19
12	Le Haut Parleur	Bimensuel	Stephane OUAYE	
13	Eclairages	Tri mensuel	DELI Nestor	62 05 37 43
14	Le Potentiel	Tri mensuel	Bruce Djim-Adjim OUAYE	66 16 01 50
15	Abba Garde	Tri mensuel	Moussaye Avenir	63 85 30 68
16	Espace Culture	Tri mensuel	ALLAFI NDAGMISSOU	63 19 47 02
17	Le Baromètre	Tri mensuel	MODE Israel	66 46 25 45
18	La Suggestion	Tri mensuel	ABBE Abel	66 40 43 79
19	Mutations	Tri mensuel	DIONBE M Malachi	62 09 88 73
20	Salam Info	Tri mensuel	Martin INOUA	63 90 63 03
21	Tribune Info	Tri mensuel	KOKINAGUE Eric	66 26 27 28
22	Sarh Actu	Tri mensuel	Edouard TAKADJI	66 40 02 01
23	Le Perroquet	Tri mensuel	Eric NGARLEM	66 53 84 39
24	Tchad et Culture	Mensuel	Nestor	66 25 86 33

Source : Haute Autorité des Médias et de l'Audiovisuelle (HAMA) du Tchad

Draft

Annexe 15 : Listes et des données relatives aux différents Médias audiovisuels au Tchad en 2019.

LES RADIOS PRIVEES DU TCHAD

N'DJAMENA RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
N°	Région	Site	Nom de la station Adresses et contacts des responsables	Fréquence Assignée
01	Région de N'DJAME NA 015°03'0 0''E 12°08'00' 'N	N'Djaména (Chagoua)	FM Liberté Chagoua, Avenu Pascal YOADEMNADJI Date de mise en service : 05 Août 2000. La FM liberté est une radio associative appartenant au collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme.Coordo M DJEKOURNINGA LARARE Tél : 62923 25/ 949 57 43 ; Responsable technique : MBAÏHILAME ZEPHIRIN. Tél 640 73 42	105.3 MHZ
02		N'Djaména (Ambassatna)	Radio DJA FM Quartier Ambassatna Ndjamen Date de mise en service : 1998. JA FM est une radio associative propriété de l'Association Alternative Communication (ALTERCOM). Elle est dirigée par Zara M. Yacoub : Tel : 66 29 31 68 / 251 64 90. Responsable Technique Youssouf ABDALLAH 632 37 64	96.9 MHZ
03		N'Djaména (Am-Rigüebé)	AL – NASR : Quartier Am – Rigüebé N'Djaména Date de mise en service : le 03 août 2001 AL NASR FM est une radio associative appartenant à L'Association Tchadienne pour la Promotion de la Langue Arabe au Tchad (ATPLA). Son coordo est Aboubakar Borgho Tél : 66 30 60 20/66 20 90 11/66 12 94 24. AMalloum Ibrahim Malloum : 680 64 84 / 620 88 80	102.1 MHZ
04		N'Djaména (Goudji)	Radio FM AL BAYANE Date de mise en service : le 24 février 2003 Radio FM AL BAYANE est une radio associative. Elle est la propriété de l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse Islamique. Son Coordo est YOUNFEDI ABDULAZIS HASSAN Tél : 66 39 91 34 /99 96 22 41. Le Responsable technique Tél :66 21 37/99 80 80 05	93.7 MHZ
05		N'Djaména (Moursal)	Arc – en –Ciel chagoua N'Djaména Date de mise en service : 30 août 2005 Arc en Ciel est une radio communautaire propriété de l'Association pour le Développement Social. Pére Severin : 66 71 71 22	107.7 MHZ

06		N'Djaména	Radio Alhouda Date de mise en service 2012 Radio associative propriété de la Fondation AL-HOUDA pour le Développement. Coordonateur M. YASSIR TIDJANI Tél : 99 99 19 77 / 66 20 66 76 / 99 95 50 77	98.8 MHZ
07		N'Djaména Farcha	Mandela FM : Date de mise en service : 26 novembre 2015. Mandela FM est une radio communautaire, propriété de la Maire de la Commune du 1 ^{er} Arrondissement de la ville de N'Djamena Contact Coordonnateur : 66 35 01 02	101.5MHZ
08		N'Djamena Morsal	Radio Sahel Info : Date de mise en service : 18 février 2018 RADIO Sahel info est une Radio associative. Elle est la propriété de l'Alliance Tchadienne pour la Défense des Intérêts Républicain et pour la Paix Directrice FATIA Ngarbaroum. Contact : 66 60 01 36.	95.10 MHZ
09		N'Djaména Amsiné	Radio Al Bassera FM Date de mise en service le 30 mai 2019 Radio associative propriété de l'Association pour le Développement Socio-Culturel (ADSC) ONG Nationale Directeur Yousouf Ahmat contact : 66 29 45 45 99 29 45 45	99 MHZ

N'DJAMENA RADIOS COMMERCIALES				
10	de <			

13	Région N'DJAMENA 015°03'00"E 12°08'00"N	de	N'Djaména (Ambassatna)	Radio AL- QUORAN AL – KARIM Grande Mosquée R.F Date mise en service : le12 décembre 2002 AL- QUORAN AL – KARIM est une Radio confessionnelle, propriété du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Tchad. Son Coordonnateur ; 90 14 15 14 /99 39 96 06	88.3 MHZ
14			N'Djaména (Moursal)	Radio La Voix de l'Esperance Date de mise en service 6 juin 2003 La Voix de l'Esperance est une radio confessionnelle propriété de l'Eglise Evangélique des Assemblées de Dieu au Tchad Coordonnateur : Pasteur Frédéric Tél : 66 23 74 70.	91.0MHZ
N'DJAMENA RADIOS THE MATIQUE					
15	Région N'DJAMENA 015°03'00"E	de	N'Djamena Djari	Radio La Voix de la Femme Date de mise en service 13/03/2019 La Voix de la femme est une radio thématique Femme propriété du Ministère de la Femme, de la Protection	
	12°08'00"N			de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale. Elle est installée à la Maison de la Femme de N'Djamena. Directrice Mme DEBAT Mbaïtoloum. Contact : 63 02 35 29	
LOGONE OCCIDENTAL RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES					
16	LOGONE OCCIDENTAL		Moundou 016°05'00"E 08°35'00"N	Radio Kar Uba/ le soleil Date de mise en service : 15 décembre 2006 Radio Kar Uba est une radio communautaire, propriété du (GRAMP/TC. Directeur Intérimaire Mr BENOIT 60 56 56 08/ 99 84 57 19 Responsable Technique : :BARI N ;66 73 49 57/ 99 48 65 04	95.0 MHZ
17				Radio FM Nadah+ de Moundou La radio Nada+ de Moundou est une radio associative, appartenant aux collectifs des associations et groupements (GOECAT, RICE, CIFDES, ADIH et CRADHE) dont le coordonnateur est M DJASRANGAR Ngaryom	

18	LOGONE OCCIDENTAL	BENOYE 016°19'00"E 08°59'10"N	Radio Communautaire de Ngourkosso Date de mise en service : 03 août e 2011 Radio Communautaire de Ngourkosso est la propriété de l'ASSOCIATION JARABE de Bénoye Coordo M. KOURKAOU Milisor Tél : 66 23 46 32 / 99 12 39 08 Directeur Elysée : 66 36 04 87 / 99 42 38 81 Responsable Technique : Djeradouba Bambaye : 62 30 39 15	103 MHZ
19		BEBALEM 016°25'37"E 08°59'45"N	RADIO FM LE REVEIL Date de mise en service : 18 novembre 2009 FM le Réveil est une Radio Communautaire appartenant au Réseau des Organisations Rurales pour le Développement Economique et Social (RORDES). Directeur : Datouloumbaye Désiré Y : 63 84 88 65 /91 79 82 75 Responsable Technique : Nenadji Arni : 63 99 37 36 /99 96 54 22	92.00MHZ
20	LOGONE OCCIDENTAL	Moundou 016°05'00"E 08°35'00"N	RADIO BONNE NOUVELLE (RBN) Date de mise en service : 27 août 2012 La Radio Bonne Nouvelle est une radio confessionnelle propriété de l'Eglise Evangélique des Assemblées de Dieu au Tchad. ; Son Directeur est Mr Nédoumyoang Ndoubayom : 99 91 42 91 / 62V36 39 93	92. MHZ
21		MBAÏNAMARE 015°22'00"E 08°40'00"N	RADIO FM MON AMI La Radio FM MON AMI est une confessionnelles, appartenant aux églises évangéliques au Tchad, annexe de Mbaïnamare Date de mise en service : 23 octobre 2013. Directeur Mbaïgandje Emanuel ; 63 24 64 94	98 MHZ
LOGONE ORIENTAL RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				

22	LOGONE ORIENTAL	DOBA 016°51'00" E 08°43'00"N	RADIO LA VOIX DU PAYSAN Date de mise en service : 27 décembre 1997 Voix du Paysan de Doba est une radio associative appartenant au Bureau d'Etude et de Liaison d'Actions Caritatives et de développement (BELACD) du diocèse de Doba. Directeur : Nanglem Ngamarde Singagar. Responsable Technique : Borassdé Samingar : 66 48 86 83 /93 61 88 88	96.2 MHZ
23			Radio FM la Voix du Salut Date de mise en service le 15/09/2015. La Radio FM la Voix du Salut est une radio confessionnelle propriété de l'Entente des Eglises Evangéliques au Tchad EET). Son Directeur est M. Réou Ezechiel : 66 30 92 44 / 99 76 05 25	89.90 MHZ
LOGONE ORIENTAL RADIO CONFESSIONNELLE				
24	LOGONE ORIENTAL	BODO 015°46'30" E 011°43'30"N	Radio FM Takadji de Bodo Date de mise en service Mars 2025. La Radio FM Takadji de Bodo est une Radio Confessionnelle propriété des Assemblées Chrétiennes du Tchad (ACT). Son Directeur : Beassdé Denis : 66 25 50 69 /99 10 03 06	103.0 MHZ
25			Radio Shi Madji Radio associative propriété de l'association propriéte de l'Association pour une Vie Meilleure (ASSOVIM) ; Date de mise en service 30/05/2019. Directeur Mbaïadjim Amos Voltaire contact : 66264142/ 99738269	95,5 MHZ
MAYO KEBBI EST RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
26	MAYO KEBBI EST	BONGOR 015°22'00" E 10°17'00"N	Radio Terre Nouvelle (RTN 1) Bongor Date de mise en service 29 juillet 2009. Radio Terre Nouvelle (RTN) est une radio associative appartenant au Bureau d'Etude et de Liaison d'Actions Caritatives et de développement (BELACD) du diocèse de Pala. Son Coordonnateur est M. Antonio Serano Tél 66 24 85 75	91 MHZ
27		GOUNOU GAYA	Radio Gaya Tcholwa G. Gaya	97.2 MHZ

		015°30'46" E 09°38'07" N	Date de mise en service : 22 avril 2008 Gaya Tcholwa est une radio associative, propriété de l'Association des Organisations Paysannes de la Kabbia (AOPK). Directeur : Wang Namou Senekna : 63 25 36 43 / 91 44 56 55 Chef Technique : Bigaoula Emmanuel : 66 18 22 69 / 92 660 887 57	
28		KIM 015°47'00 E 08°16'00 N	Radio la Voix de la Paix de KIM La Radio la Voix de la Paix de KIM est une radio associative propriété de l'Association Esdras Directeur DOKDAI HOUNLY Marc Contact : 66 30 18 08	96.1 MHZ
MAYO KEBBI OUEST RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
29		PALA 015°54'00" E 09°22'00" E	Radio Evangile et Développement Globale (REDG) Date de mise en service : 12 novembre 2002. La REDG est une radio communautaire, propriété de l'Eglise Fraternelle Luthérienne au Tchad (EEFLT). Directeur : AMENON Ngadambel : 60 29 99 71 44 / 91 42 86 44	88.5 MHZ
30	MAYOKEBBI OUEST		Radio Soleil de Pala Date de mise en service : 16 mars 2006 La Radio Soleil de Pala est une radio associative, propriété de l'Association pour le Développement de la Communication Rurale (ADECOR). Directeur Abdelaziz Daouda : 66 40 85 21/ 99 27 25 16 Responsable Tech : : Djetade Laurent : 66 48 85 21/ 99 27 25 16	98.0 MHZ
31			Radio Terre Nouvelle (RTN 2 est relai de diffusion des programmes de la RTN de Bongor Radio Terre Nouvelle (RTN) est une radio associative appartenant au Bureau d'Etude et de Liaison d'Actions Caritatives et de développement (BELACD) du diocèse de Pala. Directeur : Rouzoumka Thomas : 66 81 17 36 / 93 50 99 33	94.4 MHZ
32		LERE 014°13'00" E 09°40'00" N	VOIX DE ZAHOO Date de mise en service : 07 mars 2011 VOIX DE ZAHOO est une radio communautaire appartenant de l'Association de la Radio Communautaire de Léré Directeur DODANBOUBE NETNA : 66 53 94 53	97.5 MHZ

TANDJILE RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
33	TANDJILE	LAÏ 016°18'00" E	Radio Effata	90.6 MHZ
		09°24'00" N	Date de mise en service : 28 janvier 2005. La radio Radio Effata est une radio associative appartenant au Bureau d'Etude et de Liaison d'Actions Caritatives et de développement (BELACD) du diocèse de Laï. Directeur Batien Lallier 63 33 76 88	
34		KELO 015°48'00" E 09°28'00" N	Radio FM Barguedje Date de mise en service 3 avril 2008 Radio FM Barguedje est une Radio Associative appartenant à l'Association pour le Développement de la Communication à la Base (ADECOMB). Directeur ALLAFFI Bamré Mathias B : 66 47 49 29 1 Responsable Technique : Guinabeeï Philemen : 66 38 06 83	95.9 MHZ
TANDJILE RADIOS CONFESSIONNELLES				
35	TANDJILE	TCHAGUINE GOLO	FM TERRE DE PAIX Date de mise en service : Février 2005 La FM TERRE DE PAIX est une radio confessionnelle appartenant à Mission TEAM T (EET). Directeur : Mark Vadar Kooi : 66 47 92 32/ Coordo à NDJ est Lago Ledjebgue Dono Tél : 66 27 14 48	95.2 MHZ
MANDOUL RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
36	MANDOUL	KOUMRA 017°33'00" E 08°55'00" N	TOB FM Date de mise en service : mars 2011 TOB FM est une radio communautaire propriété de l'Association la Communication et le Développement du Mandoul Directeur : Djitaingue Ngueïta : 66 47 27 93/ 99 28 71 74 Responsable Technique : Djimadoum Emmanuel : 66 70 62 18/ 91 71 37 03	93.0 Mhz
37		KOUMRA 017°33'00" E 08°55'00" N	Radio Lotiko 2 de Koumra Lotiko 2 est un relai de diffusion de Radio Lotikoh 1 SAVE Sarh Responsable Technique ; Moise M : 66 14 89 14 /90 50 35 54	100.1 MHZ

38		MOÏSSALA 017°48'00" E 08°20'00" N	RADIO BRAKOS Date de mise en service : 11 juin 2001 Radio Brakos qui est une radio communautaire appartenant l'Association pour la Protection de l'Environnement (APEN). Elle est dirigée par Me KEMTE Collette VatanKhan : 638 03 59/9519090	98.1 MHZ
MOYEN CHARI RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
39	MOYEN CHARI	SARH	RADIO LOTIKOH 1 SAVE SARH	97.0 MHZ
		018°21'00" E 09°12'00" N	Date de mise en service le 6 AVRIL 2001 Lotiko de Sarh est une radio associative composante du Service Audiovisuel pour l'Education (SAVE) du Diocèse de Sarh. Elle est dirigée par Directeur : Kemdi Maye Felicien : 62 04 60 99 / 90 15 97 27 Respons Tech ; Moise M : 66 14 89 14 /90 50 35 54	
40			Radio Mabrouka Date de mise en service le 11 mai 2013 La Radio MMabrouka est une Radio confessionnelle propriété du Complexe Manrat Al Islam du Mabrouka de Manda (Sarh) Coordonnateur Monsieur Mahamat Kourssa Contacts : 66 36 93 57	102.0 MHZ
KANEM ET LAC RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
41	Kanem	MAO 015°18'00" E 14°08'00" N	Radio NJIMI de MAO Date de mise en service : 13 février 2006 La Radio Njimi FM est une radio associative propriété de l'Association pour le Suivi du Développement du Kanem (ASUDEK). Coor : AHMAT ALI : AHMED ABDOULAY E : 66 90 86 40 / 99 90 86 40	93.6 MHZ
42		MONDO 015°31'44" E 013°47'10" N	Radio BISSAM FM Date de mise en service le 03 août 2011 Radio BISSAM FM est une radio communautaire propriété de l'Association pour le Développement de	90.5 MHZ

			Wadi-Bissam Coordonateur : ABAKAR Elhadji Abakar : 99 19 49 07/99 17 44 006 ahmedabdoulaye@74yaho.fr	
43		NOKOU 014°46'45" E 014°35'00" N	Radio FM ALBICHARI Date de mise en service le 03 août 2011 Radio FM ALBICHARI est une radio communautaire propriété de l'Association ALBICHARI (Lutte contre le Sida) Son Coordonnateur est M.Taher Younouss Taher :66 27 65 64 / 99 78 59 66	96.8 MHZ
44	Lac	BOL 014°43'00" E 13°28'00" N	Radio Kadaye FM Date de mise en service le 03 août 2011 Radio Kadaye FM est une radio communautaire est la propriété de l'Association pour le Développement Economique et Social du Lac (ADESOL) Coordonateur M. Adam Tchari Adam : 66 55 66 77 /99 19 61 04	89.9 MHZ
BATHA RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
45	BATHA	ATI		88.0 MHZ
		018°28'00" E 13°13'00" N	AL NADJA Date de mise en service le 15 fevrier 2015 La Radio FM AL NADJA Ati est une radio associative appartenant à l'Association des Jeunes pour le Dévelop d'Ati. Elle dirigée par ABAKAR MOUSSA KAÏDALLAH :66 29 60 57/99 29 60 57 le Resp Tech est M. MAHAMAT SALEH Atyé Tél : 66 7 21021/99 51 18 11/99323500	
46		Yao 017°33'00" E 012°53'24" N	Radio FM IGNTARA PRODUCTION Date de mise en service le 03 août 2011 Radio FM Igmtara Production est une radio communautaire propriété du Groupement des Pêcheurs du Nord-Est du Lac Fitri (GPNELF) Coordonnateur : ADOUM GONI Tél : 66 22 35 21 / 99 91 02 30	91.0 MHZ.

47		Houm-Hadjer 019°41'00" E 013°19'00" N	Radio FM Al Mourhal Date de mise en service le 03 août 2012 Radio est une radio communautaire propriété de l'Association AL Mourhal Coordonnateur : OUDA'A Zakaria : contact 66 29 77 65 99 29 77 65	94..6 MHZ
OUADDAÏ, WADI FIRA ET SILA RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
48	OUADDAÏ	ABECHE 020°48'00" E 13°47'00" N	LA VOIX DU OUADDAÏ Date de mise en service le 18 juillet 2012 La Radio est radio associative, propriété de l'Association pour le Développement Communautaire (ADMC) rétrocédée par l'ONG INTERNEWS. Le Coordonnateur est Issaka Allafouza :66 22 17 52 / 99 27 73 43	95.0 MHZ
49	WADI FIRA	IRIBA 022°14'15" E 015°07'35" N	LA Radio Absoun Iriba Date de mise en service le 18 juillet 2012 La Radio est la propriété de l'Association pour le Développement Communautaire (ADMC) rétrocédée par l'ONG INTERNEWS. Son coordonateur est M. Daoussa Mahamat Tél :66 30 00 91. / 99 99 63 99	93.7 MHZ
50	SILA	GOS-BEÏDA 021°25'00" E 012°13'00" N	Radio Sila Gos-Beïda Date de mise en service le 18 juillet 2012 La Radio est une radio associative, propriété de l'Association pour le Développement	93.7 MHZ
			Communautaire (ADMC) Coordonnateur : Abelrazak Arabi Tél : 66 36 95 80 / 99 26 25 71	
51	GUERA	Mongo 018°41'00" E 12°11'00" N	Radio Communautaire de Mongo Date de mise en service le 07 mars 2011 La Radio Communautaire de Mongo est la propriété du Conseil de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad Le responsable de la RCM est SALEH Hassane : 66 68 48 58	99.05 MHZ.

52	SALAMAT	AM-TIMAN 020°14'00" E 11°05'00" N	Radio FM Darbadjia La Radio FM Darbadjia est une radio communautaire est la propriété de l'Association pour le Développement des initiatives locales de Massenya Date de mise en service le 10 août 2012 le Directeur Mahamat Abdelaziz Atthir ; 66 35 16 65 /99 68 38 28	91.3 MHZ
53	BORKOU	F. LARGEAU 019°05'00" E 17°58'00" N	Radio Palmerai FM de Faya Largeau Date de mise en service : 2005 La Radio Palmerai est une radio associative. Elle est la propriété de l'Association pour le Développement Communautaire de Faya-Largeau Le Directeur est M ; Hamid Kodi Yayami(ADCFL).: 66 79 20 20	93.2 MHZ
HADJER LAMIS RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				
54	HADJER LAMIS	MASSAKORY 015°44'00" E 13°00'00" N	Radio FM Doumchi Dagana La Radio FM DOUMCHI Dagana est une radio associative apprteneant à l'Association de Lutte Contre la Désertification de Masssakory (ALCDM) Date de mise en service le 12 octobre 2010 Directeur Assane Moussa Ali 66 22 07 80:/ 99 22 07 80	96.4 MHZ
55		KARAL 014°46'02" E 012°50'12" N	Radio FM ALHDABA Date de mise en service le 12 juillet 2017 La Radio FM ALHADABA de Kara est une Radio associative propriété de l'union des Associations pour le Développement de la Sous-Préfecture de Karal (UADSK). Contact Directeur Doungous 63 96 08 45 / 95 33 42 33	93 . 0 MHZ
CHARI BAGUIRMI RADIOS COMMUNAUTAIRES ET ASSOCIATIVES				

56	CHARI BAGUIRMI	MASSENYA 016°10'00" E 11°24'00" N	Radio FM Mourgoudida Radio Mourgoudida est une radio communautaire propriété de l'Association pour le Développement Economique, Social et culturelle du Chari Baguirmi Date de mise en service le 11 janvier 2013 Directeur: Pactha Mahamat 99 98 86 52 / 66 36 18 91 Resp Tech : Tidjani Abba Ali : 60524708 /99 28 62 26	87.8 MHZ
57		Bouso 010°10'00" E 11°05'00" N	Radio FM Merguedem La Radio FM Merguedem de Bouso est une Radio Communautaire, propriété du Collectif des Associations de Développement du Loug Chari (CADLC) Directeur : TOLROMMADENGAR NADJILENGAR Contact 66 83 46 31/ 90366493. Responsable Technique : ABBA Kaka : 95 29 12 17	90 MHZ

Les Télévisions privées au Tchad

N°	Région	Site	Nom de la station	Diffusion analogique		Diffusion	
				Fréquence	Canal	Satellitaire	Réseau TNT
	N'DJAMENA 015°03'00' E - 12°08'00" N	N'DJAMENA 015°03'00" E - 12°08'00" N	ELECTRON – TV DG Djegoltar Armand: 66 27 53 53	546.0 MHZ	30	Emission sur Bouquet Satellite Espace 51° E Azimut 102° Réception ETV Fréq : 4113,5MHZ SR : 2476 FEC : 5/36 Pol (H) DG Djegoltar Armand : 66 27 53 53	Diffusion sur l'ensemble des réseaux Multiplexes

			AL-NASR/TV	194.0 MHZ	45	Emission sur Satellite NILSAT Réception Al-Nasr TV Fréq : 11526MHZ SR FEC Pol	
						DG Mahamat Borgo 66 20 90 11	
			TCHAD 24 TV Télévision commerciale Par la télévision numérique Terrestre (TNT)			Editeur des contenus TNT diffusé sur le Multiplexe de ILNET Telecom	
			TCHÉLOU TV Télévision commerciale Par la télévision numérique Terrestre (TNT)			Editeur des contenus TNT diffusé sur le Multiplexe de ILNET Telecom	

Les radios étrangères diffusant en partenariat avec les radios privées locales

N°	Région	Site	Nom de la station	Fréquence assignée	État de fonctionnement
01	Région de N'DJAMENA	Ville de N'Djaména	RFI (RADIO FRANCE INTERNATIONALE) / ONAMA	100.2 MHZ	Opérationnelle
02			BBC (BRITISH BROADCASTING) / ONAMA	90.6 MHZ	Opérationnelle
03			AFRICA N°1 / ONAMA	103 MHZ	Non Opérationnelle
			Voice OF America (VOA)/ FM Liberté	93.1 MHZ	Opérationnelle
			HIT Radio/ ETV	97.5 MHZ	Opérationnelle
04					
05	L.OCCIDENTAL	Ville de Moundou	RFI (RADIO FRANCE INTERNATIONALE) Station Régionale ONAMA Moundou	100.3 MHZ	Opérationnelle
06	M CHARI	Ville de Sarh	RFI (RADIO FRANCE INTERNATIONALE) Station Régionale ONAMA de Sarh)	100.4 MHZ	Opérationnelle

07	OUADDAÏ	Ville d'Abéché	RFI (RADIO FRANCE INTERNATIONALE) Station Régionale ONAMA d'Abéché	100.5 MHZ	Opérationnelle
08	N'DJAMENA	1 ^{er} arrondissement QG FMM Farcha	Radio NDARASON Internationale (FMM) de N'Djamena	107.1 MHZ	Opérationnelle
09	REGION DU LAC	Département du Mamdi au Q G FMM de Bol	Radio NDARASON Internationale (FMM) de Bol	98.8 MHZ	Opérationnelle
10		Département du Kaya, Q.G FMM Baga Sola	Radio NDARASON Internationale (FMM) de Bagasola	97.6 MHZ	Opérationnelle
11		Département du Wayi, QG FMM Doum-Doum	Radio NDARASON Internationale (FMM) de DoumDoum	97.2 MHZ	Opérationnelle
12		Département du Wayi QG FMM Ngouri	Radio NDARASON Internationale (FMM) de Ngouri	98.8 MHZ	Opérationnelle
13		Département du Fouli, QG.FMM Liwa	Radio NDARASON Internationale (FMM) de Liwa	96.0 MHZ	Opérationnelle

Les radios étrangères diffusant directement du Tchad

N°	Région	Site	Nom de la station	Fréquence	Etat de fonctionnement
01	KANEM	Mondo	RFI (Radio France internationale) Radio Bissam	90.5 0MHZ	Opérationnelle
02		Mao	RFI (Radio France internationale) Radio Ndjimi	93.60 MHZ	Opérationnelle
03	HADJER LAMIS	Massokory	RFI (Radio France internationale) Radio Doumchi	96.40 MHZ	Opérationnelle
04	TANDJILE	Laï	RFI (Radio France internationale) Radio Effata	90.60 MHZ	Opérationnelle

05		Kelo	RFI (Radio France internationale) Radio Bargadjé	95.9 MHZ	Opérationnelle

N°	Région	Site	Nom de la station	Fréquence	Etat de fonctionnement
01	Région de N'DJAMENA	N'Djaména	VOA (Voice Of America)/FM Liberté	105.3 MHZ	Opérationnelle
02		N'Djaména	DW (Deutsche Welle /FM Liberté	105.3 MHZ	Opérationnelle
04		N'Djamena	Al Djazira / Radio Dja FM	96.9 MHZ	Opérationnelle
05		N'Djaména	BBC/Radio FM AL BAYANE	93.7 MHZ	Opérationnelle
06	LOGONE OCCIDENTAL	Moundou	BBC(British Broad Casting)/Duji Lokar	101.8 MHZ	Non opérationnelle
07	MOYEN CHARI	Sarh	BBC(British Broad Casting)/Radio Lotikoh	97.0 MHZ	Opérationnelle

Les radios partenaires de RFI

Les radios partenaires sont des radios qui diffusent gratuitement et légalement, en direct et/ou en différé, par satellite et/ou internet, les programmes de RFI en français, en swahili, en haoussa, en mandingue,fff en anglais et en portugais ainsi que des compilations musicales et des fictions bilingues d'apprentissage du français.

06		Tchaguine	RFI (Radio France internationale) Radio Voix de Tchaguine	95.2 MHZ	Opérationnelle
07	MAYO KEBBI EST	Bongor	RFI (Radio France internationale) Radio Terre N	91,00 MHZ	Opérationnelle
08		G. Gaya	RFI (Radio France internationale) Radio Gaya Tcholwa	97.20 MHZ	(Émetteur en panne)
09		Kim	RFI (Radio France internationale) Radio La Voix de la Paix de Kim	96.1 MHZ	Opérationnelle
10	LOGONE ORIENTAL	Doba	RFI (Radio France internationale) Radio La voix du Paysan	96.20 MHZ	Opérationnelle
11		Goré	RFI (Radio France internationale) Radio Shi Maji	95,5 MHZ	Opérationnelle
12	MANDOUL	Koumra	RFI (Radio France internationale) Radio Tob FM	93.00 MHZ	Opérationnelle
12		Moïssala	RFI (Radio France internationale) Radio Brakos	98.1 MHZ	Opérationnelle
13	LOGONE OCCIDENTAL	Bebalem	RFI (Radio France internationale) Radio le Réveil	92.00 MHZ	Opérationnelle
14	GUERA	Mongo	RFI (Radio France internationale) Radio communautaire de Mongo	99.05 MHZ.	Opérationnelle
15	BATHA	Ati	RFI (Radio France internationale) Radio Alnadja	88.00 MHZ	Opérationnelle
16	BATHA	Yao	RFI (Radio France internationale) Radio Igntara	91.0 MHZ	Émetteur en panne, réparation en cours
17	MAYO KEBBI OUEST	Pala	RFI (Radio France internationale) Radio (Soleil) de Pala	88.50 MHZ	Opérationnelle
18	LAC	Bol	RFI (Radio France internationale) Radio Kadaye	89.90 MHZ	Opérationnelle
19	SALAMAT	Amtiman	RFI (Radio France internationale) Radio Darbadja	91.30 MHZ	Opérationnelle
20	NDJAMENA	N'Djaména	RFI (Radio France internationale) Radio Oxygène	96.3 MHZ	Opérationnelle

LES MEDIAS AUDIOVISUELS PUBLICS

N°	Région	Site	Nom de la station	Féquence Radio	TV	Fréquence TV	Nom du responsable
01	N'djamana	N'DJAMENA 015°03'00"E - 12°08'00"N	RNT BP 892 chaine Nationale	94.5 MHZ			ROSALIE
02			RNT 892 Chaine de proximité	92.5MHZ			BAGUEPENG/65393910

03			TVT Chaine Nationale		25	506MHZ	Mbaindiguim Elon /66217437
			Emission sur Eutelsat E10A Fréq : 6080.550MHZ SR : 2063-FEC : 2/3 Pol CD Reception TV-Tchad sur Eutelsat E7W Fréq;11603MHZ: -SR 27500-FEC 5/6 Pol(H) Reception TV-Tchad sur Eutelsat E16E Fréq:11356MHZ-SR45000-FEC:3/5 Pol(H)				

04	Logone Occi	MOUNDOU 016°05'00" E - 08°35'00" N	Station Régionale TV/RNT de Moundou	98.3 MHZ	06	186.250MHZ	Hassan Boukar /66721920
05	Moyen chari	SARH 018°21'00" E - 09°12'00" N	Station Régionale TVT/RNT de Sarh	94.5 MHZ	06	186.250MHZ	Issa mandekor 66317131
06	Ouaddai	ABECHE 020°48'00" E - 13°47'00" N	Station Régionale TVT/RNT d'Abéché	99.1 MHZ	06	186.250MHZ	Ahmat Daoud/66324151
07	Borkou	F. LARGEAU 019°05'00" E - 17°58'00" N	Station Régionale TVT/RNT de Faya.L	100.1 MHZ	06	186.250MHZ	Abdallah Djimil/66369944
08	Batha	ATI 018°28'00" E - 13°13'00"	Relai de diffusion TVT/RNT d'Ati	94.5 MHZ	06	186.250MHZ	Ngomita Justin 66254367
09	Wadi-Fira	BILTINE 020°55'00" E 6 14°32'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Biltine	98.0 MHZ	22	482 MHZ	Senoussi Abdel-Aziz / 66774490
10	Ouadai	ADRE 022°13'00" E – 13°30'00" N	Station TVT/RNT d'Adré	98.0 MHZ	41	634 MHZ	Abakar Issa Moustapha/66627093
11	Salamat	AM-TIMAN 020°14'00" E - 11°05'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT d'AmTiman	98.0 MHZ	34	578 MHZ	Abba Kasser /66224296
12	Tibesti	BARDAI 016°58'00" E – 21°28'00" N	Relai de Diffusion TVT/RNT de Bardai	98.0 MHZ	21	474 MMHZ	Yousseouf Gorou
13	Lac	BOL 014°43'00" E - 13°28'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Bol	98.0 MHZ	24	498 MHZ	Ibrahim Mbomi Tijo/66212540

14	Mayo Kebbi E	BONGOR 015°22'00" E - 10°17'00" N	Station Régionale TVT/RNT de Bongor	96.0 MHZ	23	490 MHZ	Rémadji Odette /66299828
15	Log. Oriental	DOBA 016°51'00" E - 08°43'00" N	Station Régionale TVT/RNT de Doba	98.0 MHZ	31	554 MHZ	Ganda Tao Hamian/66212540
16	Ennedi Ouest	FADA 021°30'00" E - 17°12'00" N	Station Régionale TVT/RNT de Fada	94.0 MHZ	22	482 MHZ	Mahamat Ali Toki/66245076
17	Sila	GOS-BEÏDA 021°25'00" E - 012°13'00"	Relai de diffusion TVT/RNT Gozbeida	98.0 MHZ	37	602 MHZ	Mahamat Haroun Abgréne /66287389
18	Tandjilé	KELO 015°48'00" E - 09°28'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Kélo	93.0 MHZ	22	482 MHZ	Ousmane Seby/66231248
19	Moyen-Chari	KYABE 018°57'00" E - 09°27'00"	Station TVT/RNT de Kyabé	104.5 MHZ	43	650 MHZ	Bini Gala Ouya /62623562
20	Bar-Elgazal	MOUSSORO 016°30'00" E - 13°39'00" N	Station Regionale de Moussoro	90.6 MHZ	40	626 MHZ	Saleh Mahamat Zene/66343934
21	Mayo Kebbi O	PALA 015°54'00" E - 09°22'00"	Station Régionale TVT/RNT de Pala	92.5 MHZ	32	562 MHZ	Djimet Vanzou Madawalla /66272492 /90627521
22	Mandoul	KOUMRA 017°33'00" E - 08°55'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de koumra	98.0 MHZ	26	514	Fadoul Ahmat Dallah/66269510
23	Hajer Lamis	MASSAKORY 015°44'00" E - 13°00'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Masskry	98.0 MHZ	21	474	Oumar Idriss/66262669
24	Kanem	MAO 015°18'00" E - 14°08'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Mao	98.0 MHZ	26	514	Ahmat Malloum/66304097
25	Guerra	MONGO 018°41'00" E - 12°11'00" N	Relai de diffusion TVT/RNT de Mongo	98.0 MHZ	27	522	Abderamane Adam Rahama 66341693
26	Chari	MASSENYA	Relai de diffusion TVT/RNT de	98.0 MHZ	23	490	Boukar Ngaré /62361890

	Baguirmi	016°10'00" E - 11°24'00' N	Masenya				
27		AMJARASS	Station Régionale TVT/RNT d'Amdjarass	98.0 MHZ	23	490	Hassan Lamé /66413804
28		LAÏ 016°18'00 E-09°24'00 N	Relai de diffusion TVT/RNT de Laï	98.0 MHZ	28	530	Youssouf Djambaye/66291462

Annexe 16 : Le Registre des réclamations excluant les plaintes liées aux EAS / HS

No du dossier	Date de réception de la plainte	Nom de la personne recevant la plainte	Où / comment la plainte a été reçue	Nom et contact du plaignant (si connus)	Contenu de la réclamation (inclure toutes les plaintes, suggestions, demandes de renseignements) et le type	La réception de la plainte a-telle été confirmée au plaignant? (O / N - si oui, indiquez la date, la méthode de communication et par qui)	Date de décision prévue	Résultat de la décision (inclure les noms des participants et la date de la décision)	La décision a-telle été communiquée au plaignant? O / N Si oui, indiquez quand, par qui et par quel moyen de communication	Le plaignant était-il satisfait de la décision? O / N Énoncez la décision. Si non, expliquez	Une action de suivi (par qui, à quelle date)?
										i	
-											

Draft



MoFA GCAP
Ministry of Food Ghana Commercial &
Agriculture Project



Agriculture

West African Food System Resilience Program – Phase 2 (FSRP2) (P178132)

Stakeholder Engagement Plan - Ghana

April 2022

List of Acronyms

Draft

ADB	Agricultural Development Bank	ICT
ADR	Alternative Dispute Resolution	IESS
AfCFTA	Africa Continental Free Trade Area	IFAD
AGRA	Alliance for Green Revolution in Africa	IFC
AGRHYMET	Agriculture, Hydrology and Meteorology	IFDC
APD	Animal Production Directorate	INSTI
ARAP	Abbreviated Resettlement Action Plan	IRI
ARI	Animal Research Institute	LVD
AWPPEA	Agogo Women Plantain Producers and Exporters Association	MBDA
CD	Customs Division	MDAs
CDA	Coastal Development Authority	M&E
CERC	Contingency Emergency Response Component	MEP
CERSGIS	Centre for Remote Sensing and Geographic Information Services	MET
CGRC	Community Grievance Resolution Committee	MMDAs
CLG	Crop Life Ghana	MoF
CORAF	West and Central Africa Council for Agricultural Research and Development	MoFA
CRI	Crop Research Institute	MSA
CSO	Civil Society Organisation	NADMO
CSIR	Council for Scientific and Industrial research	NEDCo
DAs	District Assemblies	NDA
DAES	Directorate of Agricultural Extension Services	NGOs
DCS	Directorate of Crops Services	PAPs
DFSA	Department of Fisheries Science and Aquaculture	PESA
EA	Environmental Assessment	PDO
EAA	Environmental Assessment and Audit	PIU
e-AP	e-Agricultural Programme	PPD
ECG	Electricity Company of Ghana	PPRSD
ECOWAS	Economic Community of West African States	PS
EIA	Environmental Impact Assessment	RAP
EPA	Environmental Protection Agency	RCC

ESIA	Environmental and Social Impact Assessment	RPF	Information Communication Technology
ESF	Environmental and Social Framework		Institute of Environment and Sanitation Studies
		SDF	International Fund for Agricultural Development
	International Finance Corporation		
	International Fertilizer Development Center		
	Institute for Scientific and Technological		
			Information
			Industrial Research Institute
			Land Valuation Division
	Middle-Belt Development Authority		
	Ministries Departments and Agencies		
	Monitoring and Evaluation Plan		Monitoring and Evaluation
	Monitoring and Evaluation Team		
	Metropolitan, Municipal and District		
			Assemblies
	Ministry of Food and Agriculture		Ministry of Finance
	Meteorological Services Authority		
	National Disaster management		
			Organisation
	Northern Electricity Distribution Company		
	Northern Development Authority		
	Non-Governmental Organizations		
			Project Affected Persons
	Preliminary Environmental and Social		
	Program Development Objective		Assessment
	Plant Protection & Regulatory Services		Project Implementing Unit
			Plant Protection Division
			Directorate
			Performance Standard
	Regional Coordinating Council		Resettlement Action Plan
	Resettlement Action Framework		

ESS	Environmental and Social Standards
FAO	Food and Agriculture Organization
FDA	Food and Drugs Board
FoC	Forestry Commission
FA	Farmers Associations
FC	Fisheries Commission
GBV	Gender Based Violence
GCAP	Ghana Commercial Agriculture Project
GDP	Gross Domestic Product
GIDA	Ghana Irrigation Development Authority
GMA	Ghana Meteorological Agency
GNAFF	Ghana National Association of Farmers and Fishermen
GPA	Ghana Police Service
GoG	Government of Ghana
GRC	Grievance Resolution Committee
GRIDCO	Ghana Grid Company Limited
GM	Grievance Mechanism

SEA/SH	Sexual Exploitation Abuse/Sexual Harassment
SEP	Stakeholder Engagement Plan
SIM	Stakeholder Identification Matrix
SLWM	Sustainable Land and Water Management
SRI	Soil Research Institute
TELCO	Telecommunication Companies
ToR	Terms of Reference
UENR	University of Energy and Natural Resources
VC	Value Chains
VSD	Veterinary Services Directorate
FSRP2	West Africa Food System Resilience Program, Phase 2
WBG	The World Bank Group
WIAD	Women in Agriculture Development
WRC	Water Resources Commission
WRI	Water Resources Institute
WUA	Water Users Association

Table of Contents

1.0	INTRODUCTION	1
1.1	BACKGROUND	1 1.2
	PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE SEP	2 1.3
	REPORT ORGANISATION	2
2.0	STAKEHOLDER ENGAGEMENT STANDARDS	4
2.1	NATIONAL REQUIREMENTS	4 2.2
	WORLD BANK GROUP'S ENVIRONMENTAL AND SOCIAL FRAMEWORK	5 2.3
	COMPARISON OF THE WORLD BANK ESS10 WITH NATIONAL REQUIREMENTS	6
3.0	FSRP2 DESCRIPTION	7
3.1	BACKGROUND	7 3.2
	OVERVIEW OF FSRP2	7 3.3
	PROGRAM DEVELOPMENT OBJECTIVES	8 3.4
	PROGRAM COMPONENTS	9
3.4.1	Component 1: Digital Advisory Services for Agriculture and Food Crisis Prevention	9
3.4.2	Sustainability and Adaptive Capacity of Food System's Productive Base	10
3.4.3	Component 3: Market Integration and Trade	11
3.4.4	Component 4: Contingency Emergency Response Component	12
3.4.5	Component 5: Project Management	12
3.5	IMPLEMENTATION TARGET AREAS	12
3.5.1	Ashanti Region	12
3.5.2	Bono East Region	12
3.5.3	Central Region	12
3.5.4	Eastern Region	12
3.5.5	Greater Accra Region	13
3.5.6	Savannah Region	13
3.5.7	Upper East Region	13
3.5.8	Volta Region	13
3.6	PROGRAM COMPONENTS REQUIRING LAND TAKE	15 4.0
	SOCIO-ECONOMIC BASELINE CONDITIONS	17 4.1
	METHODOLOGY FOR DATA COLLECTION	17 4.2
	GENERAL COUNTRY CHARACTERISTICS	18
4.2.1	Youth in Agricultural Households	21
4.2.2	Youth 15-35 Years – Ghana's Definition	22
4.2.3	Educational Attainment and Literacy.....	22
4.2.4	Relationship to Head of Agricultural Households	22
4.2.5	Marital Status	22
4.2.6	Nationality of Agricultural Household Members	22
4.2.7	Persons with Disability	22
4.2.8	Size of Agricultural Households	24
4.2.9	Main Activity of Agricultural Holders	24

4.3	SURFACE WATER RESOURCES	24
4.3.1	Lower Volta Basin Area - Surface Water	24
4.3.2	White Volta Basin Area - Surface Water	26
4.4	LAND USE, OWNERSHIP AND DEGRADATION	27
4.4.1	Lower Volta Basin Area – Land Use	28
4.4.2	White Volta Basin Area - Land Use	28
4.5	AGRO-ECOLOGICAL ZONES IN THE VOLTA BASIN OF GHANA	29
	THE NDA REGIONS	29
4.6.1	Socio-Cultural Environment	32
4.6.2	Land Tenure	32
4.6.3	Gender and Vulnerable Groups Issues	33
4.7	MAJOR FARMING SYSTEMS IN GHANA	36
4.7.1	The Bush Fallow System	36
4.7.2	The HUZA Farming System	36
4.7.3	The Permanent Systems	36
4.7.4	The Mixed Farming System	36
4.8	CROPPING SYSTEMS IN THE VOLTA BASIN OF GHANA	36
4.8.1	Sudan Savanna Zone.....	36
4.8.2	Guinean Savanna Zone	37
4.8.3	Forest Savanna Transitional Zone	37
4.8.4	Deciduous Forest Zone	37
4.9	CROP HUSBANDRY PROCESSES AND ACTIVITIES	37
4.9.1	Sudan Savanna Zone.....	37
4.9.2	Guinea Savanna Zone	37
4.9.3	Forest Savanna Transitional Zone	38
4.9.4	Deciduous Forest Zone	38
4.10	LIVESTOCK PRODUCTION	39
4.10.1	Sudan Savanna and Guinea Savanna Zones	39
4.10.2	Forest Transitional Savanna Zone	39
4.10.3	Deciduous Zone	39
5.0	STAKEHOLDER IDENTIFICATION AND ANALYSIS	40
	STAKEHOLDER MAPPING	40
	STAKEHOLDER ANALYSIS	48
5.2.1	Stakeholder Interest Justification	48
5.2.2	Analysis of “Influence-Importance” Relations of Stakeholders	48
6.0	PREVIOUS STAKEHOLDER ENGAGEMENT ACTIVITIES	50
6.1	ENGAGEMENT PLANNING AND STAKHOLDER CONSULTATIONS	50
6.1.1	Stakeholder Notification	50
6.1.2	Engagement Plan	51
	HIGHLIGHTS OF CONSULTATIONS	53
6.2.1	Format of Meetings	53
6.2.2	Outcomes of Consultations	53

7.0 STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAM	57 7.1
PROJECT STAKEHOLDER NEEDS	57 7.2
ENGAGEMENT PLAN	57 7.3
INFORMATION DISCLOSURE	63
8.0 RESOURCES AND RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION	66
9.0 GRIEVANCE MECHANISM	68 9.1
PURPOSE OF GRIEVANCE MECHANISM	68
9.2 GRIEVANCE PROCESS	68 9.3
SETTLEMENT OF DISPUTES	70
9.3.1 Settlement by Negotiation	70
9.3.2 Settlement by Mediation	70
9.3.3 Settlement by Arbitration	70
9.3.4 Appeal to Court	70
9.3.5 International Experts	71
9.4 SEXUAL EXPLOITATION AND ABUSE AND SEXUAL HARASSMENT	71
9.5 GRIEVANCE UPTAKE FORM	73
10.0 MONITORING AND REPORTING	74 10.1
OBJECTIVE OF MONITORING AND EVALUATION	74
10.2 PURPOSE AND RESPONSIBILITY OF INTERNAL M&E	74
10.3 PARTICIPATORY MONITORING AND EVALUATION PLAN INDICATORS	75
10.4 REPORTING	75
APPENDICES	76

List of Figures

Figure 3.1	Map of Ghana showing FSRP2 Project Areas and Communities	14
Figure 4. 1	Agriculture, Industry and Services Statistics in Ghana	21
Figure 4. 2	Land Use Map of the Lower Volta Basin (2003, 2005)	26
Figure 4. 3	Map Showing the Agro-Ecological Zones of Ghana and Burkina Faso	30
Figure 4. 4	NDA's Agricultural Network	31
Figure 9. 1	Grievance/Dispute Management Mechanism	71
Figure 9. 2	SEA/SH Mechanism	73

List of Tables

Table 4. 1	Regional Distribution of Targeted Program Areas	17
Table 4. 2	Surface Water Flow of the Lower Volta of Ghana	24
Table 5. 1	Categorization of Stakeholders	40
Table 5. 2	Stakeholder Identification Matrix	44
Table 5. 3	Stakeholder Influence-Importance Matrix.....	48
Table 5. 4	Explanation of the Influence-Importance Matrix	48

Table 6. 1	Key Contact Person for Various Stakeholders	50
Table 6. 2	Stakeholder Engagement Plan	51
Table 6. 3	Major Highlights from Engagement	53
Table 7. 1	Stakeholder Engagement Needs	57
Table 7. 2	Stakeholder Engagement Plan Outline for E&S Assessment	59
Table 8. 1	SEP Implementation Budget	66

Draft

1.0 INTRODUCTION

1.1 Background

The Government of Ghana (GoG) through the Ministry of Food and Agriculture (MoFA) in collaboration with Economic Community of West African States (ECOWAS) and the World Bank is undertaking the second phase of the West African Food System Resilience Program (FSRP2) under the World Bank MultiPhase Programmatic Approach (MPA). The Program includes three regional institutions: Economic Commission of West African States (ECOWAS), The Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS), and the West and Central African Council for Agricultural Research and Development (CORAF). Phase 1 FSRP2 countries include Burkina Faso, Mali, Niger, and Togo. Phase 2 countries are Chad, Ghana, and Sierra Leone. The Program is expected to end December 2030. Ghana will implement the program for 5 years (expected end date December 2026) with a financing envelope of US\$100 Million.

The FSRP2 focuses on building resilience to climate change in Africa's food security adapted in the context of the West African Region's specific set of insecurity drivers. The proposed intervention logic builds on the 2019 Africa Food Security Leadership Dialogue (AFSLD).¹

The Program development objective (PDO) is to strengthen regional food system risk management, improve the sustainability of the productive base in targeted areas and to develop regional agricultural markets. The focus will be on investments in resilience creation to enable the food sector to exploit its significant potential as an engine for poverty alleviation, job creation and provider of healthy and nutritious food. The five key components of the Program (with regional and national sub-components) include:

- 1) Digital advisory services for agriculture and food crisis prevention and management;
- 2) Sustainability and adaptive capacity of the food system's productive base;
- 3) Market integration and trade;
- 4) Contingent emergency response component; and 5) Project management.

The FSRP2 is prepared under the World Bank Environmental and Social Framework (ESF) which requires the Borrower to comply with the applicable Environmental and Social Standards (ESSs). The World Bank safeguard policies require that MoFA assesses and mitigates the potential environmental and social impacts of proposed activities under the Program. This also applies to the national Environmental Assessment (EA) Regulations (LI 1652), which require such undertakings undergo the required assessment.

Preliminary assessment shows the Program triggers eight (8) World Bank ESSs, comprising ESS1, ESS2, ESS3, ESS4, ESS5, ESS6, ESS8, and ESS10. The ESS10 advocates for effective stakeholder engagement, information dissemination and disclosure at all stages and with all stakeholders as a way to improve the

¹ This dialogue was held in Kigali, Rwanda in August 2019 to catalyse collective efforts to deal with hunger and vulnerability to climate change in Africa. It was hosted by the Government of Rwanda and was organized by core partners that included the African Union Commission (AUC), the World Bank, Food and Agriculture Organization (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), and African Development Bank Group (AfDB). The AFSLD process was started to help galvanize actions and financing to address Africa's food security challenges.

environmental and social sustainability of projects, enhance project acceptance, and make significant contribution to successful project design and implementation.

1.2 Purpose and Objective of the SEP

The ESS10 of the World Bank ESF and the EA Regulations of Ghana provide the general framework and procedures for planning and conducting stakeholder engagement activities for any proposed project; and recognize the importance of open and transparent engagement with project stakeholders as an essential element of EA good practice.

Stakeholder engagement is described by the ESS10 as an inclusive process conducted throughout the project life cycle. This must be properly designed and implemented to support the development of strong, constructive and responsive relationships, important for the successful identification and management the environmental and social risks and impacts of projects under the program.

The stakeholder engagement activities will be initiated at the early stages of all project development processes to be effective as an integral part of project preparation, planning and decision-making on risks and impacts. Effective consultation, participatory approaches and information disclosure promote stakeholder and community ownership and collaboration and help to:

- Establish a systematic approach to identifying and engaging stakeholders to help build and maintain constructive relationships, particularly with project-affected parties;
- Assess the level of stakeholder interests and support to enable their views taken into account in project design and social performance;
- Promote and provide means for effective and inclusive engagement with project-affected parties throughout the project life cycle;
- Ensure that appropriate project information on environmental and social risks and impacts is disclosed to stakeholders in a timely and appropriate manner and format; and
- Provide project-affected parties with accessible and inclusive means to raise issues and grievances, which will be appropriately responded to and grievances managed.

This SEP will facilitate the establishment of general principles and procedures to guide the identification of relevant stakeholders and to plan for engagement once a project location is specified or known.

1.3 Report Organisation

This draft SEP report has been organized into eight (8) sections as follows:

- Chapter 1: Introduction
- Chapter 2: Stakeholder engagement standards
- Chapter 3: Project description
- Chapter 4: Socio-economic baseline condition
- Chapter 5: Stakeholder identification analysis
- Chapter 6: Previous stakeholder engagement activities
- Chapter 7: Stakeholder engagement program
- Chapter 8: Resources and responsibility for implementation

- Chapter 9: Grievance mechanism
- Chapter 10: Monitoring and reporting

Draft

2.0 STAKEHOLDER ENGAGEMENT STANDARDS

2.1 National Requirements

The requirement for stakeholder participation in the impact assessment process is underscored in the Environmental Assessment Regulations, 1999 (LI 1652) of Ghana. This is required at every stage of and throughout the process – the Initial Assessment, Preliminary Environmental Assessment, Scoping, Environmental and Social Impact Assessment and Strategic Assessment stages, etc. Certain stages, however, have elaborate procedures to follow such as serving scoping notices to announce the commencement of an ESIA process for transparent and inclusive purposes.

The requirement for stakeholder participation in the impact assessment process is underscored in the Environmental Assessment Regulations, 1999 (LI 1652) of Ghana. This is required at every stage of and throughout the process – the Initial Assessment (Regulation 5(c)), Scoping (Regulation 12(k)), and Environmental and Social Impact Assessment stage, etc. (Schedule 4). Certain stages, however, have elaborate procedures to follow such as serving scoping notices (Regulations 15 and 16(3) and Schedule 3) to announce the commencement of an ESIA process for transparent and inclusive purposes.

There is also a provision in LI 1652 for Public Hearing (Regulation 17), when certain conditions are triggered, such as a strong adverse public reaction to a proposal, or where there is the need for resettlement, or the project could have extensive effects on the environment, people and communities. In certain cases, a Public Hearing could be held for a proposed project even at the scoping stage, where the scale of the project and its impacts are considered very significant and of special adverse nature at the onset.

The Data Protection Act, 2012 (Act 843) sets out the rules and principles governing the collection, use, disclosure and care for personal data or information by a data controller or processor. Therefore, the right of individuals' information will be respected and their information will not be disclosed without their consent. The collection of personal information will adhere to the data protection principles set out in the Act, Section 17 – 23. The Right to Information Act, 2019 (Act 989) also requires the right to access to information. It is meant to ensure Ghanaians have access to governance or official information from public offices on request and without request. Stakeholders have the right to ask for information on the program and will be briefed accordingly at the start of the engagement and throughout.

The National Gender Policy overarching goal is to mainstream gender equality concerns into the national development processes by improving the social, legal, civic, political, economic and socio-cultural conditions of Ghanaians, particularly women, girls, children, the vulnerable and others with special needs, persons with disability and the marginalized. In this regard, FSRP2 will make provisions to ensure that activities under the program are focused and provide equal opportunity for all in line with section 4.2 of the policy.

The roles and inputs of stakeholders in the case of the FSRP2 will constitute an integral part of good industry and international best practices of the assessment process. This will inform the identification of stakeholders and the maintenance of good relationship, including information disclosure. Stakeholder involvement will also afford the opportunity to review the appropriateness of mitigation and other safeguards measures, and management and monitoring arrangements. Furthermore, it will support

ongoing awareness creation and stakeholder engagement prior to the development of any sub-project under the various components.

2.2 World Bank Group's Environmental and Social Framework

The World Bank Group's Environmental and Social Framework (ESF) Standard 10 addresses the requirements for stakeholder consultation as part of the EA process. Stakeholder Engagement and Information Disclosure recognise the importance of open and transparent engagement between the project proponent and project stakeholders as an essential element of good international practice. Effective stakeholder engagement can improve the environmental and social sustainability of projects, enhance project acceptance, and make a significant contribution to successful project design and implementation.

The key requirements of ESS10 are the following:

- Borrowers will engage with stakeholders throughout the project life cycle, commencing such engagement as early as possible in the project development process and in a timeframe that enables meaningful consultations with stakeholders on project design. The nature, scope and frequency of stakeholder engagement will be proportionate to the nature and scale of the project and its potential risks and impacts.
- Borrowers will engage in meaningful consultations with all stakeholders.
- Borrowers will provide stakeholders with timely, relevant, understandable and accessible information, and consult with them in a culturally appropriate manner, which is free of manipulation, interference, coercion, discrimination and intimidation.
- The process of stakeholder engagement will involve the following, as set out in further detail in this ESS: (i) stakeholder identification and analysis; (ii) planning how the engagement with stakeholders will take place; (iii) disclosure of information; (iv) consultation with stakeholders; (v) addressing and responding to grievances; and (vi) reporting to stakeholders.
- The Borrower will maintain and disclose as part of the environmental and social assessment, a documented record of stakeholder engagement, including a description of the stakeholders consulted, a summary of the feedback received and a brief explanation of how the feedback was taken into account, or the reasons why it was not.

A Stakeholder Engagement Plan proportionate to the nature and scale of the project and its potential risks and impacts needs to be developed by the Borrower. It has to be disclosed as early as possible, and before project appraisal, and the Borrower needs to seek the views of stakeholders on the SEP, including on the identification of stakeholders and the proposals for future engagement. If significant changes are made to the SEP, the Borrower has to disclose the updated SEP.

The Borrower should also propose and implement a grievance mechanism to receive and facilitate the resolution of concerns and grievances of project-affected parties related to the environmental and social performance of the project in a timely manner.

2.3 Comparison of the World Bank ESS10 with National Requirements

National requirements highlight the need for owners/occupiers of affected land for development to be formally notified at least a week in advance of the intent to enter and be given at least 24 hours' notice before actual entry. The WB ESS10 on the other hand provides for project-affected persons, host

communities, etc. to be consulted and the opportunities to participate in the planning, implementation, and monitoring of the resettlement program, including determining eligibility for compensation and for establishing appropriate and accessible grievance mechanisms.

The WB ESS10 also recognises the importance of open and transparent engagement between a proponent embarking on a project and the project stakeholders as an essential element of good international practice. The Environmental Assessment Regulations, 1999 (LI 1652), Sections 15 and 17 require a proponent to initiate a public information and consultation program for the area likely to be affected by the proposed project.

There are gaps between the national and international requirements. Consultation procedures throughout the project cycle shall be implemented in accordance with ESS10. These shall cover affected persons and host communities (where applicable). Non-governmental organizations (NGOs) and community leaders will be involved as appropriate. Opportunities will be provided to participate in the planning, implementation, and monitoring of the resettlement program, and in particular in respect of compensation measures, additional livelihood restoration proposals and the timing of activities. All relevant documents shall be disclosed in a format and at locations accessible to affected persons and for a reasonable minimum period. These include project designs, mitigation and compensation measures, progress on implementation, and changes in designs. Grievance procedures need to be established to avoid claimants having to go to law.

3.0 FSRP2 DESCRIPTION

3.1 Background

ECOWAS is home to more than 360 million people of whom about 55% live in rural areas. Most derive their food and livelihood from agriculture, which contributes approximately 29% of gross domestic product (GDP) and constitutes 28% of total exports of ECOWAS by value. More than 30% of the population remains in poverty (below US\$1.90 PPP per day) and around 60% of the poor derive their livelihoods in part or entirely from agriculture. Climate change, extreme poverty, rapid population growth and insecurity are driving high levels of vulnerability of communities throughout the sub-region. West Africa is also a climate change migrant hotspot globally, projected to reach between 17.9 million and 54.4 million people.

As of April 2020, 11.4 million people in West Africa were severely food insecure and the number was projected to rise to 17 million by August 2020, not considering likely major disruptions by COVID-19 and a possible spill over of the locust outbreak in Eastern Africa. COVID-19 driven trade restrictions are threatening to trigger price spikes in the large food import-dependent region and mobility restrictions have had immediate effects on food supply and demand, with strong expected impacts on food security and nutrition outcomes. ECOWAS and member states are deploying responses and focusing efforts to preserve and increase domestic production to secure the next harvest of key staples, anticipating further restrictions in international trade should the pandemic worsen.

Agriculture is an engine of growth and poverty alleviation in Africa. Africa has experienced faster agricultural growth (+4.6% over 2000-2017) than the global average over the same period (+2.9%). There is further headroom as African agriculture could be 2-3 times more productive if it intensified further with demand for food being projected to grow by 4.6% per annum. This growth presents significant economic opportunities but also raises pressure on production to deliver sufficient food with shrinking per capita endowments of natural resources.

There is, therefore, the need to develop food systems that will support nations meet the growing demand for food, while adequately mitigating, diversifying and transferring production risks faced by the already shrinking natural resources in the face of climate change experienced in the region. It is against this background that the FSRP2 was developed. Implementation of FSRP2 is particularly important for Ghana's food and nutrition security due to the uncertainty of the nature and severity of COVID-19 impacts across the agricultural value chains (VCs).

3.2 Overview of FSRP2

The GoG through MoFA in collaboration with ECOWAS and the World Bank is undertaking the FSRP2 under the World Bank MPA Instrument. The Program includes three regional institutions: Economic Commission of West African States (ECOWAS), The Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS), and the *West and Central African* Council for Agricultural Research and Development (CORAF). Phase 1 FSRP2 countries include Burkina Faso, Mali, Niger, and Togo. Phase 2 countries are Chad, Ghana, and Sierra Leone. The Program is expected to end in December 2030. Ghana will implement the program for 5 years (expected end date December 2026) with a financing envelope of US\$100 Million.

The program focuses on building resilience to climate change in Africa's Food security adapted in the context of the West African Region's specific set of insecurity drivers. This program proposed intervention

logic builds on the 2019 Africa Food Security Leadership Dialogue.² The Program hinges on three thematic pillars which are: 1) Agriculture and food crisis prevention and management, 2) sustainability and adaptive capacity of the food system's productive base and 3) market integration and trade.

3.3 Program Development Objectives

The main PDO of the FSRP2 is to strengthen regional food system risk management, improve the sustainability of the productive base in targeted areas and to develop regional agricultural markets. The agricultural priority focus of Ghana in this program aligns with regional priorities outlined in the regional agricultural policy for West Africa with greater integration in markets in the sub-region. The specific PDOs are:

- To establish risk management architecture to provide early warning support to value chain actors at national and regional level;
- To scale up dissemination, adoption and capacity building programmes focused on regional and national priority commodities;
- To develop, expand and maintain areas under Sustainable Land and Water Management (SLWM);
- To strengthen partnership among actors in priority value chains; and
- To facilitate and promote regional trade in inputs and output of targeted value chains.

The primary beneficiaries are the producers, aggregators, traders and all actors of the selected VCs. Other beneficiaries include key participants in establishing, managing and dissemination risk management data and information as well as researchers, public and private extension service and advisory agencies, research institutions, universities, private sector, Non-Governmental Organisations (NGOs), trade associations, financial Institutions and government agencies involved in value chain management.

The following are the proposed PDO level outcome indicators:

- Strengthened regional food crisis prevention and management systems are used for decision making;
- Total number of project beneficiaries;
- Producers adopting supported agricultural technologies and services, including access to agrometeorological information through digital channels (by gender);
- Area under sustainable and integrated land management practices; and • Countries implementing regional trade policy in targeted input and output VCs.

3.4 Program Components

The Program has 5 components based on current food insecurity crisis towards more medium to longterm investments aimed at building the resilience of the food system and its productive base. The components comprise:

² This dialogue was held in Kigali, Rwanda in August 2019 to catalyse collective efforts to deal with hunger and vulnerability to climate change in Africa. It was hosted by the Government of Rwanda and was organized by core partners that included the African Union Commission (AUC), the World Bank, Food and Agriculture Organization (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), and African Development Bank Group (AfDB). The AFSLD process was started to help galvanize actions and financing to address Africa's food security challenges.

- 1) Strengthening digital advisory services for agriculture and food crisis prevention and management;
-
- 2) Securing the sustainability and adaptive capacity of the food systems productive base, natural resource base and scaling up Climate Smart Agriculture;
 - 3) Developing regional value chains and integration of food trade corridors; 4) Contingency Emergency Response Component (CERC); and 5) Project management.

3.4.1 Component 1: Digital Advisory Services for Agriculture and Food Crisis Prevention

This component will establish decision support systems to prevent and manage agriculture and food crisis and response by integrating data and leveraging cutting edge science, innovation and technologies. Also, regional capacity will be strengthened and institutional sustainability as well as private sector engagement enhanced to provide demand-driven digital advisory services. The two sub-components are:

- Regional Sub-component 1.1 – Upgrading food crisis prevention and monitoring systems; and
- National Sub-component 1.2 – Strengthening creation and provision of digital advisory services for farmers.

Sub-Component 1.1: Upgrading Food Crisis Prevention & Monitoring Systems

This aims to transform the regional food and agriculture risk management architecture (food security relevant data collection, analysis, forecast and management) in order to provide information and advisory services to support risk management decisions. This would be done by strengthening the capabilities, coordination and organization of agriculture, hydrology and meteorology (AGRHYMET) and other institutions mandated to fulfil these functions at the regional level as well as systematically engaging the private sector. It will also support:

- Regional institutional capacity for monitoring and delivering information services on food security including through the “Cadre Harmonisé”;
- Strengthening the existing regional agriculture information system by integrating regional multidimensional vulnerability data information systems to support decision making through improved advisory, Hydromet and early warning services;
- Reorganizing existing and developing new pest and disease monitoring and management mechanisms; and
- Regional collaboration through the facilitation of the regionally harmonized approaches in relation to the above including development of a learning platform for national climate information providers (public & private).

Institutions will be supported with improved ground-based data collection systems and high-end digital tools such as satellites, ground stations, weather stations, last-mile radio systems, flowmeters, drones, barometer, computer processors, etc.

Sub-Component 1.2: Strengthening Creation and Provision of Digital Advisory Services

This aims to increase access to and use of location-specific information relevant to food security by decision makers and farmers via national extension systems. This sub-component will include:

- Capacity building and institutional strengthening activities for Hydromet and Agromet service providers (public and private) at the national level;

- Enhancing the national capability to observe Hydromet phenomena to supplement regional and global weather data and infrastructure;
- Development and provision of impact-based forecasting, warning and advisory services to respond to the demands of the agriculture and food security;
- Support the timely delivery of agro-meteorological information to farmers using multi-modal channels including ICT in partnership with the private sector; and
- Support to the development of climate information that can better inform the development of agriculture and risk financing instruments.

3.4.2 Sustainability and Adaptive Capacity of Food System's Productive Base

This component targets the resilience of agro-sylvo-pastoral production systems allowing small and medium producers, especially women and youth, to sustainably meet their nutritional needs and raise incomes from the sale of surpluses in local and regional markets. This would be achieved through:

- Adapting and adopting technologies, innovation and knowledge to counter the evolving challenges of the food system; and
- Building resilience in food insecurity priority areas through multisectoral interventions including better access to innovation and technologies.

The two sub-components are:

- Regional Sub-component 2.1 – Adapting and adopting innovations and technologies for resilient food systems; and
- National Sub-component 2.2 – Strengthen food security through sustainable practices in targeted areas.

Sub-Component 2.1: Adapting and adopting Innovations and Technologies for Resilient Food Systems

This aims to strengthen the regional research and extension systems to deliver, in a sustainable manner, improved technological innovations including climate-smart, nutrition-sensitive, gender- and youth friendly technologies. Specifically, the sub-component would strengthen the capacity of the regional agriculture research system to fine tune existing technologies and accelerate technology transfer at the regional level from national research programs. The project will place emphasis on harnessing disruptive technologies with the objectives of:

- Improving advisory and information service provision for boosting agricultural productivity; Enhancing market linkages;
- Improving farmers' financial inclusion; and
- Providing data analytics and agriculture intelligence solutions backed by data infrastructure, remote sensing and mapping technologies, precision agriculture tools, and computing power, etc.

This sub-component will scale up the introduction of digital agriculture (E-extension, electronic markets for agriculture technologies, inputs and products), support the strengthening of the seed system, soil fertility management (development of soil maps, promotion of soil testing, monitoring of soil fertility and introduction of targeted fertilizer blending). These activities may not require land acquisition.

Sub-component 2.2 will sustainably improve rural households' food security and their resilience to climate variability in targeted areas. Proposed interventions like land and watershed restoration, floodplains

restoration, water mobilization and irrigation developments and delivery of farm/community level CSA packages of technologies will be coordinated through spatial/participatory planning and management at the watershed level.

3.4.3 Component 3: Market Integration and Trade

This component will seek to expand food trade in West Africa to enable an effective distribution of surplus produce to deficit regions and facilitate production and commercialization of agricultural inputs and technologies within and across national borders. The 2 sub-components are:

- Regional Sub-component 3.1 – Facilitate trade across key corridors and consolidate food reserve system; and
- National Sub-component 3.2 – Support to Development of Strategic Value Chains.

Sub-component 3.1 will support the implementation of sound regional regulations and policies to strengthen the regional agricultural and food input and output markets.

Sub-component 3.2 will support the development of up to three VCs per participating country, focusing on backward and forward segments of priority staple crops and short cycle livestock VCs, with the potential for tangible positive impacts on regional food security.

3.4.4 Component 4: Contingency Emergency Response Component

This component will allow for a reallocation of credit proceeds from other components to provide immediate emergency recovery support following an eligible crisis or emergency.

3.4.5 Component 5: Project Management

Project management will be coordinated by ECOWAS, which would delegate technical work to the relevant mandated organizations (principally AGRHYMET and CORAF).

3.5 Implementation Target Areas

The FSRP2 will be implemented in selected district in eight (8) regions of Ghana. The proposed regions are as follows:

• Ashanti	• Greater Accra
• Bono East	• Upper East
• Central	• Savannah
• Eastern	• Volta

3.5.1 Ashanti Region

Districts to benefit from the Project in the Ashanti Region include:

• Ejura Sekyedumase	• Asante Akyem North
• Sekyere Central	• Offinso North
• Sekyere Afram Plains	

3.5.2 Bono East Region

Districts in the Bono East Region where some Project activities will be implemented include:

- Techiman North
- Techiman South
- Atebubu Amantin
- Nkoranza North
- Nkoranza South
- Sene West

3.5.3 Central Region

The identified district in the Central Region to benefit from the Project is the Effutu District.

3.5.4 Eastern Region

The identified district to benefit from the Project in the Eastern Region is the Lower Manya Krobo District.

3.5.5 Greater Accra Region

The Project will be implemented on the Accra Plains mainly the Shai Osudoku and Kpone Katamanso Districts, specifically the Kpong Irrigation Scheme and the Kpong Left Bank Irrigation Project.

3.5.6 Savannah Region

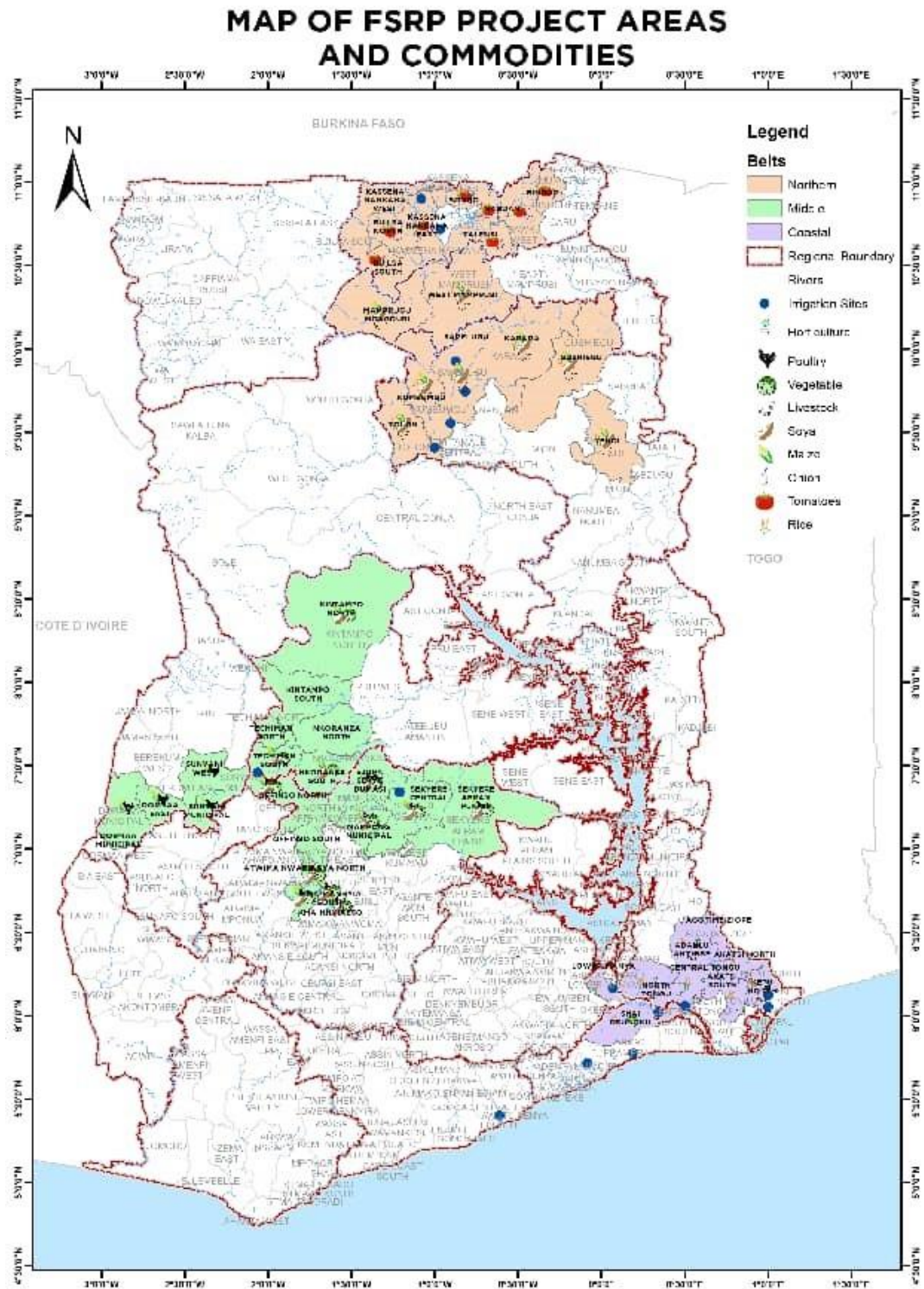
In the Savannah Region the project will be implemented in the Forest Transition and Guinea Savannah areas covering 27,810km² of land and a population of and 834,787 persons.

3.5.7 Upper East Region

The Project will be implemented within the White Volta Basin area covering 12,000km² with a population of about 1.4 million in the Upper East Region of Ghana.

3.5.8 Volta Region

In the Volta Region the Project will be implemented in the Agotime Ziope, Adaklu Anyingbe, Central Tongu, North Tongu, and Ketu North Districts.



3.6

Figure 3.1: Map of Ghana showing FSRP Project Areas and Communities

Program Components Requiring Land Take

A review of the Project components/sub-components was carried out with the view to identifying which ones would potentially require land take or acquisition of any form during implementation. The Table 3.1 shows the components of the Project whose implementation could require land acquisition, hence could raise resettlement issues.

Table 3.1 *Identified Project Components Requiring Land for Implementation*

Components	Sub-Components	Project Activities Requiring Land
1.0: Digital advisory services for agriculture and food crisis prevention and management	1.1: Regional Level Upgrading food crisis prevention and monitoring systems	Establishment of Weather Stations and Ground Stations, etc. for information delivery services on food security may require acquisition of land
	1.2: National Level Strengthening creation and provision of digital advisory services for farmers	Establishment of Weather Stations and Ground Stations, etc. components for information delivery services on food security may require acquisition of land
2.0: Sustainability and adaptive capacity of the food system's productive base	2.1: Regional Level Adapting and adopting innovations and technologies for resilient food systems	Harnessing measures to boost agriculture productivity, gender- and youth friendly technologies, extension systems, the seed system, soil fertility, mechanization services, market linkages, and digital agriculture could lead to huge agricultural expansion through conversion of other land use types and acquisitions.
	2.2: National Level Strengthen food security through sustainable practices in targeted areas	Proposed interventions such as watershed and floodplains restoration, water mobilization and irrigation developments, and land development including grazing reserve/corridor would require substantial land and acquisition of access rights, like easements or rights of way.
3.0 Market Integration and Trade	3.1: Regional Level Facilitate trade across key corridors and consolidate food reserve system	Expansion of food trade in West Africa enabling effective distribution of food produce to deficit regions could potentially lead to unwholesome food due to transit challenges, which may require land for disposal of food waste
	3.2: National Level Support to development of strategic, priority staple crops and short cycle livestock value chains	Land would be required for potential expansion in the priority staple crops and short cycle livestock sectors. Facilitation of the production and commercialization of agricultural inputs and technologies would require land for setting up seeds, fertilizers, veterinary product industries

4.0: Contingency emergency response component	Reallocation of credit proceeds from other components to provide immediate emergency recovery support following an eligible crisis	Land not required for implementation
5.0: Project management	Coordination of the Project management by ECOWAS	Land not required for implementation
	involving delegation of technical work to mandated organizations	

Draft

4.0 SOCIO-ECONOMIC BASELINE CONDITIONS

This section presents a description of the existing environment, comprising mainly socio-economic conditions of the proposed project areas and the country generally. The chapter will also present information on socio-demographic characteristics of the agricultural population of Ghana, including issues of land tenure system in a gender disaggregated data. The targeted areas are within the Lower Volta Basin, the White Volta Basin (which traverses the NDA regions), the Forest Transition and Guinea Savannah zones, and to a limited extent, areas in the Eastern, Greater Accra and Central regions (Table 4.1).

Table 4.1 Regional Distribution of Targeted Program Areas

Target Area of Intervention	Region	Districts	
Target Area 1 – Lower Volta Basin (covering 6,950km ² with 565,330 population)	Volta Region	Agotime Ziope Adaklu Anyingbe Central Tongu	North Tongu Ketu North
	Eastern Region	Lower Manya Krobo	
	Greater Accra Region	Shai-Osudoku	
Target Area 2 – White Volta Basin (covering 12,000km ² with 1.4million population)	Upper East Region North-East Region Savannah Region Northern Region	Not yet identified	
Target Area 3 - Forest Transition and Guinea Savannah areas (covering 27,810km ² and 834,787 population)	Bono East Region	Techiman North Techiman South Atebubu Amantin	Nkoranza North Nkoranza South Sene West
	Ashanti Region	Ejura Sekyedumase Asante Akyem North Sekyere Affram Plains	Sekyere Central Offinso North

The other intervention regions are Central and Savannah Regions.

4.1 Methodology for Data Collection

The methods used for gathering data included document review, institutional consultations through virtual meetings, e-mails, phone calls and text messages as well as secondary data gathered by some project stakeholders. An account mainly of the existing socio-economic conditions including the following were assembled:

- Land use categories;
- Land acquisition and tenure system;
- Socio-economic activities and farming systems;
- Heritage and cultural resources; and
- Ethnic groups.

The general hydrological, topographic, water resources and eco-climatic conditions of the country and the intervention areas are also described.

4.2 General Country Characteristics

The Republic of Ghana has an area of 239,540km² with a total border of 2,093km (including 548km with Burkina Faso to the north, 688km with Cote d'Ivoire to the west, and 877km with Togo to the east). It has a coastline of 539km on the Gulf of Guinea (the Atlantic Ocean). The country is divided into 16 administrative regions and 170 districts.

The country is characterized by fairly low relief with few areas of moderate elevation in the north and east. The land is generally 600m above sea level. Physiographic regions include the coastal plains, the forest dissected plateau, and high hill tops which are important ecological sub-systems in a generally undulating terrain. At the southern and northern margins of the Volta Basin, there are two prominent areas of highland – the Kwahu Plateau, and the Gambaga Escarpment. On the eastern margins of the Volta Basin is a relatively narrow zone of high mountains running in a south-west to north-east direction with the Akwapim, Buem, Togo Ranges registering the highest point (Mt. Afadjato) in the country.

Average rainfall over the country is about 1,260mm/year, but ranges from 890mm/year in the coastal zone near Accra to 2,030mm/year in the southwestern rainforests. The rainfall is bi-modal in the southwestern forest zone, giving a major and a minor growing season; elsewhere, a unimodal distribution gives a single growing season from May to October. Except for the southwestern zone, the reliability of the rainfall, particularly after crop germination, is a major factor affecting crop growth and agriculture in general.

The poverty trends between 1992 and 2013 Ghana's national level of poverty fell by more than half from 56.5% to 24.2%, thereby achieving the Millennium Development Goal (MDG) 1 target. However, the annual rate of reduction of the poverty level slowed substantially from an average of 1.8% points per year in the 1990s to 1.1% point per year reduction since 2006. Conversely, the rate of reduction of extreme poverty has not slowed since the 1990s and progress in cutting extreme poverty was achieved since 2006 (cut from 16.5% to 8.4%). This means that relatively more progress has been made for the extreme poor in recent years than those living close to the poverty line.

Households in urban areas continue to have a much lower average rate of poverty than those in rural areas (10.6% vs 37.9%). However, urban poverty has dropped in recent years much faster than rural poverty and as a result the gap between urban and rural areas has doubled with rural poverty now almost 4 times as high as urban poverty compared to twice as high in the 1990s.

At the regional level, the Northern, Upper East, and Upper West regions continue to have the highest poverty rates. However, substantial progress has been achieved since 2006 in the Upper East region as poverty has dropped from 72.9% in 2006 to 44.4% in 2013. Northern region is of great concern because of its high level of poverty fall from 55.7% to 50.4%. Since the 1990s overall, the Northern Region has seen the smallest progress in poverty reduction. This is a major issue for the country given that the Northern Region now makes up the largest number of poor people of all the regions in Ghana (1.3 million). Although the proportion of people living in poverty has declined by a quarter since 2006, the number of people living in poverty has only declined by 10% (from 7 million to 6.4 million), meaning that poverty reduction is not keeping pace with population growth.

For child poverty, there are still 3.5 million children living in poverty today which accounts for about 28.3% of all children. It's estimated that a child is almost 40% more likely to live in poverty than an adult.

In Ghana, gender division varies across different ethnic groups. Among the Akan, women assume the basic domestic and childcare roles with both genders assume responsibility for basic agriculture production. Traditional craft production is divided according to gender with men engaging in weaving, carving and metalworks while women engage in pottery, food processing and petty trade, which is almost exclusively a woman's occupation. Women independently control any money that they receive from their own works, even though their husbands normally provide the capital funding. Wives, however, assume the main work and financial responsibility for feeding their husbands and children and for other child-care expenses. Akan women also assume important social, political, and ritual roles. Within the lineage and extended family, female elders assume authority, predominantly over other women.

Among the Ga and Adangme, women are similarly responsible for domestic chores. They do not do any farm work and are heavily engaged in petty trade. They are prominent traders as they control a major portion of the domestic fish industry and the general wholesale trade in Greater Accra Region. Northern and Ewe women, on the other hand, have fewer commercial opportunities and assume heavier agricultural responsibilities in addition to their housekeeping chores.

Ghana has a modern medical system funded and administered by the government with some participation by church groups, international agencies and NGOs. Facilities are scarce and are predominantly located in the cities and large towns. Some dispensaries staffed by nurses or pharmacists have been established in rural areas and have been effective in treating common diseases such as malaria.

There is in place a National Health Insurance Scheme (NHIS) which aims to promote equity in access to health care. However, less than one-half of the population are members of the NHIS. Though a Mental Health Law (Act 846) was passed in 2012, psychiatric care and access to mental health services are limited.

Traditional medicine and medical practitioners remain important because of factors such as the dearth of public facilities, traditional beliefs and the tendency for Ghanaians to patronize indigenous and modern systems simultaneously. Customary treatments for disease focus equally on supernatural causes, the psychosociological environment, and medicinal plants. Keepers of fetish shrines focus more heavily on magical charms and herbs, which are cultivated in a garden adjoining the god's enclosure. More secularly oriented herbalists focus primarily on medicinal plants that they grow, gather from the forest or purchase in the marketplace. Some members of this profession specialize in a narrow range of conditions, for example, bonesetters, who make casts and medicines for broken limbs.

The Ghanaian education system is divided in 3 parts namely, basic education, secondary education and tertiary education with lessons being taught primarily in English. The youth literacy rate jumped from 71% in 2000 to 86% in 2010.

Education indicators in Ghana reflect a gender gap and disparities between rural and urban areas as well as between the southern and northern parts of the country. Those disparities drive public action against illiteracy and inequities in access to education with eliminating illiteracy being a key objective of Ghanaian education policy for the last 40 years. Vocational education and ICT training within the education system have also been emphasized in Ghanaian education policy and has increased over the years.

Nationally, the average household size is 4.5 people per household (Michael Bauer Research, 2019). Northern Region is the top region by average household size in Ghana with average household size of 7.7 persons that accounts for 15.81% of Ghana's average household size as at 2010. The top 5 regions with others being Upper West, Upper East, Brong Ahafo and Volta account for 58.52% of it (Knoema, 2010). About 28.46% of the employees in Ghana are active in the agricultural sector, 22.19% in industry and 49.36% in the service sector (World Bank, 2020).

Ghana boasts of waterfalls such as Kintampo Waterfalls and the largest waterfall in West Africa, the Tagbo Falls in addition are the palm-lined sandy beaches, caves, mountains, rivers and meteorite impact crater. Other attractions include reservoirs and lakes such as Lake Bosomtwe and the largest man-made lake in the world by surface area, Lake Volta. Ghana also has dozens of castles and forts, UNESCO World Heritage Sites, nature reserves and national parks.

According to statistics from the National Report of the 2017/2018 Ghana Census of Agriculture (GCA), agriculture contributes more than one-fifth (21.2%) of the GDP (GSS, 2020) and is the largest employer of the Ghanaian workforce, 36.1% (GSS, 2016). Yet, given the annual population growth rate of 2.5%, agricultural production does not grow correspondingly to meet the increasing demand for food, feed, fuel and fibres. However, improvement in food and nutrition security are core components of the agricultural development and poverty reduction strategy of the Government of Ghana as reported in the Food and Agriculture Sector Development Policy (MoFA, 2007).

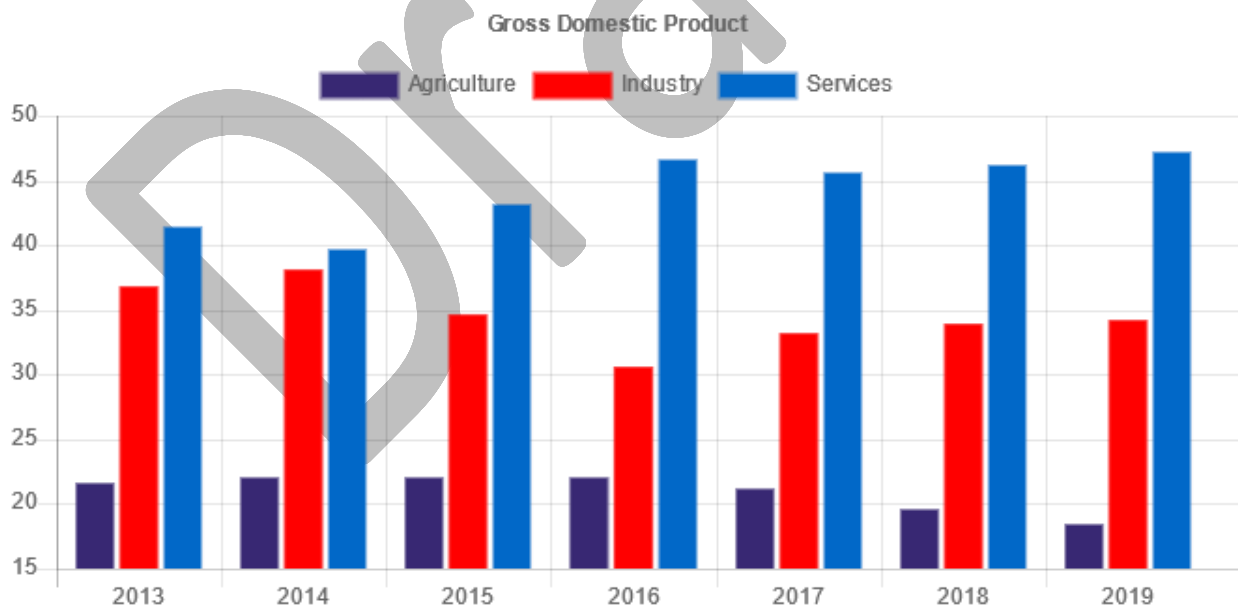


Figure 4.1 *Agriculture, Industry and Services Statistics in Ghana*

Agricultural activities in the country still remains rural and rudimentary with little innovation and modernisation. Most agricultural holders use traditional tools and equipment for production whereas the use of modern tools and equipment such as tractors, shellers, power tillers, hatchery/incubator, meat processing equipment and milking equipment are negligible. While fertilizer is not used by most holders, the use of pesticides is highly prevalent among holders. Crop cultivation is predominantly dependent on

rain and mortality in livestock is high. The sector is characterised by the consumption of own produce. Agriculture production is largely small-scale with the majority of parcels of land used for the cultivation of crops smaller than 2 acres. The level of education among agricultural holders is low with males dominating the sector. In addition to this, the youth, generally, find agribusiness unattractive (GSS, 2020).

There are 2,585,531 agricultural households with a population of 11,340,947 persons of which 5,663,765 (49.5%) are males. The population of agricultural households in rural areas is 8,527,553 (75.2%). More than 99% of the population of agricultural households are Ghanaian of which females (5,643,420) are slightly more than males. About 36% of the population are in the first two age groups of 0-14 years (4,044,521) and 15-35 years (4,077,618). A total of 11,218,736, representing 98.9% of agricultural households, are without any form of disability. A population of 6,077,994 (57.2%) of persons in agricultural households who are aged 4 years or older have attained basic education while an additional 1,280,263 (12.1%) have attained secondary level of education. For persons who are 11 years or older, about two-thirds are literate in at least one language. More than half of the population of agricultural households (4,635,640) have ever married (GSS, 2020).

4.2.1 Youth in Agricultural Households

The consideration of the youth is as defined by both the United Nations (15-24 years) and the National Youth Policy of Ghana (15-35 years). The number of youths in agricultural households is 2,270,441 representing 20.0% of the total agricultural household population. A similar pattern is observed for both urban (20.7%) and rural (19.8%) areas. Out of the total youth in agricultural households, 51.3% are males and 48.7% are females. For urban areas, there are almost the same proportions of males and females and for the rural areas, the proportion of males (51.7%) is 3.4 percentage points higher than females.

4.2.2 Youth 15-35 Years – Ghana's Definition

The youth population in agricultural households is 4,077,618, representing 36.0% of the total agricultural household population. The youth in urban agricultural households form 37.7% of the total population of agricultural households while the proportion for rural agricultural households is 35.4%. The female youth constitute about 51.0% of the total youth population. There are more female youth than male youth in both urban (51.5% and 48.5% respectively) and rural (50.6% and 49.4% respectively) agricultural households.

4.2.3 Educational Attainment and Literacy

Among the agricultural household population in the country, those who are aged 4 years or older form 93.7% of the total agricultural household population (11,340,947). Out of this number, majority (57.2%) have basic education, 12.1% have secondary/vocational education, and only 3.1% have tertiary education. However, more than one-quarter (27.2%) of the agricultural household population have never attended school. The proportion of females who have never attended school (31.5%) is higher than that of males (23.0%). The proportion of household members who have never attended school is higher in rural areas (30.2%) than in urban areas (18.4%). Except for basic education, where high proportions are observed for both males and females in rural and urban areas, educational attainment is higher among urban than among rural household members.

With respect to tertiary education, there is relatively higher proportion of persons in urban areas (6.4%) compared to 2.0% of those in rural areas. Nearly two-thirds (65.8%) of household members, 11 years or older, are literate in at least one language and 34.2% are non-literate in any language. Out of the total

household members, 38.4% are literate in both English and a Ghanaian language, 13.6% are literate in a Ghanaian language only, while 12.8% are literate in English language only. The literacy level for males (71.1%) is higher than that for females (60.5%). Similarly, the proportion of male household members (11 years or older) who are literate in English and a Ghanaian language (43.5%) and English only (14.0%) are higher compared to their female counterparts (33.4% and 11.6% respectively). Generally, literacy rates are higher in urban than in rural areas and follow a similar pattern for both males and females.

4.2.4 Relationship to Head of Agricultural Households

Children of the head of agricultural households form more than half (51.9%) of the agricultural household population and spouses form 13.9%. Together, the extended family members of the head and spouse form a little more than one-tenth (11.2%) of the household population. Grandchildren constitute about 5% of the household members. The proportion of male-headed households in urban areas are two and half times that of female-headed household. In rural areas, there are 3 male-headed households to every female-headed household.

4.2.5 Marital Status

Of the agricultural household members who are 16 years or older, more than half (53.1%) are married and 33.4% have never been married. The proportion of married household members in rural areas (53.9%) is higher than those in urban areas (51.1%). A higher proportion of persons residing in urban areas (36.2%) compared to those in rural areas (32.3%) have never been married. In both urban and rural areas, the proportions of males who have never been married are higher than their female counterparts (by more than 9 percentage points), while widowed females in both urban and rural areas are in higher proportions (about five times higher) than their male counterparts.

Almost all (99.2% of males and 94.6% of females) persons in their early youth (16-19 years) are not married and only about 2% are married while majority of household members aged 25-59 years are married. Females marry at an earlier age compared to males. Among age group 20-24 years, 28.1% of females compared to 7.6% of males are married and at age 25-35 years, 70% of females are married compared to about 50% of males. Also, nearly one-third of persons 60 years or older are widowed (of which females make 53.2% and males 10.8%). A similar pattern is observed for both urban and rural areas and there are no marked differences between the age groups.

Almost all persons in their early youth (16-19 years) have never married (98.2% in urban areas and 96.6% in rural areas) while majority of household members aged 25 years or older are married. Persons in rural areas marry at earlier ages compared to those in urban areas. Among persons in the 20-24 years age group, 20.3% in rural areas are married compared to 11.3% in urban areas and for age group 25-35 years, 62.9% of persons in rural areas are married compared to 54.0% in urban areas.

4.2.6 Nationality of Agricultural Household Members

Almost all the agricultural household population (99.8%) are Ghanaian while the remaining 0.2% are other nationals. Among other nationals (25,338), Togolese and Burkinabes outnumber nationals of other countries and constitute respectively 35.5 and 23.4% of the non-Ghanaian agricultural household population. Similar patterns are observed for males and females, and in both urban and rural areas.

4.2.7 Persons with Disability

There are 122,209 persons in agricultural households with some form of disability and this constitutes 1.1% of the agricultural household population. Similar proportions are observed across urban and rural areas and for male as well as female household members. Among the various forms of disabilities, persons who are physically challenged form the highest proportions for both males and females in both urban and rural areas. Among those with some form of disability, close to two-fifths (38.3%) suffer physical disability and about one-fifth have sight disability. The prevalence of all forms of disability is higher in urban areas than rural areas for both males and females.

The proportion of persons engaged in the cultivation of forest trees who have some form of disability is 2.2% while the proportion for all other types of agriculture is less than 2% in both urban and rural areas with the least being persons engaged in capture fisheries (0.6%). A similar pattern is observed for urban and rural areas for each type of agricultural activities and for males and females. However, for males the proportions are relatively higher among persons engaged in forest tree (2.0%), beekeeping (1.8%) and 1.5% for persons engaged in tree cropping and aquaculture. For females, the proportions are relatively higher for persons engaged in forest tree (3.0%), tree cropping (2.1%) and livestock (1.5%).

4.2.8 Size of Agricultural Households

Agricultural households have an average household size of 6.6 persons. The average household size is slightly higher in rural areas (6.6 persons) than in urban areas (6.4 persons). A little more than one-quarter (25.9%) of households have either four or five members. One-quarter (24.7%) of the households have between six and nine members. One-fifth (20.4%) of the total households are single member households. Households with six or more members constitute 31.4% in rural areas compared to 26.8% in urban areas. The proportions are almost equal in both urban and rural areas for households with 2-3 and 4-5 members.

In contrast, one person households form 23.2% in urban areas and 19.4% in rural areas. Households headed by persons aged 15-19 years have the highest proportion (50.7%) of single member households. More than one-third (36.2%) of households headed by persons aged 36-59 years have six or more members. About one-fifth (20.4%) of heads of households aged 60 years or older live alone. For female heads aged 60 years or older, 26.8% live alone compared to 16.8% recorded for their male counterparts.

4.2.9 Main Activity of Agricultural Holders

The main activity of the majority (65.7%) of all agricultural holders is arable cropping followed by tree cropping (30.9%). Only 3% of agricultural holders are mainly engaged in livestock rearing. Whereas a slightly higher proportion of female holders (68.6%) than male holders (65.7%) are mainly engaged in arable crop farming, the reverse is the case for holders mainly engaged in tree crop farming (of which males account for 32.1% and females 27.9%). There is an overwhelming dominance (more than 90%) of male holders engaged in capture fisheries, aquaculture and bee-keeping. This male dominance is relatively reduced to an average of 70% for poultry, arable and tree crops. A similar pattern is observed for holders in urban and rural areas.

4.3 Surface Water Resources

4.3.1 Lower Volta Basin Area - Surface Water

The Lower Volta Basin is located below the confluence of the Black Volta and the White Volta rivers, excluding the Oti River drainage area. The surface water resources in the basin consist of flows from

outside the country and flows from within the country. Discharges of White Volta at Nawuni and Mole River at Lankatere were used to estimate the total basin discharge (Table 4.2).

Table 4. 2 Surface Water Flow of the Lower Volta of Ghana

Station	River	Catchment Area	Annual Discharge (m ³ /s)	Dry Season Discharge (m ³ /s)	Wet Season Discharge (m ³ /s)
Nangodi Yarugu	Red Volta	10,974	30.72	0.34	61.12
	White Volta	41,619	80.00	2.17	157.00
Total inflow			110.72	2.51	218.12
Nawuni Lankatere	White Volta	96,957	229.98	18.95	440.05
	Mole		73.31	15.78	131.33
Total outflow			303.29	34.73	571.38
Total flow from within the catchment area in Ghana			192.57	32.22	353.26
% Total inflow / Total outflow			36.5	7.2	38.0

The Lower Volta Basin covers a total area of about 68,588km² and most of that (50,432km²) is located in east-central Ghana. The basin includes also portions of the Northern, North East, Savannah, Bono East, Bono, Oti and Volta Regions, and the Ashanti and Eastern Regions and also parts of Togo.

Annual rainfall in the basin varies from about 1,100mm in the northern part of the basin to about 1,500mm in the central and to about 900mm in the southern part. Pan evaporation is about 1,800mm per year and runoff from within the basin is estimated to be 89mm/year. The natural total mean runoff from the Basin is estimated to be 1,160m³/s with the Volta Lake behind Akosombo dam providing extensive regulation. Current river water withdrawals in the basin include about 1.86m³/s domestic water supplies, about 0.71m³/s for irrigation, and about 566m³/s for power.

Water has always been held as sacred in all of the world's religions. Immersion in water and baptism are common within the Christian faith (civiltaqua.org). In most rural and urban communities in Ghana, water bodies represent deities. Most ethnic groups along river bodies give different names to the water bodies and perform customary rituals for the water gods. In most rural communities, surface water also serves as a source of drinking water for both humans and livestock. All projects that require the use of water will require consultation with the respective traditional authorities for the necessary rituals and purification. Projects that depend on water must accommodate the interest of water users in order not to create situations that will lead to restriction of access for the purpose of rituals by traditionalist and other religious persuasions.

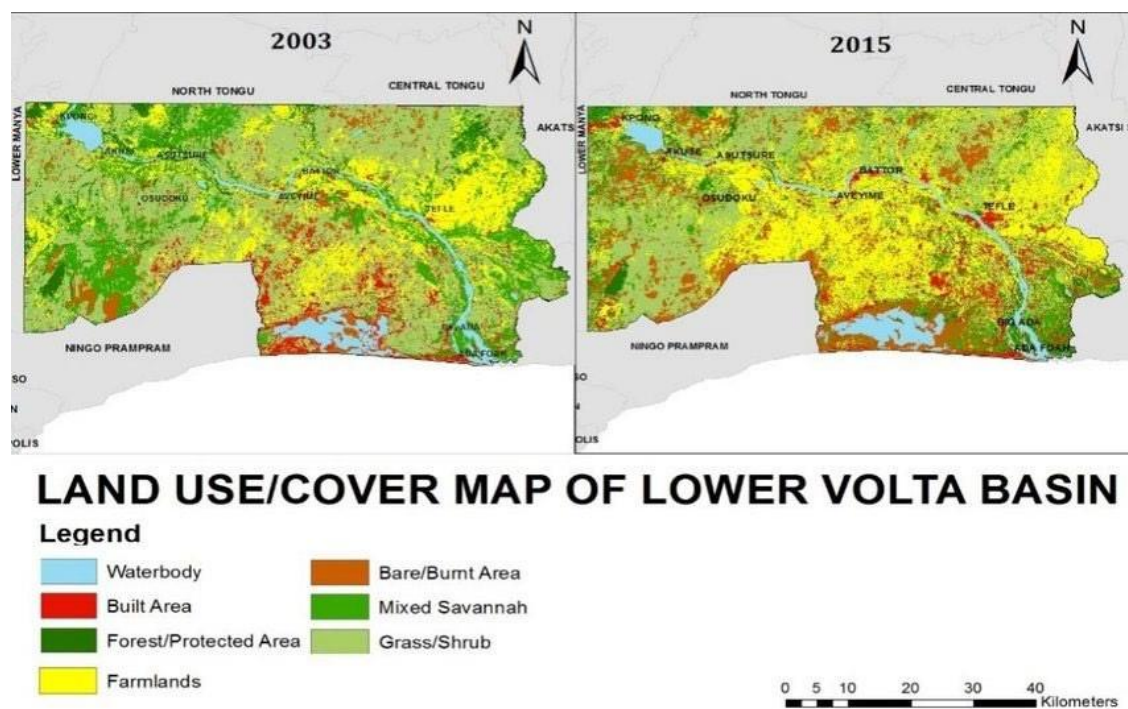


Figure 4.2 Land Use Map of the Lower Volta Basin (2003, 2015)

4.3.2 White Volta Basin Area - Surface Water

The White Volta sub-basin covers about 49,210km² in Ghana, representing 46% of its total catchment area distributed in Ghana, Burkina and Togo. The White Volta covers mainly the north-central Ghana and some parts of the former Upper and Northern Regions. It is located within the Interior Savanna Ecological Zone and is underlain by the Voltaian and granite geologic formations.

Annual rainfall ranges between 1,000mm in the north and 1,200mm in the south; pan evaporation is about 2,550mm/year and runoff from within the basin averages about 96.5mm/year. The average annual runoff from the White Volta is about 272m³/s and the mean monthly runoff from within the basin varies from a maximum annual flow of 1216m³/s to a minimum of about 0.11m³/s.

Development potentials have been identified in the White Volta Basin which include a total of 63 megawatts of installed hydroelectric generating capacity, 155,809 hectares of irrigation, flood control, domestic water supply, navigation and recreation.

The movement of cattle, sheep, and people across national boundaries is common within the basin. This phenomenon is usually accompanied by reckless destruction of vegetation, watering sources, etc. The situation also creates social tension and disruption of socio- economic activities, sometimes proving fatal.

4.4 Land Use, Ownership and Degradation

About three-quarters (75.2%) of parcels used by holders for the production of crops are owned (52.2%) or inherited (23.0%) by the holders. Land used for share-cropping constitutes 8.9% whereas parcels held in trust (2.1%) by state and squatting (1.8%) are not very common types of tenure arrangements.

The total number of parcels used for the production of annual crops, tree crops and forest trees is 3,130,492. More than eight in every ten parcels (84.0%) are used either partially or solely in the cultivation of arable crops, 40.9% for tree crops and 1.0%. This general pattern is reflected in all the land tenure arrangements, except for parcels used for share-cropping. Share-cropping is the most common land tenure arrangement used for the cultivation of tree crops (70.0%) and the least for the cultivation of arable crops even at 75.1%. Cultivators of arable crops use all types of land tenure arrangements systems intensively with renting and squatting being close to 100%. The use of share-cropping system of land tenure arrangement is the dominant choice for the cultivation of tree crops at 70% with the other forms well below 50%. Similar patterns are observed in the land tenure arrangement for the urban and rural areas.

In all the types of land tenure arrangements, the proportion of the parcels used for the cultivation of crops (arable crops, tree crops and forest trees) by female holders constitute less than a quarter (24.2%), except for trusteeship and squatting where the proportion of parcel used by female holders are about one-third (33.8% and 32.7% respectively). Freehold and inheritance are the dominant land tenure arrangements. For all three types of crops, holders who use freehold or inheritance constitute about three-quarters. More than half of the holders engaged in arable crops (50.2%), forest trees (55.8%) and tree crops (57.0%) own their parcels through freehold. The proportion of holders who acquired their parcels through inheritance is the second highest for holders cultivating arable crops (24.0%), forest tree (21.9%) and tree crops (19.7%). The proportion of female holders engaged in tree cropping (59.8%) who own their parcels of land is higher than that of male holders (56.2%)

Generally, majority (82.6%) of the parcels used by holders is not covered by any form of documentation on the tenure arrangement. Only about 13% of the parcels have complete documents, with 3.2% having partial documentations. The proportions of parcels under freehold (16.0%), share-cropping (15.7%) and leasehold (13.4%) land tenure arrangements covered by documents are relatively higher compared to the other categories of tenure arrangements. Three-quarters (74.7%) of the total number of parcels of land (3,130,492) are used by male holders. The proportion of parcels with documents used by males under leasehold (14.7%) and share-cropping (16.3%) is substantially higher than for females (leasehold is 4.5% and share-cropping is 2.9%). The proportion of documented parcels used by male and female holders under freehold and inheritance are almost the same.

Seven in ten of parcels used for tree crop and forest tree farming have no documentation and eight in ten parcels for arable crop farming are also not covered by any documentation. Only about a tenth of parcels used for arable crops have full documentation, while 2.9% of parcels for arable crops have partially complete documentation. For the cultivation of tree crops and forest trees, about one-fifth of parcels have documents. Majority of parcels of land (56.7%) under cultivation are small-scale, one-quarter (25.6%) are medium-scale, while 17.7% are large-scale.

A higher proportion of females (71.4%) than males (51.7%) engage in small-scale farming in both urban and rural areas. Most of the parcels used for all three types of crops (arable crops, 59.4%; tree crops, 49.1%; and forest trees, 53.1%) are small-scale (56.7%) with medium-scale parcels constituting a quarter (25.6%) and large-scale (17.7%) being the remainder of parcels. A similar pattern is observed for both sex of holder and type of locality, with the exception of forest tree cultivation in the urban areas where largescale farming is second to small-scale.

4.4.1 Lower Volta Basin Area – Land Use

Current land use is short bush fallow cultivation along the immediate banks of the river, and less intensive bush fallow cultivation elsewhere. Animal grazing is common while the lakeshores are extensively settled by fishing families. Charcoal burning involving the cutting of wood has become an extensive economic activity in the southern dry forest and transitional environments such as in parts of the Afram sub-basin.

The Afram Plains and other areas in the south have been the focus of increasing settlement and agricultural development since the 1960s, having been generally thinly populated in the past as part of the empty “middle belt”. The forest and transitional areas are intensively farmed with cocoa, coffee, plantain, cocoyam, cassava, oil palm, and maize on small bush fallow plots. A large modern commercial farm at Ejura specializes in maize production. Timber extraction takes place in these areas.

Recent developments, particularly below the Akosombo Dam, include irrigated rice, sugar, and vegetable cultivation in the areas immediately adjoining the Volta River. The areas around the coastal lagoons, such as the Songhor, are used for salt mining. Figure 5.1 illustrates the land use cover changes of the Lower Volta Basin between 2003 and 2015.

The indigene-settler rivalry arising out of the Volta River Authority (VRA) resettlement programme following the creation of the Volta Lake led to the conflicts between the Kwahu (indigenes) and Ewe (settlers). These conflicts revolved around land struggles with ethnic/chieftaincy undertones has influenced the allocation and land use in the area.

4.4.2 White Volta Basin Area - Land Use

The predominant land use is cultivation (NAES, 1993), with widespread grazing of large numbers of cattle and other livestock up to 100 cattle/km² (FAO, 1991), as well as compound cropping around houses (Wills, 1962; Adu, 1967; USAID/ADB, 1979; FAO, 1963; NAES, 1993). Farm sizes are usually less than 3ac. Grazing land including that obtainable under natural condition is generally poor. Annual bush burning further reduces the quality and quantity of fodder.

Extensive valley bottoms in many parts of the basin, particularly in the Guinea Savannah areas, have in recent years been cultivated for rice under rain-fed conditions. A long period of intensive cultivation and grazing (in the upland areas) without proper management practices have led to widespread soil erosion and loss of fertility of the upland soils.

Urban land use is small and most intensive in such centres as Bolgatanga, Bawku, Wa, Navrongo, Tamale, and Tumu. Due to the decentralisation of administration to the district level, urban type land use is becoming important in some of the district capitals, especially those along major trunk roads.

4.5 Agro-Ecological Zones in the Volta Basin of Ghana

There are 6 agro-ecological zones, defined on the basis of climate, reflected by the natural vegetation and influenced by the soil types recognized in Ghana (Figure 4.3). These consist of the Sudan, Guinea and Coastal Savanna Zones, Forest-Savanna Transitional Zone, the Semi-deciduous Forest Zone and the High Rainforest. In all these zones, the natural vegetation has undergone a considerable change because of human activities. Rainfall is generally accompanied by high intensities and energy loads and is therefore

erosive, leading to alluvia soils (Fluvisols) and eroded and shallow soils (Leptosols) in all the zones (FAO-RAF, 2000/1).

Except for the Tropical Rainforest Zone, the Volta Basin of Ghana (covering most of the FSRP2 areas) falls in all the agro-ecological zones of the country. The largest portion is in the Sudan Guinea Savanna zones (24.2%) followed by the Forest Savanna Transition zone (11.2%) and the Semi Deciduous Forest zone (5.4%). The Coastal Savanna occupies a small area of about 0.5%.

4.6 The NDA Regions

The erstwhile Savanna Accelerated Development Authority (SADA), now Northern Development Authority (NDA) regions form more than half of the total land surface of Ghana. The project area lies between latitudes 8°N and 11°N and longitudes 1°E and 3°W. The economy of the northern savanna ecological zone is mainly agrarian, which is the basis of livelihood for most of the population. The small-scale family holding is the basic unit of production. Most of the project area falls within the Guinea Savanna zone, although activities may extend into a small area of Sudan Savanna in the extreme northeast corner of the country.

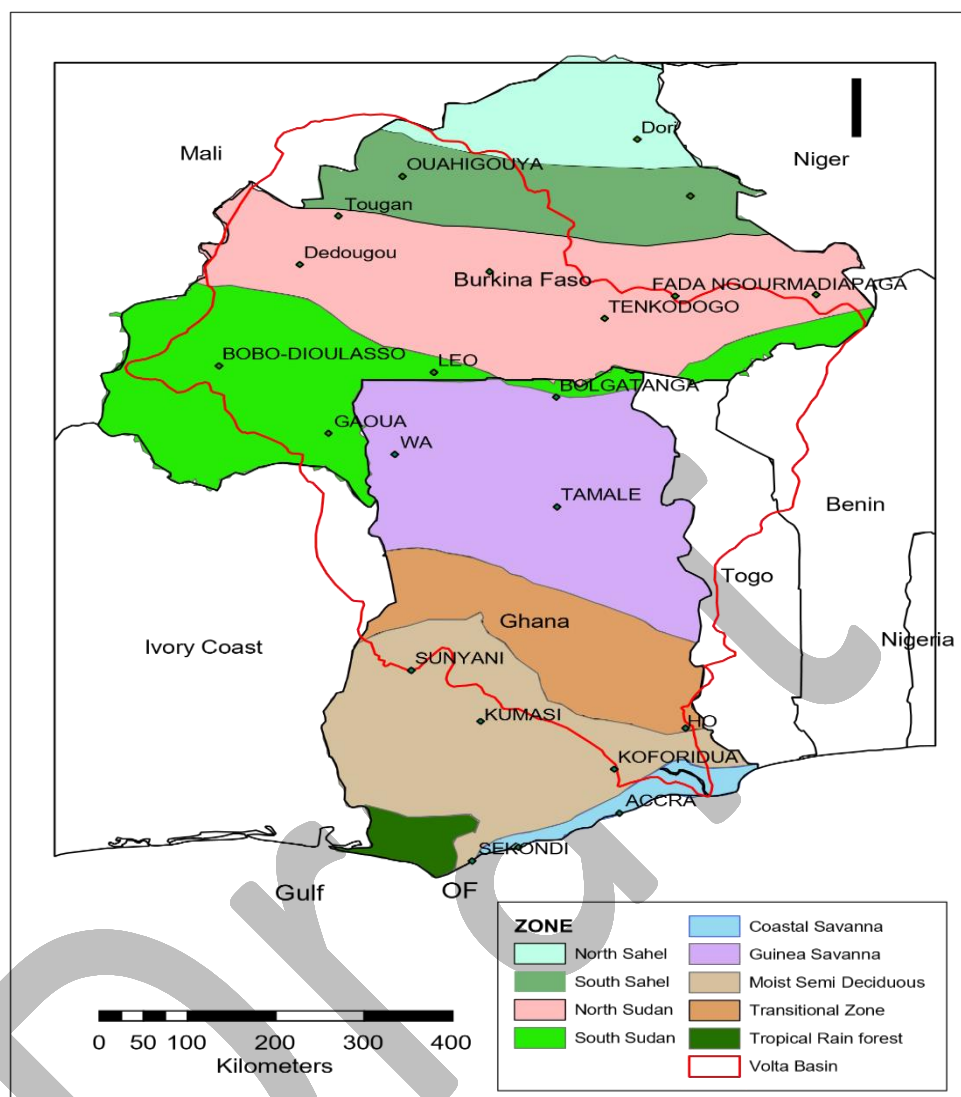


Figure 4. 3 Map Showing the Agro-Ecological Zones of Ghana and Burkina Faso

The WAFSRP2 has been identified to complement NDA's Agriculture Strategy and Network (Figure 4.4) to ensure the integration of priority agriculture areas, irrigation and flood control projects. This covers the following:

- Over 8-million-hectare land suitable for rain-fed or irrigated agriculture;
- Land highly suitable for 25 studied crops (with possibility of double and triple cropping);
- Suitable land for rice paddy field development;
- Suitable land for large scale livestock production; and
- 23 potential large and medium-sized dam sites for power, irrigation, aquaculture, flood control, tourism, and other uses.

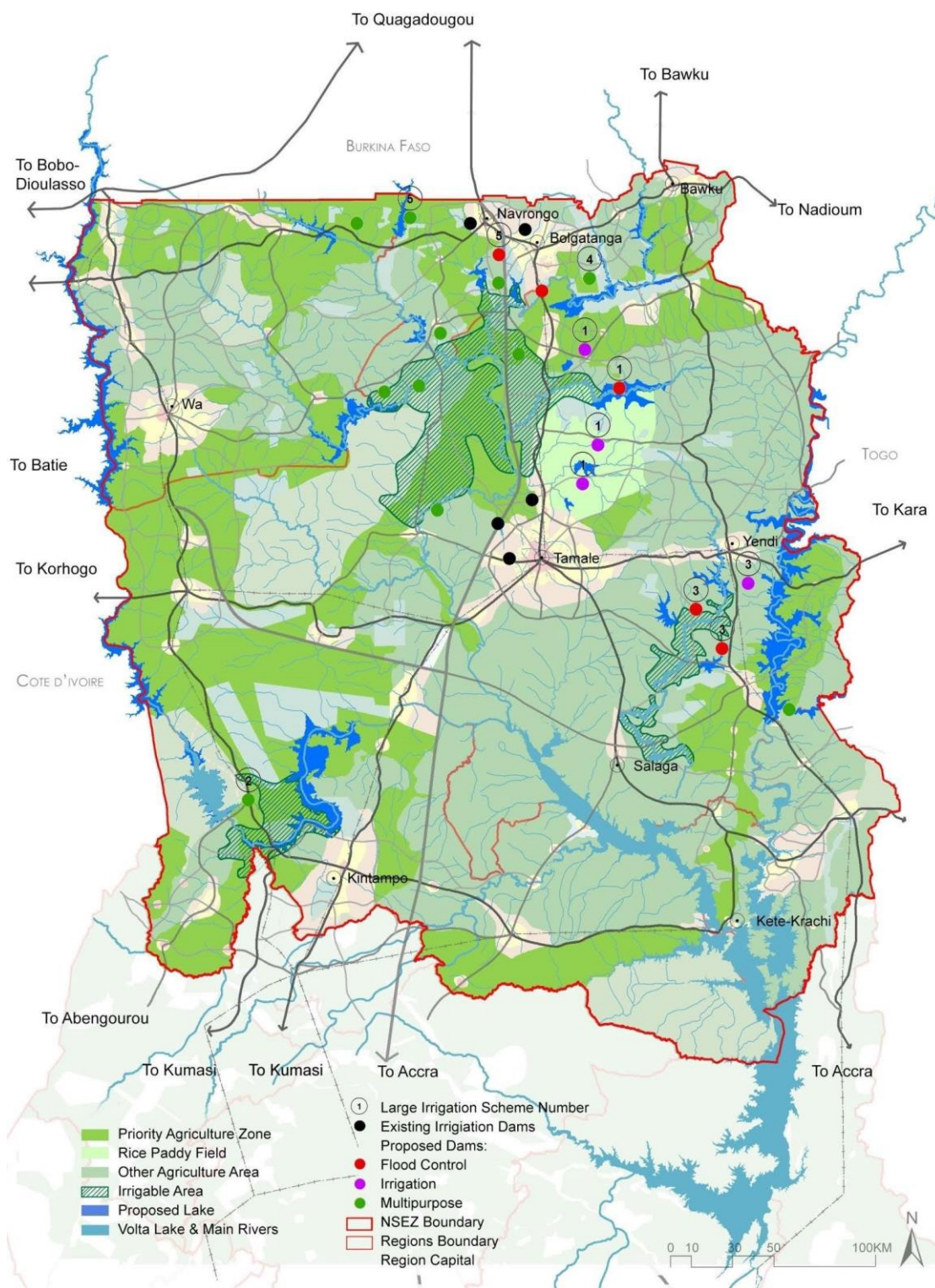


Figure 4. 4 NDA's Agricultural Network

4.6.1 Socio-Cultural Environment

The population of the former three northern regions (Northern, Upper East and Upper West) was 3,346,105 (2000 Population and Housing Census). The then Northern Region carried the highest human population of 1,854,994, followed by Upper East with 917,251 and Upper West with 573,860. However, population densities followed the reverse order of 104 persons/km² for Upper East, 31 persons/km² for Upper West and 26 persons/km² for the Northern Region.

The main ethnic groups include the Dagbani, Mamprusi and Gonja in the Northern Region, Dagaaba, Waala and Sisala in the Upper West, Builsa, Kassena, Nankani, Grunnie, Nabdam and Kussasi in the Upper East Region. Patrilineal inheritance is the norm and traditional authority is vested in the chief, who sits on a skin, an acknowledged symbol of identity of the group and authority (Acheampong, 2001).

On-farm Livelihood Activities

Most people in the three northern regions are traditionally crop and livestock farmers (cereals, root and tubers; and goats, cattle and sheep) for subsistence and gain. Outside farming season activities include farm produce processing and marketing, livestock grazing and "pastoralling", bush fire prevention and control and rehabilitation of residential structures.

Grazing is on communal basis and anyone with animals may graze animals on communal lands in the community. Herders from other communities will have to obtain grazing rights from the village chief or head of the land-owning group before putting their animals on communal lands to graze. Communal lands are "common good" and are rather taken for granted as limitless gift of nature available to be used. (Acheampong, 2001).

Culture and Religion

Each region consists of at least 3 ethnic groups and spoken languages are varied accordingly. The major ethnic groups are each represented by a paramount chief. The Northern Region has 4 paramount chiefs who represent four major ethnic groups. Islam is the dominant religion in the Northern Region, whereas Traditional and Christian religions are prominent in the Upper East and Upper West Regions respectively.

Disaster Risk Exposure

Risk sources range from erratic climatic conditions, limited opportunities for off-farm economic activities, poor planning and implementation of development policies to frequent incidence of bushfires, floods and droughts, which are the bane of the area's underdevelopment. Additionally, persistent inter- and intraethnic conflicts result in heavy loss of lives and property, with resources redeployed into conflict resolution. In the Northern Region, there are longstanding often violent inter-ethnic conflicts between the Gonja and the Konkomba and between Dagombas and Konkomba. Intra-ethnic conflict between Bimbagu and Bimbilla. Also, land use conflicts have been a source of violence between Fulani herdsman and local farmers in the Northern parts of Ghana.

4.6.2 Land Tenure

In the Upper West and Upper East regions, ownership of land is vested in the Tindanas (Landowners), while in the Gonja area of the Northern Region the land-owning authority are the "skins" or chiefs. In most parts of the 3 northern regions undeveloped and unoccupied land may be described as communal lands and subject to common rights. These may be termed as local 'public' lands since they are for the whole

community benefit. Land that may appear unoccupied is in many cases land that is utilized by local communities for a variety of livelihood activities.

The essential principle is that all lands are owned by the community or a group on communal basis. The Tindana determines new areas that are to be put under cultivation every farming season. Once a plot is allocated to an individual the person obtains a user's right and continues to till it. An individual acquires land user's rights by purchase, gift or through inheritance but cannot sell it to anyone outside the group. A person who obtains a user right to land cannot be deprived of the land without his/her consent even by the owner of the allodial title. A person who does not belong to the land-owning group can acquire stool or family land only by some form of grant/license or contract irrespective of whatever use it will be put to (Acheampong, 2001).

4.6.3 Gender and Vulnerable Groups Issues

Role of Women in Ghana's Economy

The concentration of women in skill and knowledge-based industries is low, as against the high concentration of women in the informal private sector employment and informal self-employment (Amu, 2006).

The gender characteristics of the unemployed indicate that the unemployment rate among women is lower than among males. Women's participation in the labour force and economic activity makes up almost half of the economically active population; but are mostly in the lower echelons of economic activity, especially the private informal sector where women are predominantly entrepreneurs of small and medium scale businesses (Amu, 2006). Women are found to be mainly employed in agriculture and allied fields, sales work and to a lesser extent production and transport and professional and technical.

Existing programs to enhance women's participation in economic activities have covered financial assistance in the form of micro credit as well as skills training and retraining through workshops, seminars, etc. However due to various operational constraints, financial assistance from micro-financial institutions has been poor and woefully inadequate.

Women in Agriculture

Within the agriculture sector, the unique relationship that exists between women and nature are predominant in all the sub-sectors namely farming, processing and distribution. As farm owners, farm partners and farm labourers, women are estimated to account for 70% to 80% of food consumed in Ghana. The predominant role of women in agriculture has enabled most women farmers to become increasingly responsible for the educational and other material needs of their wards, especially for female headed households.

The problems women face in carrying out economic activities, include the following:

- Access to and control over land due to traditional/cultural factors;
- Access to credit due to lack of collateral, inadequate savings needed for equity payment required for loans, cumbersome bureaucratic procedures for accessing credit facilities;
- Access to training due to ignorance on the awareness of training programs and low educational qualification;
- Access to hired labour on their farms due to rural-urban migration;

- Access to other inputs: fertilizer, extension services, information, technology, etc;
- Time constraints.

On access to and control of land it appears that most of the problems facing women in this area are associated with customary laws that are discriminatory to women as well as inefficiencies in land administration that tends to impact negatively women and other on minority groups.

Women's Rights to Own and Use Land

The traditional heritage that pertains in Ghana to a large extent is disadvantageous to women's access to and control over land. In principle, all stool subjects and lineage members irrespective of sex have inherent rights of access to stool and lineage lands (usufructuary rights). Lineage/stool members seeking land to farm or for any other purpose ask the lineage/stool head to assign them a piece of the land.

Discrimination against women in this allocation is widely reported. For instance, fewer women obtain land as women are often allocated less fertile land or they obtain smaller parcels of land. One important source of access to land for women is through marriage but when the marriage breaks down, they lose this access irrespective of the development they have made on the land because customary law does not recognize marital property or non-monetary contributions to the acquisition of property during marriage (Women's Manifesto, 2004). Women are also discriminated against in the allocation of lineage lands for reasons that are associated with marriage because their control over their rights to land tend to diminish upon marriage for the following reasons:

- Marriage and its attendant domestic obligations reduce women's chances of acquiring land or comparatively larger portions than men. A wife is by tradition under obligation to help her husband on his own farm or business and they tend to respond to this by abandoning their own farms/business or by acquiring smaller portions of land;
- Gender patterns in division of labour place land clearance in the hands of men, which gives them the priority in original acquisition and possession of the usufruct;
- Land is normally given on the basis of ability and means to develop such as ownership of financial resources, which many women tend not to have; and
- The emergence of permanent crops such as cocoa which require longer use of land have given preference to men who were more economically empowered to engage in it (Duncan, 2004).

Another way of acquiring land is to buy or lease from the original owners. However, this requires huge sums of money, which also limits women's access, especially poor women. Apart from this the problem of land administration complicates the purchase of land. This is because some landowners can sell one piece of land to two or more people, which tend to have violent outcomes. The difficulties of acquiring land can scare away women even when they have funds to acquire and will therefore buy through a male member of her family (brother/husband/father etc).

The difficulty in acquiring land by women particularly impacts negatively on women farmers who derive their livelihood from the land. When their access to land is hampered by cultural and economic constraints, their participation in economic activity is impaired and thus reduces their own efforts at improving themselves economically and socially. However, with the passage of the Land Act, 2020 (Act 1036), issues woman's access to land has been largely addressed.

In the Accra Plains, women are involved in farming, harvesting, marketing and all aspects of irrigation farming. They are allowed to own land and usually priority is given to community members including women where they mostly cultivate rice and vegetables.

In many parts of the NDA Regions, women do not have the right to own land. However, they do have a long-established right to borrow land from their husbands or male partners skin to cultivate a crop of their own. If a woman is unable to obtain land from these men, she will negotiate the loan of land from another compound (Abaka-Yankson, 2009). With the introduction of the Water Users Association, women are increasingly getting involved in dry season irrigation farming which to a large extent represents a change in cultural behaviour towards women. In Bongo Central for instance, women participation in dry season irrigation increased by 64% in 4 years (Abaka-Yankson, 2009).

Gender Based Violence

In Ghana, traditional values, cultural norms as well as socializing processes have bestowed a low status on the Ghanaian woman and girl child. About 31.9% of Ghanaian women have faced at least one form of domestic violence - physical, economic, psychological, social or sexual (DOVVSU, 2020).

Thousands of children and adolescents live and work on the streets, the majority of these girls become vulnerable to sexual violence and exploitation. The traditional practice of engaging children and adolescents in farming and other related works alongside their parents to teach them necessary skills at times take on exploitive dimensions. Prohibited child marriage, female genital mutilation/cutting and the “troski” system of ritual enslavement still persist in certain parts of the northern regions. These forms of violence, abuse, exploitation and neglect of children and adolescents are often rooted in social, cultural and gender-related beliefs and practices.

Concerns about Participation of Women and other vulnerable groups

The program issues of concern about participation of women arising from public consultation include:

- The need for the program to streamline processes for land acquisition by women;
- Women involvement in the market value chain;
- Involvement of women in decision making;
- Youth involvement and their roles;
- Knowledge and understanding of the out-growers scheme;
- Extension services available to women or just men;
- Women understanding and knowledge of the program;
- Negative impacts of the program on women, youth and children;
- Possible barriers preventing women from accessing aspects of the program;
- Verification that the program will not make women worse off;
- Program support to improve project objectives to the beneficiaries;
- Current food security situation; and
- The need to educate women on the usage of chemicals since some of them are illiterates.

4.7 Major Farming Systems in Ghana

Two farming systems are dominant in Ghana, the bush fallow system (temporary system) and the permanent system. Some variants of both systems are used in some parts of the Volta basins, the HUZA and the mixed farming systems.

4.7.1 The Bush Fallow System

This is a system of land rotation between crops or fields and bush. A plot of land is cultivated for a number of farming seasons and abandoned when necessary, to revert to secondary vegetation. The average size of food farm cultivated under the bush fallow system is 1.10ha. During the dry season, men clear the land by hand with vegetation burnt after clearing. All trees of economic importance, such as shea butter, dawadawa and the oil palm trees are left standing.

4.7.2 The HUZA Farming System

A co-operative regroups of all the financial resources of the farmers with a sole purpose of collecting land. When the land is acquired, it is divided into strips for each farmer. The width of the strip is proportional to the farmer's financial participation. After two or three seasons of cultivation, when yields decline, the field is left fallow. Due to the pressure of population and the great demand for land, the length of the fallow period is now short (4-6 years).

4.7.3 The Permanent Systems

Contrary to the bush fallow system, these systems are intensive, and a piece of land is cultivated continuously. In Ghana, there are 2 permanent systems of food farming: the compound farming system and the Anloga-Keta system. In the Volta Basin, only the compound farming system is used.

The Compound Farming System

It is used in the densely settled areas of north-eastern and north-western Ghana which centres on the household compound. The land immediately surrounding the compound house is intensively cropped with vegetables and staples using organic soil regeneration techniques, which involve using household refuse and manure from livestock. The average size of a compound farm is less than an acre. These pieces of land are used for cultivating okra, tomato, pepper, maize, cocoyam and plantain.

4.7.4 The Mixed Farming System

It is characterized by a combination of cultivation with keeping of livestock (provides power and manure on the farm). Mixed farming is restricted to areas which are free from tsetse fly. The growing season is based on when rainfall is more than one-half of the potential evapotranspiration and ends when there is less than half the potential evapotranspiration.

4.8 Cropping Systems in the Volta Basin of Ghana

4.8.1 Sudan Savanna Zone

The basis of the cropping system throughout the zone consists mainly of pearl millet. The early millet is inter-planted with late millet or sorghum in fields close to compounds where fertility is highest. There has been a spread of European vegetable cultivation with the gradual decrease of some minor indigenous crops. Carrots, cabbage, lettuce and peas are now available and grown on irrigated plots close to towns.

4.8.2 *Guinean Savanna Zone*

Maize is the major cereal crop produced in this zone with more than 80% of the small-scale farmers cultivating it. Every farm family cultivates sorghum either as a sole crop or as an inter-crop. Cotton is also found at specific sites throughout the Savanna Zone. Other cash crops cultivated include groundnuts, cowpeas and rice. Marketing of cereals is done mainly by women, who pass on moneys generated to their husbands.

4.8.3 *Forest Savanna Transitional Zone*

Food crop production dominates the farming system with major commercial food production of maize, cassava, groundnut and yam being existent. Oil palm is also important as it is reserved in fallow land rather than grown plantations. Cotton and tobacco are important cash crops.

4.8.4 *Deciduous Forest Zone*

Cassava and plantain are the important food crops while cocoa and oil palm are important as cash crops. Vegetable production is increasing in importance in the zone.

4.9 *Crop Husbandry Processes and Activities*

4.9.1 *Sudan Savanna Zone*

Compound farms and bush farms are found in this zone. On the bush farm, no manure is applied, and it consists in land rotation. The plots take place 2 to 4 km away from the farm. In the compound system, the land cultivated is directly around the homestead and is fertile because household and farm refuse are used as manure.

Tobacco, gourd, melon, okra, tomatoes, pepper and sweet potatoes are usually cultivated in the compound lands. Further away is another zone planted with early and late millet, guinea corn, Bambara beans and cowpea. This second zone is fertilized with farmyard manure though this is often inadequate. The rest of the compound area, usually the largest, has no manure application and is cropped to guinea corn and late millet.

Onion cultivation is popular and represents one of the most important agricultural exports from the zone. Cereals produced are locally consumed and so, are not open to the commercial market. Shea nuts are bought and exported in small scale. Tomatoes and onions are produced for sale as cash crops and are exported to Southern Ghana.

4.9.2 *Guinea Savanna Zone*

Animal production is more important than it is in the rest of the Savanna Zone. However, food production dominates. Bullock is also used for ploughing although some farmers are not able to afford it. Tractor may be used but at a higher price (between ₵25,000 and ₵30,000 per acre for the bullock, and ₵35,000 for the tractor) In the Sudan Savanna Zone, farming systems practiced are bush fallow and compound farming.

The major cropping system is mono-cropping of early maturing maize within the compound. The following groups of cropping systems may be distinguished in the zone:

- Maize, sorghum, groundnut and cowpea with root crops, namely yam and cassava that occur in the central portion of the zone;

- Sorghum based but mixed with maize or cowpea and yam, occurs in the western part of the zone; and
- Yam, maize, sorghum, groundnut-based system, occur in the south-eastern part of the zone.

The choice of soil tillage is influenced by ecological and economic factors such as soil type, land use of the preceding year, crop that is actually to be sown or planted, and the available technological options. Tractor is used for heavier lowland soils whereas hoe and bullocks till sandy upland soils. Soil preparation is done by hoe. Soil nutrient stocks are replenished by fallowing, the use of organic manure, biological processes, rainfall, sedimentation and mineral fertilisation. The application of fertiliser and manure is still not a common practice and it fluctuates from year to year. The majority is applied to crops which show an elastic response to the fertiliser (maize, rice and vegetables).

Men and women have distinct roles with men usually carrying out land clearing and ploughing, while women gather and burn the cleared weeds and later plant all crops. Women do most of the marketing and are responsible for the daily cooking and childcare. Almost every farmer in the zone has some livestock. About 90% of all women have 5 to 10 chickens, about 29% have 2 to 5 goats, about 89% of all men have sheep, particularly in the Dagbon area and 10% have cattle.

4.9.3 Forest Savanna Transitional Zone

In this zone, permanent mechanized cultivation of food crops is common. Many farmers have adopted technologies based on ploughing, permanent cultivation and use of chemical fertilisers. The transitional character of the ecosystems, the ethnic and cultural diversity resulting from migration led to a considerable diversity in farming systems and crops. The widest variety of crops are grown in the transitional zone. Mixed or sole cropping is used and the major cropping systems in the forest area are sole maize, maize/cassava, maize/cassava/plantain and /maize/pepper. In the Savanna area of the zone the cropping systems are sole yam, sole groundnut, rice/cassava and yam/cassava.

4.9.4 Deciduous Forest Zone

In this zone, the systems all have combination of food crops and at least one tree crop. For example, cocoa or oil palm is combined with food crops like plantain, cassava, cocoyam and some other minor crops. The farming system involves permanent cultivation of tree crops, and rotational bush fallow of food crops. The first crop usually planted is maize, which is planted in almost every part of the farm. Farm sizes vary from 1ac to 15ac with the most recurring farm size being 2ac followed by 1ac.

4.10 Livestock Production

4.10.1 Sudan Savanna and Guinea Savanna Zones

Livestock may be owned individually or by a family. Sheep, goats, fowls and guinea fowls are kept by many households. The animals are free during the dry season and tethered to a post in uncultivated patches of grass near the farm in the rainy season. Grazing lands are poor and are those obtained under natural conditions.

4.10.2 Forest Transitional Savanna Zone

In this zone, poultry, sheep, ducks and goats are kept in extensive and or semi-intensive management systems, whilst pigs are kept under an intensive system. Chickens are kept in coops during the night and

left on free-range during the day. The animals are seen to be liquid assets, which can be sold easily on the local markets. Pigs are kept in the relatively urban settlements.

4.10.3 Deciduous Zone

As a result of the susceptibility of livestock to Trypanosomiasis and other diseases, the zone keeps very few livestock. It also results from a difficulty of integrating livestock with arable farming particularly where farmers have to walk long distances to farm. Small livestock are allowed to roam and graze around the village.

5.0 STAKEHOLDER IDENTIFICATION AND ANALYSIS

5.1 Stakeholder Mapping

A stakeholder mapping categorisation and analysis has been conducted to identify key stakeholder groups and organisations and the nature of their relevance and role to the issues linked to the program, based on the Consultant's experience in similar assignments. It was also based on review of the relevant legislation and institutional mandates which define the relevance of a stakeholder to the assignment and their areas of interest. Stakeholders were selected on the basis that they have an interest in or power over one or more of the various components of the program and, would have some useful knowledge to provide insights on issues and concerns related to sub-projects. With respect to resettlement, stakeholders identified would be suited to comment on land-take and access restriction issues and compensation for implementation of relevant sub-projects.

The relevant stakeholder groups identified included government agencies and research institutions, which have regulatory mandate, oversight responsibility or development promotion obligation. The other stakeholder groups included companies, individuals or associations that have interest in any of the subprojects that could be displaced or affected by the development of a sub-project, or whose mandate fall within the sphere of influence of the Project intervention areas.

The key stakeholders identified have been listed under the respective categories in Table 5.1. In identifying the stakeholders, an initial prospective list was prepared by matching the main components of the project, as well as potential impacts and baseline areas with the various stakeholder groups in a Stakeholder Identification Matrix (SIM). Table 5.2 shows the SIM used to determine the relevance for involvement in the engagement process and to help highlight which areas to elicit inputs.

Table 5.1 Categorization of Stakeholders

National-Level

Government Ministries/Agencies	Ministry of Food and Agriculture (MoFA) Ministry of Finance (MoF) Ministry of Lands and Forestry (MoLF) Ministry of Gender, Children and Social Protection (MOGCSP)
Development Promotion	National Food Buffer Stock Company (NAFCO) Women in Agriculture Development (WIAD) Animal Production Directorate (APD) Directorate of Agricultural Extension Services (DAES) Veterinary Services Directorate (VSD) Directorate of Crop Services (DCS) e-Agricultural Programme (e-AP) Regional Training and Application Centre in Agro-meteorology and Operational Hydrology (AGRHYMET)
Regulatory Institutions & Safety and Protection Agencies	Land Valuation Division (LVD) Africa Continental Free Trade Authority (ACFTA) Ghana Irrigation Development Authority (GIDA) Water Resources Commission (WRC) Meteorological Services Authority (MSA) Environmental Protection Agency (EPA) Food and Drugs Authority (FDA) International Water Management Institute (IWMI) National Disaster management Organisation (NADMO) Ghana Police Service (GPS) Customs Division of GRA (CD) Ghana Commodity Exchange (GCX) Ghana Standards Authority (GSA) Ghana Export Promotion Authority (GEPA) Plant Protection & Regulatory Services Directorate (PPRS) Fisheries Commission (FC) Forestry Commission (FoC)
Planning Authority	Land Use and Spatial Planning Authority (LUPSA)

Research Institutions	Institute of Environment and Sanitation Studies (IESS) University of Energy and Natural Resources (UENR) Centre for Remote Sensing and Geographic Information Services (CERSGIS) Council for Scientific and Industrial Research (CSIR): Food Research Institute (FRI) Crop Research Institute (CRI) Water Research Institute (WRI) Institute for Scientific and Technological Information (INSTI) Industrial Research Institute (IRI) Soil Research Institute (SRI) Animal Research Institute (ARI) KNUST – Land Administration Research Centre (LARC) Forestry Research Institute of Ghana (FORIG)
Regional/ District Level	
Regional/District Level Planning Authority	Regional Coordinating Council (RCC)
	Northern Development Authority (NDA) Metropolitan, Municipal and District Assemblies (MMDAs)
Regulatory Institutions & Enforcement, Safety and Protection Agencies	Environmental Protection Agency (EPA) Regional Offices
Utility Agencies	Ghana Grid Company Limited (GRIDCo) Northern Electricity Distribution Company (NEDCo) Electricity Company of Ghana (ECG) Telecommunication Companies (TELCOs)
Trade Unions and Associations	Farmers Associations (FA): ○ Agogo Women Plantain Producers and Exporters Association (AWPPEA) ○ Peasant Farmers Association Ghana (PFAG) ○ Ghana National Association of Farmers and Fishermen (GNAFF) Water Users Association (WUA): ○ KIS – WUA

Civil Society/NGOs	Crop Life Ghana (CLG) International Fertilizer Development Centre (IFDC) Alliance for Green Revolution in Africa (AGRA) Global Agriculture Development Company (GADCO) Apex Farmers Organisation of Ghana (AFOG)
Community Level	
Relevant Community /PAPs	Farmers (F) Youth (Y) Traditional Authority (TA) Community Leaders (CL) including assembly men, opinion leader etc.
Vulnerable Groups (VGs)	Women (W) People with Disabilities (PWD) Women Farmers (WF) Pastoralists Youth
Gender	Women Men Children Youth Aged
	People with disabilities
Social Characteristics	Traditional Authorities Landowners Settler/Tenant Farmers Religious Groups Youth Associations Women Groups People with disabilities and other vulnerable groups

Table 5.2 Stakeholder Identification Matrix

No.	Stakeholder Categories Project Components and Activities	Sector Oversight	Development Promotion	Research Institutions	Regulatory Authority	Planning Authority	Enforcement, Safety & Protection	Trade Unions & Associations	Local Communities	Civil Society/NGOs	Utility Agencies
1)	Land/flood plains restoration	MOLNR		IESS UENR	EPA	NDA MMDAs RCC LUSPA	EPA NADMO		PAPs		
2)	Watershed restoration	MOLNR		IESS UENR WRI	EPA WRC	NDA MMDAs RCC LUSPA	EPA NADMO		PAPs		
3)	Irrigation development	MOFA	GIDA DCS WIAD	FRI IESS DFSA WRI	EPA GIDA WRC	NDA GIDA MMDAs RCC LUSPA	IWMI GIDA EPA	FA WUA	PAPs	CLG GADCo	GRIDCo ECG
5)	Agro-sylvo pastoral farming	MOFA	DCS APD WIAD	FRI DCS CRI ARI	EPA PPRSD FoC	NDA MMDAs RCC	PPRSD EPA	FA	PAPs PWD		
7)	Livestock production	MOFA	DAES APD WIAD	ARI	EPA	NDA MMDAs RCC	EPA	FA	PAPs PWD		
8)	Poultry production	MOFA	DAES APD WIAD	ARI	EPA	NDA MMDAs RCC	EPA	FA	PAPs PWD		
9)	Roots and tube farming	MOFA	DCS DAES WIAD	CRI SRI	EPA PPRSD	NDA MMDAs RCC	PPRSD EPA	FA	PAPs PWD		

10)	Aquaculture	MOFA	DAES WIAD	DFSA IESS	FC EPA WRC	NDA MMDAs RCC	IWMI EPA	FA	PWD		
12)	Woodlot development	MOLNR		UENR FORIG	EPA PPRSD FoC	NDA MMDAs RCC	PPRSD EPA		PAPs	AGRA	
13)	Cattle grazing reserve and corridor	MOFA	DAES APD		EPA LUSPA	NDA MMDAs LUSPA RCC	EPA	FA	PAPs PWD		GRIDCo NEDCo ECG
15)	Resettlement	MOLNR MoF	PIU	LARC	LVD EPA LUSPA	NDA MMDAs LUSPA RCC	EPA		PAPs PWD TA CL	GADCo AFOG	
16)	Compensation	MOLNR MoF	PIU	LARC	LVD	MMDAs	LVD		PAPs PWD TA CL	GADCo AFOG	
17)	Grievance Mechanism	MoF MOGCSP	PIU		EPA LVD	MMDAs	TAs	FA WUA	PAPs PWD TA CL	GADCo AFOG	
18)	Monitoring and evaluation	MoF	PIU		EPA LVD	MMDAs	MMDAs		PAPs PWD		
19)	Ground and weather station upgrade		e-AP MSA AGRHYMET	AGRHYMET	MSA EPA				TA		

20)	Electronic agriculture management system	MOFA	e-AP DCS APD WIAD	CRI CERSGIS INSTI AGRHYMET	MSA			FA	PWD	GADCo	TELCOs
21)	e-extension services	MOFA	e-AP DAES WIAD	CERSGIS INSTI				FA		GADCo	TELCOs
22)	Waste management	MMDAs	DCS	DFSA	EPA	NDA	PPRSD	FA	TA	CLG	

			APD DAES	IESS CRI CRI CERSGIS	PPRSD	MMDAs LUSPA	EPA MMDAs	WUA	PAPs CL		
23)	Food processing	MOFA	DCS FRI WIAD	CRI FRI IESS IRI	EPA GCX	NDA MMDAs	EPA GCX	FA		GADCo AFOG	
24)	Food storage	MOFA	NAFCO	FRI IRI	GCX GRA	NDA MMDAs	EPA GRA	FA		GADCo	
25)	Food produce transportation	MOFA	NAFCO WIAD ACFTA GEPA	FRI	EPA GCX GRA ACFTA GEPA GSA	MMDAs NDA	GRA EPA GPS GSA	FA			TELCOs
26)	Seed production	MOFA	DCS	CRI SRI	EPA PPRSD	NDA MMDAs	PPRSD EPA	FA			
27)	Fertilizer, production and usage	MOFA	DAES DCS	CRI IESS IRI SRI	EPA PPRSD	NDA MMDAs	PPRSD EPA	FA	PWD TA	IFDC	

28)	Veterinary services	MOFA	APD DAES VSD	ARI	VSD	NDA MMDAs					
29)	Reclamamtion activities	MOFA		UENR IESS LARC	EPA LUSPA	NDA MMDAs LUSPA	EPA				
30)	Pest management	MOFA	PPRSD	CRI FRI	EPA	NDA MMDAs	EPA	FA	PAPs PWD TAs		
31)	Children and social protection	MOGCSP	WIAD			NDA MMDAs		FA WUA		GADCo AFOG	
32)	Screening		PIU		EPA	NDA MMDAs	EPA		PAPs PWD		

									TA		
33)	ToR for ARAPs/RAPs		PIU		EPA	MMDAs					
34)	Review of ARAPs/RAPs	WB			EPA						

5.2 Stakeholder Analysis

5.2.1 Stakeholder Interest Justification

The stakeholder analysis involved an assessment of the stakeholders identified with respect to their interests, and how these interests are likely to affect the planning and execution of sub-projects, or whether they are affected or likely to be affected by the project. With regards to institutions, this analysis involved the roles and responsibilities of relevant government agencies, and other organisations that have direct or indirect stake in the implementation of the FSRP2. The analysis considered the likely negative impacts at the sub-project level and how the respective roles and mandates of the institutions could help address such concerns.

5.2.2 Analysis of “Influence-Importance” Relations of Stakeholders

An assessment of the influence and power relations of each prospective stakeholder in the planning and execution process of sub-projects helped identify the respective stakeholder influence in the proposed undertaking and how these stakeholders would need to be managed. In the context of this analysis, “influence” is the power which a stakeholder has over the planning/implementation process. It is the extent to which people, groups or organisations could persuade or compel others into making decisions. “Importance” indicates the extent to which stakeholders’ needs and interests will be influenced by means of the planning and subsequent implementation of the project. The relation between this influence and importance can be either high or low. The “influence–importance” relation, is scored accordingly, as presented in the matrix in Table 5.3 and subsequently explained in Table 5.4.

Table 5.3 Stakeholder Influence-Importance Matrix

		IMPORTANCE	
		Low	High
INFLUENCE	High	A Development Promotion Agencies	B PAPs Planning Authority Regulatory Institutions Government Minsitries
	Low	C NGOs/Civil Societies	D Trade Unions and Associations Utility Agencies Research Institute Project Community Vulnerable Groups

Table 5.4 Explanation of the Influence-Importance Matrix

A – A good working relationship must be created with this group
B – This group will require special initiatives to protect their interest
C – This group may have some limited involvement in evaluation but are relatively of low priority
D – This group may be a source of risk, and will need careful monitoring and management

6.0 PREVIOUS STAKEHOLDER ENGAGEMENT ACTIVITIES

6.1 Engagement Planning and Stakeholder Consultations

6.1.1 Stakeholder Notification

The stakeholder mapping exercise identified those stakeholders that should be notified to participate in the engagement program and the methodology for engagement. A formal introduction was made by the PIU via voice calls to all the stakeholders introducing the ESMF and RPF consultants for the proposed program and requesting their involvement in the consultative engagement process.

The contact details of key persons for consultation were taken to enable follow up and confirmation of the suitability of the proposed meeting dates and time (Table 6.1). This enabled the preparation of the final engagement plan for execution.

Table 6.1 Key Contact Person for Various Stakeholders

Category of Stakeholder	Stakeholders	Main Contact Person	Position	Contact Details
Government Ministries and Directorates	NAFCO	Emmanuel J.K. Arthur	Senior Manager, Corporate Affairs	emmanuel.arthur@nafco.gov.gh info@nafco.gov.gh 0244669709
	WIAD	Paulina Addy	Director	addypolly@yahoo.com 0244422712
	APD	Edwin Bekoe	Director	eddbekoe@yahoo.com 0274747847
	DAES	Mr. Paul Siameh	Director	paulsiame@yahoo.com 0244641260
	DCS	Dr. Solomon Gyan Ansah	Head of Seed Unit	crowzee2000@yahoo.com 0208133029
	PPRSD	Eric Dzimado	Senior Agricultural Officer	agabusm2@gmail.com 0243413991
Regulatory Institutions and Enforcement, Safety and Protection Agencies	EPA	Joseph Edmond	Director	0501301396
	GIDA	Ing. Richard Boateng	Director	0244662243
	MSA	Francisca Martey	Deputy Director, Research and Applied Meteorology	0244130093
	WRC, Upper East Region	Andrew Asaviausa	A.B.O.	0244507141
	NADMO	Nyaaba Agambica	Deputy Regional Director	0242561474

Research Institutions	IESS	Dr. Benjamin Ofori.	Senior Research Fellow	bdofori@ug.edu.gh bdofori@staff.ug.edu.gh 0208134292
	CERSGIS	Mr. Foster Mensah	Executive Director	fmensah@ug.edu.gh 0243352468
	FRI	Prof. Charles Tortoe	Ag. Director	ctortoe@yahoo.co.uk 024 3241801
	WRI	Dr. Ruby Asmah	Principal Research Scientist	rubysmah@yahoo.com 0205424161
	UENR	Prof. Elvis AsareBediako	Vice- Chancellor	0554322941
Regional/District Level Planning Authority	NDA	Dr Emmanuel Abeere-Inga	Director, Infrastructure, Land and Natural Resources	asanamzoya@yahoo.com 0548314461
	AANMA	Eric Dwomoh	Director, MoFA	0244159369
NGO/Civil Society	CropLife	Rashad Kadiri	Program Manager	rkadiri@croplifeghana.org 0249689725
	GADCo	Henry Doe	Officer	0244624435
Farmer Asociations	AWPPEA	Nana Akosua Tawia	President	
	PFAG	Charles Nyaaba	Head of Programs and Advocacy	0203035672
	APFO	Alhaji Nashiru	President	0243665458
	WUA	Isaac Akpatie	Executive	0540727247
Existing Projects	KIS	Joseph Nartey	Manager	0244508060
	ESBS	Robert Dodoo	Head	0201046636/ 0548060609
	LBS	Lawrence Dartey	Farm Manager	0243132341

6.1.2 Engagement Plan

The engagement plan which guided the stakeholder engagement program carried out from March 23rd – 29th remotely either through voice calls or virtual zoom meeting is presented in Table 6.2.

Table 6. 2 Stakeholder Engagement Plan

Date	Stakeholders	Time	Engagement Tool
23/03	WIAD	7:00pm	Semi-structured interview (Phone call)

24/03	EPA	7:00am	Semi-structured interview (Phone call)
	CERSGIS	10:00am	Virtual semi-structured meeting
	FRI	4:20pm	Semi-structured interview (Phone call)
	NAFCO	11:30am	Semi-structured interview (Phone call)
	DCS	12:00noon	Semi-structured interview (Phone call)
	NDA	3:00pm	Semi-structured interview (Phone call)
25/03	APD	10:00am	Virtual semi-structured meeting
	DAES	11:00am	Virtual semi-structured meeting
	IESS	8:00am	Semi-structured interview (Phone call)
	WRI	9:30am	Virtual semi-structured meeting
	MSA	3:00pm	Virtual semi-structured meeting
	GIDA	1:30pm	Semi-structured interview (Phone call)
29/03	PPRSD	3:00pm	Semi-structured interview (Phone call)
	CropLife	4:30pm	Semi-structured interview (Phone call)
18/05	APFOG	2:00pm	Semi-structured interview (Phone call)
	PFAG	3:00pm	Semi-structured interview (Phone call)
19/05	KIS Male Farmers	11:00am	In-person semi-structured discussion
	KIS Female Farmers	12:00am	In-person semi-structured discussion
	KIS Community Leaders	1:00pm	In-person focus group discussion
	WUA – KIS and GADCo	2:30pm	In-person focus group discussion
08/06	AANMA	9:45am	In-person semi-structured interview

	AWPPE	10:30am	In-person semi-structured interview
09/06	ESBS	9:00am	In-person semi-structured interview
	LBS	5:30pm	In-person semi-structured interview
10/06	NADMO	9:30am	In-person semi-structured interview
	WRC	11:00am	In-person semi-structured interview

6.2 Highlights of Consultations

6.2.1 Format of Meetings

The general format for the engagement followed the following steps:

- Introduction of the ESMF and RPF Consultants;
- Self-introduction of participants;
- Purpose of meeting;
- Update on FSRP2;
- Discussion on involvement of stakeholder in FSRP2;
- Discussion on the potential impacts and mitigations; and
- Sharing of information towards addressing concerns for both the ESMF and RPF.

Institution-specific stakeholder issues were developed and delivered through semi-structured questionnaire to elicit initial stakeholder responses. The engagement issues/guides for the specific stakeholders are presented in Appendix 1.

6.2.2 Outcomes of Consultations

The highlights from the respective engagement with stakeholders has been provided in the Table 6.3 with the full responses in Appendix 2 This will inform the environmental and social assessment on a project-by-project level as well as apprise the ESMF and the RPF.

Table 6.3 Major Highlights from Engagement

Stakeholder	Key Highlight	Responses
WIAD	• Lack of or abandoning the use of PPE exposes women to adverse conditions like extreme heat, smoke and sharp tools during food processing	• The use of PPEs has been encouraged to mitigate the risk that women in processing are exposed to.
EPA	• A specialized registration and screening system can be developed in collaboration with the EPA so that all projects under the program can have a speedy initial environmental assessment. • The assessment of the cumulative impacts of several operations under the project within a certain area can be done	• A screening checklist has been developed to provide guidance on the level of assessment for sub projects. • As part of the assessment process, cumulative impacts have been addressed.

CERSGIS	• Under the program, our existing facilities would be used so there would be no need to acquire additional land • End of life e-waste is stored and either dumped or donated to schools if they are still in working condition	• This has significantly reduced land take impacts, if not eliminated totally. • E-waste impacts are of moderate significance
DCS	• The misuse of pesticides by farmers is a key environmental issue that needs to be addressed because it poses a risk to any nearby water body	• Pesticide use is a major impact and has further been addressed in the Integrated Pest Management Plan (IPMP) for the programme.
MSA	• E-waste from all meteorological stations are transported to the head office in Accra where they are later auctioned. • Significant quantities of e-waste will be generated including tablets and other computing devices	• E-waste impact are of moderate significance • Generated e-waste will be stored and auctioned to registered recyclers with the EPA
NAFCO	• Trucks transporting food are hardly involved in because drivers of such trucks are usually very experienced.	• Accident risks associated with food transport is minimal
WRI	• A negative impact of cage aquaculture is conflict with existing fishermen who may not have access to an areas where they once fished and also because feed put in the water for the caged fish attract fish from the wild but local fishermen would not be allowed to venture close to the cages to make a catch.	• The mitigation measure to allow fishermen to fish in restricted areas under supervision will be employed
NDA	• Within their area of jurisdiction, no intervention would require relocation of settlements or farms	• Land-take impacts have been significantly eliminated
GIDA	• The increase of the height of the irrigation dams may affect some nearby communities and farms due to the increase in the throw back of the reservoir. It is not yet known if the height of these proposed dams will be increased or not.	• During further engagements with MOFA and at the design finalisation stages, the significance of this would be ascertained
IESS	• Typically, land use along the lake at the southern portion of the lake and middle belt is farming	• Farmers and Farmer organisations would be engaged at the subproject level, so that their concerns are addressed

DAES	On the project level assessment, it is necessary for extension officers to be consulted since they deal directly with the farmers. Their capacity will have to be built so they are in the best place possible to deliver adequate guidance to the farmers on all the new interventions as a result of the program.	The Agric Extension Agents would have a major role in capacity building of farmers in new technology
APD	The grazing reserve has the potential to eliminate clashes between migrating or resident Fulani herdsmen and crop farmers	The beneficial impact of the grazing reserves has been highlighted in this document
CropLife	- A Container Management Programme run by CropLife in the Eastern, Western and Volta Regions, involves positioning cages at vantage points for the collection of empty pesticides containers for recycling. - The Spray Service Provider (SSP) program, also run by CropLife (in collaboration with PPRSD and EPA), applies a criterion in selecting and training a group of people within a farming area/community to provide spraying services within their community. - Farmers lack adequate education on the application of agrochemicals. - CropLife's digitization programme involving over 50,000 farmers, provides directions on the responsible pesticide use through text messages and voice notes	- The successes of this programme will be examined and adopted for implementation on FSRP2. - FSRP2 will collaborate with and enhance the capacities of Spray Service Providers to extend their services to all beneficiary districts and communities. - The ESMF and IPMP have made adequate provision to provide extensive education to all farmers. - FSRP2's digitization agenda as espoused in component 1 will take advantage of the successes of CropLife's digitization programme.
APFOG	- The Association advocates for farmer friendly policies to better the life of farmers; Finds and links members to local and international markets to get better prices for their produce; sensitizes members on pest management - There are about 2000 farmers across the country registered with the Organisation, who can also benefit from FSRP2	- FSRP2 will insist on the following: Proper checks on imported pesticides; Vigorous monitoring of fake pesticides on the market; and punishment of offenders. - The ESMF and IPMP have made adequate provision to provide extensive education to all farmers.
	The farmers would be very happy to use technology but more education needs to be done to enable the farmers use these technologies	

PFAG	- PFAG consists of individual farmers and farmer groups, as well as, value chain actors numbering over 1,000,055 and 1,962 farmers Based Organisations (FBOs). Membership is spread across all the ten regions of Ghana - Misapplication of pesticides has dire consequences for human health - Over-application of pesticides poses serious threats to integrity of water bodies and health of consumers and farmers.	- Nationwide training of farmers will be provided to protect themselves with PPEs such as overall, goggles, nose masks, etc. before applying pesticides. - Public education materials will be developed by FSRP2 to demonstrate the proper application and wrong application of chemicals. It will also be broken down into infographics and the materials made available to farmers
AWPPEA	- Lack of agricultural extension officers to attend to the farmers, thereby leading improper farming practises hence, reduction in productivity. - Safety risk as robbers attack farmers who transport and sell produce to Burkina Faso.	- The incorporation of e-agric in the program would provide farmers with tips on farming - Electronic banking and other mobile financial services would be encourages
NADMO	Spillage from the Bagre Dam causes distraction such that farms are flooded and yield is lost.	The program seeks to rehabilitate old dams.to provide farms with water which will prevent farmers from farming closer to waterbodies.
LBS	Perennial fires during the dry season by game hunters which leads to shortage of feed for cattle and sheep	The program seeks to introduce the bailing of straws to curb bush fires.
ESBS	- Waste from drenching is dislodged onto the ground as outlet for proper disposal is damaged. - Perimeter fencing of the station has been breached thereby, leading to theft and encroachment by the surrounding community.	The ESMF has made provision for waste management and social impact (security issues)
WRC	- Annual floods as a result of the Bagre Dam spill - Development and restoration of irrigation so as to provide water for crops in dry season.	The program seeks to rehabilitate old dams.to provide farms with water which will prevent farmers from farming closer to waterbodies

7.0 STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAM

7.1 Project Stakeholder Needs

During the life cycle of the project, the various identified stakeholders would be engaged through various means suitable to their needs. Table 7.1 shows the various categories of stakeholders, the project stage, engagement tool that would be used and the purpose of that engagement. The Environmental and Social Safeguards team/ personnel of the PIU would be responsible for carrying out the engagement but would collaborate with the ESIA and RAP consultants during the planning and pre-implementation phases.

Table 7.1 Stakeholder Engagement Needs

Project Stage	Stakeholder	Engagement Tool	Purpose
Planning	Government ministries	Discussion	Inform and consult
	Development promotion agencies	Discussion	Inform and consult
	Regulatory institution	Discussion	Inform and consult
	Safety and protection agencies	Discussion	Inform and consult
	Planning authority	Discussion	Inform and consult
	Relevant communities	Discussion	Inform and consult
	Vulnerable groups	Discussion	Inform and consult
Pre-construction/ pre-implementation	PAPs	Interview	Inform and consult
	Utility agencies	Focus group	Inform and consult
	NGOs/civil society	Focus group	Inform and consult
	Research institutions	Interview	Inform and consult
	Relevant communities	Town hall meeting	Inform
Construction/ Implementation	PAPs	Interview	Inform
	Relevant communities	Town hall meeting	Inform
	Vulnerable groups	Focus group	Inform
Decommissioning	PAPs	Town hall meeting	Inform and participate
	Relevant Communities		Inform and participate
	Vulnerable Groups		Inform and participate

7.2 Engagement Plan

The stakeholder engagement program would also cover all levels and types of environmental assessment which will be done by the ESIA consultant and RAP Consultant. This includes:

- Initial Assessment (IA)
- Preliminary Environmental and Social Assessment (PESA)
- Scoping exercise to develop terms of reference for the ESIA
- Environmental and Social Impact Assessment (ESIA)
- Resettlement Action Plan (RAP)
- Environmental and Social Management Plan (ESMP)

The Stakeholder Engagement Plan outline in the Table 7.2 covers the following areas:

- Purpose of stakeholder consultation/ engagement
- Stakeholder identification
- Stakeholder analysis
- Stakeholder notification
- Stakeholder engagement schedule
- Communication of engagement outcomes
- Public disclosure/ public hearing

Draft

Table 7.2 Stakeholder Engagement Plan Outline for E&S Assessment

SEP	IA	PESA	Scoping	ESIA/RAP/ESMP
Purpose of Stakeholder Consultation/Engagement	• Inform stakeholders about proposed activity. • Obtain views of immediate neighbours. • Obtain information on existing and/or potential adjacent land use. • Obtain historical local knowledge about the area (e.g., flooding, security, fire, etc.)	• Inform stakeholders about proposed activity. • Obtain views and inputs of immediate neighbours. • Discuss how their concerns could be addressed with them. • Build confidence and good rapport by bringing feedback on their issues.	• Identify all relevant stakeholders. • Inform stakeholders about proposed activity. • Ensure openness and transparency. • Avoid misinformation and potential mistrust. • Involve stakeholders to identify potential risks/impacts, conflicts, and opportunities. • Promote a sense of ownership. • Build cooperation and good rapport.	• Firm up and include all relevant stakeholders. • Follow-up on initial engagement at the scoping stage. • Conduct in-depth engagement. • Present feedback of their concerns and how to address them. • Engage them on feasible mitigation measures

Likely Stakeholders to Engage and Format for Engagement	• People affected by the Project. (interview) • Nearby facilities/houses. (interview) • Users of resources and facilities likely to be affected. (interview)	• People affected by the Project. (discussion) • People with interest in the Project or the Project area. (interview) • Nearby facilities/houses. (interview) • Users of resources and facilities likely to be affected. (discussion) • MMDAs (discussions) • Regulatory institutions (discussion) • Traditional authorities/opinion leaders (discussion)	• People affected by the Project. (discussion) • NGOs, CSOs, and others with interest in the Project or the Project area. (focus group) • Nearby facilities/houses. (Focus group) • Users of resources and facilities likely to be affected. (Focus group) • MMDAs (discussion) • Regulatory institutions (regional and national levels). (discussion) • Resource management and promotion institutions. (discussion) • Traditional authorities/opinion leaders (discussion) • women and other groups and associations and vulnerable groups. (Focus group)	Refer to Scoping stakeholders
Stakeholder Identification	Immediate adjoining neighbours and owners of facilities to the Project site as well as users of resources likely to be affected.	Immediate adjoining neighbours and owners of facilities to the project site as well as users of resources likely to be affected. Raw material sourcing or use and people who depend on them, and also those affected in the transfer/transport of materials	Prospective list of stakeholders matched against the main components of the Project and features of the Project environment in an Impact Identification Matrix.	Build on the Scoping phase stakeholder identification through field verification to update the list and ensure inclusiveness

Stakeholder Analysis	Not necessary at this phase since Project is screened as low-risk and also consistent with the planning layout for a given area.	Define roles and responsibilities of stakeholders based on Table 5.3	Define roles and responsibilities of stakeholders based on Table 5.3	Refer to Scoping Report and update (where necessary) based on EPA review comments
Stakeholder Notification	Not applicable	Not applicable	• Send formal letters of introduction to stakeholders • Send notification of engagement plan and meeting dates, venues, etc. • Post Scoping Notices in English at the respective Assembly, EPA Regional Office and the relevant Project communities informing stakeholders about the planned engagements on the Project.	• Reach out to stakeholders based on their preferred communication channel identified from the initial engagement. • The owner/tenants on the land must be formally notified at least a week in advance of the intent to enter, and be given at least 24 hours' notice before actual entry.
Stakeholder Engagement Schedule (Timelines)	Fill Section 5 "Concerns" in the Environmental Assessment Form 1, and provide evidence of consultation as an attachment (Planning phase)	One round of engagement (Planning phase)	One round of engagement with each stakeholders/stakeholder groups subsequent round(s) in the ESIA phase (planning phase)	• Follow-up engagement after 1st round during the scoping phase. (pre-construction/ implementation phase) • Compensation payment arrangement (pre-construction/ implementation phase).
				• Cut-off date agreement with PAPs (pre-construction/ implementation phase).
Communication of Engagement Outcomes	Engagement outcomes may be shared with stakeholders, but usually there is instant feedback.	Engagement outcomes can be shared with stakeholders.	Engagement outcomes will usually lead to further discussion (after issue analysis) in subsequent engagement during the ESIA phase	Engagement outcomes and feedback facilitate impact minimization, preferred alternative selection and mitigation and other decision-making options

Public Disclosure/ Public Hearing	Disclosure of project objectives and nature is required for stakeholders from whom information is sought.	Disclosure of project objectives, nature of intervention and purpose of PESA is required for stakeholders from whom information is sought	Disclosure of project objectives, nature of intervention and purpose of ESIA required for stakeholders from whom information is sought	• Public Hearing is held for certain Projects (as defined in the LI 1652) as another level of public information disclosure, prior to review of the Draft ESIA. • The Draft ESIA reports are circulated to relevant District Assembly, EPA Regional Office and EPA Head Office library, as well as relevant MDAs, and also advertised by EPA for public access and review opportunity for inputs to the review process. The advertisement is done through a 21-day public notice served in a daily newspaper. • The final ESIA report document is also disclosed electronically on EPA's website, with copies circulated to the same institutions above.

7.3 Information Disclosure

The World Bank's Environmental and Social Framework (ESF)'s Environmental and Social Standard (ESS) 10 - Stakeholder Engagement and Information Disclosure and the Ghana EA Regulations recognize the importance of open and transparent engagement with project stakeholders as an essential element of good practice. The ESS10 advocates effective stakeholder engagement to improve the environmental and social sustainability of projects, enhance project acceptance, and make a significant contribution to successful project design and implementation.

Stakeholder engagement is described by the ESS10 as an inclusive process conducted throughout the project life cycle. When properly designed and implemented, it supports the development of strong, constructive and responsive relationships that are important for successful management of a project's environmental and social risks. Stakeholder engagement must be initiated at an early stage of the project development process to be effective as an integral part of project decisions on risks and impacts and planning.

Information dissemination and disclosure actions are required at all stages of projects financed by the World Bank. It is to promote effective engagement of all stakeholders including project implementers, regulatory agencies, bureaucrats, project affected persons and project beneficiaries. Effective consultation and information disclosure promote community ownership and participation and help to:

- Establish a systematic approach to identifying and engaging stakeholders to help build and maintain constructive relationships, particularly with project-affected parties;
- Assess the level of stakeholder interests and support to enable their views taken into account in project design and social performance;
- Promote and provide means for effective and inclusive engagement with project-affected parties throughout the project life cycle;
- Ensure that appropriate project information on environmental and social risks and impacts is disclosed to stakeholders in a timely and appropriate manner and format; and
- Provide project-affected parties with accessible and inclusive means to raise issues and grievances, which will be appropriately responded to and grievances managed.

The requirements for the engagement with workers in ESS2 and the special provisions on emergency preparedness and response are covered in ESS2 and ESS4 must be adhered to at all times. The requirements set out in ESS5, ESS7 and ESS8, which requires the application of special disclosure and consultation, for projects involving involuntary resettlement or cultural heritage must be followed. Consultation is critical in the preparation, implementation and monitoring of social safeguards for it to ensure that:

- PAPs provide their inputs and concerns about the project;
- Participate fully in the execution of the project; and
- Promote stakeholders support and sustainability of the project.

The 1992 Constitution and Right to Information Act, 2019 (Act 989) grants citizens right to information held by public institutions, subject to the exemptions that are necessary and consistent with the protection of the public interest. At every stage of the process, full and complete information about the prospective

investment, its land requirements, and the implications for community and individuals will be made available to all parties in public meetings and other stakeholder engagements.

Local processes should be employed to ensure that project information is disseminated using the local language(s), ensuring that the community is fully aware of developments. During all consultations, the existence and conditions of access to a register will be widely disseminated within the community. The PIU would make available to the public, the existing GM, its procedures, the levels, and officers responsible for different types of grievances. It is essential that information on the GM should be disseminated to all relevant persons including the vulnerable and marginalized groups (such as women and persons with disability).

Information should also be disseminated through the project website, EPA website, notices on DA Notice Boards and in communities, posters, and outreach campaigns by PIU staff and facilitators. Relevant posters and video clips should be designed by the Communications Specialist within the first six months of project effectiveness. Messages conveyed to encourage people to use the GM would include:

- No fees for making complaints;
- Grievances help to improve the project's policies, systems and service delivery;
- Grievances lodged will be treated confidentially; and • Complainants cannot be sanctioned for complaining.

Essential details about the GM for sub-projects will include:

- How to submit a complaint and where to access the Grievance Form;
- The standards and timeframes for complaint resolution;
- The options available to a complainant if the person is not satisfied with the grievance process or outcome; and
- Besides grievances, suggestions, recommendations, compliments and enquiries will also be welcomed.

Draft Environmental and Social Assessment Reports will be reviewed by EPA, with the opportunity for review input from the public. A 21-day public notice will be served through newspaper advertisement, indicating where copies of the report could be accessed and reviewed for EPA's attention.

Upon approval by EPA, copies of the final report will be circulated to the respective MMDA, and EPA library at the Head Office (Accra) for public access and information. The document will also be disclosed electronically on EPA's website.

Restrictions on physical meeting as a result of COVID-19 could prevent the use of some of the outlined information disclosure methods. In such cases, the most suitable method for engagement would be relied upon, based on the identified option during the initial engagement at the sub-project level.

8.0 Resources and Responsibility for Implementation

The successful implementation of the SEP will depend on the commitment of MoFA and various stakeholder including the EPA playing their expected roles. The implementation of the SEP will be integrated into the

implementation of the different components of the project to ensure that stakeholders are engaged in all phases of the project. Table 8.1 will outline the various roles and responsibilities, resources and stage of implementation required for stakeholder engagement and the implementation of the SEP.

Table 8.1 SEP Implementation Budget

No	Activity	Responsible Entity	Implementation Phase	Breakdown and Rate (\$)	Estimated Cost (\$)
1	Initial engagement with stakeholders and PAPs	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert ESIA Consultant RAP Consultant	Planning	DSA for 2 weeks for 4 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day Vehicle hiring @ \$200/day Stationery/printing etc Communication	22,000
2	Engagement towards site specific scoping	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert ESIA Consultant RAP Consultant	Pre-construction/ implementation	DSA for 2 weeks for 4 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day Vehicle hiring @ \$200/day Stationery/printing etc Communication	22,000
3	Engagement towards site specific assessment	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert ESIA Consultant RAP Consultant		DSA for 2 weeks for 4 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day Vehicle hiring @ \$200/day Stationery/printing etc Communication	22,000
4	Information disclosure including public hearing	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert ESIA Consultant RAP Consultant		DSA for 1 weeks for 4 personnel @ \$300/day Fuel @ \$100/day Vehicle hiring @ \$200/day Stationery/printing etc Communication	12,000
5	RAP engagement	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert ESIA Consultant RAP Consultant		DSA for 2 weeks for 4 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day Vehicle hiring @ \$200/day Stationery/printing etc Communication	22,000
6	Follow-up engagement to address grievances	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert		Construction/ Implementation	DSA for 1 weeks for 2 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day
8	Follow-up engagement to address outstanding issues	Environmental Safeguards Expert Social Safeguards Expert	Decommissioning	DSA for 1 weeks for 2 personnel @ \$300/day Fuel @ \$50/day	4,550
9.	Reporting	ESIA Consultant RAP Consultant	Planning	Professional fees for 2 experts for 4 weeks @ \$600 Report reproduction	36,600
		ESIA Consultant RAP Consultant	Pre-construction/ implementation	Professional fees for 2 experts for 4 weeks @ \$600 Report reproduction	36,600
	Total				182,300

Draft

9.0 GRIEVANCE MECHANISM

9.1 Purpose of Grievance Mechanism

The main objective of the GM is to assist the PIU to resolve complaints and grievances in a timely, effective and efficient manner to satisfy all parties involved. Specifically, it provides a transparent and credible process resulting in outcomes that are fair, effective and lasting. It also builds trust and cooperation as an integral component of broader community consultation that facilitates timely corrective actions.

Grievance mechanisms are also established as part of the resettlement plan and their design considers the views of affected communities expressed during the resettlement planning process. The project grievance mechanism will be disclosed and explained to affected communities as early as possible and on a regular basis.

Special attention must be paid to accessibility of the grievance mechanism to disadvantaged and vulnerable individuals or groups. The scope of the grievance mechanism varies with the magnitude and complexity of the project and displacement involved. The objectives of the grievance process are to:

- Provide affected people with avenues for making a complaint or resolving any dispute that may arise during the course of the implementation and determination of entitlements of compensation and implementation of a project;
- Ensure that appropriate and mutually acceptable resolution actions are identified and implemented to the satisfaction of complainants by using Alternative Dispute Resolution (ADR) approach; and
- Avoid the need to resort to judicial proceedings at the courts.

9.2 Grievance Process

Individuals will bring forward grievances and disputes related to a project either in writing or in person to the Grievance Resolution Committee (GRC)/Community Grievance Resolution Committee (CGRC) that have been established in the project communities. The general steps of the grievance process comprise:

- Step 1: Assessment of risks, potential grievances, and disputes;
- Step 2: Capacity assessment; and
- Step 3: Action plan access point/complaint uptake (have access points as close to the users as possible).

The others include:

- Grievance log assessment;
- Acknowledgment and response; • Appeals provision (for resolution); and
- Follow-up.

The PIU will sensitize the communities on the need to resort to grievance mechanisms. Complaints received will be sorted into four levels as follows:

- Level 1: Complaints and questions that can be responded to immediately;
- Level 2: Complex complaints, for example disputes between communities and investors, Government and communities, investors, and Government and within the communities;

- Level 3: Complaints related to valuation of land being acquired by GoG; and
- Level 4: Complaints that border on integrity e.g., corruption.

Levels 2, 3, and 4 complaints will be investigated by the Social Safeguards Specialist of the PIU within fourteen (14) days. Complaints will be referred to relevant entities and verified. After verification of complaints, verified ones will be heard by the GRC, which may consist of the following (where applicable):

- 1) Chairperson
- 2) Representative from the Lands Commission not below the rank of Director (in the case of involuntary resettlement)
- 3) Representative from Traditional Leaders
- 4) Representative of Investors
- 5) Representative from the District Assembly
- 6) Representative from Civil Society or NGO
- 7) Representative of Youth groups
- 8) Representative from Women's group
- 9) Representative from Judicial Service
- 10) Representative of the Ghana Association of Mediators and Arbitrators
- 11) One other person to be identified

The representatives of the traditional leaders, investors, DA, NGO, youth groups, and women's groups will vary depending on the area where the complaint emerges from. Any time there is a complaint, a panel shall be composed to address the specific complaints. At least 5 members of the GRC shall constitute a panel. The nature and type of complaint shall determine the members to be selected. The Social Safeguards Specialist shall be the Chairperson of the GRC.

The GRC shall be governed by the principles of fairness, integrity, transparency, and timeliness. GRC meetings will be a forum for the complainant and other parties to detail grievances and to explore (using mediation, negotiation, and other techniques) the resolution action. The proposed resolution action and the time frame in which it is to be implemented will be discussed within two weeks of receipt of the grievance. The GRC meetings will be recorded by a selected Secretary of a composed panel.

9.3 Settlement of Disputes

A number of methods are available to the GRC and PAPs for use in resolving disputes and complaints. These include the following, which is also presented in a hierarchical order in Figure 9.1:

- Settlement by negotiation
- Settlement by mediation
- Settlement by arbitration
- Court of Law
- International experts

9.3.1 Settlement by Negotiation

The parties to a dispute under the project may negotiate in good faith with a view to reaching a settlement of the dispute. This may be in accordance with any contract between the parties.

9.3.2 Settlement by Mediation

Where parties to a dispute choose to settle their dispute through mediation, the GRC may mediate the dispute or other mediators may be identified by the parties. Where parties agree to settle the dispute by mediation and there is settlement, the terms of settlement shall be in writing which shall be signed by the mediator and parties to the dispute. The settlement agreement shall be binding on the parties unless the agreement states otherwise. Where no agreement is reached at the end of the mediation, the mediator shall state so in writing and refer the matter to the GRC for further action.

9.3.3 Settlement by Arbitration

The parties have the right to appoint arbitrators, but where they fail to agree to do so, the GRC may appoint an arbitrator or arbitration panel to resolve the dispute. An arbitration award shall be binding on all parties. Where an external arbitrator is used, the external arbitrator shall communicate the award in writing to the GRC within 3 days after the award.

The grievance issue should be responded to within 24 hours and resolved within 2 weeks (10 working days) of receipt of the complaints, unless it requires further investigation which could go up to 4 weeks. Should there be an unexpected delay, the GRC will make sure to inform the concerned parties about the delay and its impacts on the initial schedule. Depending on the nature and type of grievance, PIU staff and partner organizations (Lands Commission and EPA representatives, etc.) may visit the affected property site or get in touch with the complainant to confirm that the resolution action is carried out. Verification should be completed within a time specified by the parties.

9.3.4 Appeal to Court

It is hoped that the courts of law will be a “last resort”, in view of the available options above. The Constitution of Ghana allows any aggrieved person the right of access to the Court of Law. If the complainant remains dissatisfied with the alternative mediation efforts, he/she has the option to pursue appropriate recourse via the judicial process in Ghana. In the event of a court case, the aggrieved party perusing the matter further in court will be responsible for the cost incurred by him/her.

9.3.5 International Experts

Where aggrieved parties wish to settle a dispute by involving international experts at their own expense, they may inform GRC of such intention in writing, but in all cases, efforts must be made to exhaust local remedies.

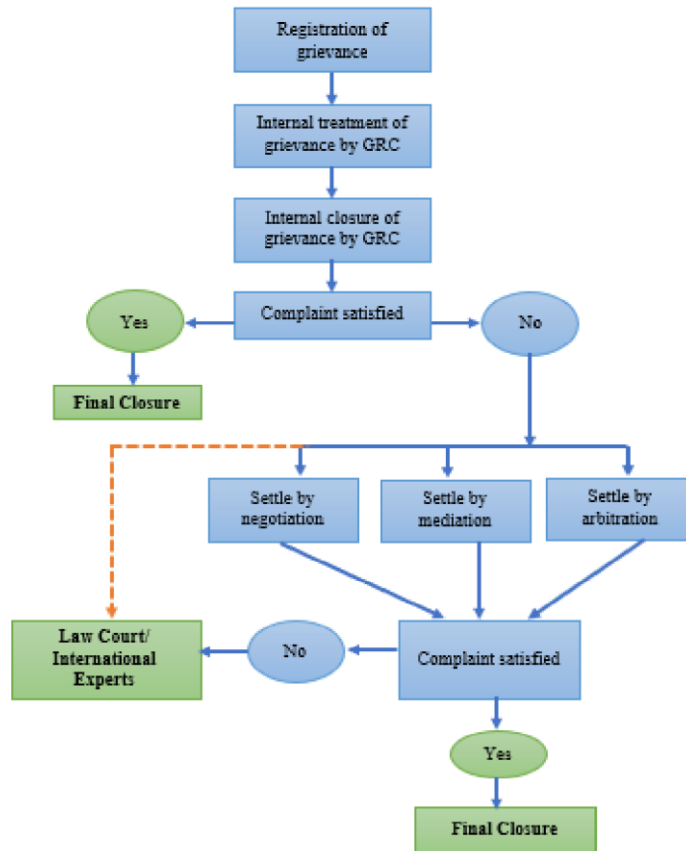


Figure 9.1 *Grievance/Dispute Management Mechanism*

9.4 Sexual Exploitation and Abuse and Sexual Harassment

Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment (SEA/SH) risk of the project in Ghana is assessed as Moderate using the World Bank GBV Risk Assessment Tool. There are risks of project staff (including third party service providers), often mostly male, coming into contact with beneficiaries with a power dynamic that increases SEA/SH risks. This will be mitigated through training and strict application of the related safeguard measures consistent with the Ghana National Gender Policy. The Environmental and Social Management Framework will have a SEA/SH Risk Mitigation and Response Action Plan. This will be rigorously implemented, and the client will ensure that SEA/SH risks are adequately reflected in all safeguards' instruments (i.e., Project ESMP and Contractor's C-ESMP).

The site-specific Stakeholder Engagement Process will include adequate measures to sensitize stakeholders and project beneficiaries particularly women and girls on risks of SEA/SH. The site-specific Grievance Mechanism (GM) should have specific procedures for SEA/SH including confidential reporting with safe and ethical documenting of SEA/SH cases. If the GM receives a case on sexual exploitation and abuse related to the project, complaint will only be recorded after securing full consent of the complainant in line with survival centred approach. The GM administrator will then refer the complainant to the appropriate SEA/SH service provider or relevant government authorities in line with the SEA/SH Risk Mitigation and Response Action Plan. As part of contractor's agreement, each contractor would be required to sign a code of conduct to mitigate potential risk of SEA /SH. In cases, where the perpetrator(s) is linked to project activities then the contractor will take appropriate actions as per the provision of the

contractor's contract agreement and under the effective law in Ghana. The PIU will report activities and outcomes of SEA surveillance and management to the World Bank on a regular basis.

The procedure for SEA/SH mechanism (Figure 9.2) will include:

- Reporting of SEA/SH
- Investigation and referral of complaint to national authority; and
- Disciplinary measures

Reporting of SEA/SH

The PIU through the GRC will make available reporting hotlines where victims or witness of SEA/SH will report cases involving staff/contractors and sub-contractors of the project to the GRC. Reports will be taken in confidence, and where warranted, anonymously, and the identity of individuals contacting the GRC will be protected. SEA/SH reports will be dealt with as priority and the Bank will be informed immediate upon receipt of a report or complaint.

Investigation

The GRC will initiate its own fact-finding investigation based on reports/complaint on SEA/SH. Also, the GRC will refer the case to the appropriate national authority, i.e. DOVVSU for criminal proceedings as appropriate and will collaborate with the national authority in investigation. The GRC and the PCU will not interfere with investigation and criminal verdict by the national authority.

Disciplinary Measures

Based on the investigation, if the culprit is found guilty, in addition to any criminal verdict pronounced from the legal proceedings and criminal prosecution, the GRC will take a disciplinary measure against culprit.

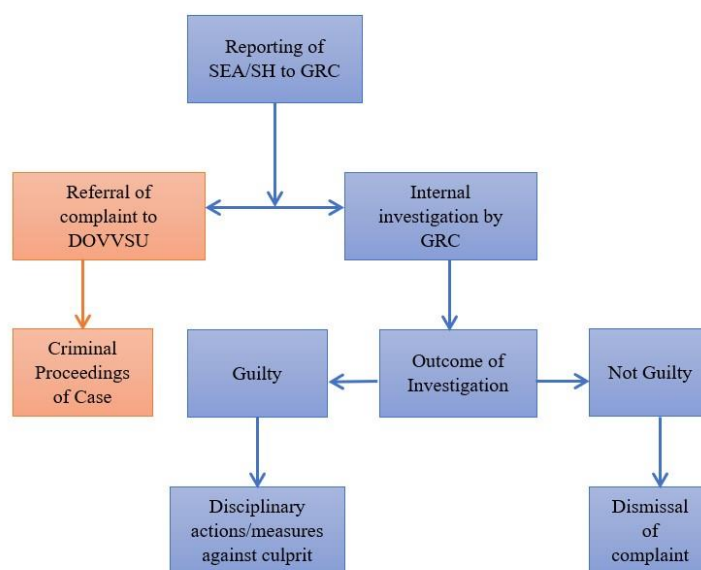


Figure 9.2 **SEA/SH Mechanism**

9.5 Grievance Uptake Form

The complainant's name, date and nature of complaint, follow-up actions and their dates will all be logged for referencing and tracing. Once grievances are resolved, the Chairman of the committee will complete the Grievance Uptake Form detailing and confirming the resolution. The form will be signed by himself, the complainant, and other parties. A complaint logbook will be opened for all complaints at the project level (see Appendix 4). All GRC minutes will be recorded and made available for review upon request.

Draft

10.0 MONITORING AND REPORTING

10.1 Objective of Monitoring and Evaluation

Stakeholder engagement activity must be monitored and evaluated at all levels to ensure these are carried out in accordance with the relevant requirements of the SEP, and for follow up remedial actions, where necessary. The provisions for monitoring and evaluation (M&E) will ensure the proposed actions are implemented as intended and within the project stages established, and also that, the expected results are achieved. Where shortcomings or problems are found, M&E can initiate appropriate corrective action.

The monitoring of project activities related to stakeholder engagement must fit into the overall project M&E framework. The objective of the monitoring plan will be to ensure that all stakeholders are provided with timely and updated information with regards to the implementation of all sub projects. The focus of the M&E will include an assessment of the following:

- SEP implementation is in accordance with the national and international regulations;
- Whether SEP implementation has to be adjusted due to changes that have occurred; • Whether complaints and grievances are being properly and effectively addressed; and
- Inform decisions to resolve problems encountered during SEP implementation.

Actions will be monitored and evaluated internally by a Monitoring and Evaluation Team (MET) to be constituted by the PIU.

10.2 Purpose and Responsibility of Internal M&E

The purpose of the internal M&E will be to verify that:

- Actions and commitments described in this SEP are implemented;
- Eligible people to be affected by the works receive their full compensation; and
- Complaints and grievances lodged by PAPs are followed-up and resolved.

Evaluation and monitoring are key components of the SEP. They have the following general objectives:

- Monitoring of specific situations or difficulties arising from the implementation, and of the compliance of the implementation with objectives and methods as set out in this SEP; and
- Evaluation of the mid- and long-term impacts of any project activity on affected households' livelihood, environment, local capacities, on economic development and settlement.

Monitoring aims to correct implementation methods during the course of a project, as required. Evaluation is intended at checking whether policies have been complied with and providing lessons learnt for amending strategies and implementation in a longer-term perspective. Monitoring will be internal and evaluation external.

10.3 Participatory Monitoring and Evaluation Plan Indicators

The Monitoring and Evaluation Team (MET) will be expected to develop and implement a Monitoring and Evaluation Plan (MEP). The main indicators the MEP will measure include:

- Impacts on affected individuals, households, and communities to be maintained at their preproject standard of living, or better;
- Improvement of communities affected by the project;
- Timeliness and adequacy of information delivery;
- Involvement of vulnerable groups and
- Management of disputes or conflicts.

The PIU Coordination Office will undertake routine internal M&E of the implementation of the SEP so as to ensure that all the responsible units follow the schedule and comply with the principles of the SEP. The monitoring program will provide a continuous feedback on the implementation of the SEP. Monitoring teams will be constituted and will report regularly to the coordinating office. The team will include EPA, and appropriate departments under MoFA. Through the M&E, PIU will establish a reporting system for the project SEP that will:

- Provide timely information to the project about all stakeholder engagement activity and issues arising;
- Identify any grievance, especially those that have not yet been resolved at the local level and which may require resolution at higher levels;
- Document completion of project resettlement and compensation that are still pending, including for all permanent and temporary losses; and
- Evaluate whether all PAPs have been compensated in accordance with the requirements of the RAP and that PAPs have better living conditions and livelihoods.

Instrument of monitoring will include the following:

- Questionnaires with data stored in a database for comparative analysis (before-after and with/without); and
- Documentation and recording of PAPs situation, including subsequent uses of assets and any improvements

10.4 Reporting

The monitoring unit will submit periodic (preferably bimonthly) reports to the PIU and copied to MoFA. The report will cover activities regarding stakeholder engagement, the methods used, the issues raised, how those issues have been resolved and provision made for future engagement. This report will form part of the PIU's regular and agreed report to the World Bank.

APPENDICES

Appendix 1 Consultation Guide

Respondents (Name, Position, Tel. &/ E-mail):

Engagement Tool:

Date:

Time:

Engagement Issues – MSA

Issues
1) What is the size of land required for setting up ground station or weather station?
2) Who could be easily affected in the event of acquiring land for any of the stations?
3) How end-of-life EEE (e-waste) is current managed?
4) Quantities of end-of-life EEE (e-waste) generated?
5) How is the storage provision for the e-waste?
6) The Program is likely to increase the quantity (number and types) of the EEE for digital advisory services provision - what types of EEE are likely to be needed/supplied?
7) The increased EEE quantities (number and types) for the digital advisory services provision, would generation large quantities of end-of-life EEE (e-waste) – will land be required for storage of the WEEE?
8) What measure could be put in place to handle and manage the WEEE?

Engagement Issues – DAES

Issues
1) How much land on the average is required to set up the following industries? Seeds production? Fertilizers production? Pesticides production?
2) How likely is proposed land for development be occupied by some existing users?
3) What are the most likely land use forms such lands will be under?
4) Are women likely to be among the affected land users?
5) How are watershed areas proposed for restoration likely to be occupied by some existing users?
6) What are the most likely land use forms such watershed areas will be under?
7) Are women likely to be among the affected watershed area users?
8) What land use types are likely to be affected by the grazing reserve/corridor development?
9) What is the estimated proportion of the land use types (e.g. farming 60%, etc.)
10) How long and wide will the grazing reserve/corridor be?
11) How many districts is the grazing reserve/corridor likely to traverse or cross?
12) What happens to the grazing reserve/corridor in the rainy season?

Engagement Issues - CERSGIS

Issues

1) Will land have to be acquired for setting up ground stations and weather stations under the digital advisory services provision and infrastructure for agro-meteorological information to farmers (using multi-modal channels...)

2) Who (land use type) could be easily affected in the event of acquiring land for any of the stations?

3) How end-of-life EEE (e-waste) is current managed?

4) Quantities of end-of-life EEE (e-waste) generated?

5) How is the storage provision for the e-waste?

6) The Program is likely to increase the quantity (number and types) of the EEE for digital advisory services provision - what types of EEE are likely to be needed/supplied?

7) The increased EEE quantities (number and types) for the digital advisory services provision, would generation large quantities of end-of-life EEE (e-waste) – will land be required for storage of the WEEE?

8) What measure could be put in place to handle and manage the WEEE?

Engagement Issues – NAFCO

Issues

1) How common are accidents involving cargo trucks in transit?

2) How frequent do cargo trucks in transit breakdown?

3) How common do food produce cargo trucks get stranded due to vehicle breakdown?

4) How common do cargo trucks in transit get involved in accidents causing damage to the food produce cargo?

5) How often do food produce cargo trucks get stranded at international borders in the sub region?

6) How is damaged or unwholesome food produce (in transit due to delayed delivery) disposed of?

7) Would land be required/acquired for the disposal of such declared unwholesome food produce?

8) How could accidents and breakdown be avoided or minimized (during transit)?

Engagement Issues – MOFA/e-AP

Issues

1) How much land on the average is required to set up the following industries? Seeds production? Fertilizers production? Pesticides production? Veterinary products manufacture?
2) Where will such factories/industries be set up for each of them – e.g. peri-urban, remote, industrial areas, etc.)
3) Can the promotion and supply of agricultural inputs (seeds, fertilizers, pesticides, veterinary products, and technology support) with ready market for food produce and guaranteed pricing regime enhance productivity and agriculture generation to the point where people would convert – a. Forest and woodland areas into agricultural fields? b. Tree crop plantations (e.g. Cocoa, Rubber, etc.) into cash/food crop fields?
4) Would such a situation have consequences for Climate Change?
5) How could the situation be avoided to prevent Climate Change impact (if it is true)?
6) Would converting forest and woodland areas to agricultural fields involve land acquisition and displacement of other land users?
Engagement Issues – GIDA

Issues
1) What is the average land area for each of the irrigation projects?
2) What is the likely land use types in these areas?
3) Will the rehabilitation of the 8 small irrigation dams likely to displace people?
4) How many people could on the average be displaced?
5) What is the estimated land area likely to be affected on the average?
6) For the reclamation of the 3 irrigation schemes (Wheta, Tanoso and Techiman) are there any existing users/dependents on the scheme?
7) How many people (on the average) depend on the scheme currently?
8) What is their level of productivity on the irrigation schemes (average income)?
9) What role does the Agency play in irrigation projects?
10) Who is responsible for selecting the locations for irrigation projects?
11) Average land area for each of the irrigation projects?
12) What is the likely land use types in these areas?
13) What is the population in the area likely to be affected?
14) Will the rehabilitation of the 8 small irrigation dams likely to displace people?
15) For the reclamation of the 3 irrigation schemes (Wheta, Tanoso and Techiman) are there any existing users/dependents on the scheme?

16) 9. For the reclamation of the 3 irrigation schemes (Wheta, Tanoso and Techiman) are there any existing users/dependents on the scheme?

17) How are electronic waste going to be handled during the operation phase?

18) Capacity to participate in environmental impact assessment

Engagement Issues – IESS

Issues

1) What are the current challenges of the Volta Basin Area?

2) What are the social issues associated with irrigation, aquaculture and other activities under the program?

3) What mitigation/recommendation will be appropriate?

4) What is the average land take by irrigations projects?

5) What is the typical land use of areas along the Volta for irrigation?

Engagement Issues – FRI

Issues

1) What are the main E&S issues related to the food production, processing and transportation under the program?

2) What best practices can be adopted to manage impacts?

Engagement Issues – WIAD

Issues

1) What is the possibility of gender discrimination from the introduction of new technology and the program?

2) What form does gender-based violence and other forms of abuse take, within the value chain?

3) What mitigations can be used to address gender-based violence and other forms of abuse?

4) Are there any other occupation health issues faced by women in the value chain?

5) Are women unfairly treated during land acquisition processes? How?

6) Is forced labour an issue in the agriculture sector?

Engagement Issues – NDA

Issues

- 1) How much land on the average is required to set up the following industries? Seeds production?
Fertilizers production?
Pesticides production?

Veterinary products manufacture?

- 2) Where will such factories/industries be set up for each of them – e.g. peri-urban, remote, industrial areas, etc.)

3)

How likely is proposed land for development be occupied by some existing users?

4)

Are women likely to be among the affected land users?

5)

How are watershed areas proposed for restoration likely to be occupied by some existing users?

6)

What are the most likely land use forms such watershed areas will be under?

7)

Are women likely to be among the affected watershed area users?

8)

What land use types are likely to be affected by the grazing reserve/corridor development?

9)

What is the estimated proportion of the land use types (e.g. farming 60%, etc.)

10)

How long and wide will the grazing reserve/corridor be?

11)

How many districts is the grazing reserve/corridor likely to traverse or cross?

12)

What happens to the grazing reserve/corridor in the rainy season?

Engagement Issues – EPA

Issues

1)

What are the key social issues experience in similar past programs?

2)

What were the interventions/mitigations recommended in past program?

3)

What roles did the EPA play in similar programs?

4) Can the promotion and supply of agricultural inputs (seeds, fertilizers, pesticides, veterinary products, and technology support) with ready market for food produce and guaranteed pricing regime enhance productivity and agriculture generation to the point where people would convert – a. Forest and woodland areas into agricultural fields?	b.
Tree crop plantations (e.g. Cocoa, Rubber, etc.) into cash/food crop fields?	5)
How end-of-life EEE (e-waste) is current managed?	6)
Quantities of end-of-life EEE (e-waste) generated?	
7) How is the storage provision for the e-waste?	
8) The Program is likely to increase the quantity (number and types) of the EEE for digital advisory services provision - what types of EEE are likely to be needed/supplied?	
9) The increased EEE quantities (number and types) for the digital advisory services provision, would generation large quantities of end-of-life EEE (e-waste) – will land be required for storage	of
the WEEE?	10)
What measure could be put in place to handle and manage the WEEE?	11)
What land use types are likely to be affected by the grazing reserve/corridor development?	
Engagement Issues – WRI	
Issues	

1) What are the E&S issues related to integrated aquaculture and agriculture system?
2) What are the negative impacts of cage aquaculture?
3) What mitigations/ recommendations would you suggest to tackle conflict between local fishermen and cage aquaculture developers?
4) Are there land-take issues in integrated aquaculture and agriculture systems?
Engagement Issues – APD
Issues
1) What land use types are likely to be affected by the grazing reserve/corridor development?
2) What is the estimated proportion of the land use types (e.g. farming 60%, etc.)
3) How long and wide will the grazing reserve/corridor be?
4) How many districts is the grazing reserve/corridor likely to traverse or cross?
5) Which districts are these?
6) What happens to the grazing reserve/corridor in the rainy season?
Engagement Issues – DCS
Issues
1) How much land on the average is required to set up the following industries? Seeds production? Fertilizers production?
Pesticides production?
2) Can the promotion and supply of agricultural inputs (seeds, fertilizers, pesticides, veterinary products, and technology support) with ready market for food produce and guaranteed pricing regime enhance productivity and agriculture generation to the point where people would convert – Forest and woodland areas into agricultural fields?
Tree crop plantations (e.g. Cocoa, Rubber, etc.) into cash/food crop fields?
3) Would such a situation have consequences for Climate Change?
4) How could the situation be avoided to prevent Climate Change impact (if it is true)?

5) What has been the impact of COVID on production?

6) What are the activities involved in rehabilitation of stations and what are the associated E&S issues?

7) Are there any other key E&S issues?

8) What is the current environmental management system used?

9) What interventions/ mitigations would you recommend dealing with E&S issues identified?

Engagement Issues – PPRSD

Issues

1) What are the environmental safeguards activities you have been involved in on previous programs?

2) What are the safeguards activities that the PPRSD would undertake under the FSRP2?

3) What are some of the treats to food production?

4) How would/ has Covid impacted your operations?

Engagement Issues – Female Rice Farmers

Issues

1) What is the waste management system in place?

2) Are there any health problems associated with irrigation activities?

3) Are there any concerns on the proposed project?
4) Why are children encouraged to help parents on farms?
5) Can the potential project cause gender-based violence?
<u>Engagement Issues – Water Users Association</u>
Issues 1) What is the water usage in the area?
2) Are there any suggestions?
3) What is the mandate of the association?
4) What challenges do you face?
<u>Engagement Issues – Global Agriculture Development Company</u>
Issues 1) What is the mandate of the association?
2) How are chemical containers disposed?
<u>Engagement Issues – Agogo Women Plantain Producers and Exporters</u>
Issues 1) Are there existing farmers associations?
2) What is the average farm size per farmer?
3) What is the waste management plan in place?
4) Are the services of agric officers sufficient?
5) What is the state of roads leading to farms?
6) Are there security issues while transporting produce?
<u>Engagement Issues – NADMO</u>
Issues

1) What is the state of food security in the northern part of Ghana?

2) What factors influence food security?

3) What are the effects of the Bagre Dam spill?

Engagement Issues – Animal Production Department, livestock Breeding Station, Pong Tamale

Issues
1) What activities are undertaken by the station?
2) How are parasites controlled?
3) What is the waste management system in place?
4) Are there any security issues?
5) What is staff strength?

Engagement Issues – Water Resource Commission

Issues
1) What is the mandate of the commission?
2) Are there any environmental challenges?
3) What are the effects of the Bagre Dam spillage?
4) Are there any irrigation systems in place?

5) Are you engaged as a stakeholder for projects?

6) Are there any social issues you face?

Engagement Issues – Ejura Sheep Breeding Station

Issues
1) What is the stations mandate?
2) How is the breeding station managed?
3) How is the health of the stock managed?
4) How is waste managed in the station?
5) Are there security issues faced?
6) What is the ratio of male to female staffing on the farm?

Appendix 2: Engagement Outcomes

National Food Buffer Stock Company (NAFCO)

Engagement Tool: Voice call	Date: 24/03/2021	Time: 11:30am
Attendance: Consultant Team: Emmanuel J.K. Arthur (0244669709), Senior Manager – Corporate Affairs		Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 7 key areas: 1) Land acquisition for expansion of storage facilities 2) Challenges faced by the company 3) Food haulage truck accidents 4) Measures to prevent robbery attacks 5) Breakdown of trucks in transit 6) Likelihood of food becoming unwholesome in transit 7) Disposal of expired food		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Land acquisition for expansion of storage facilities The government, under the 1 district 1 warehouse program has promised to handover some of these warehouses so they can be used as storage facilities. We are supposed to take over the assets of Ghana Food Distribution so when that happens, we would have access to their warehouses. Some of these warehouses have been encroached by churches and other businesses so there might be a challenge getting control of all these properties. If all these are not enough then we would have to look for land and purchase especially in Kumasi where we would want to have enough storage in place to cater for the whole region.		
2) Challenges faced by the company Procurement of refrigerators and other equipment so we can store perishable goods		
3) Food haulage truck accidents These rarely happen as these truck drivers are very experienced. But there are other incidences (3 last year) like attacks from armed man. The likely areas are Northern, Savannah and Upper West.		
4) Measures to prevent robbery attacks • The use of drones to deliver food could be explore even though I am assuming food might be a bit heavier compared to medicine. • Strategic siting of storage facilities to reduce travel time of delivery trucks. Like the STC or commercial buses we could explore the use of armed police officer to accompany the trucks		
5) Breakdown of trucks in transit Trucks break down but this is not often. The delivery services are outsourced to third party. Trucks from other countries like Mali and Burkina Faso don't breakdown when they enter the country to pick up food because they are in very good shape. It is standard operating procedure for transport companies to arrange for vehicles that go out to pick food in certain quantities to have another vehicle on stand-by in case of a breakdown so it can be dispatched to finish the trip. We have not had a situation where food has gone bad due to a vehicular accident.		

6) Likelihood of food becoming unwholesome in transit

The food is transported with the expiry date and shelf life in mind, so this does not happen. We also cover them well especially grains like rice to protect them from the weather elements

7) Disposal of expire/unwhod food

These are destroyed by crushing and incineration in collaboration with the Food and Drugs Authority and the Ghana Standards Board so they cannot be used by anyone

Women in Agriculture Development (WIAD)

Engagement Tool: Voice call	Date: 23/03/2021	Time: 7:00pm
Attendance: Paulina Addy (0244422712), Director	Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei	
Engagement Issues The engagement covered the following 6 key areas: 1) Possible gender discrimination from introduction of new technology 2) Gender based violence and other forms of abuse within the value chain 3) Remedies for gender-based violence and other forms of abuse 4) Other occupation health issues faced by women 5) Unfair treatment during land acquisition 6) Forced Labour		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Possible gender discrimination from introduction of new technology Discrimination is unlikely, both women and man are engage in the food processing activities with majority being women. Where the women are illiterates, they can sometimes be cheated by the men they work with who manage their finances or rent out machinery to them.		
2) Gender based violence and other forms of abuse within the value chain Traders experience this from drivers when vehicles breakdown on the road. These women are sometimes exploited sexually or monies are extorted from them.		
3) Remedies for gender-based violence and other forms of abuse • The use of mobile money for financial transactions to prevent theft or financial exploitation and for keeping records • Use of mobile phones to communicate their location during transits • Use of tracking system by some trader associations so that in the event of vehicle breakdowns an emergency team can be used to follow-up on women		
4) Other occupation health issues faced by women • Snake bites in the bush when farming • Cutlas wounds which are usually not treated • Exposure to heavy smoke from oil extraction process		

5) Unfair treatment during land acquisition

Women who work on their husband's family land may not receive any compensation during resettlement. Provision is usually not made for the communal benefit of some economic trees that women rely on especially in Northern Ghana

6) Forced labour

This is not an issue. As part of community development projects, the women may willingly offer their services for free.

Animal Production Directorate (APD)

Engagement Tool: Virtual meeting	Date: 25/03/2021	Time: 10:00am
Attendance: Edwin Bekoe (0274747847), Director, Animal Production		Consultant Team Kojo Amoyaw-Osei

Franklin Yeboah, Deputy Director Dr.
Abdul Razak, Deputy Director

Engagement Issues

The engagement covered the following 7 key areas:

- 1) Nature of grazing reserves and mobility corridors
- 2) Land acquisition for grazing reserves and mobility corridors
- 3) Current land use of grazing areas
- 4) Potential conflict with Fulani herdsmen
- 5) E&S issues at the grazing area
- 6) E&S issues for poultry production
- 7) Mitigation/recommendation

Discussions/Suggestions and Comments**1) Nature of grazing reserves and mobility corridors**

These will be done in the following districts: Fanteakwa (Eastern), Kintampo North (Bono East), Sekyere Afram plains and Sekyere Kumawu (Ashanti) and Adaklo (Volta) The grazing reserves vary in perimeter:

- Adaklo – perimeter of 9km, 11km & 47km (15,000ha in total, can house 11000 cattle for 4 months)
- Fanteakwa – perimeter of 43km (5,000ha, which can house 10,000 cattle for 4 months)
- Kintampo North – perimeter of 150km (100,00ha, which can provide 1000Mg of feed for 128,000 cattle)
- Sekyere – perimeter of 89km (32,000ha which can house 150,000 cattle for 4 months) Mobility corridors are 100m wide with varying lengths

2) Land acquisition for grazing reserves and mobility corridors

Feasibility studies have been conducted so these lands have been demarcated. The Chief and people have been consulted and have agreed for the project to take place. Compensation will be arranged by government when the project gets to that stage. As much as possible the corridors will be diverted from settlement so that relocation is prevented

3) Current land use of grazing areas

Some are being used as farms and some have farm settlements

4) Potential conflict with Fulani herdsmen

Because of conflict between crop farmers, migrating Fulani and resident Fulani, the grazing areas are being developed so it can eliminate these clashes

5) E&S issues at the grazing area

- Dropping of cattle and small ruminants can be an issue but they can be used as manure for the soil
- Pile up of dropping at sleeping areas of the animals
- Overgrazing can be an issue if the carrying capacity of the grazing reserve is not adhered to

6) E&S issues for poultry production

- Cleaning of the poultry house will produce some waste water
- Administering drugs to the poultry could result in overdose
- Droppings from poultry
- Feathers and waste from the gut can sometimes be difficult to dispose

7) Mitigation/recommendation

- Have a rendering plant so that guts and other parts can be processed
- Selling of poultry manure to crop farmers
- Capacity building on handling of E&S issues

Directorate of Agricultural Extension Services (DAES)

Engagement Tool: Virtual Meeting	Date: 25/03/2021	Time: 11:00am
Attendance: Mr. Paul Siameh (0244641260), Director Shaibu Muniru – M&E Officer		Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 4 key areas: 1) E&S issues expansion of farms and other services under the program 2) Child labour and issues affecting women 3) Role of extension services 4) Effects of COVID on the program		
Discussions/Suggestions and Comments		

1) E&S issues expansion of farms and other services under the program

- For large scale poultry, effective disposal of droppings. If not disposed of properly can end up in water bodies and cause eutrophication.
- For construction of the irrigation dam, earth material or gravel maybe transported from another community and this could change the environment or topography of that area. These dug holes are not refilled, and provision is not made to revegetate those areas
- Siting of irrigation dams without proper consultations with the community
- Protection of the catchment area of an irrigation dam especially for small dams. Legally secure catchment area to prevent farmers from farming there and also to prevent siltation
- Applying agrochemical and other chemicals without using PPE

2) Child labour and issues affecting women

Child labour issues have always been prominent in the agriculture sector e.g., Use of children in animal husbandry, use of children to scare off birds in rice farms. In cassava process, women and children are exposed to sharp objects like cutlasses, those who are involved in the frying are exposed to high temperature sometimes with their babies on their backs. Children are also put in dangerous situations in the fishing industry.

3) Role of extension services

On the project level assessment, it is necessary for extension officers to be consulted since they deal directly with the farmers. Their capacity will have to be built so they are in the best place possible to deliver adequate guidance to the farmers on all the new interventions because of the program.

4) Effects of COVID on the program

More reliance on ICT, audio and audio-visual means to reach farmers rather than the traditional means of visiting farms so the contact time with farmers can be reduced

Directorate of Crop Services (DCS)

Engagement Tool: Voice call	Date: 24/03/2021	Time: 12:00noon
Attendance: Dr. Solomon Gyan Ansah (0208133029), Head of Seed Unit	Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei	
Engagement Issues The engagement covered the following 6 key areas: 1) Activities involved in rehabilitation of stations and associated E&S issues 2) Other Key E&S issues		
3) Current environmental management system used 4) Some interventions/ mitigations recommended 5) Impact of COVID on production 6) Child labour issues		
Discussions/Suggestions and Comments		
<i>1) Activities involved in rehabilitation of stations and associated E&S issues</i>		

Lands have already been acquired with all the necessary facilities procured. Nonetheless, there will be some refurbishment (painting, woodwork, changing old installations) since the facilities have not been in use for some period of time

2) Other Key E&S issues

Use of pesticides by farmers

Land preparation activities by farmers causing erosion

3) Current environmental management system used

We use only an Integrated Pest Management System (IPM) to manage and control pest since our environmental impact is limited. For the farmers on the other hand, pesticides use could pose a risk to nearby water bodies if pesticides are not managed properly. Waste generation is also not an issue during production, but for those involved in the processing it is a major issue.

4) Some interventions/ mitigations recommended

Training and monitoring on the use of pesticides

Training farms in land preparation activities to prevent erosion Encourage organic farming

Training farmers on how to use tractors by Agricultural Engineering Services Directorate

5) Impact of COVID on production

Covid affecting the implementation of the Planting for Food and Jobs during the lockdown as seeds were not able to get to the farmers on time. Some farmers were also afraid to go to their farms

6) Child labour issues

Child labour is not a major issue except for cocoa growing areas, nonetheless the provision of appropriate equipment like weeders which are not too sophisticated to use can help prevent the situation of parents using their children as labour since a lot more work can be done by fewer people using this farming equipment.

Plant Protection & Regulatory Services Directorate (PPRSD)

Engagement Tool: Voice call	Date: 29/03/2021	Time: 3:00pm
Attendance Eric Dzimado (0243413991), Senior Agricultural Officer		Consultant Team Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 4 key areas: 1) Environmental safeguards activities we have been involved in on previous programs 2) Safeguards activities under the FSRP2 3) Treats to food production 4) Impact of Covid		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Environmental safeguards activities we have been involved in on previous programs • Management of pest and diseases on the farms		

• Providing technical backstopping and training on Integrated Pest Management System (IPMS) and safe use of pesticide Management of empty pesticides containers • Sensitization of farmers on all these various issues • Developing manuals on pesticides safe use • Creating documentaries on the safe use
2) Safeguards activities under the FSRP2 • Strengthen phyto sanitary systems across the country • Establishing early warning system for Fall Army worm • Strengthen the seed certification value chain (increased productivity and increased yield) • Fertilizer quality control (ensure integrity of product/quality)
3) Treats to food production • Fall army worms is a big treat to food production • Indiscriminate use of pesticides and storage in inappropriate places
4) Impact of Covid • Reduction in the labour force of the office at a particular time because of the shift system being implemented. This has impacted our delivery of service to farmers. • With the new directives from the presidency, we will also not be able to conduct train the way we used to which was gathering everyone at a particular location.

Environmental Protection Agency (EPA)

Engagement Tool: Voice call	Date: 24/03/2021	Time: 7:00am
Attendance: Joseph Edmond (0501301396), Director	Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei	
Engagement Issues The engagement covered the following 3 key areas: 1) Key E&S issues experience in similar past programs 2) Some interventions/ mitigations recommended 3) Roles the EPA has played in similar programs		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Key E&S issues experience in similar past programs • Mismanaged pesticides by farmers • Disposal of chemical containers into the environment • Excessive abstraction of water for irrigation causing a challenge on the ecosystem of an area • Washing sprayers directly into water bodies • Disposal challengers for asbestos from rehabilitation of old training centres • Disposal challengers for hazardous and lab waste from laboratories that were built • Cumulative impact of several farming operations within an area		

2) Some interventions/ mitigations recommended in past programs

- Developing comprehensive waste management plans
- Performing a proper environmental assessment so all possible impacts and risks are known
- Use of an incinerator for Lab waste
- Sensitization of farmers on consequences of their actions on the environment and their health

3) Roles the EPA has played in similar programs

- Building capacity on proper use of pesticides, weedicides etc.
- Sensitization of farmers and other personnel in the value chain on effects of some negative activities on the environment
- Screening farms to determine the level of assessment required
- A specialized registration and screening system can be developed in collaboration with the EPA so that all projects under the program can be fast-tracked, so they don't go through a long process

Ghana Irrigation Development Authority (GIDA)

Engagement Tool: Voice Call	Date: 25/03/2021	Time: 1:30pm
Attendance: Ing. Richard Boateng (0244662243), Director		Consultant Team: Kwakye Kwabena Mamphey
Engagement Issues The engagement covered the following 10 key areas: 1) Role of the Agency in irrigation projects 2) Responsibility for selecting the locations for irrigation projects 3) Average land area of irrigation projects 4) Likely land use for potential irrigation sites 5) Population in an area likely to be affected by irrigation project 6) Displacement of people from rehabilitation of the 8 small irrigation dams 7) Existing users/dependents of the 3 irrigation schemes 8) Effects of reclamation of the 3 irrigation schemes (Wheta, Tanoso and Techiman) on existing users/dependents 9) Electronic waste management during operation phase 10) Capacity to participate in environmental impact assessment		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Role of the Agency in irrigation projects The Agency has a project development department that conducts survey and mapping for the project to design the irrigation system taking into consideration the topography and hydrology. We also model the project and give the cost the project and prepare a BOQ for the project. It also monitors and supervise construction of irrigation projects.		
2) Responsibility for selecting the locations for irrigation projects GIDA is responsible for selecting locations for irrigation projects. The selected areas are located in the Volta, Upper East, Ashanti, Savannah and Brong-Ahafo Regions. Some of these sites have been studied and the		

drawings for the irrigation system has been done. Some have also been constructed but do not have the irrigable areas in place.
3) Average land area of irrigation projects The dam area varies per project. For the existing projects, the existing irrigable lands are 100 ha or more. A hectare is allocated to each farm.
4) Likely land use for potential irrigation sites Some of the lands are being used as farms. Most of the lands in the proposed areas belong to the chiefs and families. Due to the benefits the dam, the lands in Northern Region are going to be given out for free for the project.
5) Population in an area likely to be affected by irrigation project Some dams have already been constructed but the irrigable areas have not yet been developed. For such areas, detailed studies will have to be conducted to determine whether the project will affect some farms or individuals when the irrigable areas are constructed.
6) Displacement of people from rehabilitation of the 8 small irrigation dams Currently, some of the reservoirs have their irrigable systems developed and there has been not been any displacement. The reservoirs with their irrigable systems yet to be developed will require a detailed study to identify if it will cause displacement of properties or persons.
7) Effects of reclamation of the 3 irrigation schemes (Wheta, Tanoso and Techiman) on existing users/dependents The increase of the height of the dams may affect some nearby communities and farm ways due to the increase in the throw back of the reservoir. It is not yet known if the height of these dams will be increased or not.
8) Existing users/dependents of the 3 irrigation schemes Wheta, and Techima irrigation schemes are currently in operation. Tanoso irrigation scheme is not operating fully due to some technical challenges.
9) Electronic waste management during the operation phase Electronic waste generated will be transported to the head-office storehouse where all electronic waste from all irrigation facilities is kept and later auctioned.
10) Capacity to participate in environmental impact assessment The institution partakes in environmental impact assessment for irrigation projects. It also has a department that prepare environmental management plans for irrigations projects.

Meteorological Services Authority (MSA)

Engagement Tool: Virtual meeting	Date: 25/03/2021	Time: 3:00 pm
Attendance: Francisca Martey (0244130093), Deputy Director, Research and Applied Meteorology		Consultant Team: Kwakye Kwabena Mamphey

Engagement Issues The engagement covered the following 4 key areas: 1) Land required for setting up ground station or weather station acquisition 2) Likelihood of resettlement when acquiring land for stations 3) Current management practice for end-of-life EEE 4) Quantities of end-of-life EEE generated
Discussions/Suggestions and Comments
1) Land required for setting up ground station or weather station acquisition Land for setting up stations are mostly acquired from chiefs.
2) Likelihood of resettlement when acquiring land for stations These stations usually require a smaller area and will not affect anyone when the land is acquired.
3) Current management practice for end-of-life EEE E-waste from all meteo stations is transported to the head office in Accra where they are later auctioned.
4) Quantities of end-of-life EEE generated The equipment used are regularly maintained preventing frequent breakdown. Just a few e-waste is generated yearly.

Institute of Environment & Sanitation Studies (IESS)

Engagement Tool: Voice call	Date: 25/03/2021	Time: 8:00am
Attendance: Dr Benjamin Ofori (0208134292), Senior Research Fellow		Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 5 key areas: 1) Current challenges of the Volta Basin Area 2) E&S issues associated with irrigation, aquaculture and other activities under the program 3) Mitigation/recommendation 4) Average land take by irrigations projects 5) Typical land use of areas along the Volta for irrigation		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Current challenges of the Volta Basin Area Monitoring of the buffer zone has been difficult in the past Emergence of market centres along the lake Climate changing affecting the raining seasons		
2) E&S issues associated with irrigation, aquaculture and other activities under the program Widespread application of agrochemicals Encroachment into the Volta Lake buffer zone Siltation is also a potential issue with the increase in development along the lake		

3) Mitigation/recommendation
Encourage drawing of water onto farms which will be about 50-100m away from the buffer zone so that farms don't situate their farms at the banks of the lake
4) Average land take by irrigations projects
That will be difficult to say. It will depend largely on the amount of water storage
5) Typical land use of areas along the Volta for irrigation
Southern area – farming (pepper, onion & watermelon)
Middlebelt – farming (yams, maize, beans & groundnut) Huge portions are unused

Centre for Remote Sensing & Geographic Information Services (CERSGIS)

Engagement Tool: Virtual meeting	Date: 24/03/2021	Time: 10:00am
Attendance: Mr. Foster Mensah (0243352468), Executive Director	Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei	
Engagement Issues The engagement covered the following 4 key areas: 1) Type of EEE that would be procured 2) How end-of-life EEE is currently managed 3) Land required for activities under the program 4) Quantities of end-of-life EEE generated		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Type of EEE that would be procured 1 – Printer for printing maps 5 – GPS receivers 10 – Computers (workstations)		
2) How end-of-life EEE is currently managed They are kept in a storeroom and dumped or donated to schools		
3) Land required for activities under the program Our existing facility would be used so there would be no land acquired		
4) Quantities of end-of-life EEE generated Very little e-waste is generated because of how well they are maintained		

CSIR, Food Research Institute (FRI)

Engagement Tool: Voice call	Date: 24/03/2021	Time: 4:20pm
Attendance: Prof. Charles Tortoe (0243241801), Ag. Director	Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei	

Engagement Issues The engagement covered the following 2 key areas: 1) Main E&S issues related to our activities 2) Best practices being utilized to manage waste
Discussions/Suggestions and Comments
1) Main E&S issues related to our activities - Managing the waste from the processing of maize, rice and cassava - Effluent from the ethanol production from cassava and other processing activities • Waste from packaging
2) Best practices being utilized to manage waste - Milling husk and spreading on the farms as manure - Using maize husk as packaging for food e.g., kenkey - Harvest starch out of the effluent from cassava processing and recycling the left over water - Planning the procurement of packaging material so that there is no waste

CSIR, Water Resources Institute (WRI)

Engagement Tool: Virtual meeting	Date: 25/03/2021	Time: 9:30am
Attendance: Dr. Ruby Asmah (0205424161), Principal Research Scientist		Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 4 key areas: 1) E&S issues related to integrated aquaculture and agriculture system 2) Land-take issues in integrated aquaculture and agriculture system 3) Negative impact of cage aquaculture 4) Recommendation/mitigations for conflict with local fishermen		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) E&S issues related to integrated aquaculture and agriculture system E&S issues are significantly reduced for instance, when rice farming and fish cultivation is done together the waste from the fish enrich the water and soil for the rice plant. The fish can also feed on some of the insects that can affect the rice. There is a government policy in place which directs that 5% of all irrigated land or irrigation systems should be dedicated to aquaculture but this has not been enforced. This system also improves water use since water from one system is reused in the other system. Fertilizer use is also reduced because of the nutrient rich water from the aquaculture system feed to crop farms.		
2) Land-take issues in integrated aquaculture and agriculture system Usually, additional land is not required		

3) Negative impact of cage aquaculture

Conflict with existing fishermen because these fishermen may not have access to an area where they ones fished. For large commercial cage aquaculture, because of the feed put in the water, it attracts the fish from the wild who gather around the cages but fishermen in the area would not be allowed to catch. This might not apply to the program since this is meant for the community and is not for large commercial purpose

4) Recommendation/mitigations for conflict with local fishermen

The fear of the farmers is that, when fishermen are allowed close to the cages, they will throw their nets into the cages to steal their fish. This situation has been managed with controlled catch, were fishermen are given a particular time to come close to the cage to fish but under supervision.

Northern Development Authority

Engagement Tool: Voice call	Date: 24/03/2021	Time: 3:00pm
Attendance: Dr Emmanuel Abeere-Inga (0548314461), Director, Infrastructure, Land and Natural Resources		Consultant Team: Kojo Amoyaw-Osei
Engagement Issues The engagement covered the following 3 key areas: 1) Sensitive areas to consider under the program 2) The role the NDA will play in protecting these sites 3) Likelihood of relocation of farms or settlements		
Discussions/Suggestions and Comments		
1) Sensitive areas to consider under the program We have marked out these areas in a map through a survey and would be happy to share with you		
2) The role the NDA will play in protecting these sites We will be involved in the monitoring of the sites to ensure that no development takes place there		
3) Likelihood of relocation of farms or settlements Within our area of jurisdiction, no intervention would require relocation of settlements or farms		

Kpong Irrigation Scheme (KIS) Male Rice Farmers

Venue: Asutuare	Date: 19 th May, 2021	Time: 11:00 am
Consultant Team: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey		
Pictures:		



Engagement Issues:

1. Views and issues on irrigation schemes involved in.
2. Waste management.
3. Potential for project interventions to cause gender-based violence.
4. Children participating in farming activities.
5. Health problems associated with irrigation activities.
6. Concerns for the proposed project.

1. Views and issues on irrigation schemes involved in.

The irrigation has helped most of the farmers but there are some challenges faced by the farmers. These include:

- Lack of PPEs
- Lack of storage facilities
- Shortage of subsidised fertilizers in minor seasons.
- Lack of access to water due to choked channels. Also, fields further from canals do not get access to water leading to poor crop growth.
- Lack of machinery for land preparation and harvesting
- Absence of mechanisation centres within project areas
- There is no ready market for harvested rice. In the past, the rice was bought when harvested but when the buyer quit the business, the rice has to be processed before it can be sold to the market women. The market women also buy the rice for cheap or credit and end up cheating the farmers.
- Engineers do not take into consideration the concerns of the farmers during development of canals and irrigation system.
- Excavated spoils are disposed of indiscriminately by contractor claiming it would be reused. These heaped materials sometimes block access routes to farm preventing the farmers from accessing their farms. The farmers need to hire an excavator to move the heaps from access routes.

2. Waste management

Pesticide containers are not properly disposed of. Some are burnt, other also end up in the canal which contaminate the water affecting communities downstream (Asutware and Aveyime). The water serves as a source of drinking water to communities downstream.

3. Potential for project interventions to cause gender-based violence.

Gender-based violence is not an issue. The irrigation scheme is made up of both male and female farmers. Some females are also selected as block leaders and are involved in decision making.

4. Children participating in farming activities.
Children only help their parents in their farms during vacation. No farmer allows their children to visit the farm while school is ongoing.
5. Health problems associated with farming activities • Rice farms are usually water logged and muddy making movement in wellington boots difficult. The farmers turn out to enter their farms barefooted causing health issue such as skin irritation, insect bites etc. • Spraying of insecticides and pesticides on rice farms is a major. During this period, the rice plant is normally long and due to lack of proper PPE, the chemicals end up on the skin when moving through the farms since the plant rub the skin and PPE. This causes skin irritation and sometimes cause erectile dysfunction in men. • Fire ants (Charles taylor) is a major issue in the farming areas. They bite farmers in the farm causing skin irritation.
6. Concerns for the proposed project • Community members and farmers must participate in all stages of the project i.e., implementation to completion • Provision of management plan after project implementation. Identify who the farmers can reach out to when there is an issue or engineering defect with the project. • There should be a ready market for the rice when harvested.

Kpong Irrigation Scheme (KIS) Female Rice Farmers

Venue: Asutware	Date: 19 th May, 2021	Time: 12:00
Consultant Team: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey		



Pictures:

Engagement Issues:

1. Gender discrimination in the past
2. Views and issues on irrigation schemes involved in.
3. Waste management
4. Potential for project interventions to cause gender-based violence.
5. Why children are encouraged to help their parents on their farms.
6. Health problems associated with irrigation activities.
7. Concerns for the proposed project.

1. Gender discrimination faced in the past

- The men hide issues in relations to farming activities from the women.

- The block leaders were selected by men
- Men use to cheat women in sharing of fertilizers. They take more and give the women few.

The women faced some of these issues because they saw themselves to be inferior and not important to partake in decision making. Some women also think because they are not educated, they cannot hold positions in their association.

2. Current gender issues The introduction of the irrigation scheme has brought a lot of change in relation to gender issues. Currently women: • are engaged in decision making • are executives of farming groups and association • are selected as block leaders in the scheme Women have been educated on their position as women and are not to see themselves important or relevant.
3. Views and issues on irrigation schemes involved in. • Unavailability of quality PPE (boots, overall, gloves, etc.). The PPEs on the market are not durable. • The boots available are too heavy and the women find it difficult wearing them in their farms. Due to the swampy nature of the area, it makes movement in the boots is very difficult. • Skilled sprayers are very expensive to use for spraying farming lands. • Some seed growers in the scheme supply the farmers with bad seedlings. This normally occur when the seedlings are sourced outside the farming zone. This causes financial lose to farmers. • Harvested rice and paddy rice are all stored in the same space causing insects to infest and destroy the harvested rice. • Low profit margins due to high cost of harvesting rice.
4. Waste management Sprayers engaged to spray farm lands dispose of chemical containers indiscriminately. Some of the containers end up in the canal which serves as a source of water for communities downstream.
5. Potential for project interventions to cause gender-based violence. Its is unlikely there would be gender-bases violence since the women have been educated and male farmers have developed the habit of involving the female farmers in decision making and also as leaders. There male to female farm ratio is 10:6. Single mothers and widows struggle a lot. They find do not get any form of support in their work.
6. Children involved in farming Children are mostly not engaged in farming activities. They are only engaged during scaring period. This is mostly when they are on vacation. Children help their parents on the farm by scaring birds away to prevent them from eating their crops. Children who come to farms during school hours are sacked to go back to school. The main reason why children are engaged is because, hiring labourers is very expensive. Parent and farmers turn to use children on farms.
7. Health problems associated with irrigation activities. Fire ants is a major issue faced by farmers. They are found on farm lands and bite farmers during farming activities. This causes skin irritation and discomfort.

8. Concerns for the proposed project.

- Provision of certified seedlings
- Each farming zone should grow their own seedling to prevent mix-up of seedlings.
- Female leaders should be involved in sharing fertilizers

Water Users Association (WUA) and Global Agriculture Development Company (GADCO)

Venue: Asutuare	Date: 19 th May, 2021	Time: 2:30 PM
Consultant Team: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey		Attendance: Henry Doe – GADCO – 0244624345 Isaac Akpatei – AKC/WUA – 0540727247 Regina Ayoko Mensah – AKC/WUA - 0247129445
Pictures: 		
Engagement Issues: 1. Mandate of the association 2. Mandate of GADCO 3. Water usage in the area. 4. Waste management 5. Challenges 6. Suggestions		
1. Mandate of the association. The association is made up of all farmers and water users (communities) within an irrigation area. There are 17 groups which comes together to from the water federation.		
2. Mandate of GADCO GADCO supports farmers with inputs i.e., fertilizers, insecticides and pesticides. The organisation works with not all farmers. We work with some particular farmers that have been with us in the past. The initiatives of the GADCO are: • To train farmers on safe use of chemicals. • Give technical support and advice to farmers		

3. Water use in the area The farmers use the water for their farms and the communities also use it for domestic purposes. When the taps are not flowing, community members depend on the canal for water. Some people wash and do other insanitary activities closer to the canal and end up contaminating the water affecting the people downstream. Children sometimes swim canals and end up drowning. Currently some part of the canal is under construction, water from the canal has been blocked so the children do not get access to the water. The last drowning case was recorded in 2019.
4. Chemical container management Empty chemical containers are burnt or buried after use.
5. Challenges There are not stairs to access water in the canal. Some farms use a rope tied on a bucket to fetch water from the canal. Others also place wooden ladder in the canal and their children go in to fetch the water. this is very risky and needs to be solved.
6. Suggestions - There should be boreholes in communities to prevent them from using the canals when the taps are closed - Stairs should be constructed in the canals to allow easy access to water.

Engagement with the Agogo Women Plantain Producers and Exporters, and District Agriculture Officers

Venue: Agogo Plantain Market	Date: 8 th June 2021	Time: 10:30 am
Consultant Team: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey Felix Agyekum Obeng		



Pictures:

Engagement Issues:

1. Farming activities in the district
2. Existing farmers association
3. Objectives of the association and their function
4. Average farm size
5. Waste management
6. Agric officers in the district and lack of logistics
7. Effect of climate change on agriculture
8. Nature of roads leading to farming area
9. Security issues faced by farmers in transporting their crops

1. Farming activities in the district

The district has majority of its population engaging in farming activities cultivating plantain, cocoa, onion, casava, yam, pepper and garden eggs. The female to male farmer ratio is 7:3. Plantain is the major crop grown in the district transported to Accra, Tema and Kumasi to sell. It is also exported to Burkina Faso and Togo as well.

2. Existing farmers association

The Agogo Women Plantain Producers and Exporters Association is the farmers' association based in the district with 310 registered members.

3. Objectives of the association and their function

The association aims to promote agriculture to the youth so they also involve themselves in it to increase the agriculture produce from the district. Some of the farmers of the association have won prestigious awards such as the best female farmer of the year 2014 and 2020, first runner up – best plantain farmer in the country. The members of the association serve as role models to the educated youth and encourage the youth to engage in agriculture and apply what they learn in school to help boost the sector. The association also performs various functions including: • Management of the plantain market; • Facilitate exportation of plantain to Burkina Faso and Togo; • Support farmers; and • Settle dispute amongst farmers
4. Average farm size The association is currently compiling a data base of farmers and their farm sizes. Averagely, the association members' farm range from 30acre to 1050 acres.
5. Waste management The main waste types generated on the farms are chemical containers and plantain stalk. There is a chemical containers cage located at vantage points where these containers are disposed of. Some farmers also burn their containers. The plantain stalks collected and dumped by the DA.
6. Agric officers in the district There are few Agric Officers in the district. 1 Officer serves 1,700 farmers which sometimes cause conflict between farmers since they all want the officer to visit their farms. Lack of Officers result in improper farming practices reducing productivity. The Officers in the district are really doing well and helping farmers to increase their produce by teaching them best practices. MoFA has recruited over 30,000 Officer but most of these officers have moved to the cocoa sector due to high remuneration rates. There is only 1 vehicle in the district used by Officers in visiting the farms. Due to the large number of farmers in the district, it makes it difficult for the officers to serve all these farmers.
7. Effect of climate change on agriculture activities This year due to climate change, there was minimal rainfall leading to reduction in produce. The Bontre stream flows through the major farms in the district which serves as source of water for farmers. This year, the stream dried up and there is no water supply to the farms leading to drastic reduction in farm produce this year.
8. Nature of roads leading to farms The roads leading to the farms in the district are in a very poor state and needs to be constructed. It makes transportation to and out of the farms very expensive and leads to frequent breakdown of vehicles visiting the farms.

9. Security issues faced by farmers in transporting their crops

In transporting plantain to Burkina Faso, the farmers are sometimes attacked by armed robbers at Bolga. Also, after selling farm produce, since the farmers are being paid in foreign currency, they do not have any Ghana bank there to safely deposit their money. They end up at black markets where they are being cheated or duped by the Burkinabes. Sometimes in returning, the farmers are attacked by armed robbers at Bolga.

The farmers would like for the Government to get a Ghana market in these counties where they go to sell. Farmers do not get access to markets outside the country therefore end up selling by the road with the plantain in a truck. Some of these sometimes get stolen in the course of selling. The farmers are protected when they arrive in Burkina by the security officers to their point of sale.

10. Issues faced by farmers

- Duty paid for exporting is expensive and must be reduced
- Due to more farmers in the district, the market cannot accommodate the farmers and a bigger market is needed
- Foods go bad early due to lack of storage facilities in the district.
- The government should use produce from local farmers in the school feeding program and reduce importation because the imported products are also cultivated in the county and be used in the program to enable farmers earn more and prevent their produce from going bad. These produces can also be sold to hospitals and prisons.
- The chemical used now are not as effective as before. Weedicides used on farms use to prevent weeds from growing for about 3 months. Currently the imported fertilizers from China are not effective.
- The district would require a factory to process their farm produce into juice, tomato paste, plantain powder etc.

11. Lack of scholarship for children of farmers

The farmers in the district do not get any support when it comes to educating their children. There is a government scholarship for cocoa farmers and other farmers but farmers in the Agogo District do not have access to these scholarships. The farmers would request the government to come to their aid when it comes to educating their children.

Engagement with NADMO – Upper East Region

Venue: NADMO Upper East Office	Date: 10 th June 2021	Time: 9:30 am
Consultant Team: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey Felix Agyekum Obeng	Participants: Nyaaba Agambia, Dep. Regional Director – 0206342113 Asigre Sulemana Kamal Abugre Edward Selina Awuni	



Pictures:

Engagement Issues:

1. Food security in the northern part of Ghana
2. Factors affecting food security
3. Bagre dam spillage
4. Intersectoral challenges

1. Food security in the northern part of Ghana

Food security is a major issue in the northern part of Ghana. The area has only one raining season and therefore

2. Factors affecting food security

Some factors that affect food security in the country is the invasion of farms by elephants. During harvesting periods of maize, elephants from Burkina Faso move through the lands along the Red Volta into the country. They destroy farms along these areas leading to food loss. Naaba lands are fertile and good for maize production. Every year, farm lands along the Red Volta are destroyed by these elephants.

The Bagre dam spillage affects a lot of farms.

Army worm, Anthrax and other pest also pose a threat to food security. These pests (mostly army worm) affect some farms every farming season in the north. Due to lack to knowledge and technical knowhow, some farmers use pepper, onion and washing powder (omo) on their farms in fighting these pests. This usually occur right before the raining season.

Climate change or the change in rainfall pattern has an effect on food security. Normally, right before the raining season, farmers grow early millet and are harvested before they grow their maize. Currently due to a change in rainfall pattern, farmers are unable to grow early millet to make some income. The early millet also planted during this period are also affected by army worms. This has made most of the farmers scared to invest their monies in growing early millet. Also, poverty levels have increased by 20% in the northern part of Ghana.

Some animals feed on weeds affected with anthrax and end up dying. Some individuals eat these dead animals and end up contaminating their farms with the anthrax and end up losing their crops.

3. Bagre dam spillage

When the water levels are high in the Bagre dam, water is spilled to prevent the dam from collapsing. The spilled water does not cause any issue or challenges in Burkina but when it gets to Ghana it causes a lot of trouble. This may be due to lack of well-engineered storm drains. Maize, guinea corn and rice farms are affected by the spillage.

The White Volta is filled with silt and when water is spilled, it cannot contain the quantity and speed (100km/hr) of the water. this leads to destruction of farms along the White Volta and nearby communities. In Sandema where the tributaries of the White Volta are found, farms along these areas are also affected by the spillage.

There are some engineering defects in the drains in Bolga. Some bigger drains are channelled into smaller drains which leads to flooding. Also, the drains are filled with debris and silt. The spillage leads to flooding which ends up destroying farms and properties.

4. Intersectoral collaboration in solving issues

There is also the lack of intersectoral collaboration in solving issues. There should be collaboration of institutions in solving issues. Also, major stakeholder i.e., the indigens and locals must be in solving issues. Stakeholder engagements are held in solving issues while these individuals who experience the problem are not involved. The local knowledge is absent and thereby the problem is not properly solved.

5. Cultural practices The Zewedem Akadema tribe in upper east is located upstream. Their culture does not permit them to burn mats used in burying the dead. These mats are disposed of into the nearby water bodies which is then moved by the water downstream. These mats end up contaminating the water bodies affecting communities downstream. These waterbodies serve as source of drinking water for animals. The animal end-up dying after taking these contaminated waters.
Some communities also bath their babies with herbs to strengthen them. These herbs after being used are disposed of into the storm drains.
6. Storage and processing facilities Farmers are unable to store their farm produce when harvested. Their crops end up going bad and are disposed of. There is a tomato factory which use to buy tomatoes form farmers for processing. Over the past years, this factory has not been working. The farmers are compelled to sell their products for cheaper prices to prevent them from going bad. Some farmers also are unable to sell their products and they go bad. These farmers lose money and are unable to pay back loans.

Engagement with Animal Production Department (APD), Livestock Breeding Station, Pong Tamale

Venue: Animal Production Department, livestock Breeding Station, Pong Tamale	Date: 9 th June 2021	Time: 5:30 pm
Consultant: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey Felix Agyekum Obeng	Participants: Lawrence Dartey – Farm Manager Esther Amano-Kraah – Assit. Farm Manager (Nutrition) Prospero Adekide Akulia – Assit. Farm Manager (Breeding)	
Pictures:  		
Engagement Issues: 1. Activities undertaken by the station 2. Control of parasites 3. Waste management 4. Security issues 5. Staff strength 6. Challenges faced by the station		

1. Activities undertaken by the station
The station is a multi-specie station that keeps and breed the Ghana Shorthorn cattle. The station is also int the breeding of sheep and pigs. The station produces genetic superior males that are sold to farmers. Weight is used a parameter for selective breeding. The station is also into livestock education, pasture development and agro bio products for food resource.
2. Control of parasites
Acaricide is used in controlling ectoparasite on farm animals. Parasites and other animal diseases are not common in the station but is a major issue for animal farmers in the area. Swine flu is a major challenge in the area amongst pig farmers.
3. Waste management
The droppings of the breeding animals are used as manure by the station on their farms and some are also collected by the workers of the station. Empty chemical containers are burnt. Medical waste from animal treatment is either burnt, buried or dumped in waste bin.
4. Security issues
Security is a major challenge for the station. The land was not properly acquired by the government and due to this the nearby communities (farms closer to the site) encroach the area. The station is not fenced allowing theft of farm animals when grazing. Since January, 20 cattle have been stolen and it's the heights recorded.
5. Staff strength
The station has a staff strength of 29 of which 50% are locals and also the men are 25 and women 4.
6. Effect of bush burning on the station
Burning is a major issue in the area. During the dry season, some members of the community set fires into the surrounding environment for rat hunting. The fires end up extending to area of the station. This leads to lack of feed for the cattle and sheep.
Education through opinion leaders in the area should be used to prevent fires. Also, price should be placed on vegetation i.e., a straw market should be established where bay leaves are sold to farmers to feed their animals to reduce burning.
7. Challenges faced by the station
- Water is a major challenge for the station. Boreholes have been sunk at the station but due to the low water table, the yield is unable to provide water for the station. The pipelines leading to the station is old and chocked preventing water access. This makes it difficult to provide the staff and animals with clean water during dry season. Also, a stream close by that could serve as a source of water is being polluted by animals that feed closer and drink from it. Some cattle die due to lack of water. - The area is a 64km² occupied by the Vet College, Laboratory, Tsetse and Animal Production Department. The area is not demarcated which makes it difficult manage the facility.

Engagement with Water Resource Commission

Venue: Water Resource Commission	Date: 10 th June 2021	Time: 11:00:

Consultant: Kojo Ofori Amoyaw-Osei – Kwabena Kwakye Mamphey - 0558341865 Felix Agyekum Obeng - 0209672066	Participants: Andrew Asaviausa – ABO Comfort Atia
Pictures: 	
Engagement Issues:	
1. Mandate of the commission 2. Environmental challenges faced 3. Bagre Dam spill effect 4. Irrigation in the area 5. Stakeholder consultations 6. Social issues	
1. Mandate of the commission The commission is responsible for the water catchment area which includes the Upper East, North East, and Savannah regions. The Northern region does not fall under the commissions responsibility but is considered since their water source is originates in our area.	
2. Environmental challenges faced Climate change poses the biggest threat as the rainfall pattern in the area has changed over the years. This has affected crop production. Usually around this time of the year, early millets would have been harvested and available on the market but today, the land has not been prepared for cultivation. There is a lot of land in the area but arable land is scarce. Soil fertility is low. This condition has caused farmers to farm close to waterbodies which has more fertile land.	
3. Bagre Dam spill effect The dam is spilled every year and tends to cause flooding in this part of the country. These effects may not be directly as a result of the spill. Farmers tend to clear vegetation along the banks of the river for farming purposes. This also leads to silting of the river, thereby, reducing the water channel. There is also poor drainage in the area leading to runoffs. Real estate development has also led to concretisation and thereby contributing to poor drainage	
4. Irrigation in the area Some farmers cultivate crops in the dry season. There are a lot of water storage or reservoirs in the area but have their irrigation delivery systems broken. The Talensi area has a functional irrigation system but the locals rather indulge in galamsey activities.	

5. Stakeholder consultations

There are instances where we are consulted before the commencement of a project but during the project, there is no form of engagement.

6. Social issues

Women in the area cannot own lands so they can only work with their husbands. Husbands sell produce and determine how much to pay wives and thereby leaving these women poor.

There was a case where an aquaculture establishment saved their profits with a bank. This bank collapsed leading to loss of funds, hence, the close down of the establishment.

Engagement with Ejura Sheep Breeding Station

Engagement with Ejura Sheep Breeding Station		
Venue: Ejura Sheep Breeding Station	Date: 9 th June 2021	Time: 09:00:
Consultant: Kojo Ofori Amoyaw-Osei Kwabena Kwakye Mamphey Felix Agyekum Obeng	Participants: Ezekiel Sowah Bekoe – Agric Officer Louis Opoku-Mensah – Assistant Agric. Officer Hannah Portia Danquah – Assit. Agric Officer Winnie Magdalyne Allotey – Assit Agric Officer	
Pictures:		



Engagement Issues:

1. Mandate of the station
2. Running of breeding station
3. Daily activities carried out at the station
4. Managing health of the stock
5. Waste management at the station
6. Security issues on the station
7. Employment ration on the farm
8. Pasture management on the station

1. Mandate of the station

The mandate of the station is to breed to improve upon the West African Dwarf sheep while providing training sessions for interested individuals.

2. Running of breeding station The Station has a stock unit that uses scientific methods to select the best calves from the litter for breeding. The litter is weighed over a period and the topmost 10% is selected to be introduced into the breeding program. The next 40% is sold to other farmers for breeding while the remaining is sold to markets for food. There is evidence of improvement in the breeding program as birthweight recorded in the station range between 1.8-2.2 kg while other farms record 0.18kg. At age 1, weight of sheep on the farm ranges between 22-27kg while other farms record a weight of 20kg.
3. Daily activities carried out at the station Daily activities at the station includes observing the sheep for general health. Stock men guide the flock into ranges to feed. Priority groups which include Rams and fresh births are fed in paddocks. This is to prevent the rams from mating the ewes rather than feeding to and gain weight while fresh birth is fed in paddocks to eliminate the risk of getting lost from the flock.
4. Managing health of the stock The flock is dewormed periodically. Drenching is done every 2 to 4 weeks depending on the weather to control the infestation of ectoparasites. Vaccinations are done against Peste des petits ruminants (PPR) virus on a schedule. Pens are cleaned once every quarter with soap and water and disinfected with chemicals. There's also the need to put in measures to prevent flea infestation.
5. Waste management at the station Droppings from the sheep is used on farms of the staff as fertilizer. Veterinary waste is burnt or buried in a designated area. Sheep lost to diseases are also buried in designated areas. Waste water from drenching is dislodged onto the ground since outlet for proper disposal is broken. Disposing of containers that contained chemicals has been a challenge for the station as improper disposal could lead to exposure of health hazards. Sheep that die from infections are buried in a designated area.
6. Security issues on the station The station has security issues as the perimeter fence has been damaged. Members of the community tend to encroach on the stations land which also provides a front to enable them steal from the station. Between 2019 and 2020, over 200 sheep were lost to theft
7. Employment ration on the farm The station employs 24 staff of which 4 are females. There are 6 senior officers, 4 sub professionals and 16 laborers from the community.
8. Pasture management on the station In managing pasture at the station, Stylosanthes are cultivated to improve the quality of feed. Seeds are either planted in rows or broadcasted dependent on what the goal is for the establishment. Seeds of Stylosanthes are harvested and sold to the public who have an interest in establishing pasture. Trees have been planted within the pastures to provide shade for the sheep. In weed control, weedicides are applied. This poses a challenge to staff as inadequate PPEs are provided. There is a burning sensation when skin gets in contact with the weedicides used.

Appendix 3: Attendance Sheet

Agogo Women Plantain Producers and Exporters



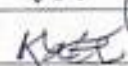
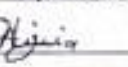
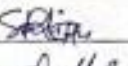
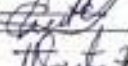
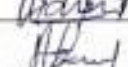
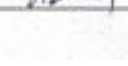
GHANA COMMERCIAL AGRICULTURE PROJECT



ACTIVITY DESCRIPTION: Stakeholder Engagement with Female Farmers Association

ATTENDANCE SHEET

DATE: 08-06-2021

NO.	NAME	ORGANIZATION	DESIGNATION	SIGNATURE
1	Felix Sakitay	MOFA	DAO Extension	
2	Frimpong Patrick	MOFA	DAO-APD	
3	Osei Yaw	MOFA	DAO-Crops	
4	Agbota Kwaku	MOFA	SEA	
5	Eric Anomah	MOFA	Director	
6	Nana Akosua Tawia	Farmer	President	
7	Olivia Aggreywa	Farmer	Secretary	
8	Ramatu Salifu	Farmer	Executive Member	
9	Charity Asiedu	Farmer	Executive Member	
10	Peter Kwame Boateng	Farmer	Executive Member	
11	Adwoa Poku	Farmer	Executive Member	



GHANA COMMERCIAL AGRICULTURE PROJECT



ACTIVITY DESCRIPTION:

ATTENDANCE SHEET

DATE: 8-6-21

NO.	NAME	ORGANIZATION	DESIGNATION	SIGNATURE
1	FRANCIS ABU-BATENG	ASANTE AKIM NORTH M/A	MCD	
2	FELIX SACKITEY	MOFA-AGOGO	MO-EXT.	
3	Felix C. Doku	MOFA-AGOGO	Director	



GHANA COMMERCIAL AGRICULTURE PROJECT



ACTIVITY DESCRIPTION:

ATTENDANCE SHEET

DATE: 09-06-2021

NO.	NAME	ORGANIZATION	DESIGNATION	SIGNATURE
1.	KERKIEL JOWAH BEKOF	APD - ESBS	AGRIC OFFICER	
2.	LOUIS OPOKU-MENSAH	APD - ESBS	ASSIST. AGRIC. OFF.	
3.	TIANNATH FORTIN DANQUAH	APD - ESBS	ASSIST. AGRIC. OFF.	
4.	NOIRIE MAGDALYN A. ALLOTEY	APD - ESBS	ASSIST. AGRIC. OFF.	

National Disaster Management Organization (NADMO)



GHANA COMMERCIAL AGRICULTURE PROJECT



ACTIVITY DESCRIPTION:

ATTENDANCE SHEET

DATE: 10 - 6 - 21

NO.	NAME	ORGANIZATION	DESIGNATION	SIGNATURE
1	NYAABA AGAMICA	NADMO	Deputy Director Extension	[Signature]
2	ASIGRE Sulmana Koral	NADMO	EOC	[Signature]
3	Abuqa Edward	NADMO	upper east wash	[Signature]
4	Selina Arouni	NADMO	Reg Admin Asst.	[Signature]

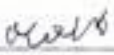
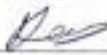
020634218/
0242561474

Note: # upperEastnadm@gmail.com

Kpong Irrigation Scheme Female Rice Farmers

FEMALES

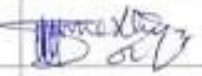
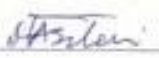
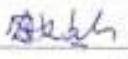
West African Food System Resilience Program Stakeholder Engagement

NAME	OCCUPATION	CONTACT	SIGNATURE	AMOUNT RECEIVED
Rayna Mantey	Farmer	0544647683		20
Regina Baker	✓	0242159008		20
Joyce Teye		0557698926		20
Mercy Abbey	✓	0242844820		20
Rebecca Tetteh	✓	0245040635		20
Mary Karweh		0542100837		20
Doris Ayete		0552233703		20
Grace Akuffo		0275421364		20
Coelia Tetteh		0246411932		20
Paulina Addison		0241168762		20
Regina mensah		0276942208		20 + 30

Kpong Irrigation Scheme Male Rice Farmers

MALES

West African Food System Resilience Program Stakeholder Engagement

NAME	OCCUPATION	CONTACT	SIGNATURE	AMOUNT RECEIVED
Akpoka Philip Anumeh	Farming	024570695		20
Lanash Ayetay	✓	024422993		20
Rev. Thomas Apianorvnu	Farming	0241015995		20
Akpoka Quarshie	Farming	024929900		20
John Tetteh Summah	Farming	0247492311		20
Guamale Moses Adinuh	Farming	0242887074		20
Samuel Apara	Farming	0244492312		20
Simon Dakeu	Farmer	0209947517		20
Nicholas Teye Asilevi	Farming	0558917463		20
James Nantey Akumash	Farmer	0277128206		20
Ernest Kofi	Farmer	0249354062		20

MALES

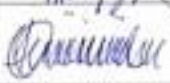
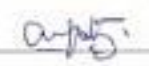
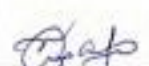
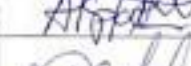
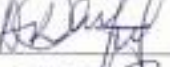
West African Food System Resilience Program Stakeholder Engagement

NAME	OCCUPATION	CONTACT	SIGNATURE	AMOUNT RECEIVED
Kingdjo/Lehi	✓	0248447593	1/2	20

Kpong Irrigation Scheme Community Leaders

LEADERS

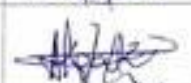
West African Food System Resilience Program Stakeholder Engagement

NAME	OCCUPATION	CONTACT	SIGNATURE	AMOUNT RECEIVED
Hon John Nank Laidzi	Assemblyman/ Farmer	0244062082		50
Hon Bossu John Mensah	Assembly man Farmer	0249382356		50
Hon. Promise Asare	Assembly member AKuse	0247613738		50
Charles Ayerhey	Farmer	0543484572		50
Samuel T. Akperu	Farmer	0240958864		50
Douglas Azie	Farmer	0241477072		50
Joseph Kofi Apafo	Chairman NLLC 'A'	0244126286		50
Harry Doe	GABCO	0244624545		50
Isaac Aispakeli	Farmer	0570727247		50
Clement Orlando Kofi Amah	Farmer	0246486607		50
Hon Philip Ayerhey	B/S/LC/B	0247537023		50

Kpone Irrigation Scheme Associations (Water Users Association & Global Agriculture Development Company)

Associations

West African Food System Resilience Program Stakeholder Engagement

NAME	DESIGNATION	CONTACT	SIGNATURE
Henry Doe	CIADCO	0244624345	
Isaac Akpaleli	AKC/1 WUA	0540727247	
Rogina Ayoko Mensah	// WUA	0247129445	

Water resource Commission (Pong-Tamale)



GHANA COMMERCIAL AGRICULTURE PROJECT



ACTIVITY DESCRIPTION:

ATTENDANCE SHEET

DATE: 10-6-21

NO.	NAME	ORGANIZATION	DESIGNATION	SIGNATURE
1.	ANDREW ASAVIA USA	W R C	A B O	
2.	Comfort Akin	W R C		

Appendix 4: Grievance Log (for non-SEA/SH complaints)

[illegible]

Draft

Draft

Draft



**GOVERNMENT OF SIERRA LEONE
MINISTRY OF AGRICULTURE AND FORESTRY**

Food System Resilience Program (FSRP2) – Sierra Leone

**Phase 2 of the Multi-Phase Programmatic Approach
P178132**

Stakeholder Engagement Plan (SEP)

April 2022

Contents

1. INTRODUCTION	1
1.1 PROJECT OVERVIEW	1
1.2 CONTEXT OF THE STAKEHOLDER ENGAGEMENT	2
1.3 LOCATION/COVERAGE	3
1.4 GOAL AND OBJECTIVES	4
1.5 PROJECT COMPONENTS AND INTERVENTIONS	4
1.6 POLICY AND LEGAL REQUIREMENTS	6
1.6.1 National legislation for stakeholder engagement	7
1.6.2 World Bank Standards for Stakeholder Engagement	9
2. BRIEF SUMMARY OF PREVIOUS STAKEHOLDER ENGAGEMENT ACTIVITIES	11
3. STAKEHOLDER IDENTIFICATION AND ANALYSIS	17
3.1 STAKEHOLDER IDENTIFICATION	17
3.2 STAKEHOLDER ANALYSIS	20
3.3 DISADVANTAGES AND VULNERABLE GROUPS AND SPECIFIC NEEDS	22
4. STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAMME	25
4.1 PROPOSED STRATEGY FOR CONSULTATIONS	25
4.2 COVID-19 IMPLICATIONS AND CONSIDERATIONS FOR STAKEHOLDER ENGAGEMENTS	28
4.3 PROPOSED STRATEGY FOR INFORMATION DISCLOSURE	31
4.4 PROPOSED STRATEGY TO INCORPORATE THE VIEW OF VULNERABLE GROUPS	38
5. RESOURCES AND RESPONSIBILITIES FOR IMPLEMENTING SEP ACTIVITIES	39
5.1 PLANNING PHASE	39
5.2 IMPLEMENTATION AND OPERATION PHASES	40
5.3 ROLES AND RESPONSIBILITY OF KEY DIFFERENT STAKEHOLDERS	42
5.4 ESTIMATED BUDGET	42
6. GRIEVANCE MANAGEMENT	44
6.1 OBJECTIVES	44
6.2 GRIEVANCE PROCEDURE	44
6.3 COMPLAINT RESOLUTION SYSTEM	46
6.4 GRIEVANCE RESOLUTION PROCEDURE	47
7. MONITORING AND REPORTING	56
7.1 MONITORING	56
7.2 STAKEHOLDER INVOLVEMENT IN MONITORING ACTIVITIES	57
7.3 FEEDBACK REPORTING TO STAKEHOLDER GROUPS	57
7.4 REPORTING	58
Annex 1 Organizational Arrangements for FSRP2	59
Annex 2 Complaints Submission Form	61
Annex 3 Grievance Register	63

LIST OF TABLES AND FIGURES

TABLES

Table 2.1 List of stakeholder engagement conducted during project identification and preparation stage	9
Table 3.1 Identification of Affected Parties	18
Table 3.2 Other Interested Parties	19
Table 3.3 Map of Stakeholder Prioritisation	21
Table 4.1 FSRP2 Stakeholder Engagement Methods	24
Table 4.2 FSRP2 Strategy for Information Disclosure	31
Table 5.1: Roles and Responsibilities for Planning Phase	37
Table 5.2: Roles and Responsibilities for Implementation and Operation	39
Table 5.3: The Roles and Responsibility of Key Different Stakeholders	40
Table 5.4 FSRP2 Stakeholder Engagement Plan Budget (2021 - 2025)	41
Table 6.2 Grievance Priority Classification	46
Table 6.3 Grievance Actions	46
Table 7.1: KPIs Monitoring	48
FIGURES	
Figure 1.1 Project Target Area	4
Figure 5.1: Organisational Structure during the Planning Phase	37
Figure 5.2: Organisational Structure for Implementation and Operation Phases	39
Figure 6.1: Grievance Procedures for FSRP2	43
Figure 6.2 Grievance Mechanism Flowchart	47

ACRONYMS

CILSS	Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel
COVID	Coronavirus Disease
CSA	Climate-smart agriculture

CSOs	Civil Society Organisations
DPs	Development Partners
ECOWAS	Economic Community of West African States
EPA	Environmental Protection Agency
ESCP	Environmental and Social Commitment Plan
ESMF	Environmental and Social Management Framework
ESS	Environmental and Social Standards
FGDs	Focus group discussion
FBOs	Faith Based Organizations
FNSEWS	Food and Nutrition Security Early Warning System
FSV	Fragility, conflict, and violence
GoSL	Government of Sierra Leone
GM	Grievance Mechanism
GPS	Global Positioning System
GRC	Grievance Resolution Committee
IA	Implementing Agencies
IDA	International Development Association
IPA	Investment Project Financing
SCADeP	Smallholder Commercialization and Agribusiness Development Project
GM	Grievance mechanism
MAF	Ministry of Agriculture and Forestry
MDAs	Ministries, Departments and Agencies
NPSC	National Project Steering Committee
NDPPCO	National Development Partner Project Coordination Office
NGOs	Non-governmental Organisation
PAD	Project Appraisal Document
PCU	Project Coordination Unit
PS	Performance Standards
PrDO	Programme Development Objective
SEA/SH	Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment
SEP	Stakeholder Engagement Plan
SLWM	Sustainable land and water management
FSRP2	Food Security and Resilience Programme
WB	World Bank

1. INTRODUCTION

1.1 Project overview

The second phase of the West Africa Food System Resilience Program (FSRP2) is a five-year International Development Association (IDA)-funded project supported with a US\$60.91 million credit. It aims to promote agricultural productivity through improved access to markets along the value chains of *rice*, *cassava*, and *livestock*; improved access to finance; and development of inclusive smallholder farmer agribusiness linkages in the targeted project areas of Sierra Leone. FSRP2 is well-aligned with the presidential delivery initiative, national strategic plans and policies³, and key regional World Bank strategies⁴ focusing on addressing the progressive decline of the agricultural sector in Sierra Leone since 2014 driven by declining and more volatile food production per capita as a result of complex interactions between increased weather vagaries as a result of climate change; population growth; a degraded natural resource base; increased incidence of conflicts; and health emergencies like Ebola in 2014 and COVID-19 in 2020 impacting negatively on food production and the agribusiness sub-sectors.

At the request of the Government of Sierra Leone (GoSL), Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) is utilizing Smallholder Commercialization and Agribusiness Development Project (SCADeP) funds to support the preparation of FSRP2 that seeks to contribute to the higher-level development objectives of Sierra Leone through the strengthening of the country's food systems to deal with different kinds of shocks. Agriculture has been the backbone of the Sierra Leonean economy for decades. Therefore, making agricultural interventions climate and disaster-resilient are vital for sustained economic growth. Given the sensitivity that exists around the vulnerability of the agricultural sector to weather and climatic conditions, the development and effective use of digital advisory services and impact-based forecasting are critical. For these services to be provided, a strong collaboration is required between private entities and public institutions. Equally important is an investment in technology and innovation through the strengthening of agriculture and research systems in the country, which will boost economic growth and poverty reduction that the FSRP2 will contribute to. FSRP2 will focus its interventions towards helping the agricultural sector recover quickly from the effects of the Ebola epidemic and contribute towards higher medium to long-term agricultural growth required to reduce extreme poverty levels among the smallholder farmers and promote shared growth.

FSRP2 fundamental objective and funding directly target 70,000 smallholder farmers with the intention of reaching the target being 45% women and 40% youth. The project also contributes to 12,000 households directly impacted by COVID-19 regarding food production and agribusiness operations. In addition to gender and youth empowerment being mainstreamed across all interventions, the project will implement specific activities that target women and youth groups for mainly components two and three of the project. FSRP2 will also benefit institutions involved in the Food and Nutrition Security Early Warning

³ These include the National Mid-Term Development Plan (2019 – 2023); National Agricultural Transformation Plan (2023); National Agricultural Investment Plan; Food Crisis Management Prevention-Country Resilience Priorities; and Strategic Private Sector-Led Policy Shifts (2020-2021).

⁴ The project supports Pillar 2 Competitiveness and productivity, Pillar 4 Resilience to shocks of the Africa Regional Integration and Cooperation Assistance Strategy (2018), the new Fragility Conflict and Violence strategy's pillars of engagement #1 prevention and #3 transition out of fragility, the Bank's Adaptation and Resilience Action Plan (2018), the Bank's Country Partnership Frameworks for participating countries (resilience), and the upcoming new generation Africa Climate Change Business Plan.

System (FNSEWS) in the form of training, infrastructure support, relevant equipment, and operational costs. FSRP2 will also strengthen private sector actors involved in the three selected value chains (rice,

cassava and livestock). These private sector actors will benefit from capacity building and business opportunities through matching grant arrangements.

FSRP2 builds on years of engagement between GoSL and the World Bank (WB) on food security under climate change in West Africa initiated by the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Permanent Interstate Committee for drought control in the Sahel (CILSS). FSRP2 falls within the second phase of the Bank's Multi-Phase Programmatic Approach, which will allow FSRP2 to tackle complex development challenges underpinning food system resilience. GoSL, through the National Development Partner Project Coordinating Office (NDPPCO) of the Ministry of Agriculture, will coordinate the overall implementation of national subcomponents with national project objectives that are aligned with the regional project's objectives. As part of Project Preparation to develop a set of key environmental and social safeguard instruments, the Stakeholder Engagement Plan (SEP) was commissioned to guide the effective identification, analysis and engagement procedure of stakeholders likely to be impacted by the implementation of the project in accordance with the requirements of the World Bank's Environmental and Social Framework (ESF).

1.2 Context of the stakeholder engagement

This SEP defines an approach and process to stakeholder consultations for the FSRP2. The scope and level of detail of the SEP reflect the nature and scope of the project and its impact on stakeholders. The SEP would also address any concerns stakeholders who may be affected by or are interested in the project may have regarding the project. The overarching goal of this SEP is to define a suitable programme and plan for stakeholder engagement that will be applied across FSRP2 and support the implementation of FSRP2 in achieving its objectives. This SEP is designed to establish an effective platform for productive interaction with potentially affected parties and others with an interest in the implementation and outcomes of the project. The project will ensure social inclusion by identifying vulnerable groups likely to be excluded or marginalized in the consultation process and design the tools that ensure that they are fully included in this process with real listening and real consideration of their views (for example, to better engage women ensure that they are consulted in separate groups facilitated by a woman). Specific objectives of the SEP to promote inclusiveness by crafting project-level engagement plan are summarised below:

Objective	Rationale
Identify stakeholders, and build (and maintain) a constructive relationship with them	Identify the relevant primary stakeholders affected directly, either positively or negatively, by the project, decisions, or actions; and secondary stakeholders affected indirectly by the project, or decision, or actions

Assess the level of stakeholder interest and support for the project that can be leveraged upon	Identify the major stakeholders with stakes or interests that could influence decisions about the project.
Promote and provide means for effective and inclusive engagement with projectaffected parties	Outlines the different means for communicating and disseminating information or collecting stakeholders' views and feedback on the project activities throughout the project life cycle.
Ensure that appropriate project information on environmental and social risks and impacts is disclosed	Ensuring that stakeholders, particularly those directly affected by the proposed development, have information at their disposal to make informed comments and enable them to plan for the future. This reduces levels of uncertainty and anxiety. Information should allow affected parties to develop an understanding of potential impacts, risks and benefits and an open and transparent approach is central to achieving this aim.
Provide project-affected parties with accessible and inclusive means to raise issues and grievances	Developing a process for logging stakeholder concerns and grievances as well as procedures for addressing complaints and grievances.
Define roles and responsibilities for the implementation of the SEP	Identify roles and responsibilities of agencies that will be involved in implementing the SEP
Establish reporting and monitoring mechanisms to ensure the effectiveness of the SEP and periodical reviews of the SEP based on feedback.	Developing indicators, the methodology for data collection and analysis, frequency for data collection, responsibility for data collection and reporting

1.4 Goal and Objectives

The PDO for the FSRP2 is *“to strengthen regional food system risk management, improve the sustainability of the productive base in targeted areas, and develop regional agricultural markets.”* This PrDO is expected to be achieved through support for interventions aimed at building and strengthening national and regional digital advisory services for agriculture and food crisis prevention and management, strengthening sustainability & adaptive capacity of the Food System’s productive base, and strengthening market integration and trade. The project will generate three outcome indicators, which are:

- Number of countries participating in renewed regional food risk management architecture;
- Percentage of producers adopting supported agricultural technologies;
- Percentage increase in surface area under sustainable land and water management (SLWM); and
- Number of countries implementing regional trade policy in targeted input and output value chains.

1.5 Project Components and Interventions

The project will focus on the following core interventions: (1) digital advisory services for agriculture and food crisis prevention & management; (2) sustainability & adaptive capacity of the food system's productive base; (3) market integration & trade, (4) contingent emergency response and (5) project management.

Component 1 Digital Advisory Services for Agriculture and Food Crisis Prevention & Management: This component seeks to take advantage of new information technologies, data sources and service delivery models involving the private sector to provide digital advisory services to address the multidimensional nature of food security. This component will increase access to and use of location-specific information relevant to food security by decision-makers and farmers via national extension systems. The objective of this component is to improve agricultural and food crisis prevention and management using digital advisory services and will be implemented through two sub-components

- *Regional Sub-component 1.1: Upgrading Food Crisis Prevention & Monitoring Systems.* The sub-component would transform the regional system for food security relevant data collection, analysis and management in order to information and advisory services through strengthening the capabilities, co-ordination and organization of AGRHYMET and other institutions mandated to fulfil these functions.
- *National Sub-component 1.2: Strengthening Creation and Provision of Digital Hydromet and Agro-Advisory Services for Farmers.* The sub-component would increase access to and use of hydro- and agro-met information and advisories as well as early warning information by decision-makers and farmers via multiple dissemination channels including the national agricultural extension systems.

Component 2: Sustainability & Adaptive Capacity of the Food System's Productive Base

This component targets the resilience of agro-sylvo-pastoral production systems allowing small and medium producers, especially women and youth, to sustainably meet their nutritional needs and raise incomes from the sale of surpluses in local and regional markets. This would be achieved through: (i) adapting and adopting technologies, innovation, and knowledge to counter the evolving challenges of the food system; and (ii) building resilience in food insecurity priority areas through multisectoral interventions, including better access to innovation and technologies.

- *Regional Sub-component 2.1: Consolidating Regional Agriculture Innovation Systems.* This sub-component would aim to strengthen the regional research and extension systems to deliver and scale up, in a sustainable manner, improved technologies and innovation, including digital agriculture, climate-smart, nutrition-sensitive, and gender- and youthsensitive technologies. By linking up with the national level, this component would support the implementation of national action plans of modernizing national research and extension systems to accelerate farmer adoption of innovations and technologies.
- *National Sub-component 2.2: Strengthening Regional Food Security through Integrated Landscape Management* This sub-component aims to improve household food security and their resilience to climate variability. The intended outcome is a more resilient food system

that makes more-efficient use of already limited land and natural resources, and produces a significantly lower environmental footprint. The activities planned under this sub-component include measures to improve carbon stock, prevent soil erosion and support ecosystem restoration to increase climate co-benefits of the investments..

Component 3: Regional Market Integration & Trade

The component aims to expand food trade in West Africa and to facilitate trade of agricultural goods and inputs within and across national borders. Activities in this component will seek to expand food trade between Sierra Leone and other West African countries in a bid to enabling the efficient distribution of surplus products to loss-making regions. The project will also facilitate the production and marketing of agricultural inputs and technologies within and across national borders.. This would be achieved through attracting private investment along the region's priority value chains.

- *Sub-component 3.1: Facilitate Trade Across Key Corridors and Consolidate Food Reserve System.* The Project will support the implementation of sound regional regulation and policies to strengthen the regional food input and output markets. Activities would focus on removing barriers to intra-regional cross-border food trade (e.g., through policy harmonization as well as establishing better trade flow monitoring and accountability mechanisms) and strengthening the relevant regional institutions (ECOWAS) responsible for coordinating the integration of regional markets as well as strengthening the regional and national food reserve management mechanisms.
- *Sub-component 3.2: Support to Development of Strategic and Regional Value chains.* The project will develop and improve the performance of priority value chains that are critical for the national food system. The program supports upstream and downstream segments of the three priority crops (Rice and Cassava) in order to increase the availability of agricultural products and provide opportunities for value addition for sustainable food and nutrition security. This will have tangible long-term positive impacts on regional food security.

Component 4: Contingent Emergency Response

This component aims to make resources available to strengthen the response capacity of the Government in case of emergency situations sparked by natural disasters (pests, droughts and floods, pandemic outbreak, etc.) through a synergy of actions.

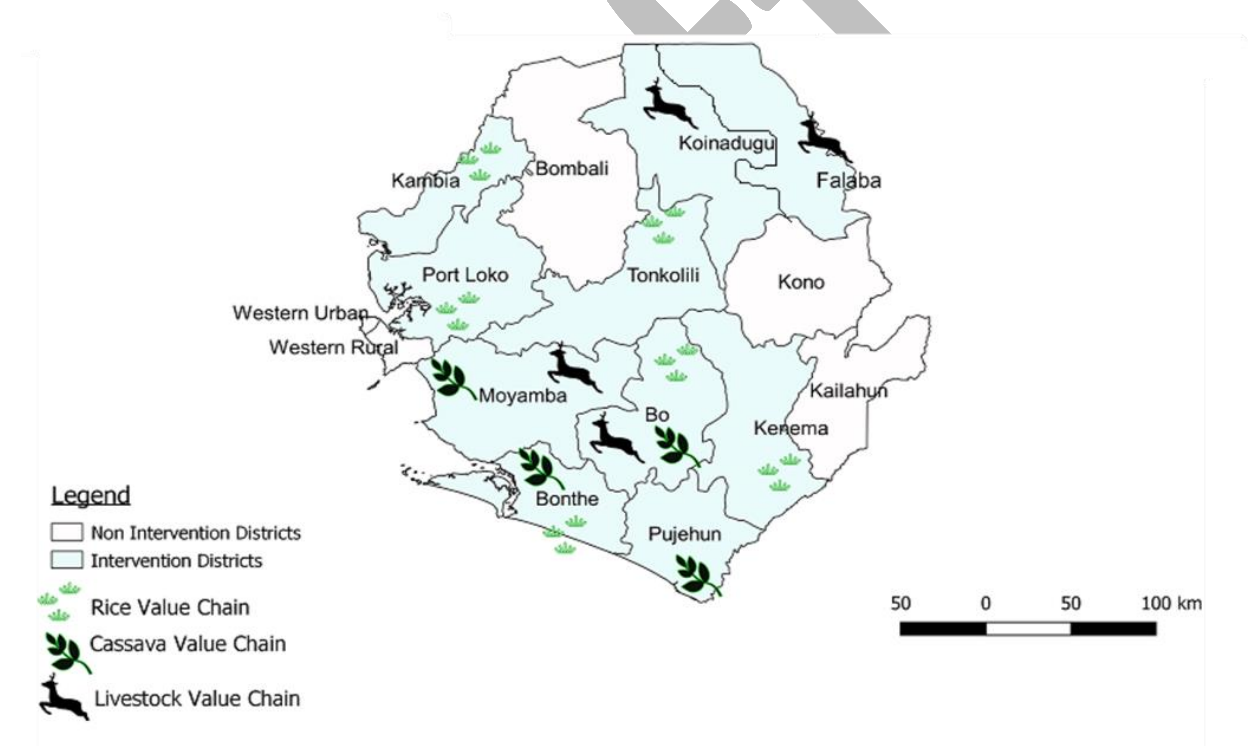
Component 5: Project Management

This component would finance project management costs of the NDPPCO for staffing, monitoring and evaluation, including project technical audits (as needed) and mid-term and end-project evaluations, safeguards, financial management, procurement, and training, as well as cover any costs related to the setup of a Grievance Mechanism. The component will also support advocacy, knowledge exchange and partnerships for sustainable agriculture and food systems resilience.

1.6 Location/coverage

FSRP2 specifically targets all the districts in Sierra Leone, as indicated in Figure 1.1 below. However, for respective value chains, FSRP2 targets 10 agricultural districts of Sierra Leone, which were also covered in the existing SCADeP. Six (6) districts have been prioritized for small and medium-scale farmers, women,

youth, vulnerable groups involved in rice production and institutions accessing improved information services from hydromet and agro-advisory services as well as FNSEWS and those involved in priority value chains. Four (4) districts have been prioritized for cassava production and value chain development. Four (4) target districts for livestock production and value chain development have been earmarked for project implementation. Specific intervention areas for the implementation of project activities within these districts will be selected using criteria developed during project preparation and included in the Project Implementation Manual. The selection criteria for these areas of intervention will be based on the priorities of the country and aligned to the project at the regional level. MAF has designed a national farmer database with unique identification features, such as biometric identifiers and GPS precision of farm locations, to form the basis of selecting the beneficiaries. Currently, the MAF is moving towards a centralized farming model that brings together farmers in selected value chains to farm on welldeveloped, large-scale farms in centralized locations.



1.7 Policy and legal requirements

There are legal, regulatory, policy, and guidance that relates directly to stakeholder engagement activities. The stakeholder engagement process has been designed to ensure compliance with Sierra Leone's legal and regulatory requirements and the World Bank's Environmental and Social Standards for Stakeholder Engagement and Information Disclosure.

1.7.1 National legislation for stakeholder engagement

The key laws most relevant to stakeholder engagement are:

- *Article 25 of the Constitution of Sierra Leone, 1991 (Act No. 6 of 1991)*, which became effective 1 October 1991, includes the freedom to receive and impart ideas and information without interference as part of the right to freedom of speech and expression.
- *Article 7(1) of the Constitution of Sierra Leone, 1991 (Act No. 6 of 1991)* enjoins upon the Government to ensure that all Sierra Leoneans participate in all spheres of the economy. Participation requires creating a flow of credible and useful information that people may use in a meaningful manner.
- *Article 2 (1 & 2) of the Right to Access Information Act, 2013* states “every person has the right to access information held by or is under the control of a public authority” and “every person has the right to access information held by or is under the control of a private body where that information is necessary for the enforcement or protection of any right.”
- *Article 108 of the Local Government (Amendment) Act, 2004*, mandates the Ministry to promote participatory processes in local councils and encourage citizen’s inclusion and involvement in governance. Public consultation and community involvement constitute a core element of MAF operations. The implementation of the FSRP2 will be done in collaboration with the local council.
- Under the Public Lands Ordinance Law 1898, the GoSL can acquire any land in the public interest simply by publishing a declaration in the Gazette and informing the owners of the land accordingly. The Ordinance also provides for payment of compensation to those affected by the declaration. Land administration in Sierra Leone is governed by a dual system of law, dispersed in about twenty statutes and regulations. Among these are the general Property Statutes consisting mainly of received English law adopted by the Courts Act of 1955. The Law of Property Act 1925 forms the basis for land law, but this has been amended and supplemented by a number of key legislation, such as The Constitution of Sierra Leone Act No 6 of 1991 Sec 21; The Public Lands Ordinance Cap 116; The Unoccupied Lands Act Cap 117; Defence lands Acquisition Ordinance Cap 119; Compulsory Acquisition of Property (Constitutional Safeguards) Act of 1961; The Non-Citizen Interest in Land Act 1966; Provinces Lands Act Cap 122; Tribal Authorities Act Cap 61; Protectorate Lands (Amendment) Act No 15 of 1961; The Mines and Minerals Act of 1994; and The National Power Authority Act of 1982, as amended by an Act in 2006. Essentially these regulations speak to how the public sector (the state) acquires land and the degree to which they are liable to compensate occupiers. The legislation is generally silent on the issue of the private sector but assumes that they would follow a similar course.
- *Food Security Policy (FSP), 2007* under the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), is based on the following pillars: (a) Agricultural Intensification, which underscores the need of cultivating improved varieties through appropriate agronomic practices, including the use of fertilizers and pesticides to ensure increased yields; (b) Crop Diversification which promotes the cultivation of improved varieties of other crops other than rice through sensitization and awareness-raising of their nutrient value to reduce the dependence and demand for rice; (c) Natural Resource

Conservation which encourages the prudent use of water and watershed resources in an effort to increase agricultural land resources and (d) Food Safety Nets which provides food aid support to the farmer and their dependents during hunger seasons to prevent them from eating seed rice and vulnerability to sicknesses. The specific objectives are to increase diversified agricultural production and food availability, raise rural incomes and employment while ensuring adequate protection of the environment, maximize foreign exchange earnings from agriculture and ensure regional balance growth and equitable income distribution.

- The *Persons with Disability Act, 2011* protects against discrimination against persons with disability and creates equal opportunities for persons with disability. Article 6 (1j) mandates the National Commission for Persons with Disability to provide access to available information and technical assistance to all public and private institutions, associations and organizations concerned with persons with disability
- The *Child Rights Act, 2007* outlines the protection of children and young persons and the prevention of child labour compatible with the Convention on the Rights of the Child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child. Section 32 (1 & 2) protects children against exploitative labour and engagement of children below 18 years in hazardous work. This project will not allow child labour and sensitizes contractors, implementing partners and stakeholders on preventing child labour during project implementation.
- *Laws related to GBV and Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment (SEA/SH):* There are a number of legislative and policy frameworks established to provide supportive and conducive environment to stem and reduce incidents of SEA/SH and punish perpetrators. The passage of the three Gender Acts (the Domestic Violence Act (2007), the Devolution of Estates Act (2007) and the Registration of Customary Marriage and Divorce Act (2007) in 2007 provide concrete legal backing on the rights of women and children which could be drawn on to prevent SGBV and seek resolution in the event of occurrence. The Domestic Violence Act outlines domestic violence as a criminal act in and of itself and uses a broad definition of domestic abuse which includes physical and sexual abuses, economic abuses, verbal, emotion and psychological abuse' perpetrated against an individual in a domestic setting. The Registration of Customary Marriage Act raises the legal marriageable age and requires customary marriages to be registered under Customary, Muslim, Christian and civil laws. The Devolution of Estates Act aims to address issues of women's inheritance rights by allowing men and women to inherit equally and abolishing customary practices whereby widows were often required to marry a member of her deceased husband's family. Despite the plethora of laws and apparent institutional commitment to address SGBV, the committee remains limited in its ability to effectively coordinate activities, largely due to lack of funding.

These Gender Acts were complemented by the Sexual Offences Act, which criminalizes rape (with marriage explicitly denied as a defense), indecent assault and harassment and imposes a maximum 15-year sentence for cases of rape. It also entitles victims of sexual offences to free medical treatment, as well as a free medical report (necessary for prosecution). This was designed to protect women and girls from rape and abuse from people in authority; bans rape in marriage, provided greater powers to Family Support Unit (FSU) to investigate and prosecute cases of sexual abuse. The mandate is to receive cases of SGBV, provide assistance to victims, investigate crimes

and prepare a case for prosecution, as well as increase public awareness. NGOs and service providers have also contributed efforts in stemming the problem by raising awareness on the issues, advocating increased access to services for victims – or in some cases providing those services- and promoting attitudinal change about women’s status, women’s rights and gender power relations within the society. These policy and legislative changes are clearly important in criminalizing VAW, building greater respect for women’s rights, and demonstrating how seriously the government takes issues of women’s security, owing in no small part to ongoing advocacy by women’s organizations and activists.

- The Prevention and Control of HIV/AIDs Act (2007) enacted to provide a legal framework for the prevention, management and control of HIV and AIDS, for the treatment, counselling, support and care of persons infected with, affected by or at risk of HIV and AIDS infection. It urges the government to assume responsibility for educating and providing information to all citizens on HIV and AIDS, safe practices and procedures, testing, screening and access to healthcare facilities within the country. It prescribes safe practices and procedure to enhance prevention of transmission and prohibits compulsory testing. The law also prohibits discriminatory policies in the workplace and schools, restriction of movement based on HIV status, and denial of burial rites.

1.7.2 World Bank Standards for Stakeholder Engagement

The WB’s ESF sets out the World Bank's commitment to sustainable development and mandatory requirement for the bank finance projects. Environmental and Social Standard (ESS) 10 on Stakeholder Engagement and Information Disclosure recognizes the importance of open and transparent engagement between the proponent and project stakeholders as an essential element of good international practices. Effective stakeholder engagement can improve the environmental and social sustainability of projects, enhance project acceptance, and make a significant contribution to successful project design and implementation. The main objectives of the ESS10 are to:

- Establish a systematic stakeholder mobilization approach that will allow Borrowers to properly identify stakeholders and to establish and maintain with them, in particular the parties affected by the project, a constructive relationship. The information gathered from people in the community will help the Project meet their needs, including risk analysis of Gender Based Violence (GBV), Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment (SEA/SH) related to project activities.
- Evaluate the level of interest and support from stakeholders and create a platform for their opinions to be taken into consideration in the design and implementation of the project.
- Encourage the effective mobilization of all parties affected by the project throughout its life on issues that could potentially affect them and provide the means to achieve this.
- Develop trusting relationships between the Project and stakeholders that will contribute to proactive interactions in order to avoid, if possible, unnecessary conflicts based on rumor and disinformation.

- Identify the structures and processes through which conflicts and complaints will be managed rather than trying to stifle them; thus giving the Project a better understanding of the issues and expectations of stakeholders and thereby increasing the possibilities of increasing the added value of the Project to local stakeholders.
- Ensure that stakeholders receive in a timely and understandable, accessible and appropriate manner the information relating to the environmental and social risks and effects of the project, including the risks related to GBV/SEA/SH, the prohibited behaviors of employees of the project, and how to access the GM of the project.
- Provide the parties affected by the project with the means easily allowing everyone to raise their concerns and lodge a complaint, and for the Borrowers to respond to and manage them, including regular consultation with community members (especially including women, survivors of GBV/SEA/SH incidents and members of vulnerable groups) to ensure that entry points and the mechanism designed to handle complaints are accessible and appropriate and that the services provided are responsive to needs.

The development of SEP is a requirement for all Investment Project Financing (IPF) supported by the World Bank. The WB requires borrowers to engage with stakeholders throughout the project life cycle, commencing such engagement as early as possible in the project development process and in a timeframe that enables meaningful consultations with stakeholders on project design. The WB also requires borrowers to engage in meaningful consultations with all stakeholders. The project is required to provide stakeholders with timely, relevant, understandable, and accessible information and consult with them in a culturally appropriate manner, which is free of manipulation, interference, coercion, discrimination and intimidation.

2. BRIEF SUMMARY OF PREVIOUS STAKEHOLDER ENGAGEMENT ACTIVITIES

As part of the preparation of FRSP2 in Sierra Leone, MAF, with the financial support of from the World Bank, has prepared environmental and social management documents such as the Environmental and Social Management Framework (ESMF), which will set out the principles, rules, guidelines, and procedures to assess environmental and social risks and impacts, and mitigation measures. Along with the ESMF, a Stakeholder Engagement Plan (SEP), Labour Management Procedure (LMP) and Environmental and Social Commitment Plan (ESCP) are being prepared.

Consistent with the objective of engaging stakeholders throughout the life cycle of the project, some consultations took place at the national level involving the MAF and other agencies and key stakeholders at the national level. Table 2.1 presents records of the consultation participants, outcomes of the consultations and a summary of issues and advice provided with regard to FSRP2. Moreover, initial consultation for the purpose of preparing the SEP was conducted virtually using Google Meet and telephone interviews between March 15 to 18, 2021. The consultations provided an opportunity to conduct formal and informal stakeholder meetings and observe the interests and the degree of impact of FSRP2 on key stakeholders. Table 2.1 provides a summary of the consultations with issues raised about FSRP2.

Table 2.1 List of stakeholder engagement conducted during project identification and preparation stage

Date	Venue	Participating Institutions	Main topics discussed

March 15-18, 2021	Virtual stakeholder meetings	PCU Ministry of Agriculture and Forestry Ministry of Local Government and Rural Development Ministry of Lands, Country Planning and the Environment	1. Seeking stakeholder interest or expectations for FSRP2. 2. Obtaining stakeholder insights on preferred methods of communication for stakeholder engagements. 3. Compiling comprehensive records of each stakeholder engagement activity.
April 5, 2019	FSRP2 PCU	National Federation of Farmers in Sierra Leone Sierra Leone Women Farmers Federation Road Maintenance Fund Administration Sierra Leone Roads Authority EPA-SL City and District Councils National Water Resources Management Agency	1. Discuss the Additional Finance of \$30 million from the World Bank to FSRP2 under MAF for additional activities under Component 2: Market Access Improvement. 2. The issue of maintenance of feeder roads as one of the challenges facing beneficiaries. 3. The practical steps needed to ensure gender participation in the road works and maintenance. 4. The revision of the old map of Sierra Leone used in the ESMF. 5. The documentation of potential positive impacts of the road construction and maintenance in the Impact Identification and Mitigation Section of the ESMF.

Date	Venue	Participating Institutions	Main topics discussed
		Ministry of Social Welfare, Gender and Children's Affairs SCADeP Environmental Protection Agency	
April 10, 2021	Stakeholder Engagement Workshop	Executives and members of Sierra Leone Women Farmers Federation and Sierra Leone National Farmers Federation (NAFFSL)	1. Level of awareness about West Africa Food System Resilience Program. 2. Level of expectations of members about FSRP2 3. Level of interest in FSRP2 4. Preferred method of communication in case the Ministry of Agriculture and Forestry intends to engage them in the future about the program

3. STAKEHOLDER IDENTIFICATION AND ANALYSIS

3.1 Stakeholder Identification

This section identifies key stakeholders who will be informed and consulted about the project, including individuals, groups, organizations or institutions. It also identifies and assesses the needs of some vulnerable groups, who may have limitations in participating and/or in understanding the project or participating in the consultation process. The WB ESS 10 recognizes three broad categories of stakeholders, namely i) project-affected parties, ii) other interested parties, and iii) disadvantaged/vulnerable individuals or groups.

Project-affected parties include those likely to be affected by the project because of actual impacts or potential risks to their physical environment, health, security, well-being or livelihoods. These stakeholders may include individuals or groups, including local communities. They are the individuals or households most likely to observe/feel changes from the environmental and social impacts of the project.

The term “Other interested parties” refers to individuals, groups, or organizations interested in the project, which may be because of the project location, its characteristics, its impacts, or matters related to the public interest. For example, these parties may include regulators, government officials, the private sector, the research community/academics, unions, women’s organizations, other civil society organizations, and cultural groups.

It is particularly important to understand project impacts and whether they may disproportionately fall on disadvantaged or vulnerable individuals or groups, who often do not have a voice to express their concerns or understand the impacts of a project.

The opinion of affected persons and other stakeholders shall be sought through regular public consultations, and the engagement will be directly proportional to the impact on the group or individual and their level of influence on the project. The interests of the different stakeholder groups and individuals, how they will be affected by the project and to what degree and influence they could have on the project will form the basis from which to build the project stakeholder engagement strategy. Again, cognizance should be taken of the fact that not all stakeholders in a particular group or sub-group will necessarily share the same concerns or have unified opinions or priorities. The means of engagement will also be informed by the culturally acceptable and appropriate methods for each of the different stakeholder groups targeted.

Table 3.1 presents an analysis of the degree of impact that key stakeholder groups may have on FSRP2.

Draft

Table 3.1 Identification of affected parties

Type of Stakeholder/ Level of Impact	High Impact	Medium Impact	Low Impact
Affected	• Project Co-ordination Unit • Ministry of Agriculture and Forestry • National Development Partners • Program Coordinating Office • Sierra Leone Meteorological Agency • National Water Resources Management Agency • Sierra Leone Agricultural Research Institute • Sierra Leone Agricultural Research Institute – National Fertilizer Agency • Rokupr Agricultural Research Centre • Njala Agricultural Research Centre – Department of Soil Science • National Seed Quality Control and Certification Agency • Agribusiness, agro-dealers, producer associations operating in domestic and regional agricultural products and inputs trade • Permanent Inter-States Committee for Drought Control in the Sahel • National Federation of Farmers of Sierra Leone • Seed Cooperatives	• District and Local Councils • Farmers' associations and cooperatives • Marketable organisations • Large-scale farmers • Sierra Leone Chamber of Commerce • Sierra Leone Import Export Promotion Agency • Sierra Leone Agribusiness Development Fund • Sierra Leone Chamber for Agribusiness Development • Produce Monitoring Board • National Disaster Management Authority • Office of National Security • Emergency Operations Center • Environmental Protection Agency-SL	• Ministry of Trade and Industry • Ministry of Local Government and Rural Development • APEX bank

	Seed Companies		
	• Sierra Leonean smallholder farmers • National Center of Specialization for Mangrove Rice		

Table 3.2 Other interested parties

Type of Stakeholder/ Level of Impact	High Impact	Medium Impact	Low Impact
Other Interested Parties	• National Revenue Authority • Economic Community of West African States • West African Economic and Monetary Union • Ministry of Information and Communication • Work contractors, suppliers, clients, service providers	• Centre for Environmental Impact Analysis • West and Central African Council for Agricultural Research and Development • Consultative Group for International Agricultural Research • AfricaRice • International Institute of Tropical Agriculture • AGRHYMET Regional Center • Food and Agriculture Organisation • West African Agricultural Productivity Program • Minister of Works, Housing and Infrastructural Development • Ministry of Finance and Economic Development	• Media (electronic, print and social media) • World Bank/IFAD • OECD Club du Sahel • African Development Bank (AfDB) • Agence Française de Development • Netherlands Foreign Trade and Development Agency • Sierra Leone Association of Commercial Banks • Ministry of Social Welfare, Gender and Children's Affairs • Civil societies/NGO
	<i>Vulnerable groups</i> • Women & women groups (such as Sierra Leone Women Farmers Federation) • Youth & youth groups • Persons with disabilities • Elderly heads of households		
	• Residents in remote/inaccessible or vulnerable areas/communities		

- Households affected by COVID-19

Draft

3.2 Stakeholder Analysis

Stakeholder analysis determines the likely relationship between stakeholders and FSRP2 and helps identify the appropriate consultation methods for each stakeholder group during the project's life. The stakeholders are grouped according to their characteristics and the degree of impact of FSRP2, and the extent to which the project will negatively or positively impact them. The degree to which the identified stakeholders will be impacted by the project and the level of interest of the stakeholders on the project outcome is rated as low, medium or high as defined below:

Degree of Impact on stakeholder

- a) **Low:** Based on an interaction with the stakeholder as well as a review of institutional mandates, the project is assessed to have a minor positive or negative impact on the stakeholder/ institution. Tables 3.3 show the FSRP2 stakeholder mapping and the degree of project impact and their level of interest in the project. For stakeholder institutions, positive impacts may include the institutional knowledge and experience to be gained from the implementation of the project, and negative impacts may include possible losses and damage from the failure of the project.
- b) **Medium:** The project will have measurable positive or negative impacts on the stakeholder.
- c) **High:** The project will have significant positive or negative impacts on the stakeholder.

Degree of stakeholder interest in the project

- a) **Low:** The stakeholder has minimal interest in the project.
- b) **Medium:** The stakeholder has a measurable interest in the project.
- c) **High:** The stakeholder has a significant interest in the project.

Draft

Table 3.3 Map of stakeholder prioritisation

Draft

High

- Media (electronic, print and social media) World Bank/IFAD
- OECD Club du Sahel
- African Development Bank
- Agence Française de Development
- Netherlands Foreign Trade and Development Agency

- Centre for Environmental Impact Analysis
- West and Central African Council for Agricultural Research and Development
- Consultative Group for International Agricultural Research
- AfricaRice
- International Institute of Tropical Agriculture
- AGRHYMET Regional Center
- Food and Agriculture Organization (FAO)
- West African Agricultural Productivity Program
- Civil societies/NGO
- Produce Monitoring Board
- Marketable organizations
- Ministry of Information and Communication
- Environmental Protection Agency-SL

- Project Co-ordination Unit
- Ministry of Agriculture and Forestry
- National Development Partners Program Coordinating Office
- Sierra Leone Meteorological Agency
- National Water Resources Management Agency
- Sierra Leone Agricultural Research Institute (SLARI) – National Fertilizer Agency
- Rokupr Agricultural Research Centre
- Njala Agricultural Research Centre – Department of Soil Science
- National Seed Quality Control and Certification Agency
- Agribusiness, agro-dealers, producer associations operating in domestic and regional agricultural products and inputs trade
- National Federation of Farmers of Sierra Leone
- Seed Cooperatives/Companies
- Sierra Leonean smallholder farmers

Medium

- Ministry of Local Government and Rural Development

- Work contractors, suppliers, service providers
- District and Local Councils, Farmers'

- National Center of Specialization for Mangrove Rice
- District and Local Councils, Farmers'

Low

- Sierra Leone Association of Commercial Banks APEX bank

- Office of National Security
- Sierra Leone Chamber of Commerce
- Sierra Leone Import Export Promotion Agency
- Sierra Leone Agribusiness Development Fund

- Women, youth, and women & youth groups
- Persons with disabilities
- Elderly heads of households
- Residents in remote/inaccessible or vulnerable areas/communities
- Households affected by COVID-19

Low
Medium

High

LEVEL AFFECTED

Draft

3.3 Disadvantages and Vulnerable Groups and Specific Needs

The proposed activities of the project involve land acquisition and construction of meteorological and hydromet stations which can have adverse impacts on communities, on women and can exacerbate the potential risk of SEA/SH in number of ways. An influx of workers can expose the community to risks of sexual exploitation and abuse. The scale of the influx and absorptive capacity of the community are factors to consider. The construction works as well as provisions of training and financial services can expose women and vulnerable groups living in the community and providing services (e.g. traders, sex workers, opportunistic sexual favors, etc.) to risks of SEA/SH. Based on the Bank's GBV Risk Assessment Matrix on construction-related project and the assessment carried out, the Project's SEA/SH risks are assessed as moderate. An overview of country and project context of GBV prevalence is included under **Annex 4**, to understand the potential project induced risks. The social assessment has highlighted the following concerns related to women's vulnerability and potential project induced SEA/SH risks:

- The project involves construction work which may require hiring of skilled labor from outside of the project area. The consequent labor influx will have impact on the local community to accommodate them in peri-urban and urban setting and in the case of Component 1. In any case, the project with major influx of workers will increase the GBV related risks including forced marriage. Despite the risks of being abandoned, which is so frequent a case in contemporary Sierra Leone, such marriages might be seen as the best livelihood strategy for an adolescent girl.
- The construction of meteorological and hydromet stations will also inevitably lead to some mobility of peoples which could also contribute to raising a number of social problems; namely, greater exposure to sexually transmitted diseases due to influx of outsiders such as traders, skilled and unskilled migrant laborers, transport workers, etc. all of which may potentially lead to social tensions among the local communities. The Project's GBV risks Assessment duly anticipates these likely negative impacts which could arise during the project implementation and even after.
- Sierra Leone remains, by and large, a conservative society with strict norms of male-female interactions. Nevertheless, the risks of GBV triggered by labor influx when workers interact with community girls and women in the local communities cannot be ruled out for the project. For example, the project construction will potentially take place in the city which has many pedestrian access that women and girls use for their daily activities and which may increase the risk of GBV and thus, abusive behavior can also occur between project related staffs and those living in and around the project site. Abusive behavior can be seen within the homes of those affected by the project.
- The project is expected to have some land acquisition although much of it is expected to be in urban areas in relation to the constructions of buildings. The construction of meteorological and hydromet stations under Component 1 will potentially involve only minor land acquisition. The project-related land acquisition is thus anticipated to lead to physical displacement (relocation or loss of shelter), economic displacement (loss of land, assets or access to assets, leading to loss of income sources or other means of livelihood), or both. It is also anticipated that there will be an adverse impact on vulnerable communities (e.g. elderly, disabled and female-headed households) as they may lose their lands, houses and livelihoods. The project's RAPs, recognizing the SEA/SH risks, will include specific mitigation measures in this regard consistent with this Plan.

Disadvantaged and vulnerable individuals and groups are those that may be more severely at risk or impacted due to the implementation of the project activities but may not have a voice to express their

concerns or understand the impacts of a project. They are often more susceptible to hardship and less able to adapt than other groups to reconstruct their lives after being adversely affected by the impacts of

the project. Vulnerable persons need to be identified during engagements in all phases of the project have their views and suggestions so that they can be well integrated into project activities and schedules. In the context of FSRP2, the following groups may be particularly at risk or considered as disadvantaged and vulnerable: women, especially women engaged in seasonal agricultural work, female-headed households and women farmers who by virtue of limiting social norms and social networks may find it harder to obtain information about the benefits of the project; the youth; households involving persons with a disability; as well as landless households, male and female-heads of households. Table 3.4 below also identifies and assesses the needs of some disadvantaged or vulnerable individuals or groups to help determine suitable engagement strategies.

Table 3.4 Categorisation of vulnerable groups

Stakeholder (individual/group)	Key Characteristics	Language needs	Preferred medium of engagement/ notification	Specific measure to mitigate these needs

Women with no skills (school education only). Women engaged in seasonal agriculture. Women with secondary vocational education. Single mothers/Femaleheaded households.	Time limitation (mostly occupied with household duties); Women may have limitations about the time of day or location for public consultation; they may need childcare for meetings or other additional support and resources to enable them to participate in consultations. Consultation times will have to align with the needs of women; and Women comprise the overwhelming majority of the casual and temporary workers in agriculture. Women are often employed in lower-skill positions; they also face additional obstacles to acquiring permanent jobs due to childcare and family obligations. Working on a temporary or casual basis with no formal contractual relationships entails less job security and less sociallyprotected relationships.	Local language as appropriate	Verbal, community announcement, focused group meetings, etc.	Close by meeting locations within project communities (such as marketplace, churches/mosque, etc.); the meeting not held on market days or evenings Use of gendersensitive/ appropriate language. meeting held in the local language; specific meetings held for women alone etc. Measures from SEA/SH Action Plan including Codes of Conduct training of workers, sensitization of communities, implementation of GM adapted to SEA/SH complaints, and ensuring modifications to work sites to ensure safety, security, and privacy of women
Stakeholder (individual/group)	Key Characteristics	Language needs	Preferred medium of engagement/ notification	Specific measure to mitigate these needs

	Wage discrimination may also occur, for example, by using commonly accepted norms for wages for men and women that are not related to actual productivity. Women are more vulnerable to Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment (SEA/SH) at the workplace that can also affect their job security, productivity, health, and well-being. In addition to mitigation measures needed to be included in the project LMP and ESMF, the project will raise awareness of labor standards, equity and nondiscrimination requirements, SEA/SH risks and mitigation measures. These will also be included in project information materials, consultations and campaigns.			
Youth and youth groups	62.5 percent of the Sierra Leonean population are under 25 years old ³ and are not economically active, and those in the rural areas consequently face increasing hardship.	Local language and English as appropriate	Focused group meetings	Address special needs to help tackle employment
Community members with disabilities	Persons with disabilities are vulnerable to loss of employment opportunities in agriculture. As a result,	Opportunities for expression as a form of motivation to speak	Verbal, community announcement	Accessible venues for stakeholder consultations, training venues, sign language translators/ interpreters, large

Stakeholder (individual/group)	Key Characteristics	Language needs	Preferred medium of engagement/ notification	Specific measure to mitigate these needs
	vulnerability to poverty can increase.			prints/braille formats, etc.
Those with elderly heads of households	Physically weak and less mobile Visually disadvantaged (low vision)	Appropriate local language More explanations and examples Slower presentations at meetings	Verbal, community announcement, focused group meetings etc	Accessible venues translators/interpreters
Female Heads of Households	Time limitation (mostly occupied with household duties) Limited voice	Opportunities for expression as a form motivation to speak	Focused group meetings	Meetings in close by locations Acceptable convenient time
Landless households or households in remote/inaccessible or vulnerable areas/communities	Poor and landless households and households who live in remote communities or far away from municipal centers may have less information about the project, including benefits such as employment opportunities.	Preferred language	Focused group meetings	Address special needs to support them to improve their livelihoods and would therefore be important in the consultation and engagement process

4. STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAM

4.1 Proposed strategy for consultations

As indicated in Chapter 1, this SEP is designed to establish an effective platform for productive interaction with the potentially affected parties and others interested in the implementation of FSRP2. Meaningful stakeholder engagement throughout the project cycle is an essential aspect of good project management and provides opportunities for FSRP2 to:

- Solicit feedback to inform project design, implementation, monitoring and evaluation
- Clarify project objectives, scope and manage expectations
- Assess and mitigate project environmental and social risks
- Enhance Project outcomes and benefits
- Build collaboration
- Disseminate project information/ materials
- Address project grievances

The project and sub-project will apply a number of strategies for communication to achieve a broader objective of the Stakeholder Engagement Plan. The project and the sub-projects will implement various consultation methods outlined in Table 4.1 to ensure inclusive and effective engagement with all stakeholders, including PAPs and marginalized groups. During the current planning phase, the relevant E&S team member or E&S focal person will visit project communities. They will be deployed in field offices and will undertake consultation activities with stakeholders most affected by the project-related activities. The stakeholder consultation methods will be adapted to different groups and the themes addressed. For example, in all communication strategies described in this document, issues relating to the impact of project activities on girls and women and in particular on the risks of GBV/SEA/SH will occur in a safe and secure context where women and girls feel comfortable receiving and responding to this information. Girls and women will also be briefed on the contents of the code of conduct and consulted on the safe and accessible means by which survivors of SEA/SH can report misconduct by project staff, they will also be informed of the services available to survivors of GBV/SEA/SH in their communities. These consultations will focus on general trends related to SEA/SH risks and the challenges/barriers that community members (especially women and girls) face and should in no case attempt to identify survivors of violence. However, if a person, during or after the consultation meeting, discloses violence of which s/he is a survivor, the facilitator should refer them to the nearest GBV service provider (information on locally available services should be collected beforehand. consultations).

Table 4.1 FSRP2 stakeholder engagement methods

Engagement Technique	Description and use	Audience
Stakeholder meetings		

 Focus group meetings	Facilitate discussion on project's specific issues (e.g., the role of farmer organisations, uptake of services, grievances etc.), that collective merit examination with various stakeholders using Focus Group Meetings.	Vulnerable groups and the voiceless in project communities, business association (e.g., National Federation of Farmers in Sierra Leone)

	<i>Women focused groups (WFG)</i>: provide a platform to discuss any issues and concerns that the women (especially female farmers/entrepreneurs) may have regarding the Project development and opportunities to participate in and benefit from the project. Depending on the risks and impacts to beneficiaries, FSRP2 will also deploy WFGs with women in market places, mosques or churches through female led facilitators. - Focused group discussions (FGD) with youth and other vulnerable groups (elderly, persons with disabilities etc): discuss project design , risk and opportunities to participate in project benefits.	
 Workshops	- Present project information to a group of stakeholders; - Allow the group of stakeholders to provide their views and opinions; - Use participatory exercises to facilitate group discussions, brainstorm issues, analyse information, and develop recommendations and strategies; Recording of responses. - Analyse information, and develop recommendations and strategies	PCU, MDAs, NGOs, CSOs, business association including FBOs, Service Providers

 Community durbars/public meetings	- Convey general information on the Project, detailed discussions on sub-project activities as planned by the project - Provide regular updates on implementation progress to beneficiary farmers and other key stakeholders regarding information about the project's benefits, grievance procedures, interactive Questions & Answers (Q&A) session with the target stakeholders - Use market and special occasions, such as church & Islamic programmes, to disseminate information about the project	Project beneficiaries (e.g., smallholder farmers, women, youth and households including vulnerable individuals in project communities/districts), CSOs/CBOs/FBOs
 One-on-one interviews	Solicit views and opinions on project impacts and solutions	Project beneficiaries (e.g., smallholder farmers, women, youth and households including vulnerable individuals in project communities/districts), PCU,
		MDAs, business associations, research institutions, etc.
Written/visual communication		
 Reports	- Provide summary information on project progress; concerns/issues resolved; engagement activities undertaken, and planned activities going forward. - Transform project information into braille and audible formats for persons with visual impairment.	Government officials, NGOs, CSOs, CBOs, FBOs, Development Partners, private sector players/business associations, research institutions, project beneficiaries and other interest groups, including vulnerable individuals
 Surveys	Take information on project's specific that merit collective examination with various groups of stakeholders	Project beneficiaries (e.g., smallholder farmers, women, youth and households including vulnerable individuals in project communities/districts), PCU, MDAs, business associations, research institutions, etc.

 Correspondence by phone calls/email/SMS and WhatsApp/ Telegram/ official letters	• Distribute or share project information. • Invite stakeholders to meetings; receipt and provide feedback on enquires, complaints or grievances	Government officials, NGOs, CSOs, CBOs, FBOs, Development Partners, private sector players, beneficiaries (e.g., smallholder farmers, women, youth and households including vulnerable individuals in project communities/districts), PCU, MDAs, business associations, research institutions, etc., CSOs/CBOs/FBOs and other interest groups
 Printed media advertisement	• Disseminate and disclose project documents intended for general readers and audience (e.g., ESMF, RPF, ESCP, SEP, etc.) • Advertise project procurement documents	General public
 Distribution of printed public materials: Project	• Convey general information on the project and provide regular updates on progress and challenges	Local, regional and national stakeholders; General public
information leaflets, brochures, fact sheets, briefs etc.		
Media		
 Mass media tools (Radio/TV adverts, billboards, documentaries)	• Provide announcements of commencement of major project activities, project Grievance Mechanism, and other outreach needs of the project (community and regional/nation radio and television are a good medium to stimulate awareness and prepare stakeholders for larger events or refined communication to take place).	Target districts and projectaffected stakeholders and interested media stakeholders

 Internet/ Digital Media	Use of the official websites of partnering and implementing Ministries, Departments and Agencies to promote various information and updates on the overall Project, impact assessment and impact management process, procurement, employment opportunities, as well as on the Project's engagement activities with the public	Project stakeholders and other interested parties that have access to internet resources.
 Project or MAF or IAs' Websites	To provide information on the FSRP2 PAD and other WB instruments, i.e., ESMF, ESCP, SEP, procurement bids, employment opportunities, and general project information	Stakeholders and the general public
Information Centre and Information Boards	Advance announcements of commencement of major Project activities, project Grievance Mechanism, the advertisement for project beneficiaries and other interest groups	Local communities within the project areas
 Social media (Facebook, Twitter, YouTube, Instagram)	Online media will be used to monitor media coverage about FSRP2 activities, identify industry trends and risks and establish what current opinions are about the project. This medium can also push positive messages out or proactively address underlying issues identified through media monitoring.	General public
Other		
 Dedicated hotline and shortcode	Set up a designated telephone line and the shortcode that the public can use to make complaints and grievances, obtain information, make enquiries, or provide feedback on the project.	Project affected persons and any other stakeholders and interested parties
 Project Coordination Unit	Project's designated venue for depositing project-related information that also offers open hours to the stakeholders and other public members, with project staff available to respond to queries or provide clarifications.	All project-affected parties Project interests' parties Other potential stakeholders

4.2 COVID-19 implications and considerations for stakeholder engagements

GoSL has imposed various measures to mitigate the spread of COVID-19, including restrictions on nonessential movement, requirements for social distancing, and prohibitions on social gathering. Other measures have also been recommended by health organizations to limit the spread within countries. These measures impact the ability to undertake stakeholder engagement activities in the manner originally envisaged under FSRP2. Given these measures, some considerations have been provided below to be considered when implementing the plan outlined below.

This SEP represents a “living document” such that it can be revised to reflect changing circumstances and remain relevant and responsive to stakeholder concerns and project needs. Consequently, in the situation where COVID-19 restrictions impose too many constraints in carrying out the engagement plan as envisaged to adequately meet the needs of the stakeholders and the requirements of the project, the SEP will be revised accordingly and will be resubmitted to the WB.

Considerations for adapting engagement activities

- Face-to-face meetings may not always be appropriate, and therefore the project should seek to avoid public gatherings (taking into account GoSL restrictions or advice), including public hearings, workshops and community meetings. The project should consider whether the risk level would justify avoiding public/face-to-face meetings and whether other available channels of communications to reach out to all key stakeholders should be considered (including social media, for example).
- If smaller meetings are permitted/advised, conduct consultations in small-group sessions, such as focus group meetings. The project members should articulate and express their understandings on social behaviour and good hygiene practice, and ensure that any consultations are preceded with procedures for articulate hygiene practices;
- Identify and connect with potential local partners to support stakeholder engagement activities, including NGOs and CSOs supporting particular vulnerable groups. These groups may be able to provide insights into the local context on the ground and current conditions, support in information dissemination; serve as the communication link between project teams and local communities
- The project team may consider engaging with local mobilizers or social influencers to support engagement. These could include trusted local individuals or social influencers, for example, youth social influencers, respected elderly persons, representatives of other notable groups or women’s groups. They can facilitate consultations and community engagement when public gatherings are restricted or consultants cannot work safely with community members. An effective engagement approach may be for project teams to convey information to the social influencers through ICT tools, who can then use traditional methods to communicate with local communities.
- Diversify means of communication and rely more on social media and online channels. The project team should determine the project information that needs to be disseminated and assess the available channels for distribution. Where possible and appropriate, create dedicated online platforms and chat groups appropriate for the purpose, based on the type and category of stakeholders. WhatsApp, Telegram and Facebook messenger groups are all used within Sierra

Leone and should be considered for communications. ICT channels can also provide a useful feedback mechanism.

- Employ and diversity of traditional channels of communications such TV, newspaper, dedicated phone-lines, mail, and radio which is highly used amongst communities in Sierra Leone, particularly when stakeholders do not have access to online channels or do not use them frequently. Traditional channels can also be highly effective in conveying relevant information to stakeholders and allow them to provide their feedback and suggestions;
- Avoid large public gatherings (considering national protocols on social distancing), including public hearings, workshops, community meetings, market days, funerals and festivals. If smaller meetings are permitted, FSRP2 will conduct consultations in small-group sessions, such as focus group meetings, considering the prescribed social distances. The project will also explore options of breaking large meetings into focus groups by taking into account recommended social distancing. If large group meetings are not permitted, the project will make reasonable efforts to conduct some meetings through ICT solutions using Google meet, Microsoft teams, Webex, zoom or skype.
- Undertake consultation meetings virtually where feasible, considering the following for those consultations which cannot be postponed, and where all participants have proper ICT access and can be notified in advance regarding timing and format of meetings. Some considerations:
 - Vulnerabilities of participants need to be considered to ensure that vulnerable participants are not disadvantaged by being unable to connect.
 - Where all participants have proper ICT access and can be notified sufficiently in advance, online communication tools should be employed where large meetings and consultations are essential via ICT solutions. In low ICT capacity solutions, audio meetings can also be effective tools for virtual workshops and meetings
 - Where direct consultation and engagement with beneficiaries is required, such for completion of resettlement activity plans, identify direct channels for communication with the affected household via a combination of email messages, text messages, dedicated phone lines
- Each of the proposed channels of engagement should clearly specify how feedback and suggestions can be provided by stakeholders.
- Special attention should be paid to vulnerable groups, as vulnerable groups are likely to be disproportionately impacted by COVID-19 and may have further limitations in accessing information

and being engaged. The project should assess how COVID-related impacts might further restrict the ability of vulnerable groups to engage and participate in project consultations. The local community mobilizers noted above can be instrumental in identifying and engaging with these groups.

- The GM proposed for the project should be reviewed and adapted as required to ensure that stakeholders can lodge grievances and can effectively be addressed. Channels for receiving grievances should be reviewed to maximise ways to submit and respond to grievances. Where feasible, ICT-related options such as SMS, email, or other online options should be implemented and communicated.

The following protocols need to be observed in addition to the already announced protocols by GoSL and the WB.

The organizers of workshops, programme or related activity MUST ensure the following BEFORE the meeting takes place:

- i. Enforce a mandatory one (1) meter rule (or 3 feet) of social distancing between participants. The number of participants will depend on the type of room to ensure the required spacing is enforced.
- ii. Disinfect the premises before the meeting.
- iii. Use thermometer guns or thermal scanners for checking the temperature of participants at entry points of all venues as necessary.
- iv. Ensure a “No mask, No entry” policy.
- v. Provide handwashing facilities with running water and soap and/or approved alcohol-based hand sanitizer.
- vi. Provide adequate waste management facilities (bins, cans, bin-liners and single-use tissues).
- vii. Designate a holding room or area where a person or persons who become(s) sick at the premises/event can be isolated from others while making arrangements for evacuation.
- viii. Have adequate toilet facilities for use by members.
- ix. Have trained cleaners on standby with the necessary personal protective equipment and cleaning items to clean the facilities regularly and handle waste appropriately.
- x. Display approved health promotion materials on COVID-19 at vantage points to remind participants to observe physical distancing protocols, wearing of the masks, regular handwashing, coughing, and sneezing etiquette.
- xi. Disallow unwell persons from participating in the meeting.
- xii. Advise older persons and people of any age with underlying medical conditions, heart diseases, diabetes, liver disease, and asthma to stay away from the meeting or provide alternative feedback mechanisms (e.g., phone/internet consultations) through which the views of these persons can be recorded and incorporated. and
- xiii. Provide separate sitting areas for the aged and for families that are together.

The organizers of the workshop, programme or related activity MUST ensure the following DURING the meeting:

- xiv. Manually or digitally register the personal contact details, including names, addresses and phone numbers of all participants (Note: a simple register of participants’ contact details and details of an emergency contact person should be enough).
- xv. Spend at least 5 minutes of meeting time to educate participants on COVID-19 safety protocols.
- xvi. Sanitize microphones immediately after each use.
- xvii. Ensure regular cleaning and disinfection of frequently used communal places (like toilet surfaces) and frequently touched surfaces such as doorknobs/handles, preferably every 1-2 hours depending on the rate of utilization.
- xviii. Provide adequate ventilation, i.e., open windows to allow for the maximum circulation of fresh air, if possible, avoid confined air-conditioned rooms.
- xix. Discourage sharing of items such as pens, pencils, erasers, markers, staplers, phones, notepads, laptops, etc.

- xx. Pre-package refreshment/food (if being provided) which would be picked up by participants at the point of exit upon departure.
- xxi. Follow established evacuation procedures to enable evacuation if a participant becomes sick during the event and has to be evacuated. and
- xxii. Call emergency lines for support to enable evacuation if anyone develops fever, cough, and difficulty in breathing during the programme

B. Evacuation Procedures (Actions to be undertaken when dealing with a sick person)

1. Obtain the person's details (name/organization/contact person/immediate family member details including a phone number).
2. Inform the sick person that they will be separated/ isolated due to symptoms.
3. Minimize contact between the sick person and all other persons and direct to the designated holding room.
4. The sick person must always wear a facemask and observe physical distancing at all times
5. Organizers must call emergency lines or link up with local district health authorities for immediate evacuation or medical help.

4.3 Proposed strategy for information disclosure

As described above, there are currently 5 components of the FSRP2. During implementation, the project will structure direct participation of key stakeholders to produce concrete, practical opportunities for dialogue. Some dialogue and consultation mechanisms already exist (NDPPCO currently anchored within the line MAF management and fiduciary structures) that allow selected stakeholders to participate in the design, implementation and monitoring of FSRP2. The project will add unto the existing SCADeP platforms to engage with stakeholders. In areas of the project where no consultation process has been put in place, it is proposed that the PCU will lead the process to consult with stakeholders.

Timing and advanced planning of engagement is one key element that ensures that consultations are relevant, information is readily accessible to the affected public, and that facilitates informed participation. It is envisaged that the rollout of stakeholder engagement will align to the project cycle, i.e., preparation and design phase, implementation phase, monitoring phase, completion and evaluation phase. FSRP2 will provide information in a language that different groups of stakeholders can easily understand. The consultations will be meaningful such that it will allow stakeholders the opportunity to express their views on project risks, impacts and mitigation measures while allowing the project team to consider and respond to them. All consultation activities will be documented and lessons from previous activities will inform subsequent activities.

- a) Where direct engagement with stakeholders or beneficiaries is necessary, the Project will identify channels for direct communication with such stakeholders via a context specific combination of email messages, mail, online platforms, dedicated phone lines with knowledgeable operators.
- b) Each of the proposed channels of engagement will clearly specify how feedback and suggestions can be provided by stakeholders.

Given that the various phases of project implementation do not necessarily occur in a linear way, stakeholder engagement on FSRP2 will follow the standard project management cycle, which is: (i)

Preparation and Design Phase; (ii) Implementation Phase; (iii) Monitoring Phase; and (iv) Completion and Evaluation Phase. The strategy for information disclosure is presented in Table 4.2 above.

Draft

Table 4.2 FSRP2 strategy for information disclosure

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed to	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility
Preparation or appraisal stage	Components and institutional arrangements and other relevant measures for enhancing FSRP2	Invite stakeholders to meetings and followup Soliciting stakeholder input into the project design organisations/agencies, Dissemination of information to mass audiences through formal and informal meetings; specialized agencies dealing with vulnerable groups; radio and television with sign language interpretation; print and electronic media	Project beneficiaries/IAS/ Development partners/International communities/Project Affected Persons (PAP)	Agreeing on the proper categorization of the proposed project. Once the project category is nationally determined, there should be an agreement among all parties on the process for obtaining objections from WB. Agreeing on project implementation schedule and timelines. Agreeing on the required processes and way forward	PCU & IAs
		Dissemination of project information sheets such as FAQs and fact sheets, community radio programmes, use of social media, group meeting, Focus group discussions, particularly with	Stakeholder of all levels, including Project Affected Parties (PAPs), concerned government agencies at local, districts and central levels, and local municipalities	Dissemination of Project details, including possible impacts and mitigation measures, E&S policy and principles of the FSRP2, policy and principles of fixing compensation for impacted land and other assets for the development/construction of meteorological and hydromet	PCU with E&S Team including Environmental Safeguard Specialist and GBV Specialist

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility
		women, youth and vulnerable groups, One-to-one meetings if necessary		stations, Information Disclosure and Grievance Mechanism	
	Disclose relevant project information to stakeholders and solicit their inputs/feedback into ESMF, ESCP, RPF, ESMP subprojects and other plans.	Local consultative meetings with PAPs, FGDs particularly with women and marginalized communities, Group meeting, Project Information factsheets and documents, FAQs, community radio, Mass/Social Media such as Facebook, project website and hotline	PAPs, interested stakeholders of all levels - District, Provincial and central governments, research institutions and NGOs.	Present the final ESMF, Environmental and Social Management Plans (ESMP), draft environmental and social commitment plan (ESCP) and related plans for comments and feedback	Project team and E&S team of the project
		Face-to-face meetings, Training/workshops Invitations to public/community meetings	All interested stakeholders of all level, from local to national	Project information - scope and rationale and E&S principles Training on ESA and other submanagement plans	Project team and E&S team of the project

		Consultative meetings with identified stakeholders of all levels, including PAPs representatives of	All the stakeholders, including PAPs, local, district, provincial and national stakeholders.	Project alternatives, the scope of the potential impacts and mitigation measures and benefit-sharing	Project team, E&S team of the project and E&S focal person

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility
		concerned government agencies and local municipalities		Co-ordination activities for development and implementation of management plans	

		Separate consultative meetings with identified stakeholders, PAPs and also joint public/community meetings, Meeting with the representatives of concerned government agencies and local municipalities	Representatives of affected communities, government entities & local municipalities, IAs Chief District Officer, Compensation Fixation Committee, Ministry of Works, Housing and Infrastructural Development, MAF, other government departments involved in land acquisition All Directly and indirectly affected PAPs.	Project scope, rationale and E&S principles, mode of selecting beneficiary communities, benefits, impacts Land acquisition, if required Compensation rates of impacted assets, if required Resettlement assistance and livelihood restoration options, if required Grievance mechanism process	PCS, E&S team of the project and E&S focal person from IAs
	Presenting project information to solicit interest from project beneficiaries, including as part of identifying last-	All affected parties and interested groups included farmer groups, farmer associations agristartups	Face-to-face meetings, Training/workshops Invitations to public/community meetings	Present details to potential project beneficiaries to inform and solicit interest from, e.g., rural entrepreneurs, farmer groups etc., and to inform other interested stakeholders	PCU

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility

	mile infrastructure investments		Specific focus group discussions will be held with women, in particular rural female entrepreneurs, as well as with youths, and other groups, to ensure their participation.		
Implementation and supervision stage	Provide regular updates on implementation activities to PAPs and other stakeholders, Implement and monitor the implementation of ESMP Handling of complaints in a prompt and effective manner	Project information campaign, Project Information Sheets, such as brochures, factsheets, notices and social media such as Facebook, feedbacks from stakeholders Community meetings and FGDs Monitoring and Community Perception Surveys Project Facebook and website Radio and newspaper GM	All stakeholders, including PAPs, local municipalities, concerned government agencies	Regularly update on construction activities, including key milestones, key changes in the Project design, and monitoring results from the ESCP and ESMPs, Health and safety impacts Update on resettlement and livelihood rehabilitation, benefitsharing, and community development initiatives Ensure effective functioning of the GM	PCU, E&S team of the project and IAs
		Community meetings PIC, Project	All stakeholders, including PAPs, local	Disclose and consult on Construction Contractor	PCU, E&S team of the

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility
		Information Sheets, such as brochures, factsheets, notices and social media such as Facebook, feedbacks from stakeholders Project Facebook and website Radio and newspaper	municipalities, concerned government agencies	activities, hiring preferences, job and business opportunities and skill training opportunities, among others. Undertake community Health and safety awareness programme	project and IAs
		Official meeting with concerned government officials, Group meeting, briefings and presentations	District level government agencies, Local and central governments agencies	Meetings and discussions with key government departments for construction permits and licenses and provide a construction progress update	Concerned ministry and government agencies, project team and E&S team of the project

	Presenting project information to provide updates to beneficiaries and other affected parties and interested stakeholders	Face-to-face meetings, Training/workshops Invitations to public/community meetings Specific focus group discussions will be held with female farmers, as well as with youths, and other groups, to ensure their participation.	All affected parties and interested groups included farmer groups, business/farmer associations	Present updates on project progress to project beneficiaries and including those affected groups and interested groups etc.	PCU

Project stage	List of information to be disclosed	Method proposed	Target Stakeholders (Recipient of information)	Topic of consultation	Responsibility
Operation Phase	Maintain constructive relationships with stakeholders and maintain awareness of environmental and safety practices in the local communities	Community meetings, social media such as Facebook, feedbacks from stakeholders Project Facebook and website Community radio	Project Affected Parties, local municipalities, concerned district level government agencies	Regular engagement with stakeholders to maintain good relationships and provide an update on the Project progress Manage community issues and monitor community attitudes Ensure functioning of the GM	PCU and E&S team of the project, IAs

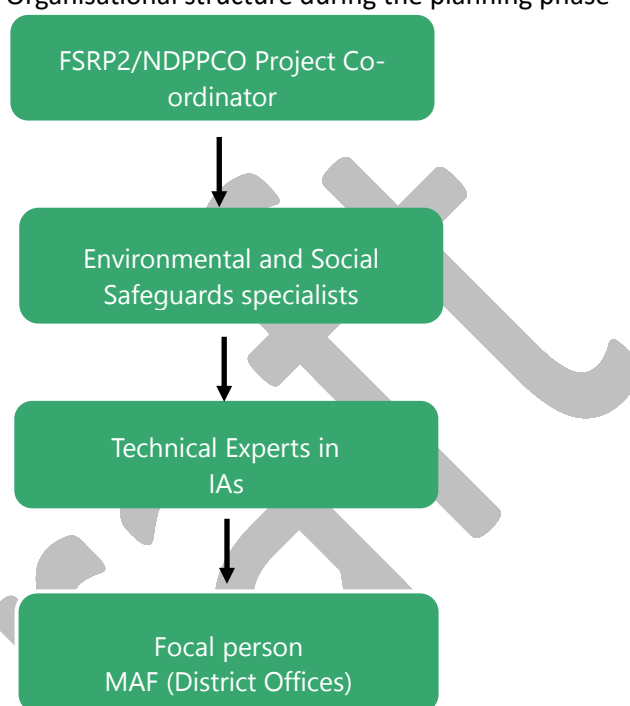
		Brochures, pamphlets, and regular environmental and safety updates, emergency response conversations with PAPs and other relevant stakeholders	PAPs and all other stakeholders	Environmental and safety awareness program Emergency preparedness and response	PCU and E&S team of the project, IAs
		Community meetings PIC, social media such as Facebook, feedbacks from stakeholders Project Facebook and website Community radio	PAPs District, Provincial and National government departments Other Interested Stakeholders	Regular engagement with stakeholders to maintain good relationships and provide an update on the project progress.	Project team and E&S team of the project, IAs
Completion Phase	Project Completion Report	Institutional completion reports	All Stakeholders	Project results	PCU

5. RESOURCES AND RESPONSIBILITIES FOR IMPLEMENTING SEP ACTIVITIES

5.1 Planning phase

The organisational chart that depicts the roles and responsibilities for the implementation of SEP at the Planning Phase is provided in **Figure 5.1**.

Figure 5.1: Organisational structure during the planning phase



MAF's NDPPCO has the overall responsibility for oversight of the development and execution of the SEP (see the organisational arrangements of FSRP2 in **Annex 1**. The roles and responsibilities of the planning phase stakeholder engagement team are summarised in **Table 5.1**.

Table 5.1: Roles and responsibilities for planning phase

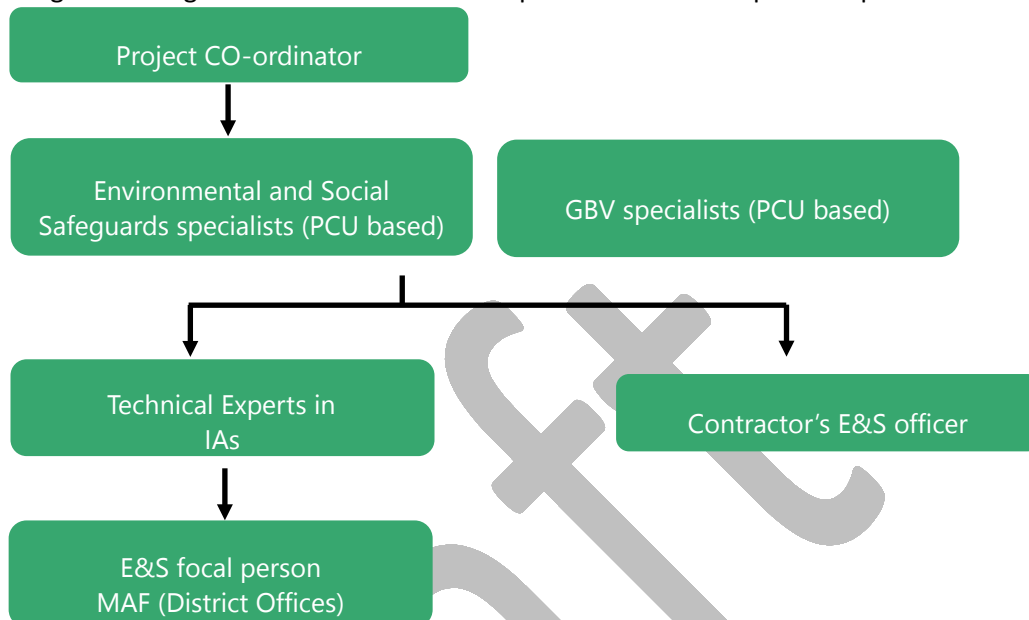
Planning Phase Team Member	Responsibilities
FSRP2 Project Co-ordinator	- Has the overall responsibility for oversight of development and execution of the SEP - Responsible for approving the SEP, including the annual budget required for implementation.
Environmental and Social Safeguards specialists (PCU based)	- Manage interactions with key national-level stakeholders such as MDAs, media and critical CSOs/NGOs, and policymakers, among others. - Provide resolutions of all grievances related to the Project according to the Grievance Mechanism - Prepare a six-monthly SEP Implementation Report of FSRP2 and submit it to the Project Co-ordinator - Monitor the quality of stakeholder engagement.

Technical Experts (IAs based)	• • Lead in the implementation and monitoring of the SEP • Interface between MAF/NDPPCO and the Project stakeholders Lead to organize stakeholder engagement activities in the areas of IA outlined in the SEP • Prepare a six-monthly SEP implementation report of the economic corridor and submit it to PCU • Coordinate the resolution of grievances with Communication Officer/Grievance Manager in IA • Monitoring and reporting on the SEP, including updates, as required, to the stakeholder mapping results • Execute and complete E&S disclosures • Adjust the SEP to accommodate any changes. • Undertaking at least one visit to the affected communities a month, the directly and indirectly affected population • Being the point of contact for any grievances for the PAPs • Coordinate the E&S focal person activities • Help organise community level meetings for IA • Maintain proper documentation of stakeholder engagement activities and results, as well as grievances in the Stakeholder Engagement Management System.
E&S focal person, MAF (District Offices)	• Coordinate with concerned officials of Local and District Councils Receive and acknowledge all sort of project-related grievances and maintain a proper log of the grievance • Implement sub-project Public Information Centers in the project area • Hold FGDs in local PAPs to explain printed disclosure materials for people who are not literate or problem in reading/understanding local languages • Maintaining the Project Information Centre • Maintain a log of stakeholder meetings • Communicate urgent issues and grievances to the E&S lead in a timely manner.

5.2 Implementation and operation phases

At the beginning of the operational phase, the Environmental and Social Safeguards specialists will still take oversight of the implementation of the SEP on behalf of the MAF's NDPPCO. This organisational structure (**Figure 5.2**) will be reviewed periodically to ensure the effectiveness of SEP implementation.

Figure 5.2 Organisational structure for implementation and operation phases



The roles and responsibilities of the stakeholder consultation team during the future phases of the project are presented in **Table 5.2**.

Table 5.2 Roles and responsibilities for implementation and operation

Future Phases Stakeholder Engagement Team Member	Responsibilities
FSRP2 Project Co-ordinator	Responsible for approving the SEP, including the annual budget required for implementation.
Environmental and Social Safeguards specialists and GBV Specialist (PCU based)	- Responsible for the overall implementation of the SEP and to ensure that grievances are resolved in a timely manner - Coordinate the SEP engagement activities and various frameworks/plans such as IPPF and RPF, including adjusting the SEP to accommodate any changes. - Accommodate the grievance mechanism

Technical Experts (IAs based)	• Support the Senior Safeguard Specialist in the implementation of the SEP • Coordinating the E&S focal person's activities on the ground, including regular training and briefings • Hold weekly meetings with E&S focal person to examine the stakeholder engagement/feedback and grievance register records undertaken by the E&S focal person • Provide a weekly summary of feedback and grievances to the Communications and Stakeholder Engagement Lead and Social Team Lead
E&S focal person MAF (District Offices)	• Implement Project Information Mobile Libraries in the PAP area • Receive training once a month on general Project information, engagement skills and techniques, various specialist topics centred on Project key risks and how the Project team plans to manage them
	• Hold small group meetings to explain printed disclosure materials for people who are not literate or problem in reading/understanding local languages • Receive stakeholder feedback and grievances, and each will maintain a log of meetings held by them • Communicate urgent issues and grievances to the team coordinator in a timely manner

5.3 Roles and responsibility of key different stakeholders

The Roles and Responsibility of Key different stakeholders are shown in the table below.

Table 5.3: The roles and responsibility of key different stakeholders

Key Agencies	Responsibilities
NDPPCO	• Planning budgeting and Implementation of the SEP throughout project lifecycle • Guiding stakeholder engagement activities for the success of project. • Management of grievances and its resolution as mentioned in ESMF • Coordination and monitored to the consultants and contractors on SEP activities, • Documentation of the environmental and social performance SEP implementation • Monitoring and Evaluation of the feedback of SEP
Station Construction Supervision Consultation	• Facilitate the SEP activities for the implementation. • Supervision and monitoring of Contractor's activities during construction phase.; • Coordination and Management of engagement meetings of stakeholders during the construction phase. • Facilitate to lodge overall project level grievances.
Contractors	• Implementation of given activities as per stakeholder engagement plan. • Inform and share the project any issues related to their engagement with stakeholders. • Updates the activities of SEP in every monthly meeting.

5.4 Estimated budget

A tentative budget for implementing activities related to the SEP over the period of five years (2021 - 2025) that covers the planning and preparation, and project implementation phases is provided in the table given below. NDPPCO/MAF will review this plan every six months to determine if any changes to stakeholder classification or engagement are required. If required, the plan will be updated, and a new revised SEP will be prepared and disseminated. The budget items and budget will also be revised accordingly.

Draft

Table 5.4 FSRP2 stakeholder engagement plan budget (2021 - 2025)

Item	Quantity	Unit Cost (US\$)	Total Cost (US\$)	Remarks
Periodic stakeholder consultations	20	2000	40,000	On average once a quarter for 5 years
Travel expense	60	4,000	240,000	On average once a month for 5 years
Logistic expense	-	-	25,000	Lump-sum (around 5,000 US\$ per year for five years)
Exposure visits	5	12,000	60,000	Once a year for 5 years
Training and orientations for staff - Communications	5	12,000	60,000	Once a year for 5 years
Training and orientations for staff GM and Grievance committee members	5	8,000	40,000	Once a year for 5 years
Stakeholder Engagement Management System (Operations, collecting and processing a grievance, and maintaining database)	-	-	32,000	The PCU and 7 IAs will be responsible for this task. Lump-sum (around 10,000 US\$ per year for five years)
Project Information and GM Centres (Establishment and operations)	-	-	100,000	One for each of the 10 districts
Communication and GM Materials (FAQs)	-	-	40,000	Lump-sum (around 2,000 US\$ per year for five years)

Project website (Development and operations)	-	-	20,000	Lump-sum (around 2,000 US\$ per year for five years)
Monitoring and Evaluation, including half-yearly SEP implementation report	10	4,000	40,000	Twice yearly for five years
Total	697,000			

6. GRIEVANCE MANAGEMENT

This section details the grievance mechanism that will be used to identify, track, and manage grievances raised by PAPs and other project stakeholders. FSRP2 will scale the grievance mechanism to risks and adverse impacts of the project and is committed to addressing concerns promptly and using a transparent process that is culturally appropriate and readily accessible to all segments of the affected communities. The project will also make sure that grievance mechanism will be provided at no cost to communities and without retribution and that the project level grievance mechanism will not impede access to judicial and administrative remedies.

The specific nature of Sexual Exploitation and Abuse/Sexual Harassment (SEA/SH) requires appropriate measures for the reporting, documentation and safe, confidential and ethical handling of such allegations through complaints mechanisms. The mandate of a complaints mechanism for sensitive to SEA/SH incidents is to: (1) allow multiple entry points confirmed as safe, safe and accessible by women during consultations; (2) allow links between the survivor and providers of GBV services, including a link to the national legal system (only with the informed consent of the concerned), (3) allow a dedicated team to determine the likelihood that " an allegation is linked to the project using confidential and survivorcentered procedures. Specific procedures for SEA/SH complaints will be developed and annexed to the project's GM document. These procedures will place particular emphasis on the guiding principles of privacy and security of online survivors with a survivor-centered approach to adequately respond to allegations.

In addition, in raising the awareness of communities and workers, the links between the GM and the standard codes of conduct of the project must be strengthened. All workers should understand the links between the grievance mechanism and the code of conduct or their roles, responsibilities and prohibited behaviours (such as SEA/SH) will be detailed in the code of conduct with penalties for misconduct.

6.1 Objectives

The main objectives of the grievance mechanism to be implemented by FSRP2 coordination unit are as follows:

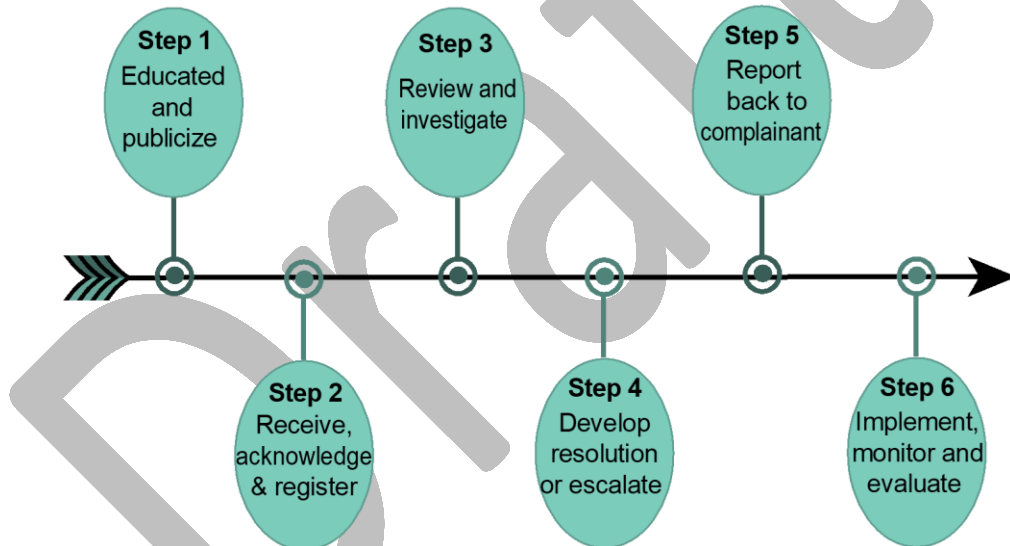
- Implement grievance management procedures that are easy to comprehend, culturally appropriate, and readily available and accessible to all PAPs.
- address grievances promptly and effectively, in a transparent manner resulting in the outcomes that are seen as fair, effective and lasting.
- build trust as an integral component of the project community relations activities.
- provide effective monitoring and reporting of grievances using modern means of communication and information technology.
- enable systematic identification of emerging issues, facilitating correcting actions and preemptive engagement.

6.2 Grievance procedure (for non-SEA/SH grievances)

FSRP2 team will develop a written grievance procedure in consultation with project impacted communities and other parties. It will incorporate the following steps.

1. **Publicize and educate stakeholders:** The project acknowledges that all stakeholders, including the PAPs, need to be educated about the availability of the GM system to enable them to use the system whenever they need it. So, the project, during community engagement processes, will inform and educate the local stakeholders about the system, including various means available to lodge a grievance. The project will also make sure of the availability of grievance forms in all subproject offices, and E&S focal person will be trained to properly handle grievances coming from the stakeholders.
2. **Receive, register and acknowledge the grievance:** The GM system registers any grievances that come through verbally, filling up the GM form, by phone, project website or by sending an email. All the registered grievances will have a unique registration number, and the number be shared with the complainant so as to make it easy to track the status and developments related to the grievance. Grievances can be registered anonymously. A group can also register a grievance. Local project staff and E&S focal person will be trained to handle subproject-related grievance methodically.

Figure 6.1 Grievance procedures for FSRP2



3. **Review and investigate the grievance:** The project will put a functioning procedure for dealing with different types of grievances that includes categorization of registered grievances, response methods depending upon the levels of grievance, and response time.
4. **Develop resolution or escalate the grievance:** The project will develop escalation routes for a registered grievance that would enable to escalate to a higher-level if the complainant remains unsatisfied with the earlier outcome of the earlier level.
5. **Report back on the grievance:** The project will put in place a functioning procedure that will report back to the complainant about the status or outcome of their grievance within an agreed time frame.

6. **Implement, monitor, and evaluate:** Once a resolution is agreed upon, the project will put an effective system to take the agreed action into implementation. The E&S focal person will be made responsible for monitoring and reporting the implementation of grievance resolution.

Box 1: Grievance Resolution System designed for FSRP2

Level 1: This is the initial stage for all the grievances that come into the FSRP2 GM system. Once the grievance is registered at the subproject level, it would automatically come into level 1 of the GM system. At this level, the complaint will be assessed by E&S focal person and other team members to find a resolution of the complaint. The team may also consult with the complainant to further understand the nature of the grievance and find an amicable resolution. Once the grievance is solved, the E&S team of the project will officially report back to the complainant and will take immediate corrective actions.

Level 2: This level 2 is for complainants who decline to accept the resolution made by the level 1 GM system or if level 1 of the GM system remains unable to provide any resolution to the grievance within 14 working days after the date of registration. Once the complainant officially appeals to the project about his/her refusal to the proposed resolution, the system will automatically escalate the grievance to level 2, where IAs led by the focal person will handle the grievance can invite the complainant to further understand the nature of the grievance and find an amicable a resolution. If the grievance is solved at this level, the E&S team of the project will officially report back to the complainant and will take immediate corrective actions.

Level 3: If the complainants are not satisfied with the resolution proposed by Level 2, they can appeal to the Safeguard Office at PCU. The complainants can be invited for consultations.

To ensure a fully functioning GM system, the sub-project level of FSRP2, as per the provision of setting up a multitier Grievance Mechanism system in the ESMF, will set up GM system at the planning stage. The three-tier GM system has been envisaged because each IAs, which will be established at the provincial level, will have multiple subprojects scattered within the province. The entire GM system will closely work with the grievance unit established at MAF. So, it expected that the establishment of GM system at the subproject level would provide an accessible way to lodge complaints on sub-project level activities if they have any and will consist of as:

- **Subproject Level Grievance Committee:** The committee (Level 1) will be formed at the sub-project level and will consist of E&S focal person and technical staff. The head of the sub-project will lead the committee.
- **IA level Grievance Committee:** The committee (Level 2) will be led by the focal persons of IAs and consist of Social and Environment Specialists or the head of the concerned sub-project. The committee can discuss with the complainant and invite representatives of affected individuals and community representatives (especially women and youth) for broader consultations.
- **PCU level Grievance Committee:** The committee (Level 3) will be headed by PC, and then it will function in close coordination with the grievance unit established at PCU.

6.2.2 Grievance Resolution Procedure

Information about the GM will be publicized as part of the initial programme consultations and disclosure in all the participating agencies. Brochures will be distributed during consultations and public meetings, and posters will be displayed in public places such as in government offices, project implementation unit offices, notice boards available to strategic stakeholders, etc. Information about the GM will also be posted online on the FSRP2/MAF website. The overall grievance resolution framework will include six steps described below. The six steps demonstrate a typical grievances resolution process.

Step 1: Reception and Registration

A formal grievance can be lodged with Grievance Resolution Committees at the local levels or at PCU offices in Freetown or any district office of the IAs with trained, dedicated staff to receive complaints about resolution. Grievances may be lodged by a variety of different means, including direct reporting in person to the project office/district office of the IA; at suggestion boxes; by posting in suggestions, by phone calls to IAs, WhatsApp, by mail or on the web. Due to the outbreak of COVID-19, a toll-free number/dedicated phone number will be promoted through posters for lodging formal complaints or grievances. Stakeholders will be required to report instances of gender-based discrimination, sexual harassment, and sexual violence either directly or through email or phone calls. The PCUs will accept any complaint submitted anonymously and any complaint from individuals who initially identify but request anonymity during the investigation and adjudication process. Although it is inherently difficult to investigate anonymous complaints, investigations of such complaints will be as thorough as practicable and appropriate to the allegations. All Project staff will be trained to pass all submissions that could be considered to form a grievance directly to the Environmental and Safeguard Specialist/ IA focal officers as soon as possible after they are received. The complaints will be recorded on the complaint form in case the complainant did not fill the form (see **Annex 2**).

Details of the person lodging the grievance and information regarding the grievance will be recorded in the register (see **Annex 3**). All grievances will be recorded by the Environmental and Social Safeguard Specialist, who will ensure the grievance is captured in a centralised electronic Grievance Database where the status of the grievance captured will be linked to all the IAs or various levels of Grievance Mechanism. Community and village leaders and government departments will also be advised to pass any complaints they receive to local offices of the IAs from where they will be forwarded to the PCUs.

The Environmental and Social Safeguards Specialist will record each grievance on a standard Grievance Form and ensure that the name of the village, the date recorded, the name of the complainant, and the person who received the grievance are noted. The complainant will be required to complete a grievance form with the assistance of the Environmental and Social Safeguard Specialist, who will record the grievance in a grievance log according to the category of grievances (for example, unfair employment process being followed, loss of livelihood or communication and information not transparent). A grievance can also be lodged by sending a grievance form or written complaint directly to FSRP2's Project Coordinator. All grievances will be logged in a grievance log file.

All incoming inquiries and grievances will be reflected in a dedicated grievance register (see Appendix B) and assigned an individual reference number. The grievance register will also be used to track the status of an inquiry/grievance, analyse the frequency of complaints arising, their geographic distribution, typical

sources and causes of complaints, and identify prevailing topics and any recurrent trends. The grievance register will contain the following information:

Grievance Register
1. a unique reference number;
2. date of incoming grievance;
3. location where the grievance was received/submitted and in what form;
4. complainant's name and contact details (in case of non-anonymous inquiries and grievances); contents;
5. identification of parties responsible for addressing and resolution of the issue;

Step 2 Screening, Prioritization and Assignment

Complaints received by the project will be handled as is reasonably practicable, depending on the nature and complexity of the grievance. To expedite the screening process, all incoming grievances will be lodged into the central database, according to their nature based on the following categories:

A0: Request for information not directly related to the Project

A1: Questions/Doubts

A2: Requests/Petitions

A3: Complaints

Following this preliminary assessment, the grievance will be directed to the respective PCU for resolution. The respective PCU will report back on the grievance. Grievances will be prioritized according to their severity and complexity level. The following table shows the priority levels that will be applied:

Table 6.2 Grievance priority classification

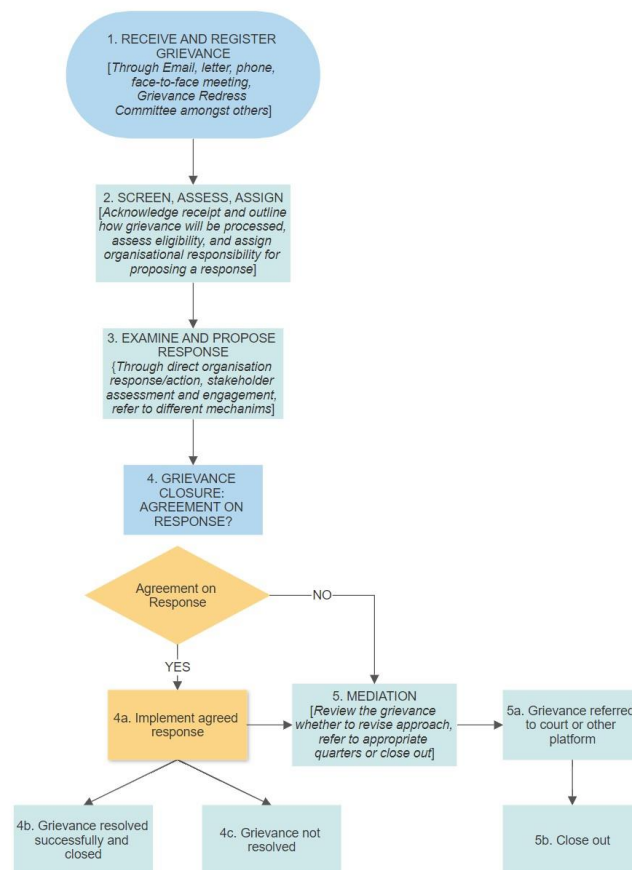
Priority Level	Description	Example
High	Concern, claim or grievance involving stakeholders of high priority, and: • Reports a breach of human rights • Relates to a legal non-compliance • Pose a short-term risk to the project continuity	• Group complaints; Issues involving third parties (e.g., social, environmental impacts)
Medium	Concern, claim, or grievance from stakeholders (individual or as a group) could impact the project's reputation or compromise its development in the medium term.	• Individual complaints. • Issues involving other departments within MAF

Low	Concern, claim or grievance regarding lack of information or unclear information provided.	Lack of information

Step 3: Examination

As part of the “admissibility verification,” an examination of the grievances shall be undertaken to verify the validity of the complaint, determine its causes and develop corrective actions to minimize or avoid recurrence of the causes. A file and registration number are then assigned, giving treatment within a period no longer than 30 days. The resolution process should be performed within 10 working days after having finalized the examination process for high priority grievance, 14 working days for medium priority and 28 days for low priority. In that period, the corresponding response must be raised, whether the complaint is justified or not, and leave a record of what has been expressed. The timeframe will be communicated to the complainant in written form if needed. The approach definition depends on the priority level of the issue raised. The actions and accountability of managing every grievance will be different.

Table 6.3 Grievance actions



Step	Action	Resolution Time

1	Receive and register the grievance	within 5 Days
2	Acknowledge, assess grievance and assign responsibility	within 7 Days
3	Development of response	within 14 Days
4	Implementation of response if an agreement is reached	within 1 Month
6	Initiate a grievance review process if no agreement is reached at the first instance	within 1 Month
7	Implement review recommendation and close grievance	within 2 Months
8	Grievance taken to court by the complainant	-

Figure 6.2 Grievance mechanism flowchart

Step 4: Grievance Closure

Once a complaint has been investigated, a letter will be sent to the complainant, explaining the outcome of the investigation and the proposed course of action to resolve the grievance. The Grievance Resolution Committee (GRC), in the case where the grievances are addressed at the local level, will contact the complainant in person if this is required and explain the results of the investigation and the proposed course of action. If the complainant is satisfied that the complaint has been resolved, he/she will be required to sign a statement confirming that the complaint has been resolved. If the complaint has not been resolved by mutual agreement, a re-assessment may be undertaken if new information becomes available in support of the claim/complaint. If the complainant is still not satisfied with the resolution, the grievance will then go into mediation. If applicable, the grievance committee will monitor the implementation of the resolution and the claimant's satisfaction with this implementation. Resolution and sign-off on the grievance captured will be noted in the grievance issues database. All grievances, regardless of their status, will be kept since they will provide proof in case of litigation.

Step 5: Mediation

Unresolved grievances will be investigated by a grievance committee formed at the level of the NPSC. This committee will only meet to resolve problems that cannot be resolved during steps one to four. FSRP2 will provide for an independent arbitrator if grievances cannot be resolved internally. Special attention will be given to grievances (marked as confidential) to ensure confidentiality and avoid intimidation of complainants or victims. The grievance procedure is illustrated in more detail in Figure 6.2.

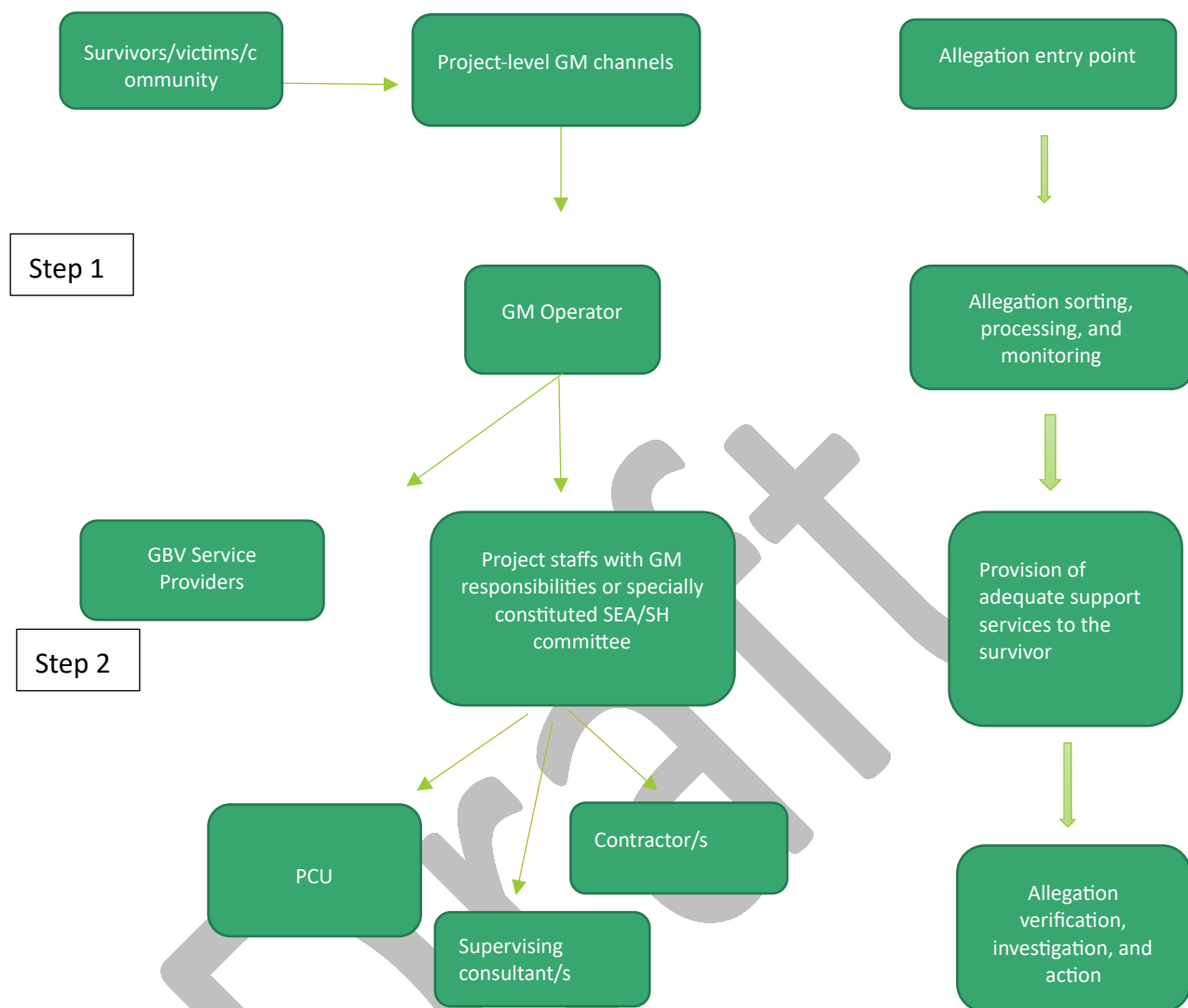
6.3 SEA/SH Grievance Mechanism

- Complaints about gender-based violence or sexual exploitation and abuse, sexual harassment will be treated with the strictest confidentiality, and according to special protocols to ensure protection and assistance to complainants.
-
- Complaints will be treated confidentially. The main channels for filing complaints will be identified by women during their specific consultations.
- Reports from the Project's complaint management mechanism will only indicate that a complaint has been made about gender-based violence and that it has been resolved or referred to GBV services.
- Complaint mechanisms should not attempt to determine who the real survivor are. When complainants come forward, they should be able to talk to someone trained in basic non-judgmental empathic listening skills. Complainants will then be referred to service providers (e.g. medical, psychosocial, legal/security, livelihoods and other support) who can assist them. Grievance mechanisms can then refer cases (but only if survivors have given their consent) to law enforcement agencies to investigate and substantiate who the alleged perpetrators might be. Police is the main organization that links GBV survivors to other services. They operate a nation-wide helpline (112). The helpline is dedicated for all types of complaints including GBV cases. The helpline can be of use to respond any potential project induced GBV/ SEA/SH cases during and after the project implementation stage. In addition, police stations in the respective project sites have dedicated help desk for women and children and which can potentially be one of the key actors to address potential GBV/ SEA/SH cases.

MAF/NDPPCO has set up a PCU for the implementation of the project with the Project Co-ordinator responsible for its overall management. The PCU has recruited a pool of specialists for social, and environmental safeguards and as well as procurement. The MAF/NDPPCO is about to mobilize teams of consultants for several sub-projects, most notably for the civil construction of meteorological and hydromet stations. However, it is unknown that the related experts may have expertise of GBV. Overall, the existing capacity of MAF/NDPPCO to respond GBV/SEA/SH cases is high. The PCU staff and key implementing partners have received training by World Bank and Rainbo Initiative. In this regard, it is also pertinent to keep in mind that there is adequate resource pool of GBV expertise to respond to GBV/SEA/SH cases.

The PCU has also set up a project specific three-tier Grievance Mechanism (GM) encompassing the IA and field sites at district level, and PCU head office. Under this model, SEA/SH allegations can be reported, just like any other project-related grievance, using a regular project-level GM channel (**Figure 6.3**). Although PCU and implementing agencies have received training, PCU's project GM still needs to be strengthened to make it more responsive to GBV/SEA/SH. During implementation, there will be a need for further capacity building supports for the existing experts and supervision consultants on the overall GBV risk mitigation measures of the project as per the Bank's Good Practice Note (GPN) to allow them to determine follow up modalities to receive and handle SEA/SH including GBV complaints.

Figure 6.3 Project Grievance Mechanism to address SEA/SH Allegations



Reports of SEA/SH, other complaints or other concerns can be submitted through various channels which are:

- **Interactive Voice Response/Hotline Number:** The specific hotline number established to use as the main uptake channel for FSRP2.
- **E-mail:** The specific email address designed as grievance uptake channel and for FSRP2, which will be managed by PCU refer to the responsible service providers to handle.
- **Webpage:** The MAF, PCU and IAs have webpage and the specific form may have designed to be used as uptake channel.
- **Verbally and in-person:** GM operator with referral to service providers or directly to the service providers.
- **Written:** (Submission of complaints form to GM operator with referral to service providers or directly to the service providers.)

All SEA/SH complaints will be immediately reported to the Project and the World Bank within 24 hours by the GM operator. A standard incident notification form will be prepared and sent to all suppliers and service providers for SEA/SH incidents which includes the following information: date of receipt of the incident; date of incident; type of SEA/SH reported; age/sex of the survivor; whether the incident is

related to the project (according to the survivor and / or his / her family); services received / to which the survivor was referred (see **Annex 5** for detailed incident notification form).

The GM operator will forward SEA/SH complaints to a service provider if the complaint is made through the GM operator. Some identified service providers in Sierra Leone include. I Federation of African Women Educationalists, Sierra Leone Women's Forum, Mano River Women's Peace Network, Campaign for Good Governance and Network Movement for Justice and Democracy, International Rescue Committee, Rainbo Centres, Oxfam, GOAL, Save the Children, primary health units among others., Project's contract with any of these service providers will ensure they have adequate standards and procedures to respond to SEA/SH risk in an ethical, safe and confidential manner. The Service provider or a third party with adequate expertise will investigate the complaint where applicable offer the GM operator a resolution of the complaint or will refer to the police if the survivor wants to pursue the case to justice, if applicable. The confidentiality of the identity of the survivor should also be always preserved.

Once the complaint is processed and resolved, the GM operator will notify the complainant, unless the complaint was made anonymously. Complaints addressed to managers or to the Service Provider will be forwarded by the latter to the GM operator for processing. If the complaint is made to the GM by a survivor or on behalf of a survivor, the complainant will be referred directly to the Service Provider to receive support services.

The Service Provider is a local organization that has the experience and capacity to provide support to survivors of SEA/SH. The project should establish a working relationship with the Service Provider, so that SEA/SH cases can be transmitted to them safely. The Service Provider will also provide support and advice to SEA/SH Focal Points, as appropriate. The Service Provider will have a representative on the compliance team and participate in the resolution of SEA/SH complaints.

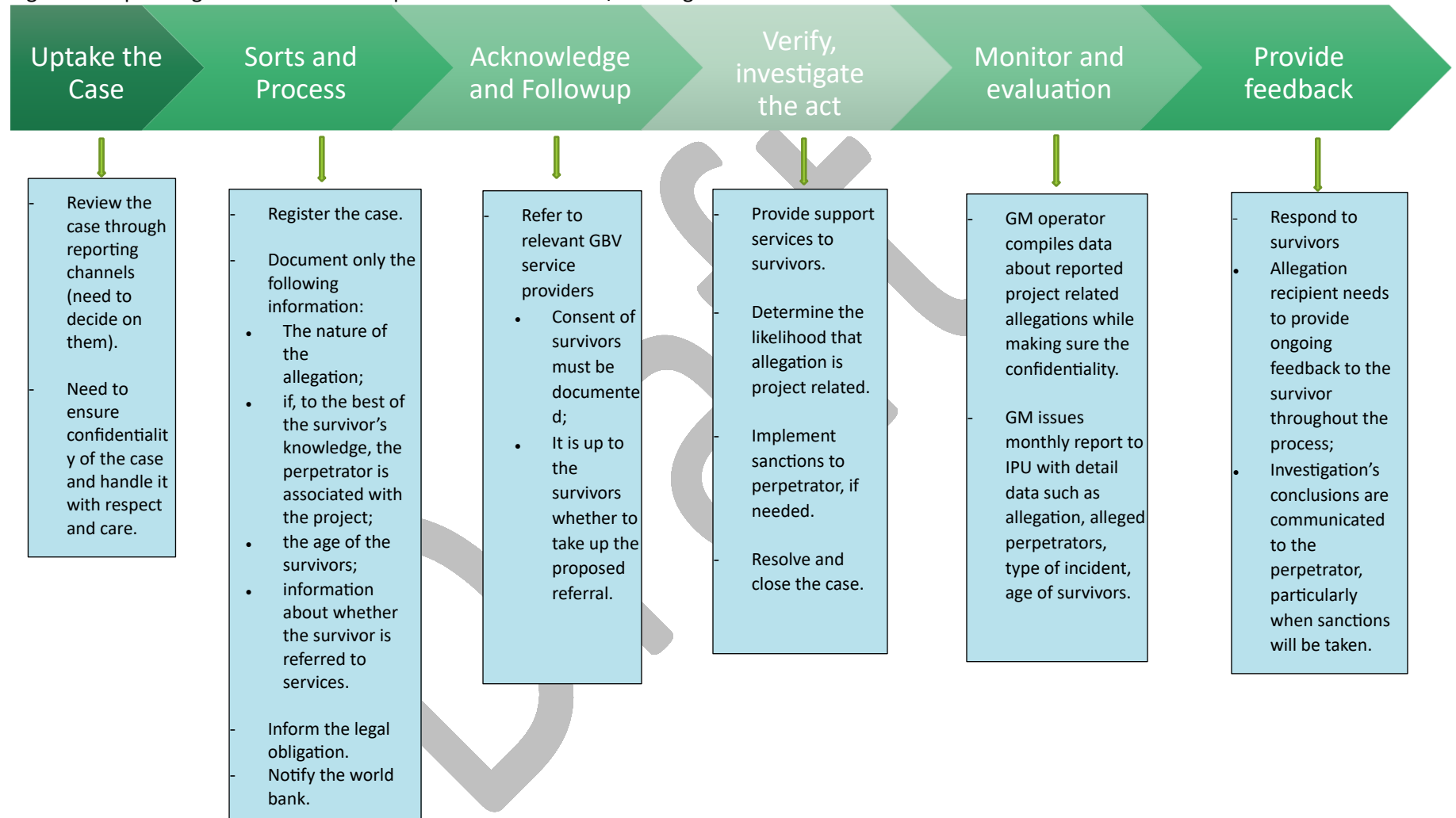
It is important to note that when it comes to SEA/SH the approach should be survivor-centered. The survivor-centered approach is based on a set of principles and skills designed to guide professionals - regardless of their role - in their interactions with survivors (especially women and girls, but also men and women). boys and girls) of sexual violence or other forms of violence. The survivor-centered approach aims to create an enabling environment in which the rights of those affected are respected and privileged, and in which survivors are treated with dignity and respect. This approach helps promote the survivor's recovery and ability to identify and express her needs and wishes, as well as strengthen her ability to make decisions about possible interventions.

In summary, the handling of complaints related to SEA/SH will be done by:

- Registration of the complaint using a form that will be developed that uses a unique code instead of the name of the survivor
- Health care, if necessary, at the latest within 72 hours
- Referral of the surviving victim to the local social action services
- Seizure of the police or the gendarmerie if the survivor wants it
- Seizure of competent courts if the survivor wishes
- Initiation of legal proceedings if the survivor wishes

A response protocol, reporting of allegation procedures and response framework of the GM is seen at **Figure 6.4**. The communication materials will be disseminated among the communities and stakeholders through appropriate channels and media including MAF/NDPPCO's website and use of social media.

Figure 6.4 Operating Procedures and Response Protocol for SEA/SH Allegations



Draft

7. MONITORING AND REPORTING

The SEP will be periodically revised and updated during the implementation of the project in order to ensure that the information presented herein is consistent and is the most recent and that the identified stakeholders and methods of engagement remain appropriate and effective in relation to the project context and specific stages of the implementation. Any major changes to the project related activities and its schedule will be duly reflected in the SEP.

7.1 Monitoring

The PCU, in collaboration with IAs, will maintain a stakeholder engagement log that chronicles all stakeholder engagement undertaken or planned. The engagement log includes the location and dates of meetings, workshops, and discussions, and a description of the project-affected parties and other stakeholders consulted. Monitoring reports presented to the FSRP2 management teams will include stakeholder engagement logs as well as feedback from the grievance mechanism (GM). It may also include, for instance, how the project implementation agency responded to the concerns raised, how these responses were conveyed back to those consulted, details of outstanding issues, and any planned follow up. There will be annual reporting of the SEP as part of the project monitoring report. The PCU, in collaboration with IA's, will also develop an evaluation form to assess the effectiveness of every formal engagement process. The questions will be designed as appropriate for the relevant audience.

Monitoring and evaluating is a process that helps to improve performance and achieve results. The objective of stakeholder engagement is to improve current and future management of engagement outputs, outcomes and impact. Each engagement would be monitored and evaluated, then aggregated and evaluated as a whole. It is essential to keep a record of each stakeholder meeting and the key outcomes or information derived from it. This way, the Project can keep track of its contacts and build on them to deliver the most effective relationships with stakeholders. Documenting the entire engagement process will ensure the project is able to measure progress according to the KPI's or objectives we set at the beginning, as well as revise and redefine actions when needed.

Table 7.1: KPIs monitoring

indicator	kpis	frequency
Stakeholders Mapping	• Number of updated versions	6 months
Community Grievances	• % of grievances being registered • % of grievances being addressed and answered, within the specified timeframe related to its priority	Permanent
Interaction and the building of contacts with other groups and organisations	• Numbers of project-level meetings and attendance levels • Numbers of direct project beneficiaries engaged • disaggregated by sex • Take-up rates of project recommendations • Numbers of local people who are involved in different • stages of the project	Permanent

Accessibility to decision-making process	• Number of opportunities for stakeholders to engage in early planning, to include issue identification and focus • Number of jointly identified alternatives/solutions discussed and adopted	Permanent
indicator	kpis	frequency
Clear understanding of stakeholder interests and concerns	• Key stakeholders identified and interviewed • Analysis completed to identify and categorize interests and concerns • Methods and approaches in strategic stakeholder involvement plan reflect stakeholder needs, as identified in interviews • Plan contains methods for continually assessing stakeholder interests and flexibility for changes, as needed	Permanent
Diversity of views represented	• Number and types of participants • Types and locations of meetings/discussions	Permanent
Integration of interests and concerns	• Number and types of interests included in issue definition • Number and types of alternatives reflecting common interests • Number and types of changed actions, adjustments, and/or reprioritizations, based on participant interests, throughout the project and integrated into final decisions	Permanent
Information exchange	• Routine evaluations to gather feedback from participants on availability, clarity, and understandability of written materials • Routine evaluations to gather feedback from participants on openness of meetings and ability to enter into discussion on various ideas and viewpoints • Types of approaches used; types of issues discussed; solutions identified; routine evaluation to gather feedback from participants on effectiveness of approach and satisfaction with identified solutions	Permanent
Project efficiency	• Number of decisions readdressed due to lack of support	Permanent
Decision acceptability	• Number of project delays due to public protest/controversy • Documentation of regulatory approval • Documentation that jointly identified implementation goals are met; funding provided	Permanent
Mutual learning/respect	• Number and types of concessions/compromises made throughout the project • Documentation of routine contact among participants • Meeting/engagement summaries indicating civil and productive dialogue among participants	Permanent

SEA/SH	• Number of training sessions for workers on CoC • Percentage of workers signed the CoC • Percentage of workers who participated in a training session on the CoC • Percentage of women in consultations carried out over the course of the project • Percentage of complaints SEA/SH referred to GBV services	Permanent

7.2 Stakeholder involvement in monitoring activities

As indicated earlier, the Project Implementation Team will have oversight over the SEP implementation. The Safeguards Team, as part of the project management team, will monitor the SEP in accordance with the requirements of the legal agreement, including the ESCP. The team will monitor and document any commitments or actions agreed during consultations, including changes resulting from changes in the design of the project or the SEP.

7.3 Feedback reporting to stakeholder groups

Reports to stakeholder groups will be done through various means. Key among them will be during the annual learning workshops, which is held annually to take stock of the implementation of project activities, successes, challenges and ways forward. This forum is well represented from the national, regional, district and community levels. For efficiency and effectiveness, two of such meetings would be organized for western and eastern districts, respectively. Other means will be through the annual review workshop, which takes place during the first quarter of the year to gather views from all implementing agencies on preceding year project activities as a benchmark for enhancing activities of the current year.

7.4 Reporting

FSRP2 will maintain a database and activity file detailing all public consultation, disclosure information and grievances collected throughout the project, which will be available for public review on request. Stakeholder engagement would be periodically evaluated by FSRP2. The following indicators will be used for evaluation:

- Level of understanding of the project stakeholders.
- Quarterly grievances received and resolved.
- Level of involvement of affected people in committees and joint activities and in the project itself.

To measure these indicators, the following data will be used:

- Issues and management responses linked to minutes of meetings.
- Monthly reports.
- Feedback from primary stakeholder groups.
- Grievance register.
- Commitments to address the concerns.

FSRP2 will compile a report summarising communication and stakeholder engagement plan results on an annual basis. This report will provide a summary of all public consultation issues, grievances and

resolutions, and findings from informal meetings held at the community level. These reports should be presented to MAF, and a summary of the results will be provided for the annual report.

Annex 1 Organizational Arrangements for FSRP2

The organisational structure has commensurate qualified personnel to support the safeguards team in the management of E&S risks. The safeguards team would be part of the project management team and will report directly to the Coordinator of the project. The proposed structure of FSRP2 will adequately address the workflow demands on the project while allowing for sufficient checks and balances to maintain the integrity of the initiative. There will be three levels of organization- National Project Steering Committee, National Development Partner Project Coordination Office and the Implementing Agencies (IAs).

National Project Steering Committee (NPSC). To ensure proper coordination and supervision of all program components, a Project Steering Committee (NPSC) will be established to provide policy guidance and oversight. The NPSC would have a policy and advisory role and would meet twice a year. The Steering Committee will be responsible for: (i) approving the annual work plans; (ii) approving the annual procurement plan; and (iii) reviewing progress in the implementation of the work plans and other aspects of program performance, including taking responsibility on fiduciary oversight responsibilities following World Bank procedures on financial management and procurement; and (iv) ensuring that there are policy and implementation coordination, not only between sub-components of the program but also among all the program implementing institutions. The tenure of the Steering Committee will be five years, consistent with the program implementation period. The Minister of Agriculture and Forestry, as the key sector ministry, will chair the NPSC, which will comprise relevant officials from the other sector ministries, agencies and departments and the state and nonstate institutions involved in program implementation.

National Development Partner Project Coordination Office (NDPPCO). The program will be implemented under the existing NDPPCO that was established over one year ago to coordinate all development partner projects in Agriculture. This unit has been equipped over the last year with funding from IFAD, ADB and the World Bank to take on this role. The main NDPPCO functions are to:

- i. ensure the overall coordination of the program, make sure implementation of component activities complement each other
- ii. manage program funds on behalf of the executing agencies, keep financial records according to international standards, implement internal management control, and ensure regular external audit (in collaboration with the Audit Authority in the country)

- iii. prepare and implement Annual Work Plans and Budgets aggregating the needs of all program implementing institutions
- iv. identify potential implementing agencies/goods and service providers, organize their procurement activities, negotiate and sign contracts, and carry out all procurement work related to the program as per the approved procurement plans
- v. prepare quarterly, semi-annual and annual program progress and monitoring and evaluation (M&E) reports.

National Development Partner Project Coordination Office. The program will be implemented under the existing NDPPCU that was established over one year ago to coordinate all development partner projects in Agriculture. This unit has been equipped over the last year with funding from IFAD, ADB and the World Bank to take on this role. The main NDPPCO functions would be to: To strengthen coordination and implementation capacity in the field, the program will establish a Program Implementing Unit, within the NDPPCU, in charge of day-to-day management and coordination, which will include a dedicated multi-disciplinary team of project manager, technical, fiduciary and Environmental and Social Safeguards specialists with qualifications satisfactory to the Bank. The Financial Management Advisor within the NDPPCO will also be directly contracted to support the fiduciary function of the project but specifically to lead the harmonization, coordination and alignment efforts of the Ministry of Agriculture.

Implementing Agencies (IAs): IAs who will be responsible for implementing the various components of the MMIP. These IAs include the Ministry of Agriculture and Forestry, Sierra Leone Meteorological Agency, National Water Resources Management Agency, Office of National Security and National Disaster Management Authority, Sierra Leone Agriculture Research Institute, etc.

Annex 2 Complaints Submission Form (for non-SEA/SH complaints)

Reference No:	
Full Name:	
Contact information and preferred method of communication Please mark how you wish to be contacted (mail, telephone, e-mail).	By Post: Please provide postal address: _____ _____ _____ By Telephone: _____ By E-mail _____
Nature of Grievance or Complaint	
Description of grievance: What happened? Where did it happen? Who was involved? What is the result of the problem? Source and duration of the problem?	
Date of incident/grievance	☐ One time incident/grievance (date _____) ☐ Happened more than once (how many times? _____) ☐ On-going (currently experiencing problem)
Receiver	Name: _____ Signature _____ Date _____

Filer	Name:

	Signature _____
	Date _____
	Relationship to Complainant (if different from Complainant):

Review/Resolution Level 1 (MDA) Level 2 (IA) Level 3 (PCU)	

Draft

Date of Conciliation Session: _____

Was

Filer/Complainant Present? Yes/ No

Was field verification of complaint conducted? Yes/ No Findings
of field investigation

Summary of Conciliation Session Discussion

Issues

Was agreement reached on the issues? Yes, No If agreement was reached, detail the agreement

If agreement was not reached, specify the points of disagreement

Signed (Conciliator): _____ Signed (Filer/Complainant): _____

Signed: _____ (Independent
Observer e.g. Assembly Member/Opinion Leader)

Date: _____

Implementation of Agreement

Date of implementation: _____

Feedback from Filer/Complainant: Satisfied /Not Satisfied

If satisfied, sign off & date _____
(Filer/Complainant) (Mediator)

Draft

If not satisfied, recommendation/way forward

(Signature & date of Filer/Complainant)

(Signature & date of Mediator)

Draft

Annex 3 Grievance Register

[illegible]

Annex 4 SEA/SH Prevention Action Plan and Response

Description of risk-relevant activities	Project-related EAS/HS risks	Mitigation measures	Responsibility	Maturity	Indicators	Budget

Component 1: Digital Advisory Services for Agriculture and Food Crisis Prevention & Management This component seeks to take advantage of new information technologies, data sources and service delivery models involving the private sector to provide digital advisory services to address the multidimensional nature of food security. This component will increase access to and use of location-specific information relevant to food security by decision-makers and farmers via national extension systems Component 2: Sustainability & Adaptive Capacity of the Food System's Productive Base This component targets the resilience of agro-sylvo-pastoral production systems allowing small and medium producers, especially women and youth, to sustainably meet their nutritional needs and raise incomes from the sale of surpluses in local and regional markets Component 3: Market Integration & Trade The component's objective is to expand food trade in West Africa to enable effective distribution of surplus produce	1a. Risks of sexual exploitation and abuse related to social transfer activities (e.g., targeting, distribution of services or transfers, supervision of staff, etc.) 1b. Risks of sexual harassment due to potential lack of supervision of male and female staff 1c. Lack of access by female beneficiaries to the benefits and services of the project (e.g., lack of representativeness and decisionmaking processes at the community level, lack of consideration of women's needs in setting up the national system) 1d. Lack of access to support services for female beneficiaries and also survivors of EAS/HS due to difficult access conditions in humanitarian and/or remote areas where the project will be implemented 2a. Risks of abuse or violence related to harmful social norms in the contexts of project implementation that limit women's access to financial resources 2b. Lack of information for female beneficiaries about the project and the potential risks associated with the lack of consultation with female beneficiaries in safe and confidential conditions 1.	<i>a. Accountability plan and response, including:</i> - SEA/SH requirement and expectation are adapted in bid document. - Development and signature of codes of conduct (CoC) for project workers and staff, which include at least: - Specify appropriate roles and responsibilities in CoCs. - Carry out orientations on CoC - Have CoCs signed by all those with a physical presence at the project site. - Disseminate CoCs (including visual illustrations) and discuss with employees and surrounding communities. - Implementation of the EAS/HS, which includes at least the following: - Specific procedures for dealing with EAS/HS complaints, including delay and possible sanctions - Procedures to report complaints related to EAS/HS, including accessible lanes to targeted communities and project staff - Obligations on the guiding principles for the ethical and confidential handling of such complaints - Response protocol and mapping of integrated support services in all	PCU, Contractor, Consultant, IA	December 2021	# of project-related staff and workers trained and oriented on CoC. # of people who signed CoCs # of EAS/HS complaints received # of EAS/HS complaints referred to services % of EAS/HS complaints that are resolved within the time frame How long it takes to resolve an EAS/HS complaint	Part of regular activities

to deficit regions and facilitate production and commercialization of agricultural inputs and technologies within and across national borders		response areas, including procedures for safe and confidential referral of cases reported to services				
		<i>b. Training and awareness plan, including</i> • PCU and project staff sensitized on the GBV/SEA/SH risk factors in the project areas and trained on how to prevent and respond to GBV/SEA/SH • Training of worker and supervisory teams on the EAS/HS • Prepare the relevant communication materials on GBV/SEA/SH, including the risk of human trafficking and child marriage and dissemination of these • Consultations carried out with the project-affected local communities and other stakeholders to inform them properly about the potential SEA/SH risks and project activities to address SEA/SH related issues including the risk of human trafficking, and child marriage. • Disseminate the relevant information on GBV/SEA/SH and other associated risks i.e., human trafficking and child marriage among the wider communities and stakeholders.	PCU, Social Safeguards Specialist	Continued process all through the project's duration	# of project related staff sensitized on SEA/SH % of trained staff who show increased knowledge after training (who receive a posttest score above 80%) % of workers who receive training on EAS/HS % of trained workers who show increased knowledge after training (who receive a post-test score above 70%) # Materials disseminated among the communities and stakeholders # Electronic copies of the materials are posted on the BLPA website and social media channels Community people, especially women sensitized on SEA/SH risks. # of community members sensitized # of sites where IEC material has been set up Feedback collected on project activities and finalize it. # of stakeholders sensitized	To be managed within existing budgets

		<i>c. Implement appropriate project related civil works to reduce SEA/SH risks.</i> • Have separate, safe and easily accessible facilities for women and men working on the site.	Contractor, PCU	Continued process all through the project's duration	Documentation of measures taken to reduce GBV risks.	To be managed within existing budgets
		• Locker rooms and/or latrines should be located in separate areas, well-lit and include the ability to be locked from the inside. • Visibly display signs around the project site (if applicable) that signal to workers and the community that the project site is an area where SEA/SH is prohibited.				

Annex 5 Incident Notification Form (for SEA/SH complaints)

1. FSRP2 /Activity details related to the incident	
FSRP2 or Activity:	
Location of FSRP2 or Activity: (country, province, city/village/town etc. Please provide as much detail as possible)	
Name of FSRP2 partner(s)/Contractors associated with the program/activity: (e.g name of organisation(s); include downstream partners)	
2. Details of Reporting Organisation or Individual	
Note, please consider the privacy and protection of any individuals reporting SEA/SH (whistleblowers). Only provide details of any individuals if permission has been granted to share this information with FSRP2.	
Name of Reporting Organisation/Individual:	
Contact name:	
Telephone:	
Email:	
Location of Reporting Organisation/Individual: (District/city etc.)	
3. SEA/SH Incident	
Type of allegation: (please nominate one or more allegation types – definitions below)	Sexual exploitation ⁴ Sexual abuse ⁵ Sexual harassment ⁶
Date(s) of alleged incident:	
Location of alleged incident: (country, district/village/town etc. Please provide as much detail as possible)	
Date incident report was received by your organisation:	

⁴ Sexual exploitation refers to any actual or attempted abuse of a position of vulnerability, differential power, or trust for sexual purposes. It includes profiting monetarily, socially, or politically from sexual exploitation of another.

⁵ Sexual abuse refers to the actual or threatened physical intrusion of a sexual nature, whether by force or under unequal or coercive conditions. It covers sexual offences including but not limited to: attempted rape (which includes attempts to force someone to perform oral sex); and sexual assault (which includes non-consensual kissing and touching). All sexual activity with someone under the age of consent (in the law of Sierra Leone) is considered to be sexual abuse.

⁶ A person sexually harasses another person if the person makes an unwelcome sexual advance or an unwelcome request for sexual favours or engages in other unwelcome conduct of a sexual nature, in circumstances in which a reasonable person, having regard to all the circumstances, would have anticipated the possibility that the person harassed would be offended, humiliated or intimidated. Sexual harassment can take various forms. It can be obvious or indirect, physical or verbal, repeated or one-off and perpetrated by any person of any gender towards any person of any gender. Sexual

harassment can be perpetrated against beneficiaries, community members, citizens, as well as staff and personnel. Some examples of behaviour that may be sexual harassment include:

- staring or leering;
- unnecessary familiarity, such as unwelcome affection or touching;
- suggestive comments or jokes;
- insults or taunts of a sexual nature;
- intrusive questions or statements about your private life;
- displaying posters magazines or screen savers of a sexual nature;
- sending sexually explicit emails or text messages;
- inappropriate advances on social networking sites;
- accessing sexually explicit internet sites;
- requests for sex or repeated unwanted requests to go out on dates; and
- behaviour that may also be considered to be an offence under criminal law such as physical assault, indecent exposure, sexual assault , stalking or obscene communications

71

Details of alleged incident: (please provide details of the alleged incident. Include any specific vulnerabilities such as disability, sex worker etc)	
Is the victim/survivor a recipient or client of a FSRP2 /activity? If so, please provide details (e.g., name of facility, name of volunteer organisation, etc.)	
What support has been/is being provided to the victim/survivor? (e.g. referral to a medical clinic, counselling services, etc.)	
Have referrals been made to support services such as a medical facility or counselling services? (if yes, please provide details)	
What investigation or reporting has been undertaken by the FSRP2 partner organisation? (please provide details e.g. an internal investigation will be conducted and a final report produced etc)	
4. Reporting to police or other authorities	
If the alleged incident/allegation occurred at a particular area, are local police aware of the incident/allegation? If yes, please provide: • A contact name and contact details for the local police including the full title of the local police station • Date the incident/allegation was reported to local police	
5. Other information	
(please provide any other relevant information here that has not already been mentioned above)	

Draft